

ASK@RIA
activateur de solidarités



GGRANDE
ÉCOLE DES
SSOLIDARITÉS



TRANSFORMATIONS

des activités et des métiers du secteur social

**TRAVAIL DES FRONTIÈRES
DANS L'INTERVENTION SOCIALE ET LA RECHERCHE**

COLLOQUE
INTERNATIONAL
INTERDISCIPLINAIRE

18•19•20 Mai 2022
RENNES

Informations et inscriptions sur
[//hybrida-2022.sciences.org](https://hybrida-2022.sciences.org)



Book des résumés des communications
dans les ateliers et les symposia
classés par axes thématiques

Index des auteurs et table des matières en fin de document

Une approche par les évolutions des questions sociales

Les assistants sociaux au Liban : action et sens

Sana Nemer * ¹

¹ Doctorante à l'EFS USJ – Liban

Résumé :

Le travail social au Liban a connu une évolution à plusieurs niveaux à travers les années, les assistants sociaux au Liban pratiquent leur profession dans des organismes sociaux publics et privés et sont dotés dans la majorité des cas d'une licence en travail social. Dans un survol sur la théorie dans les écrits au monde, Selon Bédard-Hauser & Bolzman (2004), les AS cherchent à intégrer de nouvelles dimensions à leur pratique visant à modifier la culture professionnelle existante pour dépasser le malaise. Cette recherche a pour objectif de décrire le sens au travail par des assistants sociaux en particulier, pour foncer dans le sens au travail et pour explorer le sens qui pousse les assistants sociaux à avoir la satisfaction, la motivation, la souffrance ou le plaisir dans le travail, une approche qualitative de type exploratoire vient s'imposer. Notre échantillon sera formé de 30 personnes, le recrutement sera exécuté à la base de la méthode non probabiliste, c'est un échantillonnage à base de critères spécifiques. L'échantillon sera composé de professionnels qui œuvrent dans des domaines diversifiés. Comme outils de collecte de données nous avons opté pour les entrevues semi-directives structurées de manière à s'inscrire dans la logique d'exploration et de compréhension de la situation actuelle. La souffrance, Le plaisir ou la motivation dans le travail sont le fruit d'une démarche personnelle caractérisée par un mouvement individuel influencé par un contexte très spécifique. Cette recherche aura pour retombées, d'avoir une idée de ce qui existe effectivement dans le contexte du travail social au Liban, de faire ressortir des suggestions pratiques qui seront utilisées pour l'amélioration de ce contexte à travers l'intégration de plusieurs composantes qui affectent le contexte du travail et le contexte d'apprentissage et de la formation universitaire en travail social

La méthodologie :

Cette étude aura pour objectif global de Comprendre et Expliquer le processus de construction du sens du travail chez les assistants sociaux au Liban. Les objectifs spécifiques qui en découlent de cette question de recherche sont alors de deux ordres. Première dimension c'est arriver à dégager le sens du travail attribué par les assistants sociaux à la pratique de cette profession et le second objectif est d'explorer des pistes susceptibles de mener à proposer des stratégies qui améliorent les conditions du travail social au Liban. Une recension des écrits est mise en relief pour faire ressortir ce qui est important à ce niveau et pour présenter les grandes lignes de cette recherche qui trouve son utilité dans le domaine qualitatif. Dans le cadre de la pertinence de ce sujet, le premier aspect sur lequel il faut tabler c'est l'originalité de cette recherche qui est première de son genre au Liban. c'est une étude exploratoire descriptive. Cette recherche a pour objectif de décrire un phénomène particulier en profondeur (Tripodis et al. 1985, Poupart et al, 1997). La démarche adoptée dans cette étude est une démarche qualitative, cette recherche qui va étudier le sens au travail attribué par les assistants sociaux au Liban à leur pratique professionnelle au quotidien est de nature qualitative du fait que l'interprétation du sens ne se fait jamais

*Intervenant

par le biais d'un questionnaire à mesure précis (Blumer, 1996). les guides d'entrevues ont été menés et la collecte de données a déjà été complétée malgré les difficultés liées au C19. Après la collecte des données, une analyse des données sera faite suivant la méthode d'analyse de contenu qui vise à décrire objectivement et systématiquement les informations provenant d'entrevues.

References

ALBIN, M. (2002). " Regards sur les mutations du travail social au XXe siècle , Le Mouvement Social , p.83.

ASSOCIATION CANADIENNE pour la santé mentale (1999). Division du Québec, Dossiers, Donner du sens à sa vie.

AUTISSIER D. (2008). " Des salariés en quête de sens ", Dans Les Grands Dossiers des Sciences Humaines , Revue Française de Sciences humaines, CAIRN info n° 12, p

BLUMER, H.(1937) ."Social psychology" , in E. P. Schmidt (dir.), Man and Society: A Substantive ,Introduction to the Social Science, Prentice-Hall, New York, pp. 144-198 (p. 158).

BRUN, J.-P. et DUGAS, N. (2002). " La reconnaissance au travail, une pratique riche de sens ", dans Gestion 2005/2 (Vol. 30) , Secrétariat du Conseil du Trésor, pages 79 à 88, Québec.

CHAMBEAU, M. (2000). " Quelle éthique pour le travailleur social " - Article extrait de l'éthique & travail social, L'Observatoire N °27.

CHAUCHAT H. (1985), L'enquête en psychosociologie, Paris, PUF, ...

CHRONIQUES SOCIALES (1998). " Quel Environnement Social Pour Nos Jeunes :A L'aube du 3eme Millénaire " ? En collaboration avec l'Ecole Libanaise de formation sociale (ELFS)-USJ, Vol.2,p. 13/14 ,Beyrouth.

DAVEZIES P.(1992). " Travailler face au public. Entre consigne et idéal " et " L'épuisement professionnel : le burn out ", Santé et travail, n° 3/45.

DEJOURS, C. (2016) . Situations du travail, PUF, 301 p, Paris.

DEJOURS, C. (1980). Travail, usure mentale. Essai de psychopathologie du travail, Éditions du Centurion, Paris.

DEVEAUD, J.,GRACIENT,A. et SAMAHA-KAHI ,H. (1990). " Compte rendu d'expériences internationales" Service social 391 ,p. 168-182.

DUBAR, C. (2000). la crise des identités. .PUF, Coll. le lien social , Paris.

FITS(2000).Définition du travail social .IFSW General meeting in Montréal ,Canada. Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux.

LARIVIERE, C. (2013) . " La souffrance psychique et morale au travail : enjeux pour les professionnels du secteur de la santé et des services sociaux " Reflet, Erudit, Volume 19, Numéro 2, p. 72-84 .

TRUCHOT, D., (2005). , Épuisement professionnel et burn out : concepts, modèles, interventions, Dunod, Paris.

VITO, R. (2015). " Leadership Support of Supervision in Social Work Practice" Canadian Social Work Review, Volume 32, Numéro 1-2, , p. 151-165

” Des expériences du quotidien à la contre-productivité des organisations du travail social : réflexions sur les épreuves professionnelles des jeunes travailleurs sociaux

”

Laure Ferrand * ¹

¹ Laboratoire Etude Recherche Formation Action Sociale – ATEC ITS France – France

Cette proposition de communication est transversale à plusieurs axes thématiques de l'appel à communication : approche par les évolutions des question sociales, approche par les politiques publiques. Il s'agit à la fois d'un travail empirique et conceptuel.

Les constats concernant les évolutions du monde du travail social sont à l'image de celles qui caractérisent l'ensemble du monde du travail depuis les années 1980.

On observe en effet que les logiques néolibérales sont à l'oeuvre à différents niveaux. : en matière de management, de financiarisation du secteur (avec par exemple, les contrats à impact social), la privatisation et la bureaucratisation de l'action publique (les appels d'offre, la sous-traitance à des entreprises privées, la figure de l'usager " client ", etc.), le creusement des inégalités sociales et leur perception négative (stigmatisation de l'assistance, logique d'interpellation se substituant à celle de solidarité, etc.). Cette tendance progresse au point de devenir hégémonique. Oscillant ainsi entre " grignotage " de la protection sociale et " stratégie du choc "1 à l'égard de l'État-Providence, le phénomène de marchandisation du travail social se poursuit, s'accélère2. Il vient bien sûr impacter la formation et la professionnalisation des travailleurs sociaux.

Dans cette communication, ce sont en particulier les jeunes diplômés du travail social qui nous intéressent et leurs premières années d'expérience professionnelle suivant l'obtention de leur diplôme. Au regard du constat ci-dessus, plusieurs questions se posent : qu'est-ce, dans le contexte actuel, qu'être un jeune professionnel du travail social ? Comment construit-il son identité professionnelle ? Comment appréhende-t-il la " modernisation "3 du travail social ? Comment trouve-t-il sa place entre vocation et marchandisation du social ?

Pour répondre à ces questions, nous mobilisons les enseignements issus de deux recherches/études dont la principale est une recherche menée par le P3R Centre-Val de Loire entre 2016 et 2017 et dédiée à la professionnalisation des jeunes travailleurs sociaux. 6 professions du travail social ont

*Intervenant

été investiguées à partir d'une démarche de recherche sociologique et qualitative. 50 entretiens ont été réalisés avec de jeunes diplômés et des directions d'établissements.

Notre analyse s'appuie notamment sur les travaux du sociologue américain Everett C. Hughes qui a théorisé les étapes de la socialisation professionnelle. En 1955, il distingue trois mécanismes spécifiques de cette socialisation : le " passage à travers le miroir " correspondant à l'immersion de l'individu dans le monde professionnel, " l'installation dans la dualité "4 renvoyant à la cohabitation entre modèle idéal et modèle pratique, et la " socialisation anticipatrice " définie par la projection de soi dans une carrière. Il s'agit, par ces différents mécanismes, de montrer ce qui est en jeu dans les représentations et les expériences professionnelles.

À partir de là, nous analyserons la socialisation professionnelle en actes. Nous verrons qu'elle est à la fois le résultat d'une construction individuelle et d'un environnement agissant sur cette construction. Nous nous intéresserons à trois maillons de cette socialisation : le " passage à travers le miroir ", le développement par les jeunes professionnels d'une économie du bricolage, et leur rapport au temps qui, nous le verrons, représente un " enjeu de luttes ".

Nous mettrons également l'accent sur la précarisation des métiers comme étant une des conséquences de la montée des incertitudes et de la mise à mal de la " socialisation anticipatrice ".

Enfin, il nous semble nécessaire de mener une réflexion sur la notion de contre-productivité dans les institutions du travail social. À travers l'équilibre (instable) que les individus doivent trouver entre vocation et technicisation des métiers, quête de reconnaissance et précarisation des métiers, la notion de " contre-productivité " telle qu'elle a été définie par Ivan Illich⁵ trouve une résonance toute particulière. Puisque les mécanismes de fonctionnement des organisations du travail social sont de plus en plus orientés vers une " culture du résultat "6, celle-ci n'est bien évidemment pas sans effet sur la socialisation professionnelle, les perspectives de carrière, le travail en équipe et la vie des établissements.

Tous ces éléments viendront faire émerger, en conclusion, l'idée d'une prolétarianisation des métiers du social.

1 Klein Naomi, La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre, Paris, Actes Sud, 2013.

2 Donzelot Jacques, " Le social de compétition ", Esprit 2008/11, novembre, pp. 51-77 ; Chauvière Michel, Trop de gestion tue le social. Essai sur une discrète chalandisation, Paris, La Découverte, 2007 ; Castel Robert, La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu, Paris, Seuil, 2013 ; Boukris-Ferré Yacine, " Miettes suédoises ", Le Monde Diplomatique, 2020, septembre, p. 18.

3 Chauvière Michel, " Qu'est-ce que la chalandisation ? ", Informations sociales, 2009/2, n°152, pp. 128-134.

4 Dubar Claude, La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles, Paris, Armand Colin, 2010.

Bibliographie indicative

BRESSON Maryse, " La précarité : une catégorie d'analyse pertinente des enjeux de la norme d'emploi et des situations sociales 'd'entre deux " , SociologieS (en ligne). Disponible sur :

<http://journals.openedition.org/sociologies/3421> (consulté le 7 janvier 2021).

CASTEL Robert, La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu, Paris, Seuil, 2013.

CHAUVIÈRE Michel, " Qu'est-ce que la chalandisation ? ", Informations sociales, 2009/2, n°152, pp. 128-134.

DONZELOT Jacques, " Le social de compétition ", Esprit, 2008/11, novembre, pp. 51-77.

DUBAR Claude, La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles, Paris, Armand Colin, 2010.

ILLICH Ivan, OEuvres complètes, Volume 1, Paris, Fayard, 2004.

GOUDREAU Marjolaine, " Le travail social à l'épreuve de l'idéologie managériale : entrevue avec Vincent de Gaulejac, professeur émérite à l'université Paris-Diderot ", Intersectionnalité : regards théoriques et usages en recherche et intervention féministes, 2016, vol. 26, n°2, pp. 7-13.

JANBON Antoine, " Attractivité des métiers de la solidarité : un défi impossible ? ", Union Sociale, n°343, Janvier 2021, pp. 17-25.

PASCAL Henri, Histoire du travail social en France. De la fin du XIX^{ème} siècle à nos jours, Rennes, Presses de l'EHESP, 2014.

5 Illich Ivan, OEuvres complètes, Volume 1, Paris, Fayard, 2004.

6 De Gaulejac Vincent, La recherche malade du management, Versailles, éditions Quæ, 2012, pp. 25-26

La prévention spécialisée en situation extrême : travailler dans des quartiers résidentiels transformés en espaces notoires de narcotrafic

Thomas Sauvadet * ¹

¹ UPEC – Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), Université Paris-Est Créteil
Val-de-Marne -UPEC – France

Résumé : Le développement de la consommation et de la revente de stupéfiants dans de nombreux quartiers populaires à partir des années 1980 (Mauger, 1983 ; Kokoreff, 2000) a-t-il réinterrogé et remis en cause les pratiques professionnelles des éducateurs de la prévention spécialisée, ces éducateurs " de rue " qui vont à la rencontre des bandes de jeunes, notamment dans les quartiers de la politique de la ville ?

Cette présentation exposera des études de cas dans des quartiers résidentiels transformés en espaces notoires de narcotrafic, là où certaines bandes de jeunes se restructurent en réseaux de trafic. Ces réseaux exercent un contrôle social et une surveillance du territoire qui transforment certains de leurs membres en " notables locaux ", jusqu'à devenir des personnages incontournables pour les équipes de prévention spécialisée qui s'implantent sur " leur " territoire. Dans ce contexte, collaborer avec des policiers et des juges, en tant que victime ou témoin, représente une prise de risque susceptible de " griller l'équipe " (selon l'expression habituelle des éducateurs).

Face à une forme de surveillance, face à des menaces et des intimidations voire des violences physiques, comment " tiennent " les éducateurs de la prévention spécialisée (Gaspar, 2012) ?

Si les premiers résultats de recherche ont tout d'abord indiqué un sentiment d'impuissance et des stratégies de repli de la part des éducateurs et de leur hiérarchie face aux violences des bandes et des réseaux de trafic, d'autres résultats ont ensuite montré des stratégies offensives et efficaces mais qui posent des questions morales, déontologiques, juridiques.

L'exposé décrira des formes d'accumulation de capital guerrier (X, 2006) par des éducateurs dont la culture professionnelle se trouve pourtant, normalement, assez éloignée de ces préoccupations. Il présentera l'accumulation et l'usage du capital " guerrier personnel " par des éducateurs qui s'adaptent ainsi à des situations d'insécurité. Il présentera surtout l'accumulation et l'usage d'un " capital guerrier socialisé ", à savoir la création d'un réseau de protection, un réseau d'alliances susceptible d'assurer des protections physiques.

L'enquête repose sur des collaborations avec des clubs de prévention spécialisée dans des quartiers de la politique de la ville. Ces collaborations ont démarré en 2004 et se poursuivent aujourd'hui. À raison de trois heures par mois sur des périodes qui vont de deux à 10 ans, elles correspondent, pour le compte de clubs de prévention, à des diagnostics de territoire, des recherche-actions, des groupes d'analyse des pratiques ainsi que du travail de rue accompagné.

*Intervenant

Le concept de " territoire " : Un changement de paradigme pour le travail social

Alexandre Moine * 1

¹ Laboratoire ThéMA - Université de Franche-Comté (ThéMA) – CNRS UMR 6049 – 32 rue Mégevand
25030 Besançon Cedex, France

Que ce soit dans le secteur de la santé ou celui de l'accompagnement social, les problématiques (d'accès aux soins, de prise en charge du vieillissement de la population, de la pauvreté...) se complexifient et on constate qu'il devient de plus en plus difficile pour les gestionnaires, les professionnels de terrain et les usagers de trouver les réponses adaptées. En parallèle, on assiste également à une évolution des approches des établissements et services médico-sociaux et par là, à un vrai changement de paradigme, en passant d'une logique de fonctionnement structurel à une logique d'adaptation spécifique à l'utilisateur, plus exactement d'une logique de place à une logique de parcours de vie, où le vécu de la personne dans son environnement (au sens large) prend tout son sens et doit être pris en compte. Ainsi, les situations complexes et multifactorielles, spatialisées, en référence à des territoires (secteurs d'intervention, bassins de vie, découpages institutionnels, etc.), interrogent la capacité des travailleurs sociaux à prendre en compte des données et informations complexes et ce dans de multiples domaines (handicap, santé, éducation, formation, protection de l'enfance, accessibilité, logement, emploi, etc.).

La société vit des "métamorphoses" au sens de Morin, le contexte de crise, qui perdure, incite à réinterroger les pratiques professionnelles afin de permettre le développement des individus. Les secteurs de la santé et du social voient ainsi apparaître des bouleversements dans les pratiques d'accompagnement qui questionnent le cœur de leurs métiers. L'accompagnement ne se fait plus aujourd'hui uniquement dans une institution mais sur un territoire qui nécessite de lier des lieux et des acteurs, rendant ainsi possible la mise en œuvre d'une action censée n'être ni seulement catégorielle, ni seulement sectorielle (B. Pallier 1998). Il en découle un positionnement des travailleurs sociaux qui interroge, tant du point de vue de leurs pratiques individuelles et collectives, que du point de vue du rôle qu'ils jouent vis-à-vis des personnes accompagnées, mais également des partenaires. Ainsi le territoire d'intervention est plus qu'un " décor " ou un environnement neutre, il s'impose comme clé de lecture des situations multifactorielles et comme pivot des coopérations entre les partenaires organisés " en filet de sécurité " autour des personnes accompagnées.

Le territoire, considéré comme un système, devient alors un moyen de faire sens commun entre les acteurs et les institutions qui s'ajustent en permanence autour de pratiques, de données, d'informations et de connaissances plus ou moins partagées et qui en assurent une traduction nécessaire, qu'elle soit spatiale, organisationnelle, temporelle ou encore idéale (Moine, 2015). On comprend alors qu'ainsi défini, il puisse apparaître comme référence principale dans les politiques de santé ou dans les politiques sociales, et qu'il interroge à la fois les collectivités territoriales (Conseils départementaux, Villes, Intercommunalités, etc.), la société civile, mais également les

*Intervenant

instituts de formation dans leurs pratiques respectives.

Tout en restant ancré sur des références génériques bien établies, l'exercice du travail social nécessite donc d'être réfléchi et adapté par rapport aux caractéristiques des territoires et de prendre appui sur les ressources d'action publique mobilisables localement. Cette prise en compte des processus de territorialisation vise à soutenir les travailleurs sociaux aussi bien dans leur conduite des accompagnements individuels, dans leur contribution au déploiement des systèmes partenariaux et dans leur participation à des démarches de développement social. Ainsi, dans la confrontation des pratiques, surgissent des échelles, des niveaux différents qui ne sont pas forcément bien identifiés par les travailleurs sociaux et/ou les professionnels de santé. Ceci nous amène à formuler la question du passage de la superposition à une imbrication systémique des territoires facilitant une co-construction de l'utilisation, de l'aménagement et de la gestion des ressources dans des jeux permanents entre gestionnaires, professionnels de terrain et personnes accompagnées.

Il en ressort, qu'un des principes d'action, est bien de faire confiance à l'intelligence collective dont la mise en perspective, au travers des diagnostics systémiques, permet de construire une véritable intelligence territoriale. Celle-ci sera alors garante de la prise en compte à la fois des imbrications territoriales qui impliquent des jeux d'acteurs complexes, de l'organisation de l'espace géographique sans cesse en évolution et enfin des parcours des usagers qui lient des lieux dans le temps.

Processus de politisations féministes dans une structure d'insertion par le travail des personnes sans domicile, Retours sur une recherche-action-formation

Alice Krzystofik * ¹, Louise Lacoste *

, Laure Turchet *

¹ Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie et de la Société – Université Paris Nanterre : UMR8533 – France

L'association Paris Palette (nom anonymisé) est une structure de l'insertion par l'activité économique qui propose aux personnes éloignées de l'emploi des missions de réemploi de matériaux et de logistique urbaine écologique. Depuis 2014 l'association est intégrée au dispositif Premières heures parisien visant à remobiliser par le travail des personnes sans domicile.

En 2019 l'association accompagnait à 90% des hommes, et l'équipe encadrante n'était pas ou très peu sensibilisée aux problématiques féministes. Le premier constat en 2019 est formulé par une chercheuse en stage dans la structure, aujourd'hui en thèse CIFRE : les relations de travail entre travailleur.se.s sociaux.ales ainsi que les relations d'accompagnement sont (notamment) structurés par la banalisation du sexisme ordinaire induisant des violences de genre fréquentes. (Lacoste, 2019)

Le deuxième constat est que les femmes sans domicile sont très nombreuses à avoir été victimes de violences sexuelles, (Observatoire du Samu Social, 2020) et les femmes seules et sans-abri sont dans l'angle mort de la plupart des politiques d'intervention sociale. (Loison, Perrier, 2019). Cela peut être lié à la segmentation de l'action sociale (Marpsat, 1999), à un défaut de ciblage des politiques publiques (Loison, Braud, 2022), aux résistances du travail social pour penser le genre (Bessin, 2009) à la méconnaissance statistique de ce public ou aux stratégies d'invisibilisation développées par les femmes pour se protéger.

Pour ces deux raisons, un travail a été impulsé par l'équipe, sous l'impulsion de la coordinatrice de pôle et de la doctorante CIFRE, accompagnée d'une seconde chercheuse, pour travailler sur les rapports sociaux de sexe dans l'association. La volonté collective a été d'outiller les équipes encadrantes sur les questions de genre, pour proposer un accompagnement qui soit aussi sécurisant pour les femmes que pour les hommes de l'association. La méthodologie déployée est celle de la recherche-action.

*Intervenant

Dans cette communication nous souhaitons restituer ce travail collectif en revenant sur les différentes étapes de la recherche-action déployée à Paris Palette depuis 2019. Cette recherche-action nous semble constituée par la superposition de trois processus de politisation féministe dans la structure.

D'abord, il a fallu penser le genre de manière collective : c'est-à-dire créer un référentiel commun pour pouvoir dialoguer sur les questions de genre, de sexisme, de féminisme, de stéréotypes et de socialisation genrée. Le militantisme féministe et intersectionnel des chercheuses en sociologie a pu se heurter à des résistances, incompréhensions et décalages du côté des travailleur.ses sociaux.ales. Durant de longs mois, une politisation des équipes permanentes (I) a été effectuée, pour sortir de la banalisation du sexisme ordinaire et penser autrement les rapports de genre. Il s'agit d'un militantisme infra mené à trois, répétés pendant les réunions, les temps informels et via la pratique du théâtre forum en équipe.

Ainsi, il a été possible d'engager une politisation des pratiques d'accompagnement (II) en réfléchissant à la composition des équipes encadrantes et des équipes de travail des personnes en insertion. La coordinatrice a prêté une forte attention à la sensibilité féministe dans ses recrutements et l'ensemble des équipes ont engagé une politique active visant à recruter plus de femmes, pour viser la parité. Ensuite, l'arrivée d'une jeune chercheuse dédiée à ces questions a permis de questionner la répartition genrée des missions effectuées en atelier par les personnes accompagnées et de mettre en œuvre des temps de travail en non-mixité de genre. Les pratiques d'accompagnement se politisent, bien qu'il subsiste encore à la marge des résistances au militantisme de la part des travailleur.ses sociaux.ales.

Enfin il semble que pour mener toutes ces réflexions et actions au bout, il faudrait engager une démarche de politisation auprès des personnes accompagnées (III). C'est cette dernière étape de la recherche-action qui est en cours. L'idée n'est pas de tomber dans la violence symbolique ou dans l'imposition d'une vision socialement située des rapports sociaux de sexe mais d'engager une réflexion qui soit véritablement collective autour du genre. Cette réflexion a déjà été engagée par touche, par la pratique d'ateliers en non-mixité, des temps de travail entre femmes et par la mise en œuvre de temps de théâtre forum et de théâtre image, en mixité et en non-mixité. La volonté est d'empouvoier les personnes dans leur ensemble, en veillant à ce que l'espace soit aussi sécurisant pour les femmes que les hommes et en conservant la qualité des relations d'accompagnement avec toutes.

Notre communication vise à restituer la richesse et la complexité de cette réflexion collective et la manière surtout dont la recherche-action engagée collectivement crée du mouvement, dans les pensées et dans les pratiques, du côté de la recherche comme du travail social.

Bibliographie succincte

Bessin, M. "Quand la mixité ne suffit pas : où en est l'introduction du genre dans le travail social ?", Les Cahiers Dynamiques, vol. 58, no. 1, 2013, p. 22-30.

Hooks, B., Apprendre à transgresser - L'éducation comme pratique de la liberté, Nouvelles questions féministes, Coédition Syllepse/M Editeur, 2019.

Lacoste, L., "Quand le sexisme devient ordinaire. Rapports sociaux et violences de genre dans une structure d'insertion par l'activité économique", mémoire de fin d'études, master APAS - Université Paris Nanterre, 2019, 130 p.

Loison-Leruste, M., Braud, R., "Le sans-abrisme au féminin. Quand les haltes femmes interrogent les dispositifs d'urgence sociale ", Travail, Genre et Sociétés, 2022.

Loison-Leruste, M., Perrier, G., "Les trajectoires des femmes sans domicile à travers le prisme du genre : entre vulnérabilité et protection", Déviance et Société, vol. 43, no. 1, 2019, p. 77-110.

Marsat, M. "Un avantage sous contrainte : le risque moindre pour les femmes de se trouver sans abri." In: Population, 54e année, n°6, 1999. pp. 885-932.

Observatoire du Samu Social, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Droits, santé et accès aux soins des femmes hébergées, isolées, réfugiées, Rapport final, 2020, 169 p.

Interroger les frontières de l'intervention sociale : Le cas des centres de psychanalyse gratuits

Charlène Charles * 1

¹ Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Transformations des pratiques Éducatives et des pratiques Sociales – Université Paris-Est : EA7313, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris 12 : EA7313 – France

Le projet de cette enquête est né d'un double étonnement consécutif à la crise sanitaire de 2020. Lors de cette crise, un certain nombre d'associations du champ psychanalytique se sont mobilisées pour proposer les services gratuits de leurs membres. Déjà dans les années 2000, marquées par un phénomène de précarisation croissante, on a vu l'émergence d'une dizaine de centres de psychanalyse gratuits recevant pour la plupart des enfants, adolescents, jeunes adultes, n'ayant pas accès aux soins psychiques privés ou publics pour des raisons financières ou de saturation des services de santé mentale. Cet engagement social est issu d'une longue tradition peu connue remontant à Freud qui contrevient aux représentations de la pratique psychanalytique uniquement accessible aux individus les mieux dotés socio-économiquement et culturellement. Ce phénomène nous enjoint donc à interroger à la fois le rôle social de ce type de centre ainsi que la manière dont interviennent les dimensions sociales dans les rapports entre patients et psychanalystes et dans la qualification des troubles psychiques par les intervenants. La psychanalyse a toujours été un référentiel théorique largement mobilisé par les travailleurs sociaux tant dans leurs pratiques, que dans les centres de formation même si accompagnement social et cure psychanalytique sont restés bien distincts dans la division sociale du travail. Mais est-ce que la psychanalyse emprunte aux référentiels de l'intervention sociale et qu'est-ce qu'elle fait du traitement des " problèmes sociaux "? Comment les conditions socio-économiques interviennent dans la façon de conduire les cures ? Et surtout, est-ce que les reconfigurations actuelles du champ de la santé mentale et du secteur médico-social déplacent, élargissent ou brouillent les frontières de l'intervention sociale ?

Cette communication s'appuie sur une enquête ethnographique réalisée pendant près d'un an dans une consultation gratuite, sur des entretiens avec les directeurs, directrices et praticiens de ces centres ainsi que sur une importante production écrite produite par les acteurs.

*Intervenant

Un éducateur qui (se) cherche : retour réflexif sur une désidentification professionnelle

Aurélien Cadet * ¹

¹ Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux - sciences sociales, politique, santé – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) – France

Mener une recherche sur son lieu de travail peut octroyer un accès privilégié au " terrain " et, selon " l'immersion " du/de la chercheur·se, implique une dimension participative qui en fait un·e " enquêté·e ", au même titre que ses collègues. Si cette double-fonctionnalité " praticien·ne-chercheur·se " n'est pas nouvelle (l'anthropologue David Puaud en tant qu'éducateur, la sociologue Sylvie Morel en tant qu'ambulancière), accordant une place centrale à la réflexivité, son articulation semble néanmoins complexe. Et même dans le cadre d'un contrat CIFRE, qui confère une légitimité institutionnelle, d'intenses tiraillements traversent la présence de l'ethnographe, entre duplicité – dans mon cas, éducateur ici, chercheur " chez lui " – et imbrication – " éducateur-chercheur ", le trait d'union la symbolisant. Cette communication s'appuiera sur mon expérience de thèse, réalisée en tant que sociologue de " l'entre-deux " (Abu-Lughod, 2010) au sein d'une unité éducative spécialisée dans la prise en charge d'adolescent·e·s dit·e·s " difficiles " (Gansel, 2019 ; Ravon, Laval, 2015).

Situé en milieu rural, ce foyer accueillait 10 jeunes placé·e·s dans le cadre de la Protection de l'Enfance quand j'ai commencé mon contrat CIFRE. Longtemps indéfinie, mon arrivée a pourtant été annoncée à l'équipe éducative comme imminente à plusieurs reprises par les " chefs ", notamment après qu'un jeune ait agressé physiquement une éducatrice. Cette violence, constituant une " épreuve de professionnalité " (Ravon, Vidal-Naquet, 2014), il était attendu de moi que j'y réponde par ma présence, non pas en tant qu'ethnographe, mais en tant que renfort masculin opérationnel. Ce souhait d'externaliser la recherche au profit de la fonction d'éducateur " augmentée " par mon statut d'homme, s'est d'emblée heurté à mon refus face aux assignations de genre, à mes questionnements critiques vis-à-vis des pratiques de " contention " (Gansel, Lézé, 2015) et, plus largement, au travail de déconstruction de l'autorité dite " naturelle ". Face au " déni du genre " (Bessin, 2008), le décalage de mon point de vue me plaçait " hors-réalité " et m'éloignait un peu plus de mes collègues-enquêté·e·s, avec lequel·le·s je ne faisais plus corps. Au bout de quelques mois, cantonné à une réflexivité solitaire, je ne me sentais plus " éduc ".

Inscrite dans une épistémologie des savoirs situés (Puig de la Bellacasa, 2013 ; Harding, 1986, 1991 ; Kocadost, 2017), cette ethnographie prévoyait un dispositif dédié à la réflexivité, aménageant une dimension " auto " de façon à l'embarquer au cœur de la professionnalité et incarner une présence sensible aux épreuves des acteur·rice·s du quotidien. Cette communication propose de revenir sur ces trois années d'expériences transformatrices en tant qu'éducateur qui (se) cherche, redevable de l'implication de professionnel·le·s, mais aussi de ces " autres " enquêté·e·s. En effet, ce sont d'abord les jeunes qui m'ont légitimé et qui, par leur point de vue sensible et leur réflexivité, m'ont indiqué une voie de distanciation critique me permettant de dé-re-construire l'objet

*Intervenant

de recherche et de mener une contre-enquête sur la légitimité professionnelle. Ainsi, cette communication souhaite restituer les effets de l'accès à des vérités ethnographiques (Fassin, 2020), notamment autour de la violence physique (il)légitime, et la manière dont des tensions éprouvantes ont traversé cette place d'entre-deux, entre dénonciation et compréhension, entre éducés et jeunes.

Références bibliographiques

Abu-Lughod Lila, 2010, " *Ecrire contre la culture. Réflexions à partir d'une anthropologie de l'entre-deux* ", in Cefai Daniel (dir.), *L'engagement ethnographique*, pp. 421-423.

Bessin Marc, 2008, " *Les hommes dans le travail social : le déni du genre* ", in Guichard-Claudic Y., Kergoat Danièle, Vilbrod Alain, *L'Inversion du genre. Quand les métiers masculins se conjuguent au féminin... et réciproquement*, Rennes, PUR, p. 357-370.

Fassin Didier, 2020, *Mort d'un voyageur. Une contre-enquête*, Paris : Éd. du Seuil.

Gansel Yannis, 2019, *Vulnérables ou dangereux ? Une anthropologie du souci des adolescents difficiles*, Lyon, ENS éditions.

Gansel Yannis, Leze Samuel, " *Physical constraint as psychological holding : Mental health treatment for difficult and violent adolescents in France* ", *Social science & medicine* N°143, 2015, pp. 329-335.

Harding Sandra, 1986. *The Science Question in Feminism*, Cornell University Press, New York.

Kocadost Fatma Çingy, 2017. " *Le positionnement intersectionnel comme pratique de recherche : faire avec les dynamiques de pouvoir entre femmes* ", *Les cahiers du CEDREF*, 21, p. 17-50.

Muñoz José Esteban, 1999, *Disidentification. Queers of Color and the Performance of Politics*, Minneapolis, Minnesota University Press.

Ravon Bertrand, Vidal-Naquet Pierre, 2018, *Les épreuves de professionnalité, entre auto-mandat et délibération collective. L'exemple du travail social*, n°67 Orspere-Samdarra " *Rhizome* ", pp. 74-81.

Recherche aux frontières de l'exclusion, retour d'expérience avec les biffins d'île de France

Clarissa Figueira * 1,2

¹ École, mutations, apprentissages (EMA) – Université de Cergy Pontoise : EA4507 – Université de Cergy-Pontoise - Site de Gennevilliers - ZAC des Barbanniers - Avenue Marcel Paul - 92230 Gennevilliers, France

² Université Fédérale de Juiz de Fora - GRUPEGI (Groupe de Recherches et d'Études en Géographie de l'Enfance) – Brésil

Travailleur social du quotidien (Rouzel, 2020), l'éducateur spécialisé est positionné, de fait, à la frontière de plusieurs mondes. Il est à la croisée des politiques sociales, de l'institution et de l'univers des personnes qu'il accompagne. Spécialiste de l'exclusion, c'est à partir de ses frontières qu'il travaille. Cette proposition de communication se base sur l'expérience d'une éducatrice spécialisée que le parcours professionnel a poussé à questionner ces limites dans le cadre d'une recherche de doctorat en cours. Confrontée aux limites institutionnelles d'un projet d'insertion, le monde de la recherche académique a permis la rencontre de nouveaux paradigmes (Kuhn, 1972) pour mieux comprendre les processus en jeu dans la construction et l'accompagnement des vulnérabilités.

Le projet de recherche a pour origine le constat de départ d'une invisibilisation des compétences d'acteurs, récupérateurs-revendeurs de déchets en Île de France, aussi appelés biffins. Dans ce projet, le croisement d'une série d'institutions a soulevé le paradoxe de la non prise en compte officielle de cette ressource. Pourtant, par un travail souterrain des équipes sociales, elle a permis de stabiliser la situation administrative des familles et a contribué à la réussite du projet d'insertion par le relogement de la majorité d'entre elles (Olivera, 2016). Nous vous proposons ici de partager l'exploration des frontières de cette activité invisibilisée, questionnée en tant qu'analyste (Lourau, 1970, Monceau, 2009) d'une action sociale institutionnalisée.

Nous construirons une mise en dialogue avec la proposition des épistémologies du Sud (Santos, 2016) et l'Analyse Institutionnelle. Santos (2016) prend la métaphore du Nord et du Sud pour exprimer une exclusion "abyssale". Elle est un symbole d'une pensée occidentale binaire qui invisibilise la multiplicité des situations et contextes entre un Nord fonctionnant sur le registre des droits et d'une hégémonie, et un Sud fonctionnant sur le registre de la violence et l'exploitation. Si l'image est forte, elle donne matière pour penser les frontières de l'exclusion, déterminant ceux qui seraient inclus et ceux qui seraient exclus (Gaulejac (de), Blondel, Taboada-Leonetti, 2014). Quand à l'Analyse Institutionnelle (Lourau, 1970), elle permettra de questionner le passage de ces frontières par des dynamiques institutionnelles ancrées historiquement. L'approche sera donc multiréférentielle (Lyet, 2017).

Cette proposition de communication vise à questionner une situation sociale mais aussi une

*Intervenant

pratique de la recherche qui y participe. Impliquée, la chercheuse a construit une méthodologie à partir de l'ethnosociologie (Lapassade, 1991). Nous nous baserons sur les notes d'observation réalisées sous la forme d'un journal de recherche, les 10 entretiens formels réalisés ainsi que sur les documents institutionnels et les références historiques liées à l'activité. L'observation s'est construite en deux temps, une immersion dans la vie d'une association de récupérateurs puis la participation à la vie du collectif de recherche-action, Rues Marchandes, associant chercheurs et récupérateurs en recherche.

Nous appréhenderons donc les frontières au prisme de l'exclusion, de la pratique de la recherche et du travail social. Nous partagerons un dispositif de recherche, tentant de passer des délimitations, physiques, paradigmatiques, sociales, pour construire des éléments d'analyse et de compréhension avec des acteurs de l'autre côté de la ligne. Nous verrons que, dans cette démarche, recherche et travail social s'articulent parfois pour emmener des acteurs stigmatisés vers des espaces de visibilité et de valorisation.

BIBLIOGRAPHIE :

Gaulejac (de), V. Blondel F. Taboada-Leonetti I. 2014 (1994). La lutte des places, Paris, Desclée de Brouwer.

Kuhn, T. S. 1972. La structure des révolutions scientifiques, trad. (de la 2e édition américaine), traduction de : The structure of scientific revolutions, Paris, Flammarion.

Lapassade, G. 1991. L'ethnosociologie : : les sources anglo-saxonnes. Paris, Méridiens Klincksieck.

Lourau, R. 1970. L'analyse institutionnelle, Paris, Les Éditions de Minuit.

Lussault, M. 2007. L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain, Paris, Éditions du Seuil.

Lyet, P. 2017. Recherches conjointes multiréférentielles et hybridation dans le secteur du travail éducatif et social. Contribution à la " reconstruction " épistémologique et méthodologique en sciences humaines et sociales, Note de synthèse en vue de l'habilitation à diriger les recherches en sciences de l'éducation (70ème section du CNU), Université de Cergy Pontoise.

Monceau, G. 2009. Socio-clinique institutionnelle et éducation. Parcours, théorisations et méthodologie, Note de synthèse en vue de l'habilitation à diriger les recherches en sciences de l'éducation (70e section du CNU), Université Paris 8 Vincennes Saint Denis.

Olivera, M. 2016. "Un projet " pour les Roms " ? Bricolages, malentendus et informalité productive dans des dispositifs d'insertion et de relogement". Lien Social Et Politiques, n° 76, p. 224-252.

Rouzel, J. 2020. Le quotidien en éducation spécialisée, Paris, Dunod.

Santos, B. de S. 2016. *Épistémologies du Sud : mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer.

La retraite : Processus de transition et bien-être subjectif des retraités

Reine Fahed Dit Mouawad * 1

¹ Reine Fahed Dit Mouawad – Liban

Titre : La retraite : Processus de transition et bien-être subjectif des retraités
Auteur : Reine Mouawad

Notre proposition s'appuie sur notre thèse de doctorat en travail social qui consiste en une recherche qualitative exploratoire (Deshamps, 2009) dans le but de comprendre et d'analyser l'expérience de transition de vie des retraités au Liban ainsi que leur bien-être subjectif perçu.

Le passage à la retraite est, un moment délicat où tout est chamboulé et, souvent, rien ne se passe comme la personne l'a rêvé, idéalisé, planifié, organisé ou espéré (Dessaint M, 2005). La retraite est une période marquée par, l'arrêt de travail et l'insécurité financière, la rupture des liens fonctionnels, amicaux ou amoureux (Billé M, 2017). Le passage à la retraite peut également être accompagné par la modification du réseau familial. (Mouvement social des aînés, 2018). Tous ces changements induisent une certaine modification de la perception de soi (Arbuz G, 2013) et influencent le bien-être subjectif des retraités psychologique social et émotionnel.

Au Liban, atteindre l'âge de la retraite signifie se retrouver confronté à un avenir incertain, (Abi yaghi M, Catusse M, 2011) d'autant plus que l'Etat ne dispose pas de moyens pour financer un système de protection sociale qui couvre les individus inactifs (Verne J, 2009). De ce fait, plus de 80 pour cent des Libanais âgés de plus de 65 ans sont prédisposés aux risques psycho-sociaux de la retraite (OIT, 2013).

C'est dans ce cadre que nous nous sommes proposés de comprendre et d'analyser l'expérience de transition de vie des retraités et préretraités au Liban ainsi que leur bien-être subjectif perçu. Il s'agit en premier lieu d'explorer l'expérience de vie à partir des différentes stratégies que les retraités au Liban mettent en place lors de leur transition à la retraite et d'analyser du point de vue des retraités le bien-être subjectif perçu et les facteurs contextuels qui l'influencent.

Ainsi, cette recherche s'appuie sur le cadre conceptuel de Yamamoto, (2005) qui montre, la retraite comme une phase importante de la vie où les retraités choisissent le passage ou le blocage dans une phase qui introduit le vieillissement. Il montre comment la retraite est un processus de planification qui se construit selon différentes perspectives et est conditionné par des facteurs contextuels desquels dépendra le bien être subjectif.

Donc, à partir de ce cadre, aucune dimension ne saurait à elle seule expliquer le processus mais, les interactions entre l'ensemble des dimensions. Donc le bien-être subjectif est un produit

*Intervenant

de la planification de la retraite conditionnée par les facteurs individuels familiaux, de travail et facteurs socio-économiques et les représentations qu'ont les retraités de cette transition.

La population à l'étude est constituée de 40 personnes (hommes et femmes) réparties selon deux catégories, les préretraités âgés de 62 - 64 se préparant à la retraite et les retraités âgés de 64 - 74 ans, du milieu urbain, mariés (ayant ou non des enfants) et célibataires, répartis entre le secteur privé et le secteur public.

Les résultats obtenus par une analyse du contenu (Giorgi, 2009) montrent que les répondants ont différentes trajectoires de planification de la fin de vie active. Certains ont choisi les départs définitifs vers une retraite à temps, quand d'autres ont fait le choix de départs anticipés. Les retraites progressives ou le passage vers des emplois de transitions font également partie des options privilégiées. Les retraites tardives concernent plutôt les personnes à faible revenu. La majorité des répondants perçoit la transition vers la retraite comme un risque social caractérisé par des dépenses et des finances insuffisantes et l'influence de la détérioration de la situation économique et ses retombées sur l'état de santé. Certains autres perçoivent la retraite comme une mort sociale marquée par la fin des projets et le désir de mettre fin à la vie. Rares sont les répondants qui regardent la retraite comme un recommencement marqué par les retrouvailles familiales, l'improvisation d'activités culturelles occupationnelles, de loisirs et le maintien et le développement de bonnes relations sociales. L'insécurité financière conjuguée au manque de ressources économiques et de protection affecte le bien-être des retraités et par conséquent leur expérience subjective du bien-être. Finalement notre analyse a permis de montrer comment les conditions insécurisées de la vie inactive, exacerbées par l'effondrement économique et structurel du pays sont susceptibles d'affecter la qualité du bien-être subjectif des aînés.

Les mots clés. Retraite, risque social, bien-être subjectif, santé mentale.

Bibliographie

ABI YAGHI, Marie Noëlle, CATUSSE, Myriam. " Non à l'État holding, oui à l'État providence ". Logiques et contraintes des mobilisations sociales, dans le Liban de l'après-guerre. (En ligne). 2011, p 67-93. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2011-5-page-67.htm>

BILLE, Michel. Retraite ou retraitement ? *Nouvelle revue de psychosociologie*.(en ligne). 2017, vol.1, n° 23, (consulté le 16 Juin 2018), p 45 – 55. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-nouvelle-revue-depsychosociologie-2017-1-page-45.htm>

DESSAINT, Marie-Paule. Petit guide de la retraite heureuse. (En ligne).2005, (consulté le 20 Octobre 2018), p 11-27. Disponible sur : https://www.eyrolles.com/Chapitres/9782708135819/chap1_Dessaint.pdf

Organisation internationale du travail. Au Liban, la réforme tant attendue des retraites est en vue. *Protection sociale*.(en ligne). 20 mars 2013, (Consulté le 17 Juin 2018). Disponible sur http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS_207676/lang-fr/index.htm

VERNE, Jean François. Le financement de la protection sociale : une comparaison France-Liban. (En ligne). 2009, n°2, (Consulté en Janvier 2019), 27 p. Disponible sur : <http://www.champville.edu.lb/upload/>

L'Éducateur Technique Spécialisé, moteur de la construction sociale et professionnelle des personnes accompagnées

Nicolas Le Romancer *¹, Baptiste Morin¹, Maeliz Guillerm¹

¹ ASKORIA – askoria – France

Ce travail a pour objectif de réaliser un poster affiché durant le colloque afin de valoriser le métier d'Éducateur Technique Spécialisé (ETS) au niveau international. La réalisation de cette production s'inscrit dans la 2ème année de formation à ASKORIA Rennes et se déroulera de novembre à mai 2022. Notre objectif est de déconstruire les présentations et construire une représentation du métier d'éducateur technique spécialisé. Pour ce travail, nous réaliserons des entretiens au près de professionnels du secteur médico-social et de personnes accompagnées pour connaître leurs représentations du métier d'ETS. Les résultats obtenus seront traités et affichés sur un poster durant le colloque. De part nos connaissances et expériences acquises en formation et sur le terrain, nous présenterons la réalité du métier.

*Intervenant

Séparé par une instance, frère et sœur un lien sans conséquence ?

Nawad Said Omar * ¹

¹ SAID OMAR – – – France

Liberté d'expression, égalité de traitement et enfin fraternité, une devise républicaine qui pourrait être opposable dans le parcours des jeunes accueillis à l'aide sociale à l'enfance. Le placement d'un enfant induit son déplacement, mais quant est il des liens entre frères et sœurs ?

*Intervenant

L'Aidance, au cœur du lien familial

Maryvonne Delay * ¹

¹ Ocellia – Ocellia – France

D'un point de vue historique, la personne qui s'occupait d'un proche âgé n'était pas qualifiée comme " aidant ". Elle apportait un soutien, mais n'était pas catégorisée en fonction de cette activité. La loi du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement, permet aux aidants familiaux de leur octroyer un statut qui leur ouvre des droits concernant un droit au répit, une formation, des compensations financières et autres. Dans le cadre de ma formation d'assistante de service sociale, des questionnements ont émanés suite à des situations vécues auprès d'aidants familiaux. J'ai pu constater qu'ils remettaient parfois en question cette place d'aidant qu'ils occupent. Plus précisément, je me suis demandée dans quelle mesure l'engagement d'un membre de la famille, en tant qu'aidant familial auprès d'un proche âgé, peut avoir une influence dans la relation d'aide. D'un point de vue méthodologique, j'ai fait le choix de réaliser des entretiens semi-directifs avec des aidantes familiales pour comprendre ce qu'elles vivent au quotidien auprès de leur proche âgé. Parmi elles, j'ai rencontré celles qui concilient vie professionnelle et vie d'aidantes familiales, celles qui ne se trouvent plus en activité professionnelle et celles qui n'occupent plus aujourd'hui cette place.

Cette recherche exploratoire a permis de repérer différents bouleversements engendrés dans la relation entre le proche âgé et l'aidant familial. En abordant cette relation sous l'angle de l'Aidance, il existe une pluralité de significations que les aidants expriment pour évoquer cette aide, qu'elles soient positives ou négatives. Ces aides apportées peuvent évoluer et se transformer tout au long de l'accompagnement. Toutefois, cette place peut engendrer certaines conséquences, qu'elle soit dans la vie intra-familiale, personnelle et professionnelle de l'aidant. La rencontre avec ces aidantes familiales m'a permis de réaliser que ce n'était peut-être pas cet engagement qui pouvait venir influencer la relation et je questionne aujourd'hui dans quelle mesure l'ambivalence émotionnelle, ressentie par l'aidant familial, vient mettre à l'épreuve l'accompagnement de son proche âgé dépendant. Cette ambivalence s'explique par une " disposition à la simultanéité de deux sentiments ou de deux comportements opposés . " (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, 2012)

L'ambivalence émotionnelle ressentie peut être un sentiment de culpabilité, de colère, d'injustice, de peur. Je veux souligner qu'elle peut naître dans les intentions que l'aidant souhaite réaliser dans l'aide prodiguée. Toutefois, il rencontre des obstacles à les réaliser. De ce fait, cela va affecter l'accompagnement de façon singulière. La verbalisation de cette ambivalence émotionnelle permettrait de prendre du recul sur la situation et ainsi accepter ce qu'il peut se jouer dans la relation d'aidance, afin d'amener des changements relatifs à l'amélioration de l'accompagnement. Je fais l'hypothèse que l'enjeu de l'intervention sociale se situerait à l'endroit d'une prise en compte des émotions ressenties par la rencontre avec des pairs et par la rencontre avec un travailleur social en tant que tiers dans la situation. Cette question de prise en compte des émotions est un questionnement au cœur de l'accompagnement d'un proche âgé dépendant, et plus globalement

*Intervenant

au cœur de l'intervention sociale. Cette aide apportée par les aidants et la place qu'ils occupent représente aujourd'hui une place importante à prendre en compte dans l'intervention sociale et dans notre société.

Bibliographie

ENNUYER, B. et DREYER, P. (2009). Quand nos parents vieillissent, Prendre soin d'un parent âgé. Edition Autrement.

CENTRE NATIONAL DE RESSOURCES TEXTUELLES ET LEXICALES. (2012). Ambivalence. Dans CNRTL. (en ligne). Consulté le 21 décembre 2021 sur <https://www.cnrtl.fr/definition/ambivalence>

GUERIN, S. (2018). Société de la longévité : déni du vieillir ou désir du bien vieillir. Telos. (en ligne). Consulté le 20 février 2021 sur <https://www.telos-eu.com/fr/societe/societe-de-la-longevite-deni-du-veillir-ou-desir-.html#>

LE BIHAN-YOUIYOU, B. et MALLON, I. (2017). Le poids des émotions : Une réflexion sur les variations de l'intensité de l'(entr)aide familiale auprès de proches dépendants. Sociologie, 8, pp. 121-138. (en ligne). Consulté le 17 janvier 2021 sur <https://doi.org/10.3917/socio.082.0121>

MOLLARD, J. (2009). Aider les proches. Gérontologie et société. Vol 32. Numéro 128-129. pp. 257-272. (en ligne). Consulté le 4 septembre sur <https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe1-2009-1-page-257.htm>

VAN PEVENAGE, I. (2010). La recherche sur les solidarités familiales : Quelques repères. Idées économiques et sociales, 162(4), 6 -15. (en ligne). Consulté le 11 septembre 2021 sur <https://doi.org/10.3917/idee.162.0006>

Une approche par le travail social et ses organisations

Le déploiement d'un système d'information pour la coordination gérontologique: une innovation institutionnelle au service du décloisonnement des secteurs d'intervention ?

Christophe Humbert * ¹

¹ Laboratoire DynamE – CNRS : UMR7367 – France

Cette communication portera sur une partie de mon travail de recherche doctorale, soutenu en novembre 2020. J'ai suivi durant quatre années consécutives le déploiement d'un système d'information (S.I.) pour la coordination gérontologique à domicile en Alsace. Ce dispositif vise à optimiser le décloisonnement des interventions en équipes de soins élargies, en vue d'un fonctionnement interprofessionnel en gérontologie. L'interprofessionnalité implique la prise en compte la complexité des situations, sans chercher à les réduire au travers d'une juxtaposition de regards disciplinaires. Cette démarche implique notamment " une remise en cause et donc un approfondissement de ses propres références (...), une pratique où chacun considère que ce que fait l'autre est aussi important que ce que l'on fait soi (...), un fonctionnement démocratique de l'équipe, en particulier dans le respect des minorités " (Hervy, 2005). Cela sous-tend a priori une transformation notable des identités professionnelles, dans le contexte français encore très marqué par les cloisonnements institutionnels des secteurs sanitaire, social et médico-social.

Je répondrai à la question de recherche suivante : Une trajectoire d'innovation technologique et organisationnelle, par le déploiement d'un S.I., peut-elle générer dans son sillage une dynamique d'innovation organisationnelle, induisant " des recompositions des mandats institutionnels, des modes d'organisation et d'action, des hiérarchies de valeurs instituées, des statuts et rôles professionnels établis, des modes de catégorisation et de traitement des publics cibles " (Bonny, Giuliani, 2012) ?

Partant du suivi de " trajectoires de dépendance ", après une phase exploratoire, et d'entretiens itératifs avec les porteurs de projet, l'enquête est principalement basée sur des entretiens semi-directifs (N=62) et des observations participantes, concernant son volet qualitatif. J'exploite également la base de données des échanges en ligne (N=6138 messages), proposant ainsi une analyse quantitative de la mise en réseau des acteurs des secteurs sanitaire, social et médico-social, à l'échelle du département sur lequel le S.I. s'est déployé.

Croisant la sociologie des attentes et celle des professions médico-sociales sur lesquelles ont plus précisément porté mes investigations, je présenterai une double typologie des attentes initiales à l'égard de l'innovation : celles des professionnel.le.s de premier niveau et/ou en charge de la coordination des interventions (organiser l'aspect matériel des soins ; " faire réseau " et rendre visibles les échanges en réduisant le temps et l'espace ; faire extitution ; gérer des corps ;

*Intervenant

gérer des affects), ainsi que des porteurs de projet (assurer la continuité des parcours ; " militer " pour un travail en équipe de soins moins hiérarchisé et plus " horizontal " ; développer une empathie en équipe interprofessionnelle). Je soumettrai ensuite cette double typologie à l'analyse quantitative des échanges en ligne et qualitative des entretiens avec les acteurs.

Partant de mes observations initiales, portant sur des difficultés marquées en termes de coordination, l'enjeu consiste à rendre compte, selon une perspective diachronique, de l'évolution de ces attentes, satisfaites pour certaines, ayant évolué ou déçues pour d'autres. J'analyserai tant les conflictualités que les coopérations et collaborations entre acteurs, ainsi que leurs évolutions au fil de cette trajectoire d'innovation, ayant conduit à " créer une brèche " entre les secteurs d'intervention en gérontologie. Nous verrons ainsi que s'il n'est pas possible, à l'issue de mes quatre années d'investigation, d'évoquer une véritable innovation institutionnelle au sein du monde de la gérontologie alsacienne, celle-ci est néanmoins en germe dans les attentes exprimées. Si les mandats institutionnels, les modes de traitement des publics cibles et les identités professionnelles des acteurs n'ont pas évolué de manière significative, les attentes initiales quant à la trajectoire de l'innovation vont bien en ce sens. Ainsi, bien que lesdites attentes se soient recentrées, au fil de mes observations, sur la dimension d'optimisation des parcours de soins, celles portant sur le changement institutionnel au sein du monde médico-social restent présentes à l'issue de mon travail de recherche, partiellement reportées à plus tard, lorsque l'innovation technologique et (surtout) organisationnelle aura atteint un certain degré de maturité.

ALTER Norbert, *L'innovation ordinaire*, Paris, PUF, 2000.

BONNY Yves, GIULIANI Frédérique, " Configurations et trajectoires de l'innovation institutionnelle.

Une introduction ", *Socio-logos*, vol. 7, 2012.

<https://journals.openedition.org/socio-logos/2636>

FLICHY Patrice, *L'innovation technique*, Paris, La Découverte, 1995.

GAGLIO Gérald, *Du neuf avec des vieux ? Télémédecine d'urgence et innovation en contexte gériatrique*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2018.

HERVY Bernard, " L'interprofessionnalité : vers une vision globale ou une pratique englobante ? ", in

MANIÈRE Dominique, AUBERT Martine, MOUREY France, Outata Sabrina (dir.),

Interprofessionnalité en gérontologie, Éditions ÉRÈS, 2005, pp. 67-79.

HUMBERT Christophe, " Systèmes d'information et interventions au domicile des personnes âgées :

enjeux politiques et éthiques ", in DUPUIS Michel, GUEIBE Raymond, HESBEEN Walter (dir.), *Vieillesse, éthique et société. Du respect de la liberté et de l'identité de la personne âgée dans*

les pratiques du soin, Seli Arslan, coll. *Perspective Soignante*, Paris, 2018, pp. 163-181.

SCHWEYER François-Xavier, " Chapitre 6. Sociologie des professions du champ sanitaire et social "

Michel Louazel éd., *Le management en santé. Gestion et conduite des organisations de santé*. Presses de l'EHESP, 2018, pp. 121-137

La participation: question centrale

Ludovic Blin * ¹

¹ CREN le Mans – Université du Mans – France

Cette communication aborde la question centrale de la participation au sein du secteur médico-social et plus largement au sein de l'éducation dite spécialisée. Pour le dire autrement, nous ne pouvons penser les évolutions sociales du secteur de la protection de l'enfance ou du médico-social sans nous pencher sur les limites ou freins à la participation de tous les acteurs en présence, professionnels, parents, personnes accueillies au sein des diverses institutions. En outre, comment évoquer cette notion de travail et les professionnels sans les mettre en perspective avec les évolutions de ces dernières années du paradigme d'inclusion versus intégration, ancré dans les pratiques. De plus, la formation des futurs acteurs institutionnels ou en fonction doit à la fois favoriser leur participation aux diverses situations pédagogiques proposées par les organismes de formation et leur permettre aussi d'être en capacité de proposer des actions éducatives auprès d'un public hétérogène faisant sens pour eux (personnes accueillies et professionnelles).

Dans cette communication, après un survol rapide du vocable " participer " nous irons du côté du législateur pour analyser brièvement trois lois que sont la double loi du 30 juin 1975, la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 et la loi du 11 février 2005 afin de comprendre comment la notion de participation est apparue sur un plan législatif d'abord de façon implicite pour d'une façon très explicite. Puis, nous verrons que derrière la notion d'inclusion versus intégration, il y a d'abord et avant tout la question de la participation sociale. Nous tâcherons donc de faire le lien entre intégration-inclusion et participation. Ensuite, nous laisserons volontairement de côté c'est deux notions pour nous intéresser aux modalités de participation à des communautés de pratique (Wenger, 2005) et sur les dimensions de la participation que sont l'affordance et l'engagement (Billett, 2008) dans le cadre du travail, de la formation initiale et continue, mais aussi lors de diverses situations pédagogiques proposées dans le cadre de formation initiale ou continue ainsi que lors d'activités pédagogiques/éducatives pour des personnes accueillies au sein d'institutions spécialisées.

Pour cela, sur un plan théorique, nous nous appuierons sur la notion de communauté de pratique de Wenger (2005) qui regroupe des personnes qui travaillent et inventent ensemble des solutions aux problèmes au sein de leurs propres pratiques professionnelles. Les individus accomplissent leur travail au travers de cette pratique qui va les amener à apprendre ensemble en partageant leurs connaissances et leurs expertises. Chez Lave et Wenger (1991), l'apprentissage dans le cadre du travail doit être compris comme un processus de participation au sein d'une communauté de pratique. La notion de participation est mise en avant ici pour décrire l'expérience que vivent les acteurs lorsqu'ils s'engagent dans un groupe social. En dehors de la sphère du travail, nous utiliserons cette notion de communauté de pratique (Wenger, 2005) comme cadrage théorique pour évoquer les situations d'apprentissages dans la formation professionnelle, continue et lors d'activités ludiques. Nous mettrons en lien cette notion de communauté de pratique avec les

*Intervenant

dimensions à la participation que sont pour Billett (2008) l'affordance et l'engagement. En effet, pour Billett (2008), les deux dimensions à la participation que sont l'affordance et l'engagement sont deux modalités différentes et complémentaires de la relation entre un individu et une situation définie. Cette communication s'appuiera également sur une recherche ethnographique auprès d'enfants en situation de handicap et d'observations participantes dans le cadre de nos actions d'enseignants au sein d'un institut médico-social et ses diverses instances (démarches qualité, comité éthique, etc.) ainsi que de nos interventions en tant que formateur et chargé d'enseignement à l'université.

Bibliographie provisoire

Billett S. (2001) *Learning in the workplace: Strategies for effective practice*. Sidney, Allen & Unwin.

Billett S. (2008) Les pratiques participatives sur le lieu de travail : apprentissage et remaniement de pratiques culturelles, *Pratiques de formation-Analyses*, n° 54, pp.149-164.

Blin L. (2013 b) Réflexion sur l'innovation et sur une nouvelle façon de penser l'intégration des enfants en situation de handicap dans le cadre du jeu, *Praxis*, Vol.1, *Autour de l'innovation*, pp.117- 136

Blin, L. (2017a) David et l'escalade. La participation de l'enfant en situation de handicap à un sport, *Revue Développement humain, handicap et changement social*, (vol.23), N° 1, *Journal of Human Development, Disability, and Social Change*, *Pratiques sportives et handicap : de la transformation à la mise en scène des corps différents*. p. 93-97.

Blin, L. (2017c) Apprendre et participer : Le jeu de l'enfant en situation de handicap, *Revue Bildungsforschung*, N° 1, *Apprendre ensemble dans et à travers les générations*.

Brougère G. (2009) Une théorie de l'apprentissage adaptée : L'apprentissage comme participation. In G. Brougère et A.L. Ulmann (dir.) *Apprendre de la vie quotidienne*, Paris. PUF, pp.267-278.

Lave J., Wenger E. (1991) *Situated learning : Legitimate peripheral participation*, Cambridge, England, Cambridge University Press. 3 Wenger E. (2005) *La théorie des communautés de pratique. Apprentissage, sens et identité*, trad. Fr., Saint Foy, Les Presses de l'université de Laval.

La collaboration interprofessionnelle éducateurs sociaux-infirmiers dans les structures résidentielles du handicap en Suisse romande : quelles frontières entre ces groupes professionnels ?

Alida Gulfi * ¹, Valérie Perriard *

¹, Amélie Rossier *

1

¹ HES-SO - Haute école de travail social Fribourg – Suisse

Contexte et objectifs : Le vieillissement des personnes en situation de handicap et l'évolution de leurs problématiques impliquent des besoins accrus en matière d'accompagnement et de soins. Dans les structures résidentielles du handicap, les éducateurs sociaux et les infirmiers sont de plus en plus amenés à travailler ensemble au sein d'équipes socio-éducatives. Comment la collaboration entre ces deux groupes professionnels se développe-t-elle dans les institutions concernées et quels enjeux soulève-t-elle au niveau institutionnel et pour la pratique professionnelle ? Quelles sont les logiques institutionnelles de division du travail qui se mettent en place et comment les professionnels se les approprient-ils ? Quelles sont les spécificités de chaque groupe professionnel, les frontières et les possibles zones de tuilage en termes de responsabilités, activités, compétences, rôles ? Quelles régulations les professionnels mettent-ils en œuvre pour définir, contrôler, voire étendre leur(s) espace(s) d'intervention ? Quels rapports les deux groupes professionnels entretiennent-ils ?

Méthode : Cette communication prend appui sur les résultats d'une recherche qualitative (2018-2020) qui visait à mieux comprendre la manière dont se développe la collaboration entre des éducateurs sociaux et des infirmiers travaillant au sein d'équipes socio-éducatives " mixtes " social-santé dans des structures résidentielles du domaine du handicap en Suisse romande. D'un point de vue théorique, notre étude s'est appuyée à la fois sur la perspective de la sociologie française des groupes professionnels (Bercot, Divay & Gadéa, 2012 ; Demazière & Gadéa, 2009 ; Dubar, Tripier & Boussard, 2011) et les travaux sur la collaboration interprofessionnelle (Bronstein, 2003; D'Amour & Oandasan, 2005).

Au total, 36 entretiens semi-directifs ont été menés avec des directions (N=12), des éducateurs sociaux (N=12) et des infirmiers (N=12) œuvrant dans 12 structures en Suisse romande (Fribourg et Vaud). Les entretiens ont permis d'évaluer les représentations et les expériences

*Intervenant

des directions et des professionnels concernant les responsabilités, activités et compétences spécifiques et communes attribuées aux éducateurs sociaux et aux infirmiers, le positionnement des acteurs face aux logiques institutionnelles de division du travail ainsi que les rapports entre éducateurs sociaux et infirmiers.

Résultats: Les résultats mettent en évidence deux logiques institutionnelles de division du travail. La première, qui concerne la majorité des structures consultées, implique une distinction sur le plan formel entre éducateurs sociaux et infirmiers qui disposent chacun d'un descriptif de poste spécifique. Toutefois, les participants précisent que leurs cahiers des charges comprennent de nombreuses responsabilités et activités communes, notamment au niveau de l'accompagnement au quotidien et de la référence des résidents. La distinction formelle concerne principalement les responsabilités et activités liées au suivi médical des résidents qui sont exclusivement attribuées aux infirmiers. L'autre logique consiste en l'absence d'une distinction formelle : éducateurs sociaux et infirmiers sont tous deux engagés à la fonction d'éducateur social et partagent le même cahier des charges, avec des responsabilités et activités identiques au niveau de l'accompagnement au quotidien et de la référence des résidents. Ainsi, même s'ils ont la formation nécessaire, les infirmiers ne peuvent pas effectuer le suivi médical des résidents qui est assuré par des services médicaux, internes ou externes à l'institution. En référence aux discours des participants, chacune de ces logiques de division du travail présente des avantages, mais aussi des limites et soulève des enjeux au niveau de l'intervention et de l'accompagnement des résidents d'une part, et au niveau de l'identité professionnelle, d'autre part. En effet, alors que la distinction formelle comporte le risque d'une potentielle ré-orientation d'une pratique globale et unitaire vers une spécialisation et/ou hiérarchisation des activités et des professions, la non-distinction souligne la difficulté pour les éducateurs sociaux et les infirmiers de trouver leur place, de faire reconnaître et valoriser leurs connaissances et compétences spécifiques et de partager une vision et des objectifs communs dans la prise en charge des résidents, sans risquer de se surmener.

Cependant, quelle que soit la logique institutionnelle de division du travail à l'œuvre, les résultats ont montré – contrairement à certains constats selon lesquels la multiplication des groupes professionnels est problématique pour leur collaboration (Aballéa, 2000 ; Dubar, 2003) – que la collaboration entre éducateurs sociaux et infirmiers, basée sur la complémentarité et l'interdépendance, se passe globalement bien. Ce bon fonctionnement – qui n'exclut cependant pas des difficultés – est néanmoins conditionné par plusieurs éléments relevant non seulement des attitudes des professionnels, mais également du cadre organisationnel et du contexte de travail.

Conclusions: Cette communication fournira des indications sur les processus par lesquels les territoires, les logiques et les pratiques de l'intervention socio-éducative se recomposent et sur la manière dont les attributions et les spécialisations professionnelles se redéfinissent dans la collaboration entre éducateurs sociaux et infirmiers dans les institutions du handicap. Les enjeux soulevés par ces mécanismes de recomposition pour le champ du travail social seront également discutés.

Bibliographie :

Aballéa F. (2000). Quel avenir pour les professions installées ? In J.-N. Chopart (Dir.), *Les mutations du travail social. Dynamiques d'un champ professionnel* (pp. 97-110). Paris : Dunod.

Bercot, R., Divay, S., & Gadéa, C. (2012). *Les groupes professionnels en tension*. Toulouse: Octares.

Bronstein, L.R. (2003). A model for interdisciplinary collaboration. *Social Work*, 48(3), 297- 306.

D'Amour, D., & Oandasan, I. (2005). Interprofessionality as the field of interprofessional practice and interprofessional education: an emerging concept. *Journal of Interprofessional Care*, 19(1), 8-20.

Demazière, D., & Gadéa, C. (2009) (Dir.). *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*. Paris : La Découverte.

Dubar C. (2003). Les travailleurs sociaux, un groupe professionnel ? In A. Vilbrod (Dir.), *L'identité incertaine des travailleurs sociaux* (pp. 17-25). Paris : L'Harmattan.

Dubar, C., Tripier, P., & Boussard, V. (2011). *Sociologie des professions* (3ème éd.). Paris : Armand Colin.

La prévention spécialisée 2.0 : quels enjeux pour quelles pratiques ?

Rosa Bortolotti * ¹

¹ CY Cergy Paris Université – Ecole, Mutations, Apprentissages – France

Les usages des réseaux sociaux par les jeunes interrogent les associations de prévention spécialisée, et plus précisément ceux qui sont au plus proche d'eux : les éducateur.trices de rue. La prise en compte, dans leur suivi quotidien et leur accompagnement éducatif, des diverses problématiques juvéniles liées aux réseaux sociaux (Bidart, Degenne, et Grossetti, 2011) pose question. La " rue " étant à l'origine leur champ de travail privilégié (Peyre & Tétard, 2006 ; Le Goaziou, 2015), la continuité de leur action dans l'espace numérique ne va pas de soi : comment répondre aux " problématiques du travail de rue qui se manifestent dans l'espace numérique " et " aux problématiques liées au numérique qui se manifestent dans la rue " ? Destinés à l'origine à " un travail de rue " censé accompagner en proximité les jeunes en difficulté sociale vers la (ré)intégration sociale, ces professionnels se demandent comment intégrer dans leur pratique cette dimension " non-physique " sans laquelle il leur est difficile d'avoir prise sur les situations conflictuelles vécues par les jeunes naviguant entre la rue et les réseaux sociaux (Moignard et Bortolotti, 2021).

Dans le cadre d'une recherche collaborative (Monceau & Soulière, 2017) réalisée en lien avec un ensemble d'associations de prévention spécialisée (8) du Département de la Seine Saint Denis, nous avons cherché à étudier les usages des éducateurs de la prévention spécialisée autour du numérique et les enjeux qui se posent en termes de pratiques et d'éthique d'intervention éducative auprès des jeunes suivis par les éducateur.trices, notamment dans le travail de rue. Des entretiens semi-directifs individuels ont été conduits avec des éducateur.trices de rue issus de 8 structures différentes (n=30) ; des entretiens en focus-group ont été réalisés avec des groupes de jeunes (n=27) ; un questionnaire a été administré auprès de de l'ensemble des structures partenaires visant à identifier les usages du numérique et des réseaux sociaux par les éducateur.trices et les directions (n= 122). Des phases d'observation ont également été organisées auprès de 3 structures sur toute la durée de l'enquête. Ces données ont été complétées par des entretiens semi-directifs (n=12) réalisés pendant le premier confinement du printemps 2020. Cette démarche s'est enrichie de plusieurs temps d'échanges et de restitutions intermédiaires.

L'un des premiers constats chez les éducateur.trices est leur préoccupation par rapport aux pratiques en ligne des jeunes. Si les avis restent partagés sur la méthode d'accompagnement des jeunes sur les réseaux sociaux (compte professionnel personnel ou compte au nom de l'association, communication ou non via les applications de messagerie en ligne), la majorité des éducateur.trices interviewés tente de construire un suivi plus renforcé sur des applications comme Snapchat ou WhatsApp. Néanmoins, les modalités adoptées ne font pas consensus : l'usage des réseaux sociaux dans le travail éducatif interroge l'évolution du métier d'éducateur et soulève des enjeux éthiques et déontologiques. Les éducateurs doivent-ils suivre les jeunes sur les réseaux

*Intervenant

sociaux, au prétexte de s'adapter à leurs modes de sociabilité numérique (Metton-Gayon, 2009 ; Pasquier, 2020 ; Amsellem-Mainguy & Vuattoux, 2020) ? Doivent-ils suivre leurs " *stories* " et dans quelles limites ? Comment maintenir l'anonymat que doivent les éducateurs aux jeunes, l'un des principes clés du métier (Bonnet, 2002 ; Louli, 2016) ? À l'inverse, en l'absence de cadre légal et déontologique sur la question, doivent-ils s'abstenir d'un quelconque suivi des jeunes en ligne et continuer à laisser les jeunes gérer eux-mêmes leurs propres " embrouilles en ligne " ? Les réseaux sociaux occupent désormais une place importante de la vie des jeunes, mais constituent-ils un terrain d'action de la prévention spécialisée à part entière ou complémentaire à la rue ? La présentation proposée cherche à revenir sur ces questions et réflexions qui ont jalonné toute la période de la recherche.

Mots-Clés : Éducateurs.trices de la Prévention Spécialisé. Jeunes. Réseaux Sociaux.

Références

Amsellem-Mainguy, Y., & Vuattoux, A. (2020). *Les jeunes, la sexualité et internet*. Paris : Éditions François Burin.

Bidart, C., Degenne, A., Grossetti, M. (2011). *La vie en réseau. Dynamiques des relations sociales*. Paris : Le PUF.

Bonnet, G. (2002). *Regard sur la prévention spécialisée*. Paris : L'Harmattan.

Louli, J. (2016). Questions éthiques depuis la prévention spécialisée, *Le sociographe*, 54, p. 55 – 64.

Metton-Gayon, C. (2009). *Les adolescents, leur téléphone et internet. " Tu viens sur MSN ? "*. Paris : L'Harmattan.

Moignard B. & Bortolotti R., (2021) *L'éducation spécialisée 2.0. Quels enjeux, pour quelles pratiques ?* Rapport de recherche Jeunes Réseaux Sociaux et Prévention Spécialisée (JRSPREV), MMPCR.

Monceau, G., Soulière, M. (2017). Mener la recherche avec les sujets concernés : comment et pour quels résultats ? *Géocarrefour*, 94, p. 1-35.

Le Goaziou, V. (2015). *Éduquer dans la rue*. Rennes : Presses Universitaires de l'EHESP.

Pasquier, D. (2020). *Cultures juvéniles à l'ère du numérique*. Paris : La Découverte.

Peyre, V. & Tétard, F. (2006). *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée*. Paris : La Découverte.

Les travailleurs sociaux face aux violences intrafamiliales en Polynésie française.

Lucile Hervouet * ¹

¹ Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique – Polynésie française

En Polynésie française, les violences intrafamiliales (VIF) font l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics et ce notamment depuis le début des années 2000, du fait de leur augmentation et de leur surreprésentation par rapport à la métropole et aux autres territoires d'outre-mer. Les quelques travaux existants ont privilégié l'angle des violences conjugales faites aux femmes et l'identification de déterminants socioculturels locaux en termes de structures familiales, de rapports de genre ou encore de consommation d'alcool (Jaspard, Brown, et Pourette 2004; Pourette 2010; 2002).

Les pratiques professionnelles découlant de cette récente mise à l'agenda politique des VIF n'ont pour le moment pas fait l'objet de travaux. C'est ce que propose l'un des axes du programme de recherche sur les VIF porté par des sociologues au sein de la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique. En plus d'interroger des victimes et des auteurs de violences, ce programme s'intéresse aux représentations et aux pratiques des professionnels impliqués dans la définition de la politique de lutte contre les VIF (décideurs politiques et administratifs), sa mise en œuvre ou encore son évaluation, dans les secteurs exécutif, législatif, juridique, éducatif, sanitaire et social.

A l'occasion de cette communication, nous proposons de nous demander ce que le cas des VIF dit de l'organisation de l'action sociale et plus généralement de la vision de l'action sociale en Polynésie française. En tant que Pays d'outre-mer, la Polynésie française dispose d'une autonomie de gestion dans le domaine des politiques sociales et fiscales. Relativement peu de travaux ont décrit les dispositifs sociaux en Polynésie française, le cas échéant en mettant en évidence leurs limites, par exemple concernant la prostitution de rue (Serra-Mallol 2015).

Pour rendre compte de l'expérience des travailleurs sociaux face aux VIF, nous nous appuyons sur des entretiens semi-directifs (1). Cela nous permettra de décrire la diversité de leur profil, de leur trajectoire et de la manière dont leurs pratiques professionnelles se structure : sur quelles ressources les travailleurs sociaux s'appuient au quotidien et, en retour, quelles sont les contraintes qui pèsent sur leurs pratiques (en termes relationnels ou cognitifs par exemple) lorsqu'ils sont confrontés à des cas de VIF ? Quelles sont les attentes des partenaires des travailleurs sociaux à leur égard, et qu'indiquent-elles des représentations de l'action sociale en PF ?

Les résultats préliminaires indiquent entre autres l'injonction paradoxale à laquelle font face les travailleurs sociaux, entre rapidité du traitement des dossiers d'une part et qualité et personnalisation du suivi d'autre part.

*Intervenant

(1) Une soixantaine d'entretiens ont été réalisés auprès d'acteurs du champ social, sanitaire, éducatif, juridique, etc. Nous centrerons l'analyse sur les discours des représentants du secteur social (15 entretiens réalisés à la date de la proposition auprès de travailleurs sociaux de la Direction des Solidarités, de la Famille et de l'Égalité) mais nous mobiliserons aussi les entretiens réalisés auprès d'acteurs qui collaborent avec ces professionnels afin de croiser les regards. L'enquête étant toujours en cours, le nombre d'entretiens aura augmenté au moment de la communication.

Bibliographie

Jaspard, Maryse, Elizabeth Brown, et Dolorès Pourette. 2004. " Les violences envers les femmes dans le cadre du couple en Polynésie française ". *Espace populations sociétés*, no 2004/2 (octobre): 325-41. <https://doi.org/10.4000/eps.219>.

Pourette, Dolorès. 2002. " Les violences envers les femmes en Polynésie Française: Etude socio-anthropologique ". Papeete: Direction de la Santé. <https://apaj.net/wp-content/uploads/2020/04/doc1.pdf>.

Inconnu. 2010. " Violences envers les femmes, inégalités et situations postcoloniales ". *Sciences sociales et santé* 28 (4): 33-39.

Serra-Mallol, Christophe. 2015. " Exclusion et dispositifs sociaux dans l'outre-mer du Pacifique. L'exemple de la prostitution de rue en Polynésie française, Exclusion and social measures in the Pacific overseas territories – focus on street prostitution in French Polynesia ". *Revue française des affaires sociales*, no 4 (janvier): 90-113.

Les professionnels d'orientation au Maroc au risque de l'organisation gestionnaire

Ayoub Aitdra * ¹

¹ Laboratoire politiques éducatives et dynamiques sociales – Maroc

Cet article examine les transformations induites par l'organisation managériale et ses effets sur le travail éducatif des professionnels d'orientation au Maroc, en mobilisant les résultats d'une recherche clinique menée auprès de quatre conseillers d'orientation, dont le but est de comprendre le sens qu'ils donnent à leur métier et les conditions d'exercice de leur travail.

Ainsi, dans un contexte de réforme scolaire, le métier du conseiller d'orientation au Maroc subit une redéfinition profonde de son rôle et de ses pratiques et un changement de sa place dans l'organisation du travail socio-éducatif. Cette réforme, marquée par l'introduction massive des principes de la gestion publique, mobilise une démarche orientante à l'école, en attribuant aux professionnels d'orientation un rôle majeur d'accompagnement et d'éducation au choix dans une perspective collaborative et intégrée. En fait, la réforme parle d'orientation pédagogique, de soutien psychosocial durable, d'orientation précoce, dans le but de consolider la liberté de choix chez l'élève, renforcer le suivi et l'accompagnement de son projet de carrière.

Dans cette ère de réhabilitation, s'impose une nouvelle organisation du travail social dans l'école, rattachant l'activité des conseillers d'orientation à des normes gestionnaires et prescriptives. Cette nouvelle gestion publique leur impose d'obéir leurs pratiques à des principes utilitaristes et productivistes, en les adaptant aux exigences de l'évaluation performative et aux résultats quantifiables prédéfinis. C'est pour ça, ils doivent traduire leurs activités en des notations chiffrées, en un langage de mesure qui déterminent la valeur de ce qu'ils font, en intériorisant les critères et les prescriptions à partir desquelles ils vont être évalués. En ce sens, l'action socio-éducative réalisée doit être traduite en langage de gestion conforme aux dispositifs de contrôle quantifiés et chiffrés.

Mais ces outils de gestion sont-elles suffisantes pour soutenir le sens du métier ? Y-a-t-il un compromis entre le management scolaire et les pratiques d'orientation à visée éducative ? À quel point est-il possible, pour les conseillers d'orientation, d'exercer leur profession selon leurs attentes et ambitions dans le contexte actuel de l'organisation gestionnaire de l'école ?

Pour répondre à cette problématique, notre article comporte trois sections : la première section porte sur la question de l'orientation au Maroc à l'aune de la NGP, en se focalisant sur une perspective de sociologie clinique et de psychodynamique de travail. La deuxième section présente les résultats de notre recherche et illustre les incidences de la NGP sur le travail social des

*Intervenant

professionnels d'orientation. La troisième section montre les dangers induits par ces dispositifs managériaux et leurs incidences destructrices sur la professionnalité des conseillers d'orientation.

Références

- Aubret, J. (2014). 26 Les conseillers d'orientation. Dans : Jacky Beillerot éd., *Traité des sciences et des pratiques de l'éducation* (pp. 305-315). Paris: Dunod.
- Doucet, M., Viviers, S. (2016). *Métiers de la relation : Nouvelles logiques et nouvelles épreuves du travail*. Laval, Presses Universitaires de Laval.
- Gaulejac, V. de (2009 (2005)). *La société malade de la gestion*, Paris, Seuil.
- Gaulejac, V. *La NGP : Nouvelle gestion paradoxante*. *Nouvelles pratiques sociales*, Volume 22, Numéro 2, printemps 2010, p. 83-98.
- Sylvain Obajtek, Francis Danvers. *L'approche éducative en orientation à l'Université en France : évolutions politiques, idéologiques et pédagogiques*. *Formation et profession : revue scientifique internationale en éducation*, Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE), 2014, 22 (1), pp.53-64.
- Viviers, S., Anne, A. & Dionne, P. (2019). *L'évolution de l'identité de métier des conseillers d'orientation à l'aune des transformations de l'organisation du travail scolaire au Québec*. *Éducation et sociétés*, 1(1), 93-118

” Travail de nuit, travail invisible. Des représentations du travail de nuit en EHPAD aux épreuves de professionnalité. ”

Laure Ferrand * ¹

¹ Laboratoire Etude Recherche Formation Action Sociale – ATEC ITS France – France

Cette communication rend compte d'un travail de recherche-évaluation mené entre 2017 et 2018 auprès des personnels de nuit des EHPAD d'Indre-et-Loire. Visant à comprendre les enjeux de la gestion des urgences la nuit (en lien avec les médecins du SAMU), les enseignements ont permis de révéler les représentations sociales du travail de nuit et les " épreuves de professionnalité " qui en découlent.

Que se passe-t-il la nuit pour les professionnelles des EHPAD (aides-soignantes, ASH) ? Comment répondent-elles aux angoisses, à la détresse exprimées par les personnes âgées ? Qu'est-ce qui les anime dans la " mise au jour " et la reconnaissance d'un travail invisible ? Quels sont les effets des politiques sociales réglémentant le nombre de professionnels présents le jour et la nuit ? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre. De plus, la compréhension des ressorts du travail de nuit nous invite à penser ce " travail des frontières " qu'implique la frontière temporelle et symbolique ente le jour et la nuit.

Notre propos s'appuie sur la méthodologie de recherche suivante : la réalisation d'une trentaine d'entretiens individuels et collectifs avec des personnels de nuit et de jour, des directions des EHPAD et des professionnels du SAMU ; et la passation d'un questionnaire auprès des personnels de nuit.

Nous présentons trois grands enseignements.

- Les stratégies mises en oeuvre pour faire face aux urgences. Les entretiens font ressortir trois leviers mis en oeuvre par les professionnelles : l'entraide entre collègues, l'expérience professionnelle et l'ancienneté comme facteurs déterminants dans la gestion " sereine " des urgences, et la responsabilisation du professionnel à travers la mise en place d'une hiérarchisation par soi-même des tâches, en l'absence de tout responsable hiérarchique.

- L'accompagnement du " résident jusqu'au bout " comme épreuve de professionnalité. Le décès des résidents est apparu comme un moment rempli d'inquiétudes et d'incertitudes pour les professionnelles. Le décès vient cristalliser les tensions sous-jacentes au travail de nuit (solitude, manque d'effectifs, dégradation des conditions de travail) et pose la question du rapport à la mort. L'analyse des entretiens a notamment montré comment les professionnelles mettent en oeuvre un rituel de passage vers la mort à travers le respect d'un certain nombre d'étapes. La

*Intervenant

mort constitue ce que nous avons nommé un espace-temps de l'incertain qui génère un investissement émotionnel et moral chez les professionnelles.

- Enfin, nous verrons que la méconnaissance du travail de nuit par les personnels de jour peut aboutir à une délégation de tâches correspondant à ce que Everett C. Hughes nomme le " sale boulot ". Dans ce cas, c'est notamment le rapport à la souillure qui intervient comme un objet de luttes entre les personnels.

Au final, si la nuit recouvre symboliquement une dimension négative et inconnue, il apparaît que les professionnelles cherchent à retourner le stigmate de cette symbolique pour valoriser la dimension relationnelle de leur travail.

Bibliographie indicative

ARBORIO Anne-Marie, " Les aides-soignantes à l'hôpital. Délégation et professionnalisation autour du "sale boulot" ", in Didier Demazière, Charles Gadéa (dir.), *Sociologie des groupes professionnels*, Paris, La Découverte, 2009, pp. 51-61.

ARBORIO Anne-Marie, *Un personnel invisible. Les aides-soignantes à l'hôpital*, Paris, Anthropos, 2001.

AUBRY François, " Les rythmes contradictoires de l'aide-soignante ", *Temporalités* (En ligne), 16 | 2012. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/temporalites/2237> (consulté le 16 novembre 2018).

BILLAUD Solène, XING Jingyue, " "On n'est pas si mauvaises !" Les arrangements des aides-soignantes en établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes face aux épreuves de professionnalité ", *SociologieS* (En ligne). Disponible sur : <http://journals.openedition.org/sociologies/5372> (consulté le 26 octobre 2018).

CARADEC Vincent, *Sociologie de la vieillesse et du vieillissement*, Paris, Nathan, 2011.

MORIN Edgar, *L'homme et la mort*, Paris, Éditions du Seuil, 1970.

RAVON Bertrand, VIDAL-NAQUET Pierre, " L'épreuve de professionnalité : de la dynamique d'usure à la dynamique réflexive ", *SociologieS* (En ligne). Disponible sur : <http://journals.openedition.org/sociologies/5372> (consulté le 06 novembre 2018).

Décrire et comprendre les formes de l'intervention en travail social. Deux approches de recherche complémentaires pour en saisir les dimensions émancipatrices et aliénantes

Xavier Florian * , Amélie Maugere *

1

¹ Université de Montréal – Canada

Résumé (660 signes)

À partir de l'hypothèse forte selon laquelle une intrication existe entre la capacité, par les travailleurs sociaux, de produire des interventions émancipatrices pour les individus, groupes et communautés accompagnés et leur capacité de se mettre à distance des préconceptions réductrices et stéréotypées des expériences vécues (Zúñiga, 1993), deux pistes de recherche nous paraissent particulièrement fécondes pour la discipline travail social : l'ethnométhodologie et les travaux de Schön sur le praticien réflexif. Dans cette communication, nous proposons de creuser ces deux pistes de recherche pour en démontrer le potentiel heuristique et pour la praxis.

Synthèse (5683 caractères)

La question de la recherche en travail social fait régulièrement l'objet de débats au sein de la communauté des travailleurs sociaux, particulièrement vifs au cours des années 80 et récemment actualisée en France, notamment lors de la conférence de consensus organisée par le CNAM fin 2012 et des États généraux du travail social (2014). En France, y est en jeu la possibilité de créer un espace disciplinaire propre pour développer des recherches pertinentes pour les intervenants sociaux. De ce point de vue, deux pistes de recherche sont particulièrement fécondes, celle sur le praticien réflexif et celle de l'ethnométhodologie. Elles partagent en commun de s'émanciper des dichotomies, comme celles opposant objectivisme/subjectivisme (Pires, 1997), théorie/pratique (Schön, 1983), qui nuisent à la découverte de réalités déconcertantes (Pires, 1997 et Perron et Rudge, 2017).

Pour le travail social, l'opposition théorie/pratique est souvent associée à l'idée qu'il est une discipline pratique " comprise comme la partie instrumentale des sciences fondamentales " (Schön, 1983 cité par Racine P, 1991, p.9). Cette conception reléguerait du même coup le travail social " au niveau de la résolution de problèmes (problem solving) (ibid. p. 9). Ainsi se perpétuerait l'idée que " la science produit la connaissance et la pratique applique cette connaissance " (Scott cité par Racine G, 2007, p.21). Selon Groulx, cette conception aboutit à disqualifier la recherche chez de nombreux de professionnels qui la jugent " insignifiante et sans pertinence ", car " non adaptée aux exigences de la pratique " (Groulx, 1994, p.4). En la réfutant, Schön ouvre une voie où chercheurs et praticiens collaborent pour décrire des interventions sous un nouveau jour.

*Intervenant

Une seconde piste, celle de l'ethnométhodologie, associée aux travaux pionniers de Garfinkel et de Cicourel, grâce à son intérêt pour l'étude rigoureuse des activités pratiques (Maunier, 2017) et son refus de considérer les acteurs comme des " idiots culturels " et les structures comme seulement contraignantes (Corcuff, 2008), offre une voie pour comprendre les ressorts cognitifs de la pratique des acteurs. En mobilisant une variété d'outils de collecte des données et en dialoguant sur le terrain avec les acteurs, à la manière de l'ethnographie (Lapassade, 1992), elle est une voie féconde pour découvrir des " allant de soi ", des implicites de l'action et notamment des prédéfinitions des objets d'intervention. À cet égard, la typologie des concepts proposée par Alvaro Pires (Pires et Maugère, 2020) permet aux chercheurs et à leurs alliés praticiens d'être attentifs à la mobilisation par les intervenants sociaux de concepts du langage quotidien (le sens commun) et de concepts institutionnels qui viennent prédéterminer les formes de l'intervention (Pires, 1997 ; Dorvil et Mayer, 2003).

Or, ces prédéfinitions limitent considérablement la possibilité des travailleurs sociaux d'élaborer des hypothèses, des analyses et, conséquemment, de réaliser des interventions qui font sens pour les publics accompagnés. Pour les intervenants, s'en mettre consciemment à distance, stimule leur capacité in situ à comprendre les situations sociales telles qu'elles sont et non pas telles que l'époque et les institutions les perçoivent, les nomment et les catégorisent (Duvoux, 2011). Dans le contexte d'une alliance chercheur-praticien (Groulx, 1994), ils peuvent alors forger des " concepts transformateurs " (Pires et Maugère, 2020) et une praxis émancipatrice (Maugère, à paraître). Si les travailleurs sociaux dépendent des définitions institutionnelles des problèmes sociaux, l'agentivité sur le terrain demeure (Dubois, 1999 cité par Avenel et Duvoux, 2020) : de fait, ils développent dans leur milieu des pratiques alternatives, voire émancipatrices.

Appuyée sur la démarche de Schön, l'analyse des pratiques permet de révéler des savoirs tacites mis en œuvre dans l'action, car " le geste habile révèle souvent un savoir plus considérable qu'on ne le croit " (Schön, 2011, p.206) et, de fait, émancipés des concepts du sens commun ou institutionnels. Inspirée par l'ethnométhodologie, l'analyse de cas permet de révéler comment une situation sociale est problématisée en lien avec la rationalité dominante dans l'institution et comment s'y maintiennent en même temps des rationalités alternatives minoritaires (Pires, 2004). Y est en jeu l'ouverture, ou, au contraire, la fermeture des acteurs, d'une administration publique et d'organisations concurrentes comme les organismes communautaires, à la diversité des expériences (Maugère et Greissler, 2019). Des travaux empiriques ont pu faire la démonstration de la persistance d'" allant de soi " qui peuvent nuire à la qualité des interventions puisque les normes, procédures et routines professionnelles reconduisent implicitement des stéréotypes réducteurs ou négatifs, particulièrement à l'égard des groupes sociaux historiquement opprimés (Cicourel cité dans Poupart, 2003).

Cette double démarche de recherche collaborative permet d'identifier des pratiques s'affranchissant, ou pas, des normes d'intervention les plus aliénantes et, en même temps, des " problématisations " (Foucault, 1978) des situations sociales émancipées ou, au contraire, aliénées par des conceptions réductrices des expériences. L'hypothèse forte selon laquelle il y a une intrication entre la capacité à produire des interventions sociales émancipatrices pour les individus, les groupes et les communautés accompagnés et la capacité à s'émanciper des préconceptions réductrices (Zúñiga, 1993), tout en pouvant être affinée, vient justifier ces deux pistes que notre communication creusera.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES CITÉES

Livres, articles

Avenel, C., Duvoux, N., (2020), Le travail social entre pouvoir discrétionnaire et pouvoir d'agir, *Revue française des affaires sociales*, 2, avril-juin 2020, La Documentation française. *Revue française d'administration publique*, 4(4), 1071-1074. <https://doi.org/10.3917/rfap.176.0229>

Corcuff, P. Cicourel, A.V. (2008). De l'ethnométhodologie au problème micro/macro en sciences sociales ", *SociologieS* (En ligne), Découvertes / Redécouvertes, mis en ligne le 29 octobre 2008.

URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/2382> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.2382>

Dubois, V. (2008). La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère, *Economica*, coll. " études politiques ".

Dorvil, H. et Mayer (dir.). (2003), Problèmes sociaux. Tome I : Théories et méthodologies. Presses universitaires du Québec.

Duvoux, N. (2011), Entrevue avec Luc Boltanski, " Le pouvoir est de plus en plus savant ", La vie des idées, en ligne <https://laviedesidees.fr/Le-pouvoir-est-de-plus-en-plus-savant.html>

Foucault, M. (1978), Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978, éd. par M. Senellart sous la dir. de F. Ewald et A. Fontana, Paris, Gallimard/Le Seuil.

Groulx, L. H. (1994). Liens recherche et pratique : les thèses en présence. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7(2), pp.35-50. <https://id.erudit.org/iderudit/301275ar>

Lapassade, G. 1992. La méthode ethnographique. <http://vadeker.net/corpus/lapassade/ethngrso.htm>

Maugère, A. & Greissler, É. (2019). Qui sont les prestataires de l'aide sociale? Analyse des débats médiatiques entourant la réforme de l'aide sociale au Québec (2015-2016). *Reflète*, 25(1), 51–70. <https://doi.org/10.7202/1064667ar>

Maunier, S. (2017). De quelle épistémologie l'ethnométhodologie est-elle le nom ? *SociologieS*. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/6397>

Perron, A., & Rudge, T. (2017). *On the Politics of Ignorance in Nursing and Health Care: Knowing Ignorance*. Routledge.

Pires, A. (1997). De quelques enjeux épistémologiques d'une méthode générale pour les sciences sociales. Dans Poupard et al. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Gaëtan Morin. http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/quelques_enjeux_epi

Pires, A. (2004), La recherche qualitative et le système pénal. Peut-on interroger les systèmes sociaux ? Un article publié dans *Sociologie pénale : système et expérience*. Pour Claude Faugeron. Textes rassemblés et présentés par Dan Kaminski et Michel Kokoreff, pp. 173-198. Les Éditions Erès.

Pires, A. et Maugère, A. (2020). " C " comme concept. Dans Colloque de l'Association pour la recherche qualitative des 3 et 4 décembre 2020. https://www.youtube.com/watch?v=a0njB_2nagk

Poupard, J. (2003). D'une conception constructiviste de la déviance à l'étude des carrières dites déviantes. Dans Dorvil, H. et Mayer R. (dir.). *Problèmes sociaux, Tome 1 : théories et méthodologies*, Presses universitaires du Québec.

Racine, G. (2007). De la production du silence aux invitations à l'échange de savoirs : le cas des pratiques en travail social, dans H. Dorvil (dir.). *Problèmes sociaux. Tome IV. Théories et méthodologies de l'intervention sociale*, pp. 17-26. Presses de l'Université du Québec.

Racine, P. (1991). L'usage des théories de l'action dans la formation à l'intervention sociale. *Service social*, 40 (2), 7–25. <https://doi.org/10.7202/706524ar>

Schön, D. A. (1983). *The reflective practitioner*. New York: Basic Books.

Schön, D. A. (2011). À la recherche d'une nouvelle épistémologie de la pratique et de ce qu'elle implique pour l'éducation des adultes. Dans J.-M. Barbier (dir.), *Savoirs théoriques et savoirs d'action*. Presses Universitaires de France, pp. 201-222.

Zúñiga, R. (1993). La théorie et la construction des convictions en travail social. *Service social*, 42(3), 33–54. <https://doi.org/10.7202/706630ar>

Rapports

États généraux du travail social (2014) : <https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/travail-social/archives/article/les-etats-generaux-du-travail-social-egts>

La transformation des EFTS : La génération de la convention de compromis au sein d'une organisation pluraliste

Christine Dutrieux * ¹, Corinne Grenier *

2

¹ Institut de Recherche en Gestion des Organisations Université de Bordeaux – Université de Bordeaux (Bordeaux, France) : EA4190 – France

² Kedge Business School – Management School, University of Bordeaux, France and KEDGE Business School, Talence, France – France

La prise en compte des mutations de l'action sociale, médicosociale et les enjeux de la formation professionnelle interrogent l'appareil de formation en travail social et plus particulièrement les Etablissements de Formation en Travail Social (EFTS) quant aux réponses à apporter. La capacité des EFTS à transformer leur offre de formation suppose d'absorber tant de nouveaux paradigmes de l'intervention sociale (inclusion, parcours, territoire) que d'adresser la prise en compte de " nouveaux " publics (précarité, mineurs isolés...), tout en considérant les évolutions de concurrence et de marchandisation du secteur (Noguès, 2020).

La pénétration de ces mutations dans l'univers des EFTS met à mal ces organisations structurées autour de normes, de pratiques et de routines, qui encouragent davantage la reproduction que la transformation. Elles risquent de compromettre la transformation de ces organisations considérées comme pluraliste, caractérisée par des " objectifs divergents, de lieux de pouvoir diffus et des processus de travail reposant sur des connaissances spécifiques " (Denis et al. 2004, p. 1).

Nous mobilisons le cadre théorique des conventions (Boltanski et Thévenot, 1991) pour analyser comment une organisation confrontée à une pluralité de Mondes et des valeurs contradictoires parvient à élaborer une convention de compromis ; cette dernière considérée comme un ordre surplombant les individus et les groupes, dont la principale fonction est d'assurer une convergence des pratiques en créant de l'accord avec de nouvelles logiques pour générer un bien commun (Amblard et al. 2015).

Pour comprendre comment cette " clarification " entre des mondes en compétition peut se construire (Livian et Herreros, 1994, p. 55), nous nous intéressons à la dimension dynamique (Tece, et al. 1997) de la capacité d'absorption de connaissances nouvelles au sein de groupes-projets. La capacité d'absorption est définie comme " un ensemble de routines et de processus organisationnels par lesquels les entreprises acquièrent, assimilent, transforment et exploitent des connaissances pour produire une capacité dynamique organisationnelle " (Zahra et George, 2002,

*Intervenant

p. 186). Nous proposons un modèle qui relie ces deux cadres théoriques à partir de la fonction de courtier de connaissances (Ziam, 2010) et ses capacités combinatoires (Kogut et Zander, 1992), de coordination, de socialisation et de formalisation.

Nous formulons la problématique de recherche suivante : Comment dans un EFTS, considéré comme une organisation pluraliste, enchâssé dans des mondes différents, la capacité d'absorption de connaissances générée dans un groupe- projet favorise-t-elle l'adoption d'une convention de compromis dans cette organisation ?

Nous étudions un EFTS du sud de la France et, au sein de celui-ci, deux groupes-projets visant à élaborer une nouvelle offre de formation ou à déployer de nouvelles méthodologies pédagogiques en absorbant des connaissances extérieures (le groupe démarche d'intervention (G-DI) et le groupe modalité pédagogique (G-MP)).

Cette recherche, menée dans le cadre d'une thèse doctorale, est qualitative, longitudinale, et construite dans une démarche abductive. La méthode de l'étude de cas enchâssés (Musca, 2006) au sein de l'EFTS est ici retenue.

Chacun des deux groupes conduit différemment le processus d'absorption de connaissances extérieures pour mener son projet. Le groupe DI parvient à élaborer un projet commun en ayant généré une convention de compromis. Le travail mené nous conduit à le qualifier de communauté de pratique (CoP, Chanal, 2000). Le pilote de la CoP DI se caractérise comme un courtier de connaissances (Hargadon, 1998, Ziam, 2010). L'action de ses capacités combinatoires au sein de la CoP génère ainsi une convention de compromis conduite à partir du processus d'absorption de connaissances.

Au contraire, le groupe MP se structure comme une équipe de projet (Chanal, 2000) et le processus d'absorption amène à l'exploitation de produits réalisés par chacun des membres du groupe, sans parvenir à élaborer une convention de compromis.

Finalement, ni l'un, ni l'autre ne parviendra à faire adopter le compromis dans cette organisation pluraliste. Nous discutons alors les résultats et nous développons la notion de courtier de mondes et les enjeux de la réflexivité dans les EFTS pour avoir la capacité d'adopter des conventions de compromis au service du bien commun.

Dans le prolongement des orientations et des objets de recherche de GIS Hybrida IS, notre contribution s'intéresse à " l'hybridation de logiques d'actions " pour que l'organisation pluraliste adopte une convention de compromis au service du bien commun.

Bibliographie indicative

Boltanski, L., & Thévenot, L. (1991). De la justification. Les économies de la grandeur.

Chanal, V. (2000). Communautés de pratique et management par projet: A propos de l'ouvrage de Wenger (1998) *Communities of Practice : Learning, Meaning and Identity*. M@n@gement, 1-30.

Denis, J. L., Langley, A., & Rouleau, L. (2004). La formation des stratégies dans les organisations pluralistes: Vers de nouvelles avenues théoriques. Conférence Internationale de Management Stratégique.

Grenier, C., & Dutrieux, C. (2021). Innovation et capacité d'absorption dans des organisations dans le champ de la santé in *Les défis du décloisonnement: Innovations organisationnelles en santé*. ISTE Group.

Zahra, S. A., & George, G. (2002). Absorptive Capacity: A Review, Reconceptualization, and Extension. *Academy of Management Review*, 27(2), 185-203.

Ziam, S. (2010). Les déterminants de la capacité d'absorption des connaissances: Le cas des courtiers de connaissances œuvrant dans le domaine de la santé au Canada.

Professionnalisation du social et du médico-social: une monographie française après la loi n° 2002-02 du 02 janvier 2002

Messanh Amavi * ¹

¹ Centre interdisciplinaire de recherche normand en éducation et formation – Normandie Université, Université de Caen Normandie : EA7454, Université de Rouen Normandie : FED4137 – France

Les enjeux fondamentaux des sciences de l'éducation in fine restent économiques et sociaux. Le secteur et les acteurs associatifs du social restent éloignés du monde des entreprises tout en rencontrant des problèmes analogues. L'insertion des jeunes et des chômeurs, les nouvelles formes de pauvreté, les besoins de solidarité, les crises économiques, sanitaires et sociales sont autant de problèmes de société qui convoquent des réponses nouvelles, disruptives mais solidaires des associations et des professionnels.

Cette contribution est issue d'une monographie française (appelée l'association) de la professionnalisation dans le social après la loi n° 2002-02 du 02 janvier 2002.

Notre question de recherche est : quelle professionnalité sociale, éducative et pédagogique de " l'association " après la loi dite 2002 ?

" *L'association* " d'action sociale, en protection de l'enfance (Boutanquoi, 2005), comme paradigme, nous la définissons telle un projet politique nourrit d'une histoire propre, agglomérant des parcours individuels et collectifs. La finalité non mercantile de son objet fait sa particularité première. Elle est une cité de cohabitation de stratégies managériales, de normes référentielles, de logiques politiques et de logiques terrains et ou techniques. Elle est donc un lieu de négociations d'individualités aux intérêts divergents, un lieu de reprise de contextualisation de cultures d'action, un lieu de déconstruction et de reconstruction de vies.

La professionnalisation, est un continuum de processus d'actions, d'interactions faisant appel aux compétences individuelles et/ou collectives par une prise de conscience et une formalisation des connaissances, capacités, savoirs et compétences.

Nous nous servons de trois concepts et d'autant de trames. D'abord, le concept " *Sensemaking* " des organisations à haute fiabilité (Weick, 1995), dont la trame contient la construction identitaire, l'extraction de sens et d'indices, la continuité, la rétrospection, l'énaction, la sociabilité et la plausibilité. Ensuite, de celui de " *paradigme stratégique* " ; (les valeurs, les croyances, les comportements et hypothèses implicites), (Jonhson, 1987). Il a pour trame culturelle : les routines, les rites, les mythes, les symboles, les structures de pouvoirs, la structure organisationnelle, et l'environnement organisationnel. Enfin, nous avons mobilisé les logiques de formation (Objet de travail, système d'expertise, référence fondée, reconnaissance sociale et système institutionnel régulateur) (Wittorski et Sorel, 2005), les logiques de cultures d'action (Barbier, 2010), les

*Intervenant

travaux en ingénierie de formation (Ardouin, 2013).

Dans notre démarche, guidée par la logique adductive, les données que nous avons exploitées, proviennent de 15 entretiens semi directifs en 2012 et 2013. A cela, a été ajouté des matériaux secondaires récoltés en 2018, notamment un reportage de France 3 télévision consacré au travail de " *l'association* ".

Les premiers résultats confirment le caractère professionnalisant du partage du paradigme stratégique organisationnel par les salariés. Les spécificités d'analyse des organisations à haute fiabilité confirment le caractère apprenant et ou capacitant de cette association sociale. La polysémie de la professionnalisation et plusieurs logiques de formation, nous fournissent une consolidation par la pédagogie, le développement des cultures d'action éducative et de perfectionnement de la production sociale via des formations des professionnels.

Nous retenons de cette recherche monographique française de la professionnalisation du social et du médico-social après la loi 2002-02 du 02 janvier 2002, que la question sociale, telle que nous l'interrogeons aujourd'hui, s'est posée dès le début du 20e siècle comme une des façons d'atténuer les différences entre les classes sociales ou d'apporter des réponses aux préoccupations d'une partie -déjà non négligeable- de la population. Ce champ a connu une évolution d'abord disparate, puis une évolution maintenue et corrélée aux évolutions des politiques publiques, aux développements managériaux notamment. Ces bouleversements et évolutions incrémentales ont impacté le travail social et ses organisations. Les institutions du champ social et médico-social ont vu leurs pratiques faire l'objet de critiques voire de remises en cause. En réponse, les organisations sociales et médico-sociales ont accompagné les critiques, de paradigmes stratégiques institutionnels nouveaux. Au capital humain des structures sociales, il est apporté par les sciences de l'éducation, une offre de réingénierie de formation et de professionnalisation. Les outils et la prise en charge sociale et médico-sociale, ont eux-mêmes évolués au fil des transformations des paradigmes et des populations accompagnées. Ces évolutions ne sont pas sans conséquences sur les professions au fil du temps.

Mots Clés :

Professionnalisation, apprentissage, formation, loi n° 2002-02 du 02 janvier 2002, social, éducation.

Bibliographie :

ARDOUIN. T. 2013. " *Ingénierie de formation : Analyser, concevoir, réaliser, évaluer* ". 4^{ème} édition. Dunod.

BARBIER. J-M. 2010. " *Cultures d'action et modes partagés d'organisation des constructions de sens* ". Revue d'anthropologie des connaissances. Vol 4. N°1, p.163-194.

BOUTANQUOI. M., MINARY. J-P., & TAHAR. D. 2005. " *La qualité des pratiques en protection de l'enfance* ". Dgas, Ministère de la santé et des solidarités.

JODELET. D. 1993. " *Les représentations sociales* ". Puf.

JONHSON. G. 1990. " *Managing Strategic Change: The Role of Symbolic Action* " British journal of management. Vol.1. n°4 p183-200.

WEICK. K-E. 1995. " *Sensmaking in Organizations* ". Foundations for Organizational Sci-

ence. Thousand Oaks. CA: Sage Publications.

WITTORSKI. R., SOREL. M. 2005. " *Professionnalisation en acte et en questions* ". Paris. L'Harmattan.

L'accueil social inconditionnel de proximité au défi d'une lecture multi-référencée de ce qui s'y joue

Damien Antony * 1,2

¹ Institut d'Administration des Entreprises - Lille – Université de Lille, Sciences et Technologies,
Université de Lille – France

² Institut d'Administration des Entreprises - Lille – Université de Lille, Sciences et Technologies – France

Instauré par le Plan d'action en faveur du travail social et du développement social en 2015, les accueils sociaux inconditionnels de proximité tendent à se généraliser. Ils consacrent cependant les agents les moins dotés en formation, compétences et appui comme agents de premières lignes du social et cristallisent des attentes multiples de la part des divers protagonistes, réveillant des représentations et fantasmes anciens à l'égard de l'aide sociale. Dans le même temps, leur mise en oeuvre mobilise une palette de courants, de méthodes et de techniques afin d'en faire des lieux ressources et des espaces de liens, à la fois accessibles, fluides et efficaces. À la croisée des axes 2 et 5, notre propos qui s'enracine dans l'observation et l'accompagnement de diverses expériences de consolidation d'accueil sociaux de proximité visera à en décrypter les facteurs constitutifs et à appréhender comment, dans ce domaine destiné à être la porte d'entrée des dispositifs et le lieu de constitution du lien et de la relation d'aide à l'utilisateur, se rejouent des questions anciennes du travail social, qu'il nous faut pour autant éclairer d'un jour nouveau. Il s'agira aussi de questionner quelle place est faite à ces acteurs et contexte d'exercice dans les réflexions, recherches et formations en travail social.

*Intervenant

Actes de direction, Organisations en actes. Coévolution des logiques professionnelle, organisationnelle et institutionnelle

Jean-Claude Dupuis * , Roland Janvier *

, Philippe Hirlet *

¹, Bernard Balzani *

2

¹ GIS Hybrida'is – IRTS Lorraine – France

² 2L2S-GREE (Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales) – Université de Lorraine : EA3478 – 23, Bd Albert 1er - BP 3397 - 54 015 Nancy Cedex, France

Ce symposium porte sur la coévolution des logiques professionnelle, organisationnelle et institutionnelle en se centrant sur la transformation des activités et des métiers de direction et d'encadrement du secteur social.

Il rassemblera quatre formateurs et chercheurs, un directeur en activité et un acteur de la fabrication des politiques sociales. Il s'articulera autour de quatre questionnements principaux :

- Comment un point de vue systémique permet-il de penser la coévolution des politiques publiques, des organisations et des métiers de direction et de l'encadrement dans le secteur social ?
- Quelles transformations des activités et des métiers de direction et de l'encadrement vont de pair avec une déssectorisation/un décloisonnement des politiques publiques et une débureaucratiation des organisations sociales et médico-sociales ?
- La qualité du travail étant un " fait social total " au sens de Mauss (1923), quels processus de cadrages et de débordements (Callon, 1998 et 1999) se sont joués et se jouent autour de la définition des " conventions de qualité " de l'activité collective, et, lié, des repères du " travail bien fait " pour les directeurs et les cadres, tant dans leurs dimensions techniques, cognitives que sociopolitiques ?
- Quels sont les effets sur les positionnements, les activités et les métiers des cadres et des directeurs de la " déspecialisation " des organisations du social (brouillage des notions de " dedans " et " dehors ", porosité des frontières, distanciation spatiale...) ?

*Intervenant

Confinés, dé-confinés : ce que la crise sanitaire fait faire en protection de l'enfance

Claire Autant-Dorier *¹, Delphine Murgue *

, Rémi Seux *

, Muriel Sofonea *

¹ Centre Max Weber – École Normale Supérieure - Lyon, Université Lumière - Lyon 2, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5283 – France

Nous proposons de présenter une recherche-action collaborative, initiée en juin 2020, autour de l'expérience de la crise sanitaire en protection de l'enfance. Cette collaboration rassemble les représentants de deux associations (AGASEF, Sauvegarde 42), de l'ODPE (observatoire départemental de la protection de l'enfance de la Loire) et du Centre Max Weber. Elle s'est élargie en 2021 à quelques familles concernées au travers d'une collaboration avec ATD-Quart Monde. Ce projet prend sens dans le cadre des réflexions initiées au niveau national par l'ONPE(1). La recherche vise à réexaminer les pratiques et principes existants au regard de l'expérience du confinement. L'enjeu est de recueillir et d'analyser les expériences qui se sont développées et continuent de se développer pendant la crise sanitaire. Elle interroge la façon dont les adaptations et aménagements trouvés sont révélateurs des questions et enjeux qui traversent ce champ. L'objectif plus opérationnel est d'identifier comment certaines pratiques initiées face à la crise peuvent perdurer ou inspirer des changements.

Les orientations en matière de protection de l'enfance incitent les professionnels : d'une part à répondre prioritairement aux besoins de l'enfant ; et d'autre part à rechercher et à développer les ressources des familles (Becquemin, Robin, 2017 ; Lacroix, 2015). Nous avons pu constater au cours de recherches antérieures le décalage entre l'envie des cadres et professionnels d'aller vers des pratiques qui fassent davantage place aux parents et plus largement au " milieu de l'enfant " dans une logique de développement social et les freins à leur mise en œuvre (Autant-Dorier, 2020 ; Avenel, Bourque, 2017). Les professionnels paraissant pris entre le double souci d'éviter les ruptures de prises en charge et de favoriser la participation des usagers (Potin, 2013 ; Ravon, Laval, 2015,2016).

Or dans le contexte de la crise sanitaire ces deux enjeux ont été particulièrement exacerbés : les éducateurs ont dû bricoler de nouvelles formes d'accompagnement à distance, un suivi rapproché des situations a été mis en place, des formes d'accueil habituellement provisoire (famille de parrainage) ont été maintenues pendant la période de confinement ; les droits de visite des parents ont été supprimés, des décisions ont été prises sans audience des familles ou via la mise en place de vidéo (Moras, 2020). Le maintien des enfants dans leur famille, à distance de l'école

*Intervenant

et du suivi éducatif à domicile, a révélé inversement des capacités des parents qui n'étaient pas perçues auparavant, les enfants, notamment les plus jeunes, ont pu s'apaiser, moins ballotés entre différentes institutions et intervenants.

Ces recompositions des pratiques se combinent à des changements dans la gouvernance et dans les formes d'organisation du travail entre directions, services et professionnels, au sein du département et dans et avec les associations mandatées. Celles-ci ont dû évoluer du fait de l'organisation complexe du travail à distance et de la gestion des absences. On constate plusieurs pratiques : réaffectation de certains professionnels, resserrement des échanges, partage de solutions en temps réel, ajustement des critères de priorisation, soutien renforcé aux assistants familiaux (famille d'accueil), mobilisation d'animateurs (activités en foyer) et de bénévoles (aide alimentaire, aide aux devoirs), ...

Ces expériences viennent questionner les pratiques antérieures et ouvrent à des innovations.

L'objectif de la recherche menée est d'identifier ce que la contrainte fait faire. En quoi les dispositifs existants ont tenu ? Dans quelle mesure ont-ils dû être révisés ? De quelle façon les parents et les enfants ont-ils contribué à ces transformations ? Quel a été l'effet de ces pratiques sur leur situation ? En quoi la crise favorise-t-elle une certaine symétrisation des relations ou vient-elle exacerber le contrôle sur les familles (Payet, Purenne, 2008)? En quoi les changements et innovations produits en contexte de crise, pendant les confinements notamment, sont-ils maintenus dans les phases moins contraintes ?

La démarche de recherche-action collaborative engagée se veut pragmatiste : il s'agit de prendre au sérieux les savoirs des acteurs (professionnels mais aussi usagers) et vise à identifier comment ils font face aux problèmes pratiques qui se posent à eux. La recherche-action collaborative (Bony, 2015) suppose l'implication des professionnels dans la recherche, elle passe par une explicitation des savoirs et compétences des acteurs et par le développement d'outils de recherche qui constituent également une forme d'intervention (atelier avec les familles accompagnées par exemple). Elle vise ainsi à produire une connaissance située (Puig de la Bellacasa, 2003). Dès mars-avril 2020, des démarches spontanées de collecte de témoignages (entretiens filmés), analyse des documents et " traces " (mail, CR de réunions, cahier de bord) concernant les nouvelles pratiques ont été initiées par les professionnels des associations (formés à la recherche dans le cadre de la mention de Master IDS). Elles ont donné lieu à un atelier de travail sur les matériaux recueillis. Une journée d'étude est programmée le 7 octobre 2021 (présentation croisée des expériences, ateliers thématiques, temps d'atelier créatif " Que garde-t-on de la crise ? "). Un approfondissement ciblé du recueil de données sera ensuite mené. Nous proposons lors du colloque de présenter les résultats principaux de cette recherche et de rendre compte du processus collaboratif qui aura été conduit.

https://onpe.gouv.fr/system/files/publication/20200505_premieres_observations_gestion_crise_sanitaire_pr
Première enquête constituée principalement à partir des témoignages des directions enfance-famille de 14 départements et travaux suivants : <https://www.onpe.gouv.fr/actualite/recherches-et-pratiques-sur-covid-19-en-protection-lenfance>. Des études ciblées ont par ailleurs été conduites et répertoriées. (Capelier, 2020).

Bibliographie

- Autant-Dorier Claire (2020, 2), " Toute-puissance et impuissance dans les mesures d'aide éducative : une mainlevée problématique ", *Revue Française des Affaires Sociales*, printemps 2020. <https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2020-2-page-201.htm>

- Autant-Dorier Claire (2020, 1), " Un usage dévoyé de la mainlevée en protection de l'enfance ? Distribution des (in)capacités d'agir et responsabilité des acteurs " *Sociétés et Jeunesse en difficulté*, (En ligne), 23 | Automne 2019, mis en ligne le 06 janvier 2020. <http://journals.openedition.org/sejed/9960>
- Avenel Cyprien, Bourque Denis (dir.), (2017), *Les nouvelles dynamiques du développement social*, Nîmes, Editions Champ social, coll. " Questions de société ".
- Becquemin Michèle, Robin Perrine (2017) " L'enfant, sa famille et les institutions qui le protègent ", Enjeux et effets d'une symétrisation des forces ? in Payet J.P. Purenne A. *Tous égaux. Les institutions à l'ère de la symétrie*, l'Harmattan, pp. 57-80.
- Bony Yves (2015), Les recherches partenariales participatives : ce que chercher veut dire, Chapitre 3 in Les recherches-actions collaboratives, une révolution de la connaissance, les chercheurs ignorants, pp. 36-43.
- Capelier F. (2020), *Etat d'urgence sanitaire : quel(s) droit(s) pour les enfants en danger ?* Revue de droit sanitaire et social, p.886.
- Heckel Bernard, Blaison-Oberlin Caroline, Autant-Dorier Claire, et al. (2016) *Du pas de côté à l'engagement dans le développement communautaire*, Rapport de la recherche-action du séminaire pour l'intervention sociale communautaire. Ministère de l'intérieur, CGET; Ministère de la Santé et des Solidarités. halshs-02013234.
- Lacroix Isabelle (2015), "Valorisation des "compétences parentales" et contrôle des risques dans l'accompagnement des parents : les ambivalences de la " contractualisation " en protection de l'enfance ", *Recherches familiales*, n°12, pp. 197-209.
- Moras Delphine (2020), " Visio ou pas visio ? ", *Lien social : Inventeurs au quotidien*, n° spécial 9, 1 septembre 2020, p. 36-37.
- Potin Emilie (2014), " Mesures imposées et engagements négociés. Mineurs, acteurs familiaux et professionnels dans le cadre des mesures d'aide éducatives en milieu ouvert (AEMO) ", *Sociétés et jeunesse en difficulté*, n°14, URL : <http://sejed.revues.org/7752>.
- Payet Jean-Paul, Purenne Anaïk (2015), *Tous Egaux, Les institutions à l'ère de la symétrie*, L'harmattan.

Recul des frontières dans l'intervention sociale : " de l'institution à la cité "

Virgnie Marchal * ¹

¹ Institut de Schaltin – Belgique

Cette contribution sera l'occasion d'évaluer les transformations en cours au sein du secteur et plus précisément dans notre service. Notre structure est un service de logement supervisés. Nous accompagnons des personnes en situation de déficience mentale parfois associée à des troubles du comportement. En région Wallonne, l'accompagnement des personnes en situation d'handicap s'inscrit dans une longue tradition institutionnelle (intramuros). L'institution, selon Gaberan, est l'outil et le matériau de l'action éducative. Aujourd'hui le travail tend à se faire en-dehors de l'institution. C'est le cas de notre service. Nous tendrons de comprendre comment les frontières du territoire d'intervention ont pu se déplacer et en quoi cela a engendré une modification des pratiques de travail. Nous cherchons à réinventer des nouvelles pratiques éducatives et thérapeutiques alors que l'institution est perçue comme le terreau de l'action éducative ?

" Je suis préparé à devoir me protéger ou à contentionner un jeune voire un parent de jeune mais je ne pensais pas devoir me protéger de personnes extérieures " parole d'un éducateur après avoir été agressé physiquement lors d'une visite chez un usager.

La construction du travail hors des murs a pu mettre en avant des modalités de travail différentes. Celles-ci ont engendré des pratiques nouvelles. Ce déplacement de frontières voire cet estompement de celles-ci, a profondément changé notre vision du service et de ses missions. C'est dans le croisement de ces différentes perceptions que nous souhaitons au travers de cette proposition d'article évaluer les transformations de notre travail et des frontières de celui-ci. Comment la distance prise avec l'institution et la modification des frontières placent le travailleur dans des attentes contradictoires, voire dans des situations de double contrainte ?

" Vous devez l'obliger et lui interdire ! C'est comme cela ! A quoi vous servez ? " Parole d'une infirmière indépendante.

Si les frontières se sont modifiées, ce n'est pas forcément les cas des attentes sociétales. Les

*Intervenant

attentes des tiers (famille, institution, partenaires, ...) sont toujours inscrites dans une logique institutionnelle. Les travailleurs sociaux pratiquent au cœur de ces tensions. Dans un premier temps au départ de situations concrètes nous pourrions comparer les frontières et les pratiques intra et extra institutionnelle et identifier les tensions existantes ou non envers les attentes sociétales et celles de l'utilisateur. L'éducateur pris dans l'immédiateté de l'action éducative et de la relation se retrouve au cœur d'attentes multiples (entre les différentes mutations) au sein d'un environnement complexe et instable (Mintzberg). Nous pourrions voir comment passer dans ce contexte d'un management de la mission à un management de la vision. Cette mise en perspective permet de comprendre la dialectique dans laquelle peut se retrouver l'éducateur entre gestion du risque et pédagogie du risque et plus globalement entre travail sur la normalité ou travail sur l'individualité.

" Elles appellent tous les jours, on ne va plus se déplacer ! " parole d'un ambulancier intervenant régulièrement chez nos usagers.

La promotion du modèle de l'autonomie et de l'autodétermination tend à orienter de plus en plus de personnes vers les services comme le nôtre. Ce modèle s'apparente à ce que Christian Arnsperger nomme le " solidarisme responsabiliste ". Pourtant l'inclusion au sein d'une société ouverte et non cloisonnée par l'institution confrontent rapidement les personnes au fait que tout n'est pas possible, tout n'est pas envisageable comme l'explique Lebrun dans son ouvrage Un monde sans limite. Ce modèle est parfois une négation de leurs difficultés et de leurs limites au nom d'une vision globale du tout est possible et d'une vision de l'autonomie plus proche de la notion d'indépendance

J'ai été appelé, je n'ai pas réfléchi, je suis partie pour aller l'aider. C'est après, je me suis dit si l'homme est toujours là comment je fais toute seule ? Parole d'une éducatrice intervenue chez une bénéficiaire après une agression sexuelle.

Au sein de la conclusion, nous mettrons en avant les points de convergence des différentes parties. L'objectif étant de pouvoir déterminer des lignes d'actions concrètes sur lesquelles construire une pratique éducative permettant de soutenir une vision de société plus en équilibre. Une piste explorée sera le passage d'une approche institutionnelle à une approche contextuelle.

Bibliographie

Castel Robert, 1995, les métamorphoses de la question sociale, Saint-Amand, Folios essais

Gaberan Philippe, 2020, Cents mots pour être éducateur, Toulouse, érès.

Hellal Selma, Lemaire Jean-Marie, 2008, de proche en proche, Alger, Barzkh

Lebrun Pierre, 2009, un monde sans limite, Toulouse, érès.

Lenhardt Vincent, 2019, les responsables porteurs de sens, Paris, Eyrolles

Meynckens-Fourez Muriel, Vander Borght Christine et Kinoo Philippe, 2017, Eduquer et soigner en équipe, Manuel de pratiques institutionnelles, Louvain-La-Neuve, Deboeck

Mintzberg Henry, 2014, Structures et dynamiques des organisations, Paris, Eyrolles

Vielle Pascale, Pochet Philippe, Cassiers Isabelle, 2006, l'Etat social actif vers un changement de paradigme ? Chapitre 9 Christian Arnsperger, L'état social actif comme nouveau paradigme de la justice sociale P 219-300, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang

Fabriquer les formations sociales. Le collectif à travers la bureaucratisation des formations sociales

Sébastien Joffres * 1

¹ Centre de recherche interuniversitaire, Expérience, Ressources Culturelles, Education – Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis : EA3971 – France

Les formations en travail social, au sein des objets qui comptent et sont étudiés dans le champ de l'intervention sociale, ont un statut particulier. Elles sont considérées principalement sous l'angle de la professionnalisation (Wittorski, 2018) des futurs travailleurs sociaux. Leur étude s'indexe donc sur le registre pédagogique. Forment-elles ? Comment ? Forment-elles bien ? Et les concepts mobilisés relèvent de ce que la formation prétend produire : identités, compétences, professionnalités, etc. Si cela s'entend de par la fonction des dispositifs de formation, cette centration peut empêcher de s'intéresser à leur quotidien organisationnel, plus prosaïque que ce que les objectifs pédagogiques veulent bien donner à voir. Notre hypothèse est qu'en les pensant à travers leurs objectifs officiels, le travail réel qui permet aux dispositifs d'exister est en partie manqué (Clot, 2008).

Ainsi, à l'occasion d'une thèse en sociologie (soutenue en 2020) portant sur la "fabrique des formations sociales", dans le cadre d'une sociologie interactionniste (Becker, 2010 ; Strauss, 1992) et de l'acteur-réseau (Latour, 2007), nous avons essayé de repérer et d'analyser les différentes activités engagées (Qui fait quoi ? Avec qui ?) dans la production de ce que les acteurs nomment "dispositif de formation", donnant à voir le dispositif (Foucault, 1994) de production de la formation. L'activité des humains et des non-humains est abordée dans sa portée productrice de réalité (Pour quels résultats ?) Et notre attention s'est portée sur le repérage des espaces-temps d'élaboration (Où et Quand ? Quels liens de subordination, de conséquences, d'influence, entre ces espaces-temps?). En résumé, nous nous sommes proposé de cartographier les acteurs et leurs négociations, les espaces-temps et leurs articulations, à travers lesquels les formations sociales sont fabriquées à travers le quotidien d'un établissement de formation en travail social.

Ce projet se fonde sur une enquête de terrain de quatre années et demie, concentrées sur le fonctionnement d'un établissement de formation en travail social (EFTS). Il a débuté par un travail d'observation directe au sein de plusieurs instances de réunion relevant de différentes strates d'élaboration de la formation (groupes de travail thématiques, réunions de filière, réunion entre responsables de filières, etc.), offrant ainsi un poste d'observation à la fois sur le travail individuel, mais aussi sur l'activité collective. Puis, de la place de chercheur, nous avons été amené à évoluer vers celle de prestataire, puis de salarié, ce qui a facilité l'accès à d'autres espaces-temps d'élaboration. Du fait de l'implication toute particulière avec l'objet, ce propos est tour à tour celui d'un chercheuracteur et acteurchercheur, ce qui permettra d'interroger les manières dont

*Intervenant

recherche et pratiques de formation s'infusent, mutuellement, avec plus ou moins de heurts, à l'échelle d'une trajectoire individuelle qui depuis sa rencontre avec les formations sociales s'est institutionnalisée, à la fois du côté de la recherche et du côté d'un EFTS.

Il apparaît que la formation est produite sous la forme de quotites de temps (année, semestre, semaine, heure) auxquelles sont associés des contenus et des dynamiques pédagogiques sur lesquels les acteurs échangent, mais, malgré la pregnance des réunions, n'élaborent pas de significations communes précises. Ces territoires, vides d'un sens partagé fort, sont ensuite repartis entre les formateurs qui, de manière relativement indépendante des autres, y construisent la portion de formation qui leur revient. Ce processus où la mise en forme – par le croisement du temps rationalisé, de contenus ramenés à des mots vides et des modalités pédagogiques dont les pratiques ne sont pas partagées – prime sur une conception organique et qualitative (Nicolas-Le Strat, 2016) du dispositif se produit tout du long des strates d'élaboration de la formation. D'un niveau à l'autre du centre de formation, ainsi qu'entre les espaces-temps transversaux, il s'échange surtout des matrices organisationnelles. Le long de ce processus descendant, le contenant prime sur le contenu, la formation est quantifiée avant d'être qualifiée. Elle est produite dans une logique d'éclatement, ou ce qui réunit est l'organisationnel, plutôt que le partage de significations. Ce qui nous amène à parler d'un EFTS marqué par une forte bureaucratisation (Hibou, 2012) de l'activité, celle-ci devenant le substrat unifiant. Ainsi, malgré un désir de collectif et de cohérence très prégnant, la formation s'élabore en différents territoires entre lesquels les liens peinent, notamment dans les instances officielles. Le commun du sens et des pratiques est produit souvent dans l'informel, selon les volontés, les disponibilités et le temps arraché aux tâches urgentes. Seuls quelques espaces parcellaires de cohérence émergent de ce travail.

Pour terminer, nous nous proposons de réfléchir le processus de recherche, à partir de l'évolution des places du chercheur. Aux yeux du centre de formation, nous sommes passé d'une place de "chercheur-observateur" (position classique) à celle de "formateur (réalisant accessoirement une thèse à titre personnel)". Nous nous sommes ainsi retrouvé en plein dans la tension qui habite la relation entre les EFTS et l'Université sur le plan de l'ordre hiérarchisé des activités valorisées et autorisées, avec pour autant la possibilité de penser notre activité de formateur par et à travers la recherche. Si cette expérience est singulière et locale, elle donne à penser comment la recherche peut outiller l'action formative lorsque cette dernière est prise pour objet, en même temps qu'elle doit venir s'actualiser dans un imaginaire social et une matrice organisationnelle qui ne la reconnaît pas en tant que telle.

Bibliographie

- Becker Howard S., Les mondes de l'art. Paris : Flammarion, 2010.
- Foucault, Michel. "Le jeu de Michel Foucault (entretien avec D. Colas, A. Grosrichard, G. Le Gaufrey, J. Livi, J. Miller, J.-A. Miller, C. Millot, G. Wajeman)". In Dit et écrits, 1954-1988 T. III, Vol. 3. Paris : Gallimard, 1994.
- Hibou, Béatrice. La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale. Cahiers libres. Paris : La Découverte, 2012.
- Latour, Bruno. Changer de société, refaire de la sociologie. Paris : La Découverte, 2007.

- Nicolas-Le Strat, Pascal. Le travail du commun. Saint-Germain-sur-Ille : Éditions du commun, 2016.
- Strauss, Anselm L. La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme. Paris : L'Harmattan, 1992.
- Weber, Max. La domination. Politique et sociétés. Paris : La Découverte, 2013.
- Wittorski, Richard, Jean-Marie Barbier, Stephen Billett, Raymond Bourdoncle, Patricia Champy-Remoussenard, Yves Clot, Marie-Christine Combes, et al. La professionnalisation en formation : textes fondamentaux, Mont-Saint-Aignan : Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2018.

” On fait tous du social ” : frontières et porosité des activités des professionnels de la jeunesse du local

Valérie Becquet * ¹

¹ Ecole, Mutations, Apprentissages – Université de Cergy Pontoise : EA4507 – France

Les orientations politiques, les inscriptions institutionnelles et les ancrages territoriaux de la prise en charge des jeunes âgés de 13 à 25 ans évoluent régulièrement. Ce contexte dessine les contours d'espaces professionnels pluriels (en termes de d'organisations, de secteurs, de catégories d'acteurs) dont les caractéristiques résultent des transformations de l'action publique en matière de normes de gestion et d'intervention en général et, en matière de jeunesse, en particulier. En effet, les politiques dites de jeunesse et les travailleurs dits de jeunesse constituent pour la première, un domaine dont l'institutionnalisation est relativement récente et, pour les seconds, un groupe dont la définition, malgré les prescriptions européennes, reste en France particulièrement floue. En cela, les professionnels mobilisés par la prise en charge des jeunes forment une constellation aux frontières externes incertaines et fluctuantes composée d'acteurs hétérogènes qu'à un champ d'intervention professionnelle organisant les activités de groupes professionnels autour d'un même problème comme dans le cas de l'échec scolaire (Morel, 2012). Elle peut être définie à partir de secteurs d'intervention (social, socio-éducatif, sport, insertion, justice, culture, etc.), de destinataires principaux ou secondaires (adolescents, jeunes, jeunes en difficultés, jeunes placés, etc.), de référentiels normatifs (éducation, prévention, contrôle, accompagnement, insertion, médiation, conseil, etc.) ou encore de dispositifs ciblés et territorialisés. S'y côtoient d'un côté, des professionnels dits " établis " c'est-à-dire des acteurs historiquement constitués, dont les modalités de qualification et de recrutement sont règlementées et les activités sont inscrites dans un espace politico-administratif balisé et, de l'autre, des professionnels dits " émergents " ou de " nouveaux professionnels ", c'est-à-dire des acteurs produits par l'action publique, dont les compétences, les modes d'accès au marché du travail et les activités sont floues, pluriels et fluctuants comme les coordinateurs, les référents, les professionnels présents sur un segment spécifique, etc. Si dans cette constellation d'acteurs, les métiers du social se repèrent en tant que tels : principalement les éducateurs spécialisés dans des services ou associations de prévention, d'autres professionnels considèrent que leur travail relève du social. Ils en font état de différentes manières : comme une dimension à prendre en compte (la situation sociale, les difficultés sociales, etc.) ; comme une posture (individualisation de la relation, travail du care, valeurs, etc.) ou encore comme une activité (accompagnement, prise en charge, coopération avec des travailleurs sociaux, etc.). La communication visera à analyser les différentes manières dont " le social " apparaît dans le quotidien des professionnels de la jeunesse et ce qu'ils en font. Elle permettra de réfléchir sur les frontières des activités des différents professionnels concernés et leurs recompositions, tout comme sur la division du travail au local.

La communication prendra appui sur les résultats de deux monographies réalisées en 2020 et

*Intervenant

2021 qui s'inscrivent dans un projet de recherche plus vaste portant sur les professionnels de la jeunesse et les dynamiques de recomposition de leur travail. La première concerne une association paramunicipale située dans une municipalité francilienne plutôt favorisée chargée d'une part, de la conception et de la mise en œuvre de l'action socio-éducative en direction des publics allant des enfants aux jeunes et incluant les familles et, d'autre part, de la gestion de plusieurs structures locales (Maisons de quartier, local dédié à la prévention, structures culturelles, etc.). La seconde concerne un service de la jeunesse situé dans une municipalité défavorisée qui a des missions similaires. Se côtoient des professionnels relevant de secteurs d'activités identifiés (animation, social, culture, santé, etc.), des professionnels exerçant des missions transversales autour de thématiques prioritaires (le numérique par exemple) et des professionnels de direction, d'encadrement et technique. Des entretiens semi-directifs réalisés auprès d'un échantillon représentant la diversité des statuts (animateur, éducateur spécialisé, médiateur, chef de projet, chargé de mission, etc.), des positions (affectation au sein des services municipaux dédiés (Espaces jeunes par exemple) ou de structures municipales ou associatives de proximité, comme par exemple les centres sociaux ou les maisons de quartier) et des secteurs d'action (éducation, socio-éducatif, social, santé, insertion...) permet de disposer de données sur les parcours des professionnels, leur contexte d'exercice et leurs missions et leur activité réelle.

Bibliographie indicative

Becquet, V (dir.) (2021). Des professionnels pour les jeunes. Sociologie d'un monde professionnel? Champs social éditions.

Demazière, D., Lessard, C. et Morrissette J. (2013). " Les effets de la Nouvelle Gestion Publique sur le travail des professionnels : transpositions, variations, ambivalences ", *Education et Sociétés*, 32, p. 5-20.

Demazière D. (2008). L'ancien, l'établi, l'émergent et le nouveau : quelle dynamique des activités professionnelles ? , *Formation Emploi*, 101, 41-54.

Demazière D., Gadéa C. (2009). *Sociologie des groupes professionnels, Acquis récents et nouveaux défis*. Paris, La Découverte.

Jeannot G. (2011). *Les métiers flous. Travail et action publique*. Toulouse, Octarès.

Parisse, J. (2019). Réforme territoriale et réorganisation de l'Etat : quels enjeux pour les politiques de jeunesse ?. *Injep analyses et synthèses*, 21.

La "mise en scène" du dispositif : des adaptations de l'ASLL dans trois associations d'insertion par le logement

Laura Jacquemard * 1

¹ Centre Max Weber – École Normale Supérieure - Lyon, Université Lumière - Lyon 2, Université Jean Monnet [Saint-Etienne], Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5283 – France

Cette communication se propose de présenter les appropriations différenciées de dispositifs d'accompagnement social par les travailleurs sociaux de trois associations d'insertion par le logement, évoluant dans un même contexte institutionnel. Elle se place ainsi principalement dans une approche s'intéressant au travail et aux organisations, dans le champ de l'intervention sociale.

Notre propos s'appuiera sur les premiers résultats d'une thèse de sociologie en cours portant sur le travail de médiation de " tiers sociaux " (Ballain, Maurel, 2002) dans l'accompagnement vers l'accès au logement social de personnes en situation de mal-logement. L'enquête ethnographique réalisée s'effectue auprès de trois associations, exerçant dans le champ de l'insertion par le logement, sur deux territoires distincts (l'agglomération A(1) et la zone rurale sous influence urbaine B, située à proximité de l'agglomération A). Elle porte également le souci de faire collaborer les professionnel.les impliqués à l'élaboration des analyses produites(2), dans une perspective de coproduction des savoirs (Roche, 2019), sans pour autant être animée par une conduite de changement social propre à la recherche-action (Dubost, Lévy, 2016). Les matériaux mobilisés sont pluriels : observations régulières de la mission d'accompagnement des trois structures entre février 2017 et mars 2020(3), des commissions des institutions partenaires(4), entretiens informels et semi-directifs auprès de 20 professionnel.les(5), documentation institutionnelle.

Interroger des dispositifs d'accompagnement suppose d'abord de définir ce que l'on entend par ces termes. Pour Frédérique Guiliani (2005), " Un *dispositif* qualifie des opérations d'agencement, d'assemblage d'éléments *a priori* hétérogènes : des discours, des savoirs, des acteurs, des techniques. Le substantif *accompagnement* indique un mode spécifique d'association et de coordination entre des acteurs, des scènes, des situations. " (p. 3). L'enjeu est donc d'observer, de comprendre comment s'effectuent ces agencements, assemblages au gré des situations rencontrées. Reprenant la métaphore théâtrale goffmanienne, l'objectif de notre travail est donc d'analyser la mise en scène de cet accompagnement social (Malki, Rizzo, Praile, 2006).

Dans un premier temps, nous nous intéressons au " script " de ces dispositifs d'accompagnement : comment le cadre institutionnel et réglementaire laisse-t-il des flous permettant l'appropriation des dispositifs d'accompagnement par chacune des structures mandatées ? Le dispositif historique d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL), constituera un exemple révélateur des marges de manœuvre à disposition des professionnel.les dans la réalisation concrète de leur

*Intervenant

travail d'accompagnement. Nous verrons ainsi comment les zones d'ombre présentes dans les règlements intérieurs de l'ASLL sur les deux territoires étudiés permettent des appropriations différenciées, à la fois dans les pratiques concrètes et dans les représentations de l'accompagnement, dans chacune des associations.

Dans un second temps, nous irons observer de plus près les règles et normes locales d'application, qui participent à la constitution de cultures associatives : quels sont les points d'entente et de désaccord entre les différentes structures ? L'exemple de l'ASLL nous permettra de différencier deux formes d'appropriation des dispositifs : le dispositif comme cadre de la pratique et le dispositif comme financement.

Nous tenterons ensuite de comprendre d'où proviennent ces variations dans les pratiques et représentations de l'accompagnement. Nous questionnerons d'abord les aspects organisationnels ou structurels en nous penchant sur les contextes dans lesquels s'effectuent ces accompagnements, se " jouent " les dispositifs. L'analyse des parcours professionnels des travailleurs sociaux constituera le deuxième angle interrogé pour comprendre, de manière plus fine, comment ces acteurs font avec les différents niveaux de normes qui leur sont imposées, afin d'accompagner les personnes dans la situation d'accompagnement, et ainsi comment ces parcours viennent renforcer ou interroger les cultures associatives.

En conclusion, notre propos ouvrira les débats sur les implications politiques et institutionnelles de ces usages différenciés des dispositifs par ces structures d'accompagnement : quels effets pour les publics accompagnés, quelles incidences sur les rapports des associations à leurs financeurs ?

- Ballain, R., Maurel, E. (2002). *Le logement très social*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.

- Dubost, J., Lévy, A. (2016). " Recherche-action et intervention ", in Barus-Michel, J. (dir.), Enriquez, E. (dir.), LEVY, A. (dir.). *Vocabulaire de psychosociologie*, Toulouse : Erès, p. 408-433.

- Giuliani, F. (2005), Frédérique. *L'ordre pactisé des dispositifs d'accompagnement*, Thèse de doctorat de sociologie et sciences sociales, Université de Saint-Étienne.

- Malki, M., Rizzo, A.-C., Praile, D. (2006). " Pratiques d'accompagnement social en matière de logement : une expérience transfrontalière pour contribuer au débat ", *Pensée plurielle*, 2006/2, n°12, p. 101-122.

- Roche, P. (2019). " Coproduction des savoirs ", in Vandeveld-Rougale, A. (dir.), Fugier, P. (dir.), De Gaulejac, V. (coll.). *Dictionnaire de sociologie clinique*, Toulouse : Erès, p. 161-164.

(1) L'agglomération A correspond à l'une des grandes métropoles françaises. Pour des raisons de confidentialité, l'ensemble des noms cités (y compris des villes) a été anonymisé.

(2) Discussion des observations, hypothèses et analyses, réunions annuelles intra et inter-associations terrains, analyses de cas en focus group

(3) Rendez-vous d'accompagnement, réunions internes, vie quotidienne de la structure, formations internes

(4) Commissions des Instances Techniques Territorialisées Logement (ITTL), Commissions du

Droit au Logement Opposable (COMED-DALO), Commissions des Instances Locales de l'Habitat et des Attributions (ILHA), Commissions Insertion et des Accords collectifs du Service Intégré d'Insertion et d'Orientation (SIAO), Commissions de la plateforme Logement située sur le territoire B.

(5) Travailleurs sociaux présents sur le terrain et/ou d'encadrement

Les professionnalités dans le Travail Social : constructions et variations des métiers et des activités

Maude Hatano-Chalvidan ¹, Philippe Mazereau ^{*}, Matthieu Laville ^{*}

, Catherine Clenet ^{*}

, Richard Wittorski ^{*}

¹ Centre d'étude et de recherche en sciences de l'éducation (CERSE) – Université de Caen
Basse-Normandie : EA965 – UNiversité de Caen Basse-Normandie esplanade de la Paix, CS 14032 Caen
cedex 5, France

La division du travail est une forme de topos bien ancrée dans les sciences humaines, économiques et sociales. Elle questionne les relations, les interdépendances entre les sujets et les collectifs ainsi qu'elle organise la fabrication des biens, des services. Sa pérennisation dans le temps participe de la production des formes de cultures. Elle est ainsi un sous-bassement structurant nos liens sociaux et par extension nos identités au travail. Adam Smith (cité par Coutrot, 2002) y avait lu trois grandes caractéristiques : l'économie de temps, l'économie de spécialisation, l'économie de l'innovation : les unes agissant sur les autres et convergeant toutes vers une plus grande efficacité productive. Sans entrer dans le détail, on admet souvent la coexistence ou l'alternance d'au moins deux modélisations de division du travail. A. D'Iribarne (2001) décrit deux formes de mutations que connaissent toutes les formes d'organisation sociale du travail productif : une conception artisanale du travail d'une part ; une conception plus taylorienne adossée à des formes de spécialisation ou disciplinaires d'autre part. Cette dernière conception a largement dominé l'organisation du travail depuis le 19^{ème} siècle. L'hôpital, l'université sont notamment des institutions structurées par des domaines de spécialité, des disciplines qui marquent des territoires professionnels, des hiérarchies entre groupes professionnels, des systèmes de sélections des individus et de régulation d'accès à des statuts.

Aujourd'hui cependant, on peut observer des transformations de ces structures professionnelles et culturelles qui ont des causes multiples. Elles sont à la fois économiques (économie de moyen), rationnelles (à la recherche d'une efficacité du travail), politiques (un désengagement de la puissance publique), et professionnelles (la professionnalisation de nouvelles activités et l'émergence de nouveaux groupes professionnels). Sur les terrains des métiers adressés à autrui, dans le champ du travail social, du soin, de l'éducation et de la formation, ces bouleversements sont d'autant plus sensibles qu'ils concernent le travail des professionnels de différents secteurs entre eux d'une part ; et avec les personnes concernées (patients, usagers, bénéficiaires) d'autre part. Des cultures professionnelles, des métiers sont donc amenés à se côtoyer et se transformer du fait de cette proximité. Dans ce contexte mouvant la question des limites se pose de manière aigüe,

^{*}Intervenant

les frontières entre les différentes expertises professionnelles et celles portées par l'expérience des personnes concernées amène à reconsidérer la configuration des métiers dans le champ du social.

Les communications du présent symposium discuteront ainsi les déplacements de ces frontières entre activités et métiers et leurs implications en se référant à plusieurs situations :

-Pour certains métiers du social, on observe un élargissement des tâches, du territoire d'activité qui entraîne à la fois une perte de sens, et un trouble identitaire. Les professionnels sont donc amenés à reconsidérer les limites de leur activité, de leur professionnalité.

-Au contraire, pour d'autres métiers, on assiste à une forme de diversification de l'activité qui induit une différenciation identitaire.

-On observe aussi parfois l'ajout d'une activité qui ne fait pas partie de la panoplie des activités professionnelles et cette addition demande du temps supplémentaire ou une formation spécifique qui de fait bouleverse les professionnalités installées. Soit l'activité nouvelle peut être maintenue en extériorité, soit l'acteur admet de l'intégrer à son territoire professionnel et cela passe par une réorganisation d'ensemble de sa professionnalité.

Ce symposium se propose donc de questionner les différents processus de transformation des professionnalités dans le champ du social d'abord mais aussi dans d'autres secteurs professionnels. Cette ouverture permet une prise de recul, des points de comparaison et souligne également des faisceaux de convergences génériques dans la construction des professionnalités.

Coutrot, T. (2002). *Critique de l'organisation du travail*. Paris, La Découverte, " Repères ", 2002, p. 20-40.

D'Iribarne, A., Gadille, M., (2001). L'évaluation des chercheurs au CNRS : une impasse " socialement " construite ? In Forum de la Régulation, Paris, 11-12 octobre 2001.

Présentation des communications :

Aux frontières de l'accompagnement. Recherche-action avec des formateurs-accompagnants en insertion (C. Clenet, M. Hatano-Chalvidan) :

Suite à une recherche-action avec des formateurs-accompagnant des publics vulnérables et très éloignés de l'emploi, on observe que ces derniers sont obligés d'effectuer un travail de lien, de tissage du passé, de l'histoire de la personne. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, leur professionnalité ne se construit pas seulement dans des logiques d'accompagnement *ad hoc*, " de l'instant " dans le cadre précis de dispositifs spécifiques. A côté du " guider ", " orienter ", " soutenir " la personne (Paul, 2020), il y a un autre travail peu formalisé, souvent mal vécu par les professionnels et pouvant les inscrire en porte-à-faux des injonctions institutionnelles (trouver une sortie positive, un " après accompagnement "). Celui-ci consiste à enquêter, recomposer une histoire lacunaire, parfois découpée (" éclatée comme un puzzle ") par des prises en charge et des accompagnements successifs. Il s'agit alors de redonner forme à un parcours singulier, de donner à la fois du sens et une temporalité globale à des parcours faits de ruptures et marqués par une division du travail d'accompagnement pluri-institutionnel.

Paul, M. (2020, éd.) *La démarche d'accompagnement : repères méthodologiques et ressources théoriques*. Bruxelles : deBoeck supérieur.

Formation professionnelle initiale et glissements " organisés " des professionnalités (R. Wit-

torski)

Cette communication s'appuiera sur une recherche réalisée il y a quelques années (Wittorski, 2016) auprès d'inspecteurs élèves du travail (IET) dans le contexte d'une diversification croissante des activités traditionnelles de l'inspection du travail. Au-delà des activités " historiques " visant à contrôler le respect du code du travail par les entreprises, il est en effet demandé aux inspecteurs du travail de développer des activités tournées vers la mise en place de mesures en faveur de l'emploi, de développer des activités relevant du contrôle des fonds de la formation professionnelle, du respect des règles d'hygiène et des conditions de travail... Cette recherche a permis de montrer que les professionnalités installées des inspecteurs du travail ayant permis à ces professionnels de construire et consolider/affirmer au fil du temps leur identité collective fondée sur une certaine indépendance et autonomie de travail subissaient à cette occasion des déplacements parfois mal acceptés par les néo-professionnels au cours de leur formation, car intervenant en renoncement par rapport à l'image idéalisée du métier fondée sur le coeur traditionnel de ce métier. Au-delà, cette recherche met en évidence comment des " glissements de professionnalités " peuvent être organisés par et dans la formation professionnelle initiale (FPI) en proposant aux apprenants d'autres terrains professionnels, permettant ainsi d'engager un processus de diversification progressive d'un métier et des professionnalités qui le composent. Bref, *une réforme de FPI constitue alors dans le même temps une réforme du travail et du métier qui bouge les frontières du métier.*

WITTORSKI, R. (2016). Les enjeux identitaires de la professionnalisation et du développement professionnel des inspecteurs du travail. In M H-CHALVIDAN & M. SOREL, *La notion d'identité* (pp. 211 à 235). Paris : L'Harmattan.

Entre coupures et coutures, le jeu de frontières professionnelles (*Matthieu Laville et Philippe Mazereau*)

Notre communication s'appuie sur une étude comparée de la manière dont des professionnels sont amenés à intégrer à leur professionnalité une dimension nouvelle ou jusqu'alors mise en sommeil de leur travail. L'objectif est de cartographier les différents changements d'écosystèmes organisationnels auxquels peuvent être confrontés certains métiers de l'éducation du social et du soin. Il s'agira de saisir la réception, par les professionnels, des variations de territoires de tâche occasionnés par les modifications de prescriptions, de lieux d'exercice, de public concernés (Abbott, 2003). Pour ce faire, nous avons recours à une analyse secondaire de plusieurs matériaux d'enquêtes : enseignants de collège en contexte inclusif (Mazereau *et al.*, 2018), moniteurs d'atelier exerçant en Établissement de soin et d'aide par le travail en contexte d'accompagnement (Mazereau *et al.*, 2019), éducatrices de la petite enfance en contexte scolaire (André *et al.*, 2021). Nous étudierons la réception des changements par ces différents groupes professionnels selon qu'ils affectent : le cœur ou la périphérie de l'activité en termes de tâches à accomplir, le sens et les valeurs attachées à l'exercice du métier, l'écosystème culturel et historique de la profession. Cette mise en regard permettra de déboucher sur une typologie des différents enjeux en termes de frontières qu'elles soient internes à certains groupes où entre professions disjointes amenées à coopérer.

Abbott, A. (2003). Écologies liées : à propos du système des professions. In P.-M. Menger (dir.), *Les professions et leurs sociologies. Modèles théoriques, catégorisations, évolutions* (pp. 29-50). Paris : Éd. de la MSH.

André, A., Amiot, L., Brun, P., Bedoin, D., Deneuve, P., Despois, J., Laville, M., & Lemeunier-Lespagnol, M. (2021, à paraître). *Parcours inclusif du jeune enfant ayant un trouble du spectre autistique scolarisé dans les Unités d'Enseignement Maternelle : quelle articulation entre le milieu spécialisé et le milieu ordinaire ? Rapport de recherche IResp-CNSA.*

Production et transfert de connaissances pour la conception d'une nouvelle mesure éducative à domicile en Ille-et-Vilaine

Patrick Lecaplain * ¹

¹ Centre de Recherche sur l'Éducation, les apprentissages et la didactique – Université de Rennes 2 : EA3875, Université de Rennes, Université de Brest – France

En 2016, les actions éducatives à domicile en Ille-et-Vilaine concernaient 2999 enfants à raison de 1187 mesures administratives et 1812 mesures judiciaires. Ainsi, d'une part, le nombre d'enfants bénéficiant de ces aides a connu, entre 2012 et 2016, une évolution globale de 22 %. D'autre part, ces mesures étaient inégalement distribuées entre cinq opérateurs principaux, trois associations habilitées et deux services départementaux. Elles se caractérisaient encore par l'extrême diversité de leurs modalités d'accompagnement et de pratiques éducatives. Le Département d'Ille-et-Vilaine se trouvait ainsi directement confronté à un phénomène croissant de morcellement des actions éducatives à domicile mettant à mal la continuité et la cohérence du service rendu aux enfants et à leurs représentants légaux. Convaincus par les acteurs de terrain de la nécessité de trouver une solution à ce dysfonctionnement endémique, les représentants de l'assemblée départementale ont décidé, par délibération du 30 juin 2017, de fusionner les diverses actions éducatives à domicile en une seule et même mesure afin de fluidifier le parcours des enfants. Dans cette perspective, il s'agissait d'innover et de lancer une expérimentation avec l'ensemble des acteurs du département. Cette démarche devait, selon la directrice Enfance-Famille, s'appuyer sur une équipe de recherche " afin de mesurer plus finement les enjeux, les risques en termes organisationnels en matière de partenariat, mais aussi les leviers, identifier le périmètre d'action, mieux connaître les expériences éventuelles d'autres départements sur ce sujet, travailler avec les partenaires et notamment les autorités judiciaires et les associations prestataires, accompagner les équipes afin d'aider à la construction des outils pour en valider scientifiquement le contenu, la pertinence. " Cette mesure unique était alors envisagée comme l'élaboration d'un dispositif de soutien éducatif qui, tout en apportant des réponses basées sur les besoins évalués des enfants et de leurs familles, pourrait évoluer en nature (administrative/judiciaire), contenu (interventions individuelles/collectives), intensité et en facilitant la participation effective des détenteurs de l'autorité parentale à la construction du projet pour leur enfant.

En amont de cette expérimentation voulue par les élus du Département, le projet scientifique entendait interroger collectivement les notions définissant en creux les difficultés que les acteurs professionnels étaient invités à dépasser : les ruptures, les discontinuités et incohérences dans l'accompagnement éducatif. Ces notions laissaient effectivement les acteurs de terrain démunis face à la pluralité de leurs représentations sociales. La question d'une appropriation objectivée et partagée de ces notions constituait un enjeu tant théorique que pratique. Ce projet de recherche visait donc une meilleure compréhension du fonctionnement des mesures éducatives à domicile

*Intervenant

en Ille-et-Vilaine. La connaissance du travail réel concernant l'articulation entre le judiciaire et l'administratif, les continuités et discontinuités éducatives, l'intensité des mesures, les modalités de révision des mesures ou encore la participation des familles aux décisions qui les concernent, constituaient effectivement un enjeu préalable. Qu'en était-il concrètement ? La co-construction avec les différents acteurs de terrain de ces connaissances visait à favoriser, outre son effet mobilisateur pour les acteurs du territoire, l'exploration des conditions de faisabilité de la conception d'un prototype de mesure unique. Cette démarche supposait d'être interrogée par une production de connaissances se déployant à un triple niveau : macrosociologique dans sa dimension de politique intersectorielle et locale, mésosociologique à travers les stratégies d'action de ses différents opérateurs et microsociologique dans les interactions entre les acteurs et leurs pratiques. Dans cette perspective, nous entendions, plus particulièrement mener notre investigation autour de la question de recherche suivante : quels sont différents types de ruptures, discontinuités et incohérences qui entravent et/ou facilitent le parcours des enfants et de leurs représentants légaux dans l'exercice des actions éducatives à domicile ? Pour ce faire, après avoir dressé une revue de littérature sur notre objet de recherche, nous avons engagé un travail d'enquête qualitatif sous forme d'entretiens individuels et/ou de focus groupes. Cette enquête, menée en 2019, a permis de réaliser près de 60 entretiens avec des professionnels de la protection de l'enfance (travailleurs sociaux des cinq opérateurs, juges des enfants) et des familles accompagnées. Les résultats de la recherche ont ainsi permis d'identifier très précisément une série de facteurs, ordonnés en six composantes principales, entravant et/ou permettant la continuité et la cohérence des actions éducatives à domicile. Présentés et travaillés dans le cadre d'un comité d'élaboration et technique, composé d'une vingtaine de représentants des différents services concernés, ces résultats ont fait l'objet d'une traduction scientifique en autant d'enjeux à prendre en compte dans la conception de la mesure unique. Ce travail d'élaboration collectif s'est concrétisé sous la forme d'un référentiel départemental clarifiant les références théoriques pour l'action éducative et déterminant le rôle et la place des acteurs dans une procédure reposant sur le projet de l'enfant en vue de faciliter la participation de celui-ci et de ses représentants légaux. Ce travail de recherche-action, inédit au vu de son ambition départementale, constitue ainsi une illustration exemplaire des transformations qui s'opèrent, via un travail prescrit, dans le passage des connaissances scientifiques en connaissances pratiques.

Des paradoxes du travail social aux antagonismes du travail social : la clinique comme analyseur des évolutions du secteur

Fabien Clouse * ¹

¹ Centre interdisciplinaire de recherche normand en éducation et formation – Université de Caen Normandie : EA7454 – France

L'approche clinique fait partie intégrante de la culture des professionnels dans le travail social. Élément clé de leur pratique, elle est constituante de l'identité des éducateurs spécialisés et de leur cadre de pensée (Ponnou & Niewiadomski, 2020). Les mutations du travail social et des contextes politiques, économiques et sociaux mettent cette approche en tension face à certains courants qui tendent à privilégier performance, rentabilité, classification et traitement global des populations (Boutanquoi, 2008 ; Chopart, 2000). Les éducateurs spécialisés intervenant en Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP) -comme les autres professionnels des secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux- accueillent au quotidien des enfants et des adolescents en souffrance dont certains renvoient parfois à l'impossible : la rencontre de situations qui semblent inextricables ; la confrontation aux injonctions paradoxales quant aux modalités d'accompagnement émanant de l'institution, des organismes de tutelles, les financeurs ; et un impossible que nous qualifierions d'ontologique quant à toute certitude de " réussir " une éducation. Relevant d'accompagnements multiples (ASE, MDPH, famille d'accueil, hôpital, etc.) en lien avec des problématiques diverses, ces jeunes transgressent, sortent du cadre et répètent des passages à l'acte violents. Ce qui rassemble ces enfants dans ces lieux de soin n'est pas tant ce qu'ils sont que l'effet qu'ils produisent, amenant parfois les adultes à les réduire aux symptômes de conduites et comportements inadaptés. Ces adolescents sont reconnus, non plus à travers leur parole mais plutôt à une souffrance qui s'exprimerait de façon trop bruyante (Barreyre et al, 2008). Les limites de l'institution sont alors mises à l'épreuve. La tolérance institutionnelle relative à la manifestation de leurs symptômes devient alors le curseur déterminant à la poursuite ou non de leur accueil : l'urgence neutralise alors, parfois, la puissance de penser. Ils peuvent de ce fait se retrouver paradoxalement exclus par les structures censées justement favoriser leur intégration à la société (Autès, 1999). Il s'agit donc pour les éducateurs spécialisés, de faire face à ces apories (Paturet, 2007) et d'affirmer que ces enfants et adolescents sont des sujets en souffrance et non plus les objets d'une classification devenue caduque.

Nous faisons l'hypothèse que la valeur de l'intervention des professionnels dans ces établissements réside dans la compréhension et l'interprétation du langage symptomatique des personnes accueillies. Il n'est pas question, à notre sens, d'une compétence technique acquise en situation formelle mais bien d'une pratique artisanale, à visée éthique, où il est question de penser le rapport fragile et incertain qui nous engage à l'autre dans la relation (Rouzel, 1999). Il s'agit de porter un regard global, transversal et multiréférentiel sur une situation, afin de mieux se saisir d'une relation, d'un fonctionnement, d'un dispositif. De cette manière, et en questionnant notre

*Intervenant

rapport à l'autre, les subjectivités entrent en tension et il importe, pour l'éducateur spécialisé, de tenir ensemble ce qui s'oppose afin d'éviter les ruptures, déjà nombreuses, dans les parcours de ces enfants et adolescents. Or, l'accompagnement de ce public en difficulté relève du temps long et d'approches à l'opposé des exigences des organismes financeurs et à leurs indicateurs rationalisants et limitants de type durée moyenne de séjour. La marchandisation du secteur (Chauvière, 2010) entraîne, en plus d'une uniformisation des pratiques, un traitement du symptôme plutôt que les origines des troubles afin que celui-ci puisse devenir socialement tolérable.

À l'heure du passage en dispositif intégré des ITEP en DITEP(1), l'objet de cette communication est de venir interroger les enjeux de la pratique clinique en institution. Ainsi, à travers une recherche dans plusieurs ITEP de la région girondine où nous sommes en poste, nous cherchons à comprendre en quoi l'approche clinique peut être un étayage indispensable de la relation. Cette recherche, initiée dans le cadre d'une thèse en Sciences de l'Éducation, s'appuie sur une revue de littérature, des entretiens auprès de professionnels, notamment les éducateurs spécialisés et les directeurs d'établissement, et sur l'étude de cas cliniques.

Bibliographie indicative :

Autès, M., *Les paradoxes du travail social*, Dunod, Paris, 1999.

Barreyre, Fiacre, Joseph, Makdessi " Une souffrance maltraitée : Parcours et situations de vie des jeunes dits "incasables" ", *Recherche réalisée pour l'ONED, Rapport final*, CEDIAS, Juillet 2008.

Boutanquoi M., " Entre clinique, procédures et contrôle : les tensions de la relation d'aide ", *Nouvelle revue de psychosociologie* 2008/2 (no 6), p. 57-68.

Chauvière M., 2010, *Trop de gestion tue le social : Essai sur une discrète chalandisation*, éd La Découverte, Paris.

Chopart, J.-N., *Les mutations du travail social. Dynamique d'un champ professionnel*, Dunod, Paris, 2000.

Paturet, J.-B., 2007, *De la responsabilité en éducation*. Erès, Toulouse.

Ponnou S. & Niewiadomski C. (dir), *Pratiques d'orientation clinique en travail social*, L'Harmattan, Paris, 2020.

Rouzel J., *Le travail d'éducateur spécialisé. Éthique et pratique*, Dunod, Paris, 1999.

(1) Décret no du 24 avril 2017 relatif au fonctionnement des établissements et services médico-sociaux en dispositif intégré prévu à l'article 91 de la loi no 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé

De la porosité des frontières dans le champ de l'intervention sociale

Michel Lac * 1

¹ Université Toulouse 2 (UT2J) – Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
– 5, al. A Machado 31058 TOULOUSE Cedex 9, France

Cette communication se présente comme une suite de constats, réflexions et questionnements sur le champ de l'intervention sociale et ses potentielles mutations à partir d'un regard psychosocial ancrée dans la discipline des sciences de l'éducation. Il s'agit ici de réinterroger à partir de la notion de frontières un certain nombre de résultats portant essentiellement sur les rapports entretenus par les acteurs entre eux et avec leurs environnements professionnels.

Pour ce faire, nous nous appuyons sur l'étude des liens entre représentations sociales et professionnelles et sur l'implication professionnelle telle que modélisée par C.Mias

De la porosité des représentations professionnelles

Un premier constat, théorisé par A. Piasser et M. Bataille, est celui d'une " porosité " des frontières entre sens commun et savoir spécialisé chez les professionnels interrogés. Autrement dit la manière par laquelle les représentations, construites par les professionnels dans le cadre de leurs métiers, mêlent étroitement divers types de connaissances. Nous verrons, pour illustrer ces liens entre sphère privée et professionnelle, comment des éducateurs spécialisés de la protection de l'enfance s'appuient sur leurs propres représentations de la famille " idéale " pour diagnostiquer les familles dont ils ont la charge. Cette porosité entre représentations sociales et professionnelles serait d'autant plus prégnante chez les acteurs amenés à exercer leurs fonctions de manière autonome ou isolée.

Sur le même registre théorique, des études récentes réalisées auprès de diverses catégories professionnelles (animateurs, ES, AES, AS, infirmières) laissent entrevoir un " resserrement " des éléments organisateurs des représentations professionnelles de chacun des métiers sus-cités. Tout particulièrement, la notion d'accompagnement, longtemps réservée aux représentations des métiers spécifiques du travail social, est devenue centrale de manière quasi-systématique dans les représentations professionnelles des métiers de l'animation ou de la santé. Rapporté à la question des frontières, cela pose la question de la spécificité et de la lisibilité de chaque métier mais aussi de chaque fonction.

Ici pourra être discuté l'évolution des identités professionnelles. Comment se construire en tant qu'acteur professionnel si notre groupe " métier " de référence se dilue dans les groupes environnants ? Nous verrons qu'un des effets réside dans une redéfinition des éléments représentationnels " faisant frontières " par les acteurs eux-mêmes. Ces points d'appui collectivement partagés permettraient de maintenir ce double mouvement indispensable d'appartenance/différenciation chez

*Intervenant

les différents professionnels du secteur.

À la perméabilité des implications professionnelles

C. Mias, en définissant l'implication professionnelle comme " manière d'être et d'agir dans un contexte professionnel " présentait dès la construction de son modèle l'importance et la multiplicité possible des " contextes " concernés. Longtemps focalisés sur l'explicitation de " la manière d'être et d'agir " par les acteurs à travers les dimensions du sens, des repères et du sentiment de contrôle, les constats présentés dans la première partie de cette communication obligent à opérer une forme de renversement dans l'étude de l'implication professionnelle dans le champ de l'intervention sociale.

Une première piste empruntée réside dans la non spécification *a priori* des contextes professionnels dans lesquels s'expriment les implications des acteurs. Au vue des transformations constatées dans le rapport entretenu par les acteurs avec leur champ professionnel, il s'avère de plus en plus vain de s'appuyer sur les frontières historiques de ce champ. Nous pensons que l'enjeu actuel, dans cette approche spécifique de la professionnalisation et de la professionnalité des intervenant sociaux, est de comprendre comment les diverses formes d'implication des acteurs délimitent leurs contextes d'exercice.

Dans un registre connexe nous essayons de comprendre comment les acteurs de l'intervention sociale sont amenés à construire leurs postures professionnelles à partir d'une ambivalence grandissante entre différentes logiques internes. En effet, l'accélération de la perméabilité entre certaines frontières intersectorielles, si elle a certainement permis une amélioration des conditions de coopération, une prise en charge plus globale et cohérente du public, une meilleure appréhension de la complexité des objets professionnels... a généré dans un même temps une dissolution de certains repères (les fondements du métier d'animateur ne sont pas ceux de l'éducation spécialisée), un brouillage du sens (le sens du praticien n'est pas celui du chercheur) et du sentiment de contrôle (illustrés par la variété exponentielle des compétences " requises " pour un emplois dans le champ).

Cette perméabilité, du point de vue de l'implication et des représentations professionnelle, ne serait donc un atout qu'à la condition qu'elle ne mène pas à une forme professionnelle du " en même temps " dans lequel se diluerait les singularités des pratiques et des praticiens d'un champ, que nous pensons être, par nature composite.

Bibliographie

Mias, C. (1998). *L'implication professionnelle dans le travail social*. Ed : l'Harmattan

Piaser, A. et Bataille, M. (2011). Of Contextualised Use of "Social" and "Professional". In M. Chaïb, B., Danemark, et Selander, S. (Eds.), *Education, Professionalization and Social Representations : On the Transformation of Social Knowledge* (pp.44-54). New-York, United States : Routledge.

Tajfel, H. and Turner, J.C. (1986). The social identity theory of intergroup behavior. In S. Worchel and W. Austin (Eds), *Psychology of intergroup relations* (2nd ed., pp. 7-24). Chicago: Nelson-Hall.

Construction de la confiance dans l'action éducative à domicile dans les familles en protection de l'enfance : un travail de nature esthétique en appui sur les émotions

Sylvie Mezzena *¹, Laetitia Krummenacher *

, Antonio Testini *

¹ Haute école de travail social de Genève HES-So (HES SO) – Suisse

Nous menons une recherche en analyse de l'activité visant à modéliser le savoir-faire des éducateurs qui interviennent au domicile des familles (Action éducative en milieu ouvert : AEMO) dans le cadre de la protection de l'enfance genevoise. Il s'agit d'une démarche d'analyse du travail impliquant une méthodologie de travail avec des films d'activité et des autoconfrontation simples et croisées, ainsi que des autoconfrontations entre éducateurs et parents/enfants.

Nous abordons ce travail de soutien à la parentalité depuis une approche écologique qui d'une part postule que le savoir-faire et sa connaissance se construisent en partenariat avec l'environnement, et d'autre part fait l'hypothèse que les éducateurs cherchent non pas tant ou d'abord à agir "sur" la personne du parent et ses dispositions personnelles, qu'à chercher à transformer les rapports du parent à son environnement, depuis des effets à expérimenter comme sources de changement des habitudes éducatives.

A cette occasion nous questionnons comment opère un travail de construction de confiance qui est tout à la fois une condition sine qua non pour cette intervention éducative auprès des parents, mais aussi un effet continu qui garantit que l'intervention éducative dépasse le risque d'adhésion forcée des parents par crainte de représailles de la part de l'institution de la protection de l'enfance, et concrétise un véritable engagement nécessaire à la transformation des habitudes éducatives.

Nous examinons comment ce travail d'intervention prend appui sur un travail avec les émotions depuis une orientation pratique qui définit celles-ci de manière non normative, non privative et non psychologisante. Nous examinons comment les éducateurs explorent des manières d'intervenir depuis une approche sensible qui vise non pas à faire comprendre de manière réflexive certains enjeux ou contenus éducatifs aux parents, mais à leur "faire vivre" une expérience au sens de Dewey, en leur faisant sentir et vivre des situations qu'ils partagent avec eux depuis un engagement réciproque.

Nous décrivons le travail avec les émotions qui la rend possible en permettant aux professionnels de mettre les parents en mouvement, non pas simplement pour les "inciter à agir" ou les

*Intervenant

“activer”, mais en partant de ce qui les intéresse et leur importe, pour que les propositions des éducateur-trice, en s’ajustant, en se modifiant, puissent rencontrer leurs désirs et intérêts. Il s’agit pour le professionnel de sentir ce qui importe pour le parent et de lui faire sentir en retour que ce cela lui importe également. Et c’est parce que l’éducateur fait sentir à l’usager qu’il a confiance dans son devenir, que ce dernier peut lui-même regagner confiance et expérimenter de nouveaux rapports à son environnement (Mezzena, 2021). Il faut “faire la confiance”, la fabriquer en la faisant sentir et en suscitant activement l’engagement du parent en réponse à leur propre engagement.

La construction de la confiance permet la construction d’un monde commun depuis un “régime émotionnel” impliquant un engagement réciproque authentique (Despret, 2001), en appui sur un travail de diplomate soumis à un régime de double obligation impliquant de “ construire des traductions à la fois pour ceux qu’ils interrogent et pour ceux qui les mandatent ” (Stengers, 1997, p. 101). Les diplomates opèrent un travail de transformation des parties qu’ils mettent en relation (en étant eux-mêmes transformés dans la foulée) en s’appuyant sur les émotions comme négociations : “ C’est bien là le rôle de diplomate : négocier les mondes possibles de partage, les modes d’appropriation des savoirs, tant pour les autres au travers de nos questions, que pour nous-mêmes qui demandons les réponses ; faire de ce savoir construit avec les autres un ingrédient de celui que nous sommes en train de nous inventer ” (Despret, 2001, pp. 280-281). Une telle intervention favorise ainsi la construction de mondes communs pour ménager, depuis ce travail de diplomatie (Morizot, 2016), des espaces possibles pour d’autres rapports. Il s’agit d’inventer des rapports construisant un territoire connu dans lequel cohabiter, en permettant à l’usager d’être lui-même parmi nous.

Nous interrogeons ainsi la question du territoire et de ses frontières de l’intervention de plusieurs manières.

Premièrement, nous travaillons depuis le concept de territoire pratique en lien avec le travail d’enquête mené par les éducateurs, qui implique d’expérimenter des manières de faire en appréciant leurs effets, tout en anticipant certains risques. Depuis notre définition jamesienne de la connaissance comme mises en rapport continues ou relations, nous examinons comment les éducateurs cheminent sur le territoire de leur pratique et ce faisant le construisent, en définissant progressivement, et avec le concours des parents, son expansion et ses limites. Nous touchons là à la question de la participation des parents à la construction de l’expertise éducative, ainsi qu’à la façon dont la participation parentale contribue à influencer, redessiner certaines lignes de la politique de la protection de l’enfance (qui par ailleurs appelle de ses vœux cette participation des parents dans le cadre de la révision de la protection de l’enfance du canton de Genève).

Deuxièmement, nous questionnons comment ce travail en milieu ouvert qui se fait au domicile familial implique une dimension intime qui redistribue et redéfinit les limites entre privé et public, institution/famille, professionnel/ordinaire, ...et partant requestionne la définition techniciste de l’intervention sociale.

Troisièmement, il s’agit de questionner la nature de ce travail d’intervention en appui sur les émotions définies comme “un sentir et faire sentir”, qui peut être discuté comme étant esthétique, ou plus précisément comme nourrissant et favorisant une connaissance de nature esthétique (Mezzena, à paraître).

Les maisons-relais, outil de prise en charge de la grande-exclusion : vers une remise en cause des frontières habituelles de l'intervention sociale ?

Christelle Achard * ¹

¹ Université de Caen Normandie – Cerrev – France

” Dans quelle mesure les maisons-relais viennent-elles mettre en exergue, questionner, voire remettre en cause les frontières de l'intervention sociale ?”. A travers, cette communication, nous entendons partir de l'exemple des maisons-relais comme outil de prise en charge du sans-abrisme, pour penser l'évolution des frontières temporelles, spatiales, relationnelles et idéologiques du travail social. Pour chacune de ces frontières, nous nous attacherons à montrer en quoi cette modalité particulière de prise en charge vient s'inscrire en rupture avec les tendances profondes et durables qui traversent le secteur social. Nous considérerons les spécificités de fonctionnement des maisons-relais à la fois comme une possible réponse aux limites inhérentes aux frontières habituelles de l'intervention sociale et comme une source de réflexivité sur le fonctionnement du secteur social en général. Cet article s'appuie sur un travail bibliographique conséquent et entend valoriser les résultats d'une enquête de terrain de type immersive effectuée au sein d'une maison-relais sous la forme d'une observation participante.

Les évolutions récentes du travail social viennent bouleverser les frontières du secteur social, vers ce que nous proposerons d'envisager à la fois comme une mutation et une multiplication de celles-ci. S'ensuit une forme de fragmentation des prises en charge, pouvant favoriser une forme de morcellement identitaire des publics, notamment chez les plus fragiles, à l'exemple des personnes sans-abri. Face à cela, les maisons-relais apparaissent comme une possible réponse.

A la multiplication des frontières temporelles, les maisons-relais viennent opposer un accompagnement " sans limite mais pas sans fin ". En proposant un accueil durable aux individus relevant de la grande-exclusion, elles rompent avec la conception en escaliers de la filière Accueil Hébergement Insertion, qui incarne les logiques d'activation, d'injonction à l'insertion et à la projection, aujourd'hui prédominantes dans le secteur social. L'accueil s'inscrit dans un parcours de vie dans l'objectif de favoriser la reconstruction d'une continuité biographique. Le travail sur l'instant présent vise à rendre à nouveau possible la projection dans l'avenir.

Face à la multiplication des frontières socio-spatiales, les maisons-relais proposent un " tiers lieux " ouvert sur l'extérieur, alliant " chez-soi ", mode de vie de type " communautaire " et inscription sur le territoire ; dans l'objectif de permettre au public accueilli de (re)trouver une place à part entière dans la société. Elles apparaissent donc comme un juste équilibre entre dynamiques de relégation socio-spatiale et d'éloignement des institutions sociales avec les publics dont elles ont la charge.

*Intervenant

Face aux frontières relationnelles " traditionnelles " de l'intervention sociale, les maisons-relais offrent une relation de proximité à travers la figure des hôtes, encouragent le développement de liens aux pairs, et soutiennent les liens avec l'extérieur. Elles réinscrivent ainsi la relation dans une forme de réciprocité et d'interdépendance, à l'opposé des logiques d'injonction à l'autonomie et de contrepartie prédominantes dans le secteur social.

Par un accompagnement centré sur les publics les plus fragiles, néanmoins soucieux de préserver une diversité et un équilibre des profils, les maisons-relais refusent la relégation, et renouent avec une logique d'intégration. En proposant un " entre deux " durable mais évolutif, la maison-relais semble dépasser la scission historique entre urgence sociale et insertion ; entre inconditionnalité et ciblage. Elle tente d'allier autant que possible logiques éducative, visée d'intégration et étayage sanitaire dans une logique d'accompagnement global ; à l'opposé du renforcement des tendances répressives, inclusives, et financières du secteur social.

Ainsi, les maisons-relais apparaissent comme un modèle porteur de réflexion et d'espoir pour l'accompagnement des publics du secteur social. La nécessaire visibilité de leurs enjeux, atouts et limites plaide en faveur d'une alliance au secteur de la recherche.

Titre : Pour l'élaboration d'un programme générique de préparation au mariage à l'Église maronite Libanaise : un processus participatif soulignant le rôle du travailleur social.

Aline Khalil * ¹

¹ École libanaise de formation sociale-USJ – Liban

Élément constitutif des sociétés humaines, le mariage en est aussi l'une des plus vieilles institutions (Drieskens, 2008). Il concrétise l'amour entre deux êtres (Fallu, 2015). Il construit une unité sociale qui structure et ordonne la société (Maillochon, 2008). Le droit des canons des églises catholiques (1990) donne au mariage une dimension sacrée qui a pour finalité la vie du couple et la procréation. Dans ce but, la préparation du mariage est obligatoirement requise à l'Église maronite Libanaise (Baaklini, 2014) afin de soutenir les futurs époux à vivre leur mariage et leur amour en chrétiens.

La grande importance accordée par l'Église à la préparation au mariage est rencontrée de la part des couples par un désintérêt, un manque de motivation et un désengagement manifesté se traduisant par des absences fréquentes ou sporadiques (Baaklini, 2014). Au Liban, deux programmes de préparation au mariage sont élaborés formellement. Le premier est développé par le Comité épiscopal pour les affaires de la famille (2005) instauré par le conseil des patriarches et évêques libanais pour sauvegarder les familles et les aider à surmonter les défis et difficultés. Le second est proposé par Baaklini suite à une analyse personnelle de l'auteur qui arrive à constater qu'un tel programme et son contenu " doivent être le fruit d'un travail profond et d'une recherche sérieuse " impliquant tous les acteurs concernés (Baaklini, 2014, p.330). En effet, ces deux programmes ont été en fait élaborés par leurs auteurs et ne tiennent aucunement compte du point de vue des couples ciblés.

Par ailleurs, notre connaissance du contexte nous permet d'observer que le travailleur social est souvent absent des programmes libanais. Cependant, des chercheurs canadiens soulignent la contribution de ce professionnel dans l'amélioration de la qualité des programmes d'intervention auprès des groupes par les rôles d'habilitateur, de courtier, de promoteur d'aide mutuelle, d'enseignant et de thérapeute (Turcotte & Lindsay, 2014). Ses compétences permettent de coordonner les efforts des différents acteurs impliqués pour mieux répondre aux objectifs poursuivis par ces programmes et aux besoins des couples fiancés ciblés.

Dans ce cadre, notre recherche se propose de dégager les composantes d'un programme générique de préparation au mariage qui prend appui sur une analyse des besoins effectuée auprès des différents acteurs concernés. La finalité du programme visé détient deux perspectives : la prévention des difficultés menaçant la consolidation du mariage et la promotion de la vie du couple et de

*Intervenant

la famille dans le mariage. Quant aux composantes à dégager, il s'agit principalement des éléments du contenu, de l'approche pédagogique et d'aspects managériaux relatifs aux ressources humaines à impliquer et leurs qualifications. A ce dernier titre, nous visons à préciser le rôle du travailleur social dans l'organisation, l'exécution, la gestion et l'évaluation d'un tel programme.

La pertinence de cette recherche tient au fait qu'elle nous permet de comprendre les besoins et les aspirations des couples ciblés pour s'appuyer sur cette compréhension dans la conception d'un programme susceptible de répondre à leurs attentes et de stimuler leur motivation. Par ailleurs, cette recherche contribue à mieux définir et asseoir la place du travailleur social dans cette action préventive et promotionnelle dans le domaine famille-enfance (Mezzena & Vrancken, 2020).

Notre cadre d'analyse guidant l'élaboration du programme générique combine des concepts associés scientifiquement à la consolidation du mariage comme institution sociale, tels que la conjugalité (Neyrand, 2016), la satisfaction conjugale et sexuelle (Leathead, 2017), la communication et la gestion des conflits (Kaufmann, 2017). Ce cadre inclut également un choix pédagogique optant pour l'approche par compétence (Chauvigné & Coulet, 2010) axée sur la motivation (Deci, Vallerand, Pelletier, & Ryan, 1991) et sur des principes andragogiques (Chioussse, 2001).

La démarche méthodologie se caractérise par son aspect participatif (Lépine & Juchat, 2020) impliquant des responsables de 5 centres diocésains offrant ce genre de, 15 couples fiancés profitant de ces programmes, ainsi que 15 couples nouvellement mariés et 3 couples en instance de divorce ayant suivi ce genre de sessions. Cette démarche est divisée en deux phases. La première porte sur une analyse des besoins effectuée par le biais d'entrevues semi-dirigées auprès des différents acteurs prémentionnés. La deuxième s'appuie sur les résultats de l'analyse des besoins pour tracer avec les parties prenantes les principales lignes directrices du programme à élaborer et ce, dans le cadre d'un forum communautaire (Mayer & Ouellet, 1991).

Nous comptons partager, dans le cadre du colloque, les principaux résultats recueillis de l'analyse des besoins. Nous partageons également lors de notre intervention une projection de l'exploitation de ces résultats dans le cadre du forum communautaire afin de favoriser la production collective des grandes lignes du programme visé.

Références

Baaklini, N. (2014). *la préparation au sacrement de mariage dans l'Eglise maronite au Liban* (éd. première édition). Bkerké: Editions Bureau de la pastorale du mariage et de la famille, Curie Patriarcale Maronite.

Chauvigné, C., & Coulet, J.-C. (2010, Juillet-septembre). L'approche par compétences : un nouveau paradigme pour la pédagogie universitaire. *Revue française de pédagogie (En ligne)*, 172, pp. 15-28. doi:<https://doi.org/10.4000/rfp.2169>

Chioussse, S. (2001). *Pédagogie et apprentissage des adultes. An 2001. État des lieux et recommandations*. Paris: L'archives ouvertes pluridisciplinaires HAL. Récupéré sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00133764>

Comité épiscopal pour les affaires de la famille et de la vie. (2005). *le programme commun de la préparation au mariage*. Bkirki: Patriarcat Maronite d'Antioche et de tout l'Orient.

Deci, E. L., Vallerand, R. J., Pelletier, L. G., & Ryan, R. M. (1991). Motivation and education: the self-determination perspective. *Educational psychologist*, 26(3&4), pp. 325-346.

- Drieskens, B. (2008). Introduction sur le mariage. Dans B. Drieskens, *Les métamorphoses du mariage au moyen - orient* (pp. 7-12). Beyrouth: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.442
- Fallu, J.-M. (2015). Amour et mariage. *Magazine Gaspésie*, 52(1), pp. 3-8.
- Kaufmann, J.-C. (2017). *Sociologie du couple* (éd. 7). Paris: Que sais-je.
- Leathead, C. (2017). *Etude de la relation entre l'empathie cognitive et la satisfaction sexuelle chez les couples hétérosexuels*. (Thèse de Doctorat inédite) Université du Québec à Montréal: Canada.
- Lépine, V., & Juchat, F. (2020). Enjeux communicationnels des recherches partenariales dans le contexte des open labs. *Communiquer*, 30.
- Maillochon, F. (2008). Le mariage est mort, vive le mariage! Quand le rituel du mariage vient au secours de l'institution. *Enfances, Familles, Générations, Automne*(9). doi:10.7202/029630ar
- Mayer, R., & Ouellet, F. (1991). *Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux*. Québec: Gaëtan Morin.
- Mezzena , S., & Vrancken, D. (2020). Connaître le travail social, connaître avec le travail social. *SociologieS (En ligne), Théories et recherches*. doi:https://doi.org/10.4000/sociologies.14386
- Neyrand, G. (2016, Octobre 4). La conjugalité contemporaine, une nouvelle façon de penser le lien. *Enfances Familles Générations*, 25.
- Turcotte, D., & Lindsay, J. (2014). *L'intervention sociale auprès des groupes* (éd. 3ème). (g. morin, Éd.) Montréal, Québec, Canada: Chenelière éducation.

La protection de l'enfant contre la maltraitance intrafamiliale et scolaire : Procédures opérationnelles et stratégies d'action adaptées aux écoles catholiques au Liban

Rita Baroud Merhej * ¹

¹ Baroud Merhej – Liban

Notre proposition s'appuie sur notre thèse de doctorat en travail social qui combine deux types de recherche : la recherche-développement (Harvey et Loiselle, 2009) et la recherche conscientisante (Mayer, Ouellet et al., 2000) dans le but d'élaborer des procédures de protection de l'enfant spécifiques au milieu scolaire privé au Liban.

Au Liban, la protection de l'enfant contre la maltraitance est régie par la loi sur " *La protection des mineurs en conflit avec la loi ou en danger* " (Loi 422/2002). Dans le but de guider et d'unifier les interventions de protection, des procédures opérationnelles standardisées ont été élaborées en 2012 sous l'égide du ministère libanais des Affaires sociales (MSA, UNICEF, USJ, EU, 2015). Ces procédures situent l'école comme partenaire dans la protection de l'enfant et lui attribuent un rôle clé dans la détection de toute forme de maltraitance subie par l'enfant afin de l'orienter aux organismes sociaux ou judiciaires concernés.

Veillant à développer le rôle du secteur éducatif dans la protection de l'enfant, le ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur au Liban (MÉES) élabore en 2018 une " *Politique de protection de l'élève dans l'environnement scolaire* ". Cette politique s'adresse aux secteurs éducatifs public et privé. Cependant, les procédures opérationnelles qui y sont relatives concernent le secteur public, laissant au secteur privé le soin d'élaborer ses propres procédures.

C'est dans ce cadre que nous nous sommes proposés d'élaborer des procédures opérationnelles de protection de l'enfant dans le contexte spécifique des écoles catholiques qui appartiennent au secteur éducatif privé au Liban. Les objectifs rattachés à ce travail de recherche relèvent de différents ordres et niveaux dépendants de la recherche développement et conscientisante. Il s'agit en premier lieu d'explorer les perceptions des différents acteurs de la communauté éducative quant à la maltraitance en milieu scolaire en termes de : définition, manifestations, facteurs de risque et conséquences. Nous visons en deuxième lieu à explorer les pratiques mises en place dans ce milieu pour prévenir et gérer les cas de maltraitance détectés. Le troisième objectif porte sur une analyse des forces, des lacunes et les enjeux sous-jacents aux pratiques existantes. Nous cherchons en dernier lieu à associer les acteurs de la communauté éducative à l'élaboration des procédures opérationnelles adaptées à leur milieu scolaire et ce, en concordance avec la politique du MÉES.

*Intervenant

Ainsi, cette recherche prend pour principal cadre d'analyse la " *Politique de protection de l'élève dans l'environnement scolaire* " du MÉES (2018), lue et présentée à la lumière des paramètres constituant la " substance " d'une politique publique en référence à Muller et al.,(1996). Ces paramètres s'articulent autour du : 1- le référentiel philosophique précisant sa raison d'être, ses objectifs et le public cible ; 2- le volet constitutionnel et légal qui la régit ; 3- le volet opérationnel et le cadre institutionnel délimitant les ressources et les responsabilités.

La politique ministérielle (MÉES, 2018) ayant déjà élaboré les deux premiers paramètres, notre thèse se concentre sur l'élaboration du troisième volet, à savoir les stratégies d'action, les mécanismes d'application ainsi que les responsabilités des acteurs concernés et l'allocation de ressources.

Notre recherche privilégie une approche qualitative et suit une démarche participative progressive selon deux temps. Le premier vise à explorer les perceptions des acteurs de la communauté éducative et leurs pratiques quant à l'objet d'étude. Le deuxième se base sur les éléments dégagés pour élaborer les procédures opérationnelles adaptées au milieu scolaire ciblé.

Trois écoles catholiques ont constitué le focus de cette recherche, dans le cadre desquelles nous avons effectué, lors de la première phase, 57 entrevues auprès des différents acteurs de la communauté éducative. Dans les détails, cette collecte des données a été menée auprès de 3 directeurs d'école, 9 responsables de cycle, 9 enseignants, 9 surveillants, 9 membres des équipes spécialisées, 9 parents et 9 élèves des cycles secondaires. Suite à l'analyse des données issues de cette phase, une restitution des résultats est prévue auprès des différents acteurs dans le cadre d'un forum communautaire (Mayer et Ouellet, 1991) débouchant sur l'élaboration des procédures opérationnelles visées.

Notre intervention dans le colloque portera sur les résultats dégagés de la première phase et la planification de la deuxième prenant appui sur différents éléments pouvant émerger : reconnaissance des formes existantes de maltraitance, évaluation des pratiques existantes, démarches opérationnelles à mettre en œuvre.

Bibliographie

- Harvey, S. et Loiselle, J. (2009). Recherches qualitatives. Vol. 28 (2) pp. 95-117. Université du Québec.
- Mayer, R. Ouellet, F. Saint-Jacques, M.C. Turcotte, D. et collaborateurs (2000). Méthodes de recherche en intervention sociale. Boucherville, Québec, Canada. Gaëtan Morin.
- Mayer, R. Ouellet, F. (1991). Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux. Boucherville, Québec, Canada. Gaëtan Morin.
- Ministry of Social Affairs, UNICEF, Saint-Joseph University, European Union, 2015.
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur au Liban, UNICEF, Université Saint Joseph, 2018.
- Muller, P. Jean, L. Giandomenico, M. Thoenig, J. Duran, P. (1996). Enjeux, controverses et tendances de l'analyse des politiques publiques. In *Revue française de science politique*, 46 année, n°1, pp. 96-133.

Quelles sont les ressources mobilisées par une association porteuse d'innovation sociale pour intégrer le travail soutenable ? Analyse à partir d'une structure aux frontières des secteurs de la santé mentale et l'agroécologie.

Laurie Vanbiervliet * ¹, Thierry Dock *

2

¹ CÉRIAS, étudiante dans le Master en Ingénierie et Action Sociales Louvain-la-Neuve/Namur, HELHA HENALLUX – Belgique

² CÉRIAS, Maître assistant dans le Master en Ingénierie et Action Sociales Louvain-la-Neuve/Namur, HELHA HENALLUX – Belgique

Le présent projet de communication s'inscrit dans l'axe thématique de l'approche par le travail et les organisations. Il porte sur l'articulation entre les innovations sociales, le travail soutenable et le secteur à profit social en Belgique francophone. Il s'inscrit dans une recherche plus vaste, portée par le CeRSO-CeREF(1) à laquelle participe le CÉRIAS(2).

La problématique globale de la recherche consiste à articuler deux défis de société de grande ampleur : les innovations sociales et le travail soutenable. D'un côté, les innovations sociales sont considérées comme une voie majeure pour relever les défis sociétaux contemporains, tels que le vieillissement de la population, le chômage, la crise du logement, les questions environnementales... dans une optique de développement durable et de modernisation des politiques publiques. Les innovations sociales sont toutefois exposées à la difficulté de pérennisation et l'institutionnalisation. De l'autre, le monde du travail est de plus en plus exposé à des phénomènes inquiétants, tels que l'augmentation de l'épuisement professionnel, la fragilisation des parcours professionnels et la précarité des conditions d'emploi, dans un contexte de vieillissement de la population active. Face à ce phénomène, on parle de plus en plus de l'importance de garantir des conditions d'un travail soutenable qui permettent de renforcer et régénérer les parcours professionnels afin qu'ils puissent s'inscrire dans la durée.

Selon Vendramin, " *un système de travail soutenable repose sur une organisation des activités économiques qui doit être compatible avec la régénération des ressources humaines et sociales. La soutenabilité est ici opposée à l'épuisement.* " (2013, p15).

Le travail soutenable sous-tend la définition du concept de qualité du travail avec l'intégration à ce concept de la dimension de la dynamique des parcours.

*Intervenant

Notre projet de communication repose sur une étude de cas (en cours) portant sur l'association " Nos Oignons ". Elle a reçu en 2015 un prix de l'innovation sociale décerné par l'UNIPSO (Union des Entreprises à Profit Social, confédération intersectorielle des employeurs du secteur à profit social). Une structure est définie comme innovation sociale si elle répond de manière originale à des besoins fondamentaux émergents ou insuffisamment satisfaits. L'ASBL " Nos oignons " a la singularité d'être aux " *frontières* " entre deux secteurs très différents : la santé mentale et l'agroécologie. Elle répond aussi aux besoins de publics très différents dont le profil ne relève d'aucun service existant et repose sur la collaboration intersectorielle. Cette collaboration questionne les pratiques et les conceptions du travail social et le rapport à l'utilisateur.

Les méthodes que nous déployons dans notre recherche reposent sur l'analyse de la dynamique des parcours de vie individuels via des entretiens semi-directifs. Notre projet est également d'analyser les questions relatives à la qualité du travail via des observations participantes et des entretiens semi-directifs.

Notre communication propose de s'arrêter sur les différents enjeux suivants. Nous analyserons dans quelle mesure les dynamiques d'innovations intègrent effectivement le travail soutenable, cela à travers le parcours de vie des personnes qui sont à la base du travail social et du rapport à l'utilisateur.

Nous questionnerons aussi les liens entre innovations, travail soutenable et impulsions des actions par une structure de pilotage. En d'autres termes, nous chercherons à mettre en évidence comment la raison d'être d'une structure amène à prendre en considération le travail soutenable.

(1) Le CeRSO est le Centre de Formation continue et de Recherche du Domaine social de la Haute École Louvain en Hainaut (Belgique). Le Ceref est le centre de recherche et de formation de la Haute École Louvain en Hainaut (Belgique).

(2) Le CÉRIAS est le centre de recherche et de consultance du Master en ingénierie et action sociales Louvain-la-Neuve / Namur (HELHa / Henallux)

Une approche par la formation

Corpus récolté en contexte réel et création d'un référentiel de compétences langagières dans le domaine de l'aide à la personne avec les personnes âgées

Marie Lefelle * ¹

¹ Centre de recherches en linguistique française – Université d'Artois : JE2489 – Maison de la recherche
9 rue du Temple - BP665 62030 Arras cedex, France

Depuis plusieurs années maintenant, le laboratoire Grammatica s'intéresse aux métiers dits en tension dans le cadre de la création de référentiels de compétences langagières destinés aux entreprises et aux instituts de formation. Ces référentiels sont créés en collaboration avec les professionnels du terrain dans une démarche qui se rapproche du Français sur Objectif Spécifique pour la formation de professionnels d'origine étrangère.

Après la création de plusieurs référentiels de compétences langagières dans des secteurs toujours en pénurie de main-d'œuvre (hôtellerie-restauration, BTP et l'hygiène et propreté), le laboratoire Grammatica s'intéresse désormais à un domaine porteur mais sensible, l'aide à la personne avec les personnes âgées. Ce secteur bénéficie en effet d'une forte dynamique d'emplois à cause du vieillissement progressif de la population, or l'une des solutions à ce besoin serait effectivement le recrutement de personnel d'origine étrangère. Le corpus qui servira ainsi à la création du référentiel de compétences langagières aura ainsi été récolté au sein d'un établissement de formation, le lycée professionnel Joliot-Curie et sa filière Accompagnement, Soins et Services à la Personne (ASSP) mais également dans un Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes, l'EHPAD Stéphane Kubiak qui appartient au groupe la Vie Active. Cette double approche aura ainsi permis de constater que si les futurs professionnels étaient effectivement formés à réagir aux risques dans l'action, ils ne disposaient en revanche d'aucune formation pour réagir aux risques dans le langage (omniprésents pourtant dans la pratique réelle). En effet la part langagière dans les métiers de services comme ceux de l'aide à la personne est fondamentale, l'aide à la personne avec les personnes âgées se partage entre une aide sur le plan actionnel dans le remplacement des gestes que ne peut plus effectuer la personne âgée (aide au repas, aide au coucher, aide à la toilette, etc.) mais également par une aide sur le plan langagier. En effet, les personnes âgées qui entrent dans les établissements sont souvent fragilisées par la maladie, leur(s) dépendance(s) voire tout simplement par l'adaptation au contexte de l'établissement et nécessitent également une aide sur le plan langagier. Les professionnels de l'aide et du soin sont ainsi formés à gérer des risques dans l'action comme ceux liés à l'incontinence ou à une dépendance physique mais ils le sont peu ou pas face aux risques dans le langage notamment ceux reliés aux personnes âgées présentant des troubles du langage (persévération, résidents incohérents, confus, en incapacité d'interaction, etc.) ou aux risques tout simplement liés au facteur humain (refus, agressivité, surdité, anxiété, douleurs, etc.). Nous avons ainsi pu émettre l'hypothèse que la

*Intervenant

formation généraliste sur l'aide comme celle observée au lycée professionnel, présumait que les futurs professionnels étaient effectivement capables de faire appel à des capacités qui dépassaient le strictement professionnel dans la gestion de risques du langage (ce serait par exemple l'utilisation spontanée de la reformulation avec un résident qui présente des difficultés dans l'interaction). Or dans le cadre du recrutement de personnels étrangers, nous ne pouvons garantir que, sur la base seule de la formation initiale, ces professionnels sauront réagir face à ces risques. En effet, comment garantir qu'un professionnel qui ne partage pas la culture des personnes âgées, sache réagir face aux risques présents dans le langage ? Ce qui est présumé comme intuitif et dès lors acquis dans le cadre d'une formation généraliste sur l'aide avec de futurs professionnels français n'est plus forcément vrai concernant le personnel de culture et de langue étrangères. La présente communication se proposera ainsi de comparer les risques abordés au sein de la formation et les risques réels constatés au sein de la pratique. Dans le cadre de la création du référentiel de compétences langagières, elle abordera également les pistes de réflexion concernant la formation et le recrutement de personnel de culture et de langue étrangères notamment dans la gestion des risques du langage. Les réflexions qui entourent le recrutement de personnels étrangers pour un secteur qui approche la dépendance et la perte d'autonomie dépassent aujourd'hui largement la maîtrise seule du lexique spécialisé. Dans le cadre d'une pratique réelle et en contexte, les formateurs et didacticiens en langue abordent dorénavant des questionnements qui relient employabilité du personnel de culture et de langue étrangères et besoins en langue.

Bibliographie

Arborio, A.-M., 2012, *Personnel invisible (Un) – Les aides-soignantes à l'hôpital*, Paris, Economica.

Doniol-Shaw, G., 2011, " Quels diplômes pour le secteur de l'aide à la personne ? ", dans *Formation emploi n°115*, Paris, La Documentation française

Grosjean, M., Lacoste, M., 1999, *Communication et intelligence collective le travail à l'hôpital*, Paris, Presses Universitaires de France.

Lefelle, M., 2019, " Données authentiques dans le domaine de l'Aide à la personne et genre professionnel " dans Richer, J. -J., Kaaboub, A., (dir.), *Action Didactique n°3*, (en ligne).

Mangiante, J.- M., 2017, " Discours et action(s) en milieu professionnel et universitaire : d'une norme d'usage à une contextualisation didactique en FOS et FOU " dans Tyne, H. (dir.), *Le français en contextes : approches didactiques, linguistiques et acquisitionnelles*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan.

Richer, J.-J., 2008, " Le FOS ou une didactique du langage et de l'action ", dans Cortès, J., (dir.), *Synergies Chine n°3*, Sylvains les Moulins, Gerflint.

Rousseau, T., 2005, " La communication dans la maladie d'Alzheimer. Approche pragmatique et écologique ", dans *Bulletin de psychologie n°503*, Paris, Groupe d'études de psychologie.

Se former à un métier de l'éducation spécialisée par apprentissage : le vécu de situations problématiques au cœur de la construction des professionnalités

Marie Chartier * ¹

¹ Centre de Recherche sur les Sociétés et Environnements en Méditerranées – Université de Perpignan
Via Domitia : EA7397 – France

Se former à un métier de l'éducation spécialisée par apprentissage : le vécu de situations problématiques au cœur de la construction des professionnalités

Notre proposition de communication se situe dans l'axe thématique consacré à l'approche par la formation.

ooOoo

Dans le champ du travail social, l'alternance va de soi (Fourdrignier, 2012) et les formations se sont initialement construites sur la complémentarité entre expériences en entreprise et en centre de formation. Plus récemment, le mouvement de professionnalisation des formations (Wittorski, 2008) a produit une redéfinition des principes de l'alternance(1), ainsi qu'une multiplication des modalités de formations. En effet, depuis 2007 il est possible de se former par apprentissage aux métiers de l'éducation spécialisée (Beynier *et al*, 2005), ce qui constitue une transformation de la formation à ces métiers.

Une enquête de terrain a été menée par entretiens semi-directifs et observation, en Occitanie, sur des formations par d'apprentissage concernant les métiers de moniteur-éducateur et d'éducateur spécialisé. Au total, notre corpus compte 44 entretiens semi-directifs et 22 séances d'observation étalées sur l'année 2015-2016(2). Cette communication repose majoritairement sur les entretiens menés auprès des apprentis (n : 20)(3) et les observations des séances d'élaboration de l'expérience professionnelle-EEP (n : 8)(4).

Les apprentis mentionnent de manière unanime apprendre le métier pour lequel ils se forment en entreprise, en étant engagé dans des situations de travail (Olry & Masson, 2012). Afin de questionner la construction de leur professionnalité (Jorro, 2013), l'approche en termes de socialisation professionnelle *dans* le travail entendue comme " l'appropriation d'activités spécifiques à un métier et l'incorporation de rôles pratiques inscrits dans la division du travail " (Demazière, Morrissette & Zune, 2019, p 9) est mobilisée.

*Intervenant

C'est à partir du vécu de situations problématiques (Geay, 1999) que la réflexivité, en tant que " garantie de professionnalisme pour l'intervention sociale " (Molina, 2016) est enclenchée. Ces situations problématiques seront au cœur de l'analyse de cette communication. Nous verrons quelles sont leurs caractéristiques (temporalité et scène de la situation / implication de l'apprenti dans la situation / comment la situation marque l'apprenti), puis seront identifiés les différents aspects de l'activité professionnelle qui questionnent les apprentis, les mettent en difficulté, structurant ainsi l'agir auprès des bénéficiaires et des équipes éducatives (application de l'injonction à mettre l'usager au cœur des projets éducatifs / trouver sa place dans une équipe éducative ou médico-éducative / complexité de la prise en charge des usagers et la multiplicité des acteurs professionnels). En étudiant ces situations problématiques nous analyserons les tensions auxquelles les apprentis apprennent à faire face. C'est en étant impliqué dans des situations de travail ordinaires, en faisant l'expérience de ces tensions, que les jeunes en apprentissage se construisent une professionnalité qui se distingue de celle des étudiants en formation initiale (Chartier, 2021).

Notre communication s'organisera comme suit :

- Introduction : présentation des formations par apprentissage pour les métiers de l'éducation spécialisée et de la place du vécu de situations professionnelles dans les formations par apprentissage ;
- Des situations problématiques ? Distinction entre situation, évènement vécu et évènements significatifs ;
- Quelles sont les problématiques qui émergent de ces situations ?
- Conclusion : ouverture sur une mise en perspective de l'expérience des apprentis par rapport à celles des étudiants en voie directe (et leur expérience du terrain en tant que stagiaire) qui produisent des professionnalités différentes selon les organisations de l'alternance.

Bibliographie indicative :

BEYNIER D., TUDOUX B. MOMIC M. (2005), Les métiers du travail social. Hors aide à domicile, DREES, *Études et résultats*, n°441.

CHARTIER M. (2021, à paraître), " Nous les apprentis, on est pas des stagiaires ! " : comprendre les différences de construction des professionnalités aux métiers de l'éducation spécialisée, *Revue Pensée plurielle*, n°54.

DEMAZIERE D., MORRISSETTE J., ZUNE M. (2019), *La socialisation professionnelle au cœur des situations de travail*, Toulouse, Octares.

FOURDRIGNIER M. (2012), " L'alternance dans les formations sociales ", *Éducation Permanente*, n°190.

GEAY A. (1999), " Note de synthèse ", *Revue Française de Pédagogie*, n° 128.

JORRO A. (2013), " Professionnalité émergente ", *Dictionnaire des concepts de la professionnalisation*, Bruxelles, De Boeck supérieur.

MOLINA Y. (2016), La pratique réflexive dans la formation en travail social. Le parcours de professionnalisation et le mémoire de recherche, *Approches inductives*, Vol. 3, n°1.

OLRY P., MASSON C., 2012, " Du travail au travail pour apprendre ", *Éducation permanente*, n°193.

WITTORSKI R. (2008), " La professionnalisation ", *Savoirs*, n°17.

Marie CHARTIER,

MCF au département de sociologie de l'Université de Perpignan (UPVD)

CRESEM

(1) Comme par exemple, le passage de l'alternance juxtapositive à l'alternance intégrative (Labruière & Simon, 2014) et la qualification des entreprises en tant que sites qualifiants.

(2) Le propos se base à partir de données recueillies avant les réformes des formations du travail social de 2018, cf Arrêté du 20 juin 2007 relatif au diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000278576/>

(3) Nous avons mené des entretiens et des observations avec tous les apprentis moniteur-éducateur et éducateur spécialisé inscrit dans le dispositif d'apprentissage sur l'UFA de Perpignan.

(4) Toutes les séances d'EEP des moniteurs éducateurs, ont été observées sur une année. Chaque séance se déroule sur une durée de 3h00.

Le praticien réflexif : acteur de changement ? La place de la réflexivité dans le dispositif de formation en travail social

Claire Michel * 1

¹ Centre Interuniversitaire de Recherche en Education de Lille - ULR 4354 – Université de Lille :
ULR4354, Profceor Cirel – France

Si un large consensus existe aujourd'hui sur la nécessité de former des " praticiens réflexifs " dans le travail social, cette injonction s'inscrit dans le cadre de réformes qui transforment les dispositifs de formation, sans qu'il soit certain que ces dernières facilitent le travail de réflexivité attendu. Il s'agit davantage d'une prescription qu'un réel accompagnement à travers une analyse socio-psychique. Pourtant, la relation d'aide nécessite un *pouvoir d'entendre* permettant une écoute complexe qui prendrait en compte le sujet contemporain, le " *Sujet qui parle* ". Ains, les approches biographiques peuvent-elles être au service du processus de réflexivité? De quelle manière peuvent-elles contribuer à une écoute complexe de l'individu contemporain?

*Intervenant

La recherche en travail social en Norvège : une analyse des thèses de doctorat.

Aurélie Picot * ¹

¹ Non applicable – Ministère de l'Education Nationale – France

La recherche en travail social en Norvège : une analyse des thèses de doctorat.

En France, les relations entre le travail social et la recherche sont controversées (Jaeger, 2014 ; Rullac, 2014) et la constitution d'un champ disciplinaire du travail social (Bouquet & Jaeger, 2013) n'en est qu'à ses débuts. Dans ce contexte, les regards se tournent vers les pays européens dans lesquels le travail social existe en tant que discipline universitaire. Cependant, les caractéristiques des recherches menées en travail social à l'international restent peu connues. Les éclairages comparatifs se concentrent sur la situation de la recherche dans les pays francophones et d'Europe du Sud, plus rarement sur le Nord de l'Europe (Campanini 2014 ; Couturier & Turcotte 2014 ; Libois & Bolzman 2014 ; Fombuena Valero 2014; Jovelin, 2018 ; Álvarez-Pérez & al. 2018).

L'objectif de cette étude est de décrire et analyser les caractéristiques de la recherche en travail social en Norvège, en s'appuyant sur une analyse des thèses de doctorat dans la discipline. La question posée est la suivante : comment pratique-t-on la recherche en travail social en Norvège ?

En tant que " réflecteurs de paradigmes " (Dellgran & Hojer 2001, p. 244), les thèses constituent un matériau de choix pour appréhender les caractéristiques de la production scientifique. Les données mobilisées dans cet article incluent 48 thèses de doctorat : 23 thèses en sciences sociales spécialité travail social soutenues entre 2008 et 2019 à l'Université Norvégienne des Sciences et Technologies de Trondheim et 25 thèses en travail social et politique sociale soutenues entre 2015 et 2019 à l'Université métropolitaine d'Oslo.

L'analyse s'est concentrée sur trois dimensions principales : les sujets de thèse (domaines de pratique ou de politique et objets d'étude), les méthodes (type de méthodologie et nature des données mobilisées), et les perspectives théoriques (positionnement dans une tradition épistémologique et cadres théoriques).

Les grands domaines de pratique et de politique étudiés dans les thèses sont la protection de l'enfance et les services aux familles, l'insertion, et le handicap. Les objets d'études peuvent être regroupés en 3 catégories : les pratiques et les représentations des professionnels, les expériences vécues et les parcours des bénéficiaires de l'intervention sociale, et l'analyse et l'évaluation des politiques sociales.

Les méthodes qualitatives prédominent. Seule un petit nombre de thèses mobilise des méthodologies quantitatives ou mixtes. Près de la moitié des thèses qualitatives ont pour matériau central des entretiens. Parmi les autres méthodologies qualitatives mobilisées dans les thèses, on trouve

*Intervenant

l'enquête ethnographique et l'analyse documentaire.

La majorité des thèses se réfère à des épistémologies interprétatives et constructivistes. Les principales traditions dans lesquelles les thèses s'inscrivent sont la phénoménologie et l'herméneutique, l'interactionnisme, et les approches discursives. Une minorité de thèses adopte une orientation positiviste ou post-positiviste (Guba & Lincoln, 1994). Les perspectives théoriques mobilisées dans les thèses sont très diversifiées et issues de différentes disciplines. Parmi les auteurs cités de façon récurrente, figurent des sociologues (Erving Goffman, Pierre Bourdieu, Anthony Giddens), des philosophes (Michel Foucault, Nancy Fraser, Axel Honneth), des anthropologues (Clifford Geertz, Marianne Gullestad), une professeur en travail social (Irene Levin), un psychologue social (George Herbert Mead) et un politiste (Michael Lipsky).

Bibliographie

Álvarez-Pérez, P., Amaro, M., Ferreira, J. & Pena, M. (2018). Le DTS à l'Institut universitaire de Lisbonne : un outil au service de la construction de la profession. Stéphane Rullac éd., *La fabrique du doctorat en travail social: Controverses et enjeux* (pp. 113-120). Rennes, France: Presses de l'EHESP.

Bouquet, B. & Jaeger, M. (2013). Comment construire le champ disciplinaire du travail social en France ?. Association française pour le développement de la recherche en travail social éd., *Quels modèles de recherche scientifique en travail social* (pp. 67-74). Rennes, France: Presses de l'EHESP.

Campanini, A. (2014). Le service social et la recherche en Italie. Marcel Jaeger éd., *Le travail social et la recherche: Conférence de consensus* (pp. 217-225). Paris: Dunod.

Couturier, Y. & Turcotte, D. (2014). Le travail social et la recherche au Québec. Marcel Jaeger éd., *Le travail social et la recherche: Conférence de consensus* (pp. 226-235). Paris: Dunod.

Dellgran, P., & Hojer, S. (2001). Mainstream is contextual: Swedish social work research dissertations and theses. *Social Work Research*, 25(4), 243.

Fombuena Valero, J. (2014). La recherche en travail social en Espagne. Marcel Jaeger éd., *Le travail social et la recherche: Conférence de consensus* (pp. 203-216). Paris: Dunod.

Guba, E. G., & Lincoln, Y. S. (1994). Competing paradigms in qualitative research. *Handbook of qualitative research*, 2(163-194), 105.

Jaeger, M. (2014). *Le travail social et la recherche: Conférence de consensus*. Paris: Dunod.

Jovelin, E. (2018). Panorama du doctorat en travail social. L'exemple de l'Europe et du Québec. Stéphane Rullac éd., *La fabrique du doctorat en travail social: Controverses et enjeux* (pp. 47-57). Rennes, France: Presses de l'EHESP.

Libois, J. & Bolzman, C. (2014). Processus de disciplinarisation du travail social : le cas de la Suisse. Marcel Jaeger éd., *Le travail social et la recherche: Conférence de consensus* (pp. 236-244). Paris: Dunod.

Rullac, S. (2014). Travail social et intervention sociale en France : l'état des savoirs. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 267-283.

L'apprentissage du care pour les métiers du lien : regard psychanalytique sur la construction d'un Je professionnel

Carine Sanches * ¹

¹ Centre interdisciplinaire de recherche normand en éducation et formation – Université de Rouen Normandie : EA7454 – Place Emile Blondel, 76130 Mont-Saint-Aignan / Esplanade de la paix, CS 14032, 14032 Caen cedex 5, France

L'objet de cette communication est de présenter une analyse du travail psychique mobilisé dans l'apprentissage du care en période de pandémie mondiale, par des apprenants de métier du lien. Cette communication s'inscrit dans un travail plus large de thèse en sciences de l'éducation conduite selon une démarche clinique d'orientation psychanalytique

Prendre soin dans nos organisations soignantes semble aujourd'hui un véritable défi, car sur le terrain les institutions sont confrontées à des approches comptables toujours plus strictes malgré le contexte de la crise sanitaire. Prendre soin d'autrui dans ce milieu en constante restructuration devient donc un art dans la pratique quotidienne. Or Pechberty (2009) a montré que ce sont les formes du care, du soin, du souci de l'autre, mais aussi les enjeux inconscients qui sont mis au travail dans les pratiques soignantes. De plus la question du care comme objet de recherche est aujourd'hui reconnue dans la discipline des sciences de l'éducation ; les professionnels de l'éducation et de la formation, comme les professionnels du soin, les apprenants, ainsi que les patients étant au prise avec ce prendre soin.

Depuis trente ans, de nombreuses recherches féministes sur la capacité de prendre soin d'autrui n'ont eu de cesse que ce travail, caractérisé comme "invisible" ou un "sale boulot", ne soit reconnu ainsi que les valeurs qui l'accompagnent. En France l'éthique du care qui explore les valeurs morales communes à l'ensemble des gestes du service et du soin reste cependant une réflexion qui peine à émerger dans le discours politique en lien avec une mal réception du care (Molinier, Laugier, Paperman, 2009 ; Molinier, 2018).

Par ailleurs sur le plan de l'apprentissage, la production de savoirs pour un apprenant renvoie à l'idée d'une relation à un "objet savoir", en tant qu'objet de satisfaction et de plaisir (Beillerot, Blanchard-Laville, Mosconi, 1996, p.75). De plus l'investissement psychique dans les études est généralement associé à la sublimation et au rapport au savoir alors que, pour être investi, le travail implique un remaniement psychique car il confronte au réel (Méloni, Petit, 2016, p.59). En effet "les pratiques des professionnels de la relation humaine se construisent en tension selon deux pôles": un travail de déliaison et un travail de construction et de renforcement du lien" (Rinaudo, 2015, p.119).

*Intervenant

C'est pourquoi nous nous sommes interrogés sur comment se construit personnellement l'apprentissage du prendre soin ou care chez un futur professionnel d'un métier du lien? Les objectifs principaux de cette recherche sont d'identifier les différents facteurs influençant l'appropriation personnelle du care et de caractériser le phénomène d'apprentissage personnel du prendre soin chez un apprenant soignant.

La méthodologie choisie est basée sur des entretiens cliniques de recherche de type non-directif. Le panel de personnes rencontrées sur les territoires franciliens et des Hauts de France (n=16) regroupe des apprenants en formation sanitaire (étudiant en soins infirmiers, manipulateur en électroradiologie médicale, psychomotricien) ou du travail social (éducateur de jeunes enfants, éducateur spécialisé et assistant en service social), de niveau de cursus différent, vivant et expérimentant le prendre soin dans leurs études en alternance, ainsi que des néo-professionnels diplômés depuis quelques mois. Trois études de cas issus de ce panel et appartenant à la même profession sont proposés à l'occasion de cette communication.

L'analyse des données empiriques est effectuée sous la forme d'une analyse de discours avec un travail d'investigation mené dans une approche clinique situationnelle en référence à l'appareil théorique et clinique de la métapsychologie freudienne. Une attention particulière est portée à la chronologie des cursus, aux trajectoires professionnelles et à l'orientation donnée aux enquêtés à leur rapport au savoir. Une analyse lexicale, puis thématique et de l'énonciation est également utilisée (Bardin, (1977), 2007).

Les premiers résultats qui dépendent en grande partie des vécus narrés et partagés des locuteurs, mais aussi de notre compréhension des notions d'implication et de contre-transfert du chercheur dans les phénomènes psychanalytiques, nous orientent vers l'identification de stratégies d'apprentissage en lien avec le care permettant le développement des compétences psychiques des futurs soignants, sujets en formation, au bénéfice de la construction d'un Je professionnel.

Bardin, L. (1977). *L'analyse de contenu*. Paris : PUF, 2007.

Beillerot, J., Blanchard-Laville, C., Mosconi, N. (dir.) (1996). *Pour une clinique du rapport au savoir*. Paris : L'Harmattan, 15-145.

Méloni, D. et Petit, L. (2016). Du plaisir d'étudier au plaisir de travailler. *Cliopsy*, 15, 59-71.

Molinier, P. (2018). *Le care monde. Trois essais de psychologie morale*. Lyon : ENS.

Molinier, P. Laugier, S., Paperman, P. (2009). *Qu'est-ce que le care?* Paris: Payot.

Pechberty, B. (2009). Formation et soin psychique : des rencontres de hasard ou de structure? *Cliopsy*. (1), 41-49.

Rinaudo, J.-L. (2015). Chapitre 6. Analyse clinique des pratiques en formation et professionnalisation. Dans Bodergat, J.-Y. et al. *Des professionnalités sous tension* (p. 109-120). Coll. Perspectives en éducation et formation. Paris : De Boeck Supérieur.

La professionnalité des formateurs à l'épreuve des mutations dans le champ du travail social

Thérèse Perez-Roux * ¹, Claire Heijboer *

², Aurélie Martin *

³, Marie-Odile Perez *

³, Yves Sabatier *

, Alain Vilbrod *

⁴, Christophe Verron *

5

¹ Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Didactique, Éducation et Formation – Université Paul-Valéry - Montpellier 3, Université de Montpellier – France

² CRI EPSS – CRI EPSS – France

³ IFME Nimes – IFME Nimes – France

⁴ UBO – Université de Brest, Université de Brest – France

⁵ ARIFTS – ARIFTS – France

Comme d'autres métiers qui mettent en avant la relation à autrui, les métiers du social sont traversés par des tensions et contradictions. Pour Piot (2015) celles-ci sont liées d'une part aux mutations sociales qui transforment les pratiques et supposent des compétences élargies pour faire face à la complexité des situations ; d'autre part elles sont liées à la rationalisation désormais attendue de ce secteur relevant d'une logique managériale qui vient bousculer les principes sur lesquels s'est fondé le travail social.

En même temps, le monde de la formation en travail social est aujourd'hui en prise avec (soumis à) de nouvelles injonctions qui s'inscrivent dans un double processus d'universitarisation et de professionnalisation (Bourdoncle, 2000 ; Adé et Piot, 2018 ; Perez-Roux, 2019). Ce phénomène participe de transitions institutionnelles prescrites (Balleux et Perez-Roux, 2013) que les terrains de la formation doivent intégrer.

Le symposium s'intéresse aux effets de telles évolutions dans le champ de la formation (initiale et continue) en travail social (Sanchou, 2007 ; Jeager, 2009 ; Artois, 2012 ; Iori, 2017), en regardant plus particulièrement ce qu'en disent (et ce qu'en font) les formateurs. Il s'agit de

*Intervenant

repérer les mouvements mais aussi les tensions, les difficultés, les transactions nécessaires pour (re)donner du sens à l'activité et construire de nouveaux repères professionnels entre travail prescrit, travail rêvé/idéalisé et réel du travail de formation.

Il s'agit donc, à travers les 6 contributions, d'éclairer la professionnalité des formateurs, entre compétences construites ou à (re)(dé)construire et dimension identitaire repérable dans le rapport à l'activité de formation/au métier initial.

L'accompagnement des équipes sur le terrain par la recherche : un moyen de développer de nouvelles compétences ?

Claire Heijboer, Directrice scientifique, Responsable du CRI EPSS

La loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 prévoit la mise en œuvre des DAC " dispositifs d'appui à la population et aux professionnels pour la coordination des parcours de santé complexes ". Sur le territoire du Grand Versailles, les réformes entreprises en ce sens par CoGITEY et le GCS REPY entraînent une interpellation nouvelle des équipes professionnelles. Les gestionnaires, secrétaires, travailleurs sociaux, professionnels médicaux et paramédicaux, gestionnaires de cas, cadres ont besoin de se saisir de l'évolution des publics, de leurs missions et des partenariats à mettre en œuvre dans un contexte de haute instabilité institutionnelle.

Ainsi, faisant le pari de la mise au jour des savoirs, savoir-faire et savoir-être déjà présents dans les équipes professionnelles, le partage de ces savoirs d'action et enfin, l'augmentation de ces derniers par une mise en perspective sociologique ayant pour vocation de produire un livrable commun sous forme de rapport de formation, nous proposons une action de formation continue interne par la recherche s'appuyant sur la méthode d'analyse en groupe (Franssen et al. 2005) permettant de tracer un chemin itératif entre savoirs profanes et expertise scientifique et disciplinaire qui favorise l'innovation sociale.

L'identité professionnelle des formateurs en travail social à l'épreuve du handicap des apprenants

Aurélie Martin, formatrice IFME

La contribution se centre sur l'accueil d'apprenants en situation de handicap dans le cadre de la formation en travail social. Les entretiens réalisés auprès de formateurs d'un même EFTS, mettent en avant une forte tension entre des injonctions législatives, un cadre institutionnel flou concernant cette question et une réalité du travail qui se complexifie soulevant de nombreuses questions au plan identitaire mais aussi pédagogique. Les résultats de cette étude montrent que l'accueil de ce nouveau public fait écho au métier premier (les formateurs sont majoritairement d'anciens travailleurs sociaux) entraînant des enjeux identitaires forts. L'accompagnement des apprenants en situation de handicap est vécu comme une épreuve plurielle entraînant chez le formateur une grande adaptabilité de sa pratique. Le groupe et la dimension réflexive apparaissent comme des leviers importants dans ce réajustement identitaire permettant de se sentir moins démuné face aux attentes et besoins de ce public.

Accompagner aujourd'hui des étudiants en travail social dans leur formation : enjeux et dilemmes du formateur

Marie-Odile Perez, formatrice IFME

L'activité des formateurs en travail social est plurielle et soumise des tensions diverses. La mission du traditionnel face à face pédagogique se déplace du côté de l'ingénierie pédagogique ou de la relation avec les sites qualifiants, d'ailleurs soumis eux-mêmes à de fortes turbulences. A cela s'ajoutent les changements induits par la réforme de 2018 concernant les diplômes en travail social tels que le socle commun des formations et la transversalité, l'organisation de la majorité des certifications en centre de formation etc. A partir d'entretiens semi-directifs conduits auprès de formateurs permanents intervenant principalement sur une filière Assistant de service social dans 4 établissements, nous interrogeons la question de l'accompagnement, de la posture professionnelle et de l'implication du formateur. Les résultats montrent qu'au-delà des tensions et des dilemmes liés à la question de l'accompagnement mais aussi à l'activité du formateur, condamné à " bricoler ", les formateurs développent des stratégies (travail d'équipe, posture de praticien réflexif, implication créative) pour former aux enjeux du travail social (participation des personnes concernées, recherche en travail social, éthique, etc).

Tensions et dilemmes du formateur en travail social dans son activité au quotidien : approche par un dispositif d'APP.

Thérèse Perez-Roux, PU Sciences de l'éducation, UPV Montpellier 3

La contribution s'intéresse aux problématiques de formation repérées dans le cadre d'un dispositif d'analyse de pratiques professionnelles (APP) qui permet à un groupe de formateurs en travail social d'un même établissement de remettre au travail des situations jugées problématiques. A partir des situations évoquées durant 4 années et qui ne seront pas reprises pour des raisons de confidentialité, à partir de l'utilisation de traces écrites des interactions au cœur de l'analyse et dans le *bebriefing* qui suit, nous cherchons à mettre en lumière les préoccupations des formateurs, les tensions et les dilemmes qui traversent les échanges. Il s'agit de comprendre ce que dit l'APP du travail des formateurs aujourd'hui et les problématiques qu'elle permet de faire advenir autour de l'accompagnement, de l'éthique, de l'alternance, etc. Le dispositif de formation, inscrit dans un espace-temps particulier, réinterroge le rapport à l'institution, aux autres (étudiants, collègues, professionnels du terrain) et à soi-même, dans un métier qui se transforme et nécessite de retrouver, au sein d'un collectif, le sens de l'action et plus largement de sa mission.

Identités et professionnalisation des formateurs en travail social en lien avec les évolutions des pratiques professionnelles.

Yves Sabatier, chef de service MAS

Cette contribution questionne les pratiques et les identités des formateurs au regard des évolutions de pratique des professionnels sur le terrain. Sur la base d'une observation participante de plusieurs mois, complétée par des entretiens approfondis, nous repérons la manière dont les formateurs mettent en œuvre des stratégies identitaires pour conserver ou modifier leurs pratiques. Au travers de l'évolution des pratiques de terrain, ils sont amenés à composer entre leurs identités héritées et celles attendues par les institutions (centre de formation, établissements, université...). Pour réaliser ce passage, ils mobilisent les traits les plus caractéristiques de leur activité, comme moteurs de leur transaction identitaire. Le regard qu'ils posent sur les pratiques du terrain révèle une part de leur identité de formateur en travail social.

Mutations professionnelles et formation des travailleurs sociaux : quels changements chez les formateurs et leur public ?

Christophe Verron, directeur général de l'ARIFTS Pays de Loire et Alain Vilbrod, PU sociologie, UBO Brest.

Notre propos va se centrer sur ce qu'il peut en être aujourd'hui des formateurs de travailleurs sociaux et de leur public. Nous repérerons les grandes lignes de leur démographie, la polyvalence qui caractérise leurs activités, les évolutions les plus récentes qui sont susceptibles de mettre à mal leur identité déjà vacillante avant que de s'interroger sur la réalité même de l'existence d'un groupe professionnel à part entière... Pour bon nombre, il s'agit là de la voie ultime d'une trajectoire " indigène ", mais émerge aussi une proportion non négligeable d'individus, plutôt des femmes, qui viennent remettre en cause une telle voie. A leurs côtés, quasi 30 % des formateurs de travailleurs sociaux ne sont pas issus du milieu professionnel. Pour exogène qu'elle soit, cette population n'en reste pas moins issue de la périphérie (infirmières, kinésithérapeutes ou psychomotriciens, etc.). Nous soulignerons enfin en quoi les formateurs s'éloignent du face à face pédagogique, au profit, bon gré mal gré, et plus subies qu'autre chose, des tâches d'administration, de coordination et d'ingénierie de formation.

Artois, P. (2012). La professionnalisation en travail social au risque de la performance. *Empan*, 87, 34-38.

Iori, R. (2017). Entre universitarisation et " professionnalisation " : la formation des assistant.e.s de service social, en France et en Italie. *Formation-Emploi*, 138, 39-58.

Jeager, M. (2009). La formation des travailleurs sociaux : nouvelles configurations, nouveaux questionnements. *Informations sociales*, 152, 74-81.

Perez-Roux, T. (2019). *La réforme des études en santé : entre universitarisation et professionnalisation*. Paris : L'Harmattan.

Sanchou, P. (2007). Les travailleurs sociaux et leurs formations : quelques enjeux actuels. *Les dossiers des sciences de l'éducation*, 17, 13-24.

Verron, C. (2016) *Les formateurs en travail social. Sociologie d'un groupe professionnel menacé*. Paris : L'Harmattan.

Vilbrod, A. (2010, dir.). *Le métier d'éducateur spécialisé à la croisée des chemins*, Paris, L'Harmattan.

Recherche et méthodologie intégrée en travail social, vers une approche transversale

Marie-Laure Six * ¹

¹ Haute Ecole Louvain en Hainaut Institut Cardijn – Belgique

Cette contribution met en lumière un dispositif pédagogique visant le développement de compétences transversales aux activités de recherche et de travail social et son analyse. Il a été dispensé au sein d'un groupe de 18 étudiants de 2ème année d'un bachelier assistant social, en Belgique. Il s'agit de soulever l'importance de l'expérience dans l'apprentissage (Bourgeois, 2013, p. 14), tant de la pratique du travail social que de la démarche de recherche. Recherche documentaire, enquête de terrain, analyse croisée, démarche réflexive, restitution et diffusion de savoirs co-construits, élaboration de pistes de réflexion ou d'action, telles sont les dimensions abordées pour comprendre les effets de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur l'exercice du travail social, questionner les repères méthodologiques, envisager des perspectives.

1. Présentation du scénario pédagogique

Après s'être partagés la lecture imposée d'articles en travail social portant sur les impacts de la Covid-19 dans divers secteurs, les étudiants ont réalisé une première analyse croisée des informations ainsi recueillies. Partant de ces données, ils ont dégagé 3 thématiques transversales (lien social, santé mentale, numérique). 3 sous-groupes ont alors investigué plus en profondeur chacune de ces dernières. Le travail a d'abord été enrichi par des échanges avec 5 acteurs de terrain, issus de secteurs différents de ceux approchés dans les contenus des lectures. Enfin, chaque étudiant a apporté des données complémentaires en interrogeant, sur son lieu de stage, un assistant social ainsi qu'en proposant l'analyse du contenu d'un format de publication de son choix. Une analyse de l'ensemble des matériaux a alors été réalisée par sous-groupe mais aussi de manière transversale. Une étape a été consacrée à la pratique de la démarche réflexive tant sur le processus parcouru, sur les contenus découverts et sur les apports pour l'exercice du futur métier. Le rapport à l'écriture comme forme de restitution a aussi été travaillé.

2. Analyse de l'expérience de formation

Il ressort de cette expérience à la fois l'intérêt mais aussi la difficulté pour les étudiants d'allier conceptuel et pratique. Nous pouvons souligner la prise de conscience de l'utilité, autour d'un sujet traité, du détour par la documentation, la mutualisation de matériaux et leur analyse. Cependant, les étudiants restant spontanément davantage attirés par la pratique, le passage à la conceptualisation nécessite un accompagnement.

Le rapport à l'écriture (Riffault, 2015), notamment comme moyen de restitution et/ou d'interpellation, constitue l'autre pierre d'achoppement pourtant important pour l'exercice de leur futur métier.

*Intervenant

L'approche de la démarche réflexive établit d'emblée un lien entre recherche et pratique, l'assistant social étant praticien réflexif (Schön, cité par Schneuwly, 2015).

3. Le travail social comme espace de création de nouveaux savoirs

Repérer les transversalités parmi la diversité des secteurs, publics, acteurs suppose un décloisonnement des pratiques. Adopter un regard global et transversal sur les problématiques, échanger et croiser les données. Cela suppose rigueur et recueil fréquent de données mais aussi espaces de restitution. Faisant ici allusion à " l'analyse des métiers en actes " (Lechaux & Wittorski, 2016) ou à la valorisation des " savoirs expérientiels " (Gardien, 2017), le travail social produit des connaissances.

La recherche constitue également en ce sens inévitablement un levier à l'innovation des pratiques. Il subsiste cependant " des tensions entre option scientifique et la priorité donnée à l'acte (...) " (Jaeger, 2011, p.23).

En guise de conclusion, il s'agira d'interroger les espaces et modalités de formation consacrées au développement des compétences transversales mises en relief dans cette contribution. En quoi et comment celles-ci sont mises en évidence et décodées par les étudiants ? Quel sens font-elles dans leur parcours de formation et dans le rapport au terrain ?

Comment travailler le rapport compliqué à la recherche documentaire, à la lecture, à la production de données, à l'écriture tant pour les étudiants que pour les professionnels de terrain ?

Le décloisonnement des lieux d'exercice des pratiques en travail social afin d'envisager une place réelle aux interactions et à l'enrichissement mutuel, y compris entre recherches en sciences sociales et pratiques de travail social est-il envisageable ?

Bourgeois, E. (2013). Expérience et apprentissage. La contribution de John Dewey. In L. Albarello et al., *Expérience, activité, apprentissage* (p. 13-38). Presses Universitaires de France. https://www.cairn.info/experience-activiteapprentissage_9782130619758-page-13.htm

Gardien, E. (2017). Qu'apportent les savoirs expérientiels à la recherche en sciences humaines et sociales ? *Vie Sociale, N°20*, 31-44. <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-4-page-31>.

Jaeger, M. (2011). Recherche et travail social. Quelle voie de passage entre deux dérives : le scientisme et le romantisme ? *Vie Sociale, N°3*, 11-23. <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2011-3-page-11.htm>

Lechaux, P, Wittorski, R. (2016). Pour une recherche en travail social/Intervention sociale orientée " Analyse des métiers en actes et professionnalisation ". *Forum, N°148*, 77-83. <https://www.cairn.info/revue-forum-2016-2-page-77.htm>

Ruffault, J. (2015). Les travailleurs sociaux en recherche d'une écriture. Synthèse d'une recherche-action collaborative sur les écrits professionnels des travailleurs sociaux. *Vie Sociale, N°9*, 113-122. <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2015-1-page-113.htm>

Schneuwly, B. (2015). À quoi réfléchit le praticien réflexif ? Objets et outils d'enseignement comme points aveugles. *Le Français aujourd'hui, N°188*, 29-38. <https://www.cairn.info/revue-le-francais-aujourd-hui-2015-1-page-29.htm>

Le mémoire professionnel des Educateurs de Jeunes Enfants : entre logique d'universitarisation et logiques de " bricolage ".

Yoann Grima * ¹, Abdoulaye Faye *

¹ Institut de Formation, Recherche, Animation, Sanitaire et Sociale – IFRASS – France

La fin des années 2010 fera date dans le secteur de la formation professionnelle des travailleurs sociaux. À partir d'août 2018, une réforme des diplômes des éducateurs (DE) les faisant reconnaître au niveau Bac+3 et un renforcement des partenariats entre établissements de formation en travail social (EFTS) et l'université a vu le jour. Les " nouveaux " étudiants sortiront diplômés des EFTS non sans avoir essuyé les plâtres concernant les mémoires de pratique professionnelle prônés par la réforme. Ni mémoire professionnel, ni mémoire de recherche, ni recherche action, poursuivant des logiques contradictoires (Fournet & Bedin, 1998) fort est à parier que ces mémoires pourraient vivre le dilemme de l'immigré : ici tu n'es pas chez et là-bas tu n'es plus chez toi. Dans cette communication, nous nous demandons : de quelle(s) manière(s) les étudiants se saisissent-ils de cette modalité particulière d'interrogation des pratiques professionnelles ? Quels types de savoirs mobilisent-ils généralement dans la production de leurs mémoires ? Assistera-t-on à l'émergence d'une épistémologie résultant de l'hybridation des savoirs et d'une complémentarité des approches ?

*Intervenant

Les étudiants en travail social face aux sciences sociales. Quelles appropriations pour quels changements dans les pratiques ?

Renaud Cornand * ¹, Hajer Bettaieb *

, Yves Lacascade *

¹ Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES) – Aix Marseille Université : UMR7305, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7305 – France

En France, les travailleurs sociaux sont principalement formés dans des instituts professionnels spécifiques et non à l'université, la légitimité des formateurs pouvant s'appuyer à la fois sur la réalisation d'un cursus universitaire et sur l'expérience acquise en tant que travailleur social diplômé (Ravon, Ion, 2012). Cette tension entre savoirs académiques et savoirs issus de la pratique professionnelle (Dubéchet, 2006) semble particulièrement prégnante concernant l'enseignement des sciences sociales qui occupe depuis une dizaine d'années, dans la perspective de l'universitarisation des formations professionnelles, une place grandissante au sein de celles-ci. Le renforcement de ces enseignements est, de façon plus ou moins explicite, envisagé dans la perspective d'une transformation des pratiques professionnelles, encourageant la réflexivité et la mise en lien des situations de terrain avec des savoirs issus de la recherche. Assez paradoxalement, ces transformations interviennent dans un contexte de " technicisation " grandissante des métiers de l'intervention sociale (Alix et al, 2017) et de reflux des savoirs, des apports et de la perspective critiques (pourtant particulièrement en vogue dans les années 1970 ainsi qu'en a témoigné le célèbre numéro 143 de la revue *Esprit*), dès lors que cette perspective critique ne prend pas pour objet l'apprenant lui-même (sommé de se défaire de ses " représentations ") mais l'intervention sociale au travers de ses institutions, logiques et évolutions actuelles (Chauvière, 2010). Cette importance croissante accordée aux approches académiques semble ainsi devoir être relativisée.

Pour analyser les effets de ces transformations des programmes de formation, il est nécessaire de porter l'attention sur ceux qui en bénéficient. Comment les étudiants perçoivent-ils et utilisent-ils ces savoirs ?

Cette proposition de communication s'appuie sur les résultats d'une recherche visant à éclairer les rapports aux enseignements de sciences sociales, et plus spécifiquement de sociologie, d'étudiants d'un institut de formation et de recherche en travail social. Nous montrerons dans quelle mesure, malgré le maintien de résistances face à des connaissances ressenties comme parfois trop éloignées de leur vécu, les étudiants mobilisent la sociologie pour analyser les situations auxquelles ils font face comme pour construire leur posture professionnelle. Deux types de matériaux seront mobilisés : des données issues d'un questionnaire distribué à l'ensemble des étudiants de l'institut (N=382) permettront d'observer les variations selon les filières, le genre, ou encore les catégories

*Intervenant

sociales d'origine des étudiants ; des observations réalisées dans le cadre des modules d'initiation à la recherche et d'ateliers consacrés à la réalisation des mémoires de fin d'études de la formation d'éducateurs spécialisés au sein desquels les auteurs interviennent éclaireront la problématique à partir de comptes rendus de situations pédagogiques.

Bibliographie

Dubéchet Patrick. Entre sociologie et intervention sociale. Pour la coproduction d'un savoir. *Informations sociales*, 7(7), 24-31. <https://doi.org/10.3917/inso.135.0024>, 2006

Alix Jean-Sébastien, Bertrand Didier, Brun Jean-Marc, Chauvière Michel, Garrigue Gabriel, " Debout pour nos métiers du travail social ", Toulouse, Erès, 2017.

Chauvière Michel, " L'intelligence sociale en danger ", Paris, La découverte, 2010.

Ravon, Bertrand. & Ion, Jacques. " Les travailleurs sociaux ". Paris, La Découverte, 2012
Revue Esprit n°413, " Pourquoi le travail social ? ", avril-mai 1972.

L'écoute complexe et la clinique narrative chez les travailleurs sociaux : Un enjeu de formation intimement liée à la sphère privée

Anaïs Alcaraz * ¹

¹ Centre Interuniversitaire de Recherche en Education de Lille - ULR 4354 – Université de Lille :
ULR4354 – France

Il est question dans cette communication de venir interroger les incidences de l'enchevêtrement des différentes sphères privée, professionnelle, familiale, militante... chez les travailleurs sociaux et de mettre en lumière les impacts de ces articulations dans leurs manières d'exercer le métier d'éducateurs spécialisés. A partir d'une enquête menée dans le cadre d'une recherche doctorale, nous nous appuyons sur une étude comparative d'entretiens réalisés avec des étudiants en fin de formation d'éducateurs spécialisés, certains ayant participé à un module d'initiation à la sociologie et d'autres n'y ayant pas participé.

*Intervenant

Étudiants en travail social précaires : une dimension paradoxale ou une transformation des expériences ?

Nadia Veyrié * ¹

¹ Formatrice-Chercheuse, IRTS Normandie Caen – Docteur en sociologie, chercheuse associée au CERREV, EA 3918, Université Caen Normandie – France

Dans cette proposition de communication, la situation des étudiants précaires en travail social sera interrogée. Quelles sont, en formation, les manifestations de cette précarité ? Comment les étudiants peuvent-ils accompagner des personnes précaires et vulnérables tout en étant eux-mêmes en situation de précarité ? Que produisent les résonances de cette précarité : fragilité, doute, honte, découragement, isolement, rebond dans l'accompagnement des personnes, solidarité dans la formation ? Et comment le système de formation peut-il prendre en considération l'implication de ces étudiants ? À partir d'observations issues d'une expérience de formatrice et de chercheuse en sociologie dans un institut de formation en travail social, ainsi que des témoignages recueillis auprès de jeunes diplômés en travail social (formation initiale), je tenterai de répondre à ces questions.

*Intervenant

Les apports de la sociologie à la transformation des métiers du social. Zoom sur l'expérience du master Intervention et Développement Social à Rennes.

Emilie Potin * ¹, Yves Bonny *

², Pascale Perron *

2

¹ LiRIS – Université Rennes 2 - Haute Bretagne : EA7481 – France

² Espaces et Sociétés – Université de Rennes 2 : UMR6590 – France

L'évolution des métiers du social (Ravon et Ion, 2012), leur nébuleuse (Jeannot, 2005) et les nouvelles formes de régulation qui organisent les accompagnements (Astier, 2007) réclament une adaptation continue des logiques de formation. Tantôt mobilisée dans sa dimension critique, tantôt plutôt dans sa dimension analytique, la sociologie est plus que jamais pertinente dans les formations qui organisent le champ. Comment se situe-t-elle dans les formations du social ? Qu'apporte le savoir académique disciplinaire et comment se traduit-il en leviers d'action et en pratiques ?

Articuler les grilles de lectures de la sociologie à la fois en termes d'approche institutionnelle (Herreros, 2012 ; Lourau, 1970), de territoire, d'inégalités sociales ou d'épreuves (Martuccelli, 2015) vise à construire des cadres de références permettant de projeter les dimensions collectives et individuelles qui organisent les mondes sociaux. Cependant, pour paraphraser Durkheim, cette problématisation ne vaut pas une heure de peine si elle ne devait avoir qu'un intérêt spéculatif. L'enjeu est donc de relier la compréhension des mondes sociaux à l'identification de leviers permettant des formes de transformation sociale. Au-delà de la réflexivité propre aux savoirs académiques, de leurs résonances dans les pratiques et les expériences, il s'agit bien de penser des déclinaisons pratiques permettant des positionnements professionnels ouvrant le champ des possibles à l'échelle des accompagnements individuels, collectifs et organisationnels. Entre étudiants en formation continue et initiale, étudiants français et étrangers, entre étudiants et enseignants mais aussi avec les personnes et les organisations concernées, qu'il s'agisse de recherche, d'analyse ou de projets, les dispositifs de participation sont mis à l'épreuve constituant à la fois une visée et une modalité pédagogique, construits à différentes échelles, visant les collectifs et les singularités (Martuccelli, 2010).

A partir de l'expérience du master intervention et développement social de Rennes, formation pluridisciplinaire à dominante sociologique, nous proposons une réflexion en deux temps : d'abord

*Intervenant

en identifiant les dimensions analytiques de la sociologie et ses apports pour une problématisation de l'intervention sociale ; ensuite, en développant une réflexivité sur les axes de formation à la fois en termes de visée et de dimensions pédagogiques. La deuxième partie du poster s'appuiera sur des modules spécifiques de formation permettant d'objectiver les contenus de formation : mémoires de recherche, analyse de situations, conduite de projet...

La proposition sous forme de poster s'inscrit dans l'axe thématique " Approche par la formation " en interrogeant l'évolution des métiers du social et du médico-social via une pratique professionnelle problématisée construite sur un retour d'expérience concernant la formation du Master Intervention et Développement Social.

Accompagner la professionnalité des travailleurs sociaux via la recherche-action en formation

Cécilia Querro * , Yves Bonny *

¹, Ghislaine Liberos *

¹ Espaces et Sociétés – Université de Rennes 2 : UMR6590 – France

Mots clés : recherche-action, formation.

Cette proposition de communication se situe dans l'axe 3 du colloque, à savoir l'approche par la formation, sous forme de poster.

Le poster explicitera notre philosophie du DHEPS ainsi que les différentes déclinaisons du modèle pédagogique résumées ci-dessus. Il présentera également les résultats d'une enquête réalisée auprès de trois promotions de professionnels qui ont suivi la formation.

*Intervenant

Circulation et promotion des savoirs situés dans la formation des travailleurs sociaux

Julie Moutard * ¹

¹ Ocellia santé social – Université Lumière -Lyon 2 – France

La question de la participation des personnes accompagnées à la formation des travailleurs sociaux est aujourd'hui sur le devant de la scène dans le champ de la formation en travail social. Le " plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social " (2015) participe à la reconnaissance de l'expertise d'usage des personnes accompagnées. Cette communication portera sur des éléments d'analyse produits dans le cadre d'une recherche doctorale. Celle-ci se propose d'explorer la circulation et la promotion de savoirs nés de l'expertise d'usage, lorsqu'est mis en œuvre un dispositif de formation ayant la visée d'un " partage de connaissances situées " (Ravon, 2017). On observera les processus d'apprentissage à l'œuvre et leurs effets réciproques sur les différents protagonistes, on s'interrogera sur les modalités de coopération à l'œuvre, et enfin on pourra questionner en quoi la situation de formation participe à la promotion de savoirs situés.

*Intervenant

Le travail social à l'épreuve des référentiels de formation : les transformations d'un champ professionnel à travers une analyse sémantique

Gerard Creux *¹, Claire Regnier *

2

¹ IRTS de Franche-Comté – Aucune – France

² IRTS de Franche-Comté - LASA-Thema Université de Franche-Comté – Aucune – France

Cette proposition de communication a pour intention de rendre compte d'une analyse des référentiels de formation des diplômés de niveau 6 et 7 du travail social au regard des dernières réformes. L'objectif est de voir ce qui est attendu aujourd'hui des métiers du travail social et dans quelle mesure ce qui est au fondement historique de l'identité professionnelle des travailleurs sociaux se retrouve ou non dans les référentiels de formation.

En effet, si la formation des travailleurs sociaux est construite sur une alternance théorique (en centre de formation) et pratique (par le biais des stages), il n'en reste pas moins qu'elle est basée sur des référentiels qui donnent une tonalité à la formation et rationalisent l'apprentissage des futurs professionnels. Ce sont des documents officiels d'État. Ils permettent ainsi de situer le professionnel en devenir mais également de se situer en tant que professionnel. Et rares sont les travaux de recherche qui portent sur ce qui fonde la formation des travailleurs sociaux.

La construction des référentiels de formation est le résultat d'un rapport de force entre les différents acteurs ou agents (employeurs, professionnels, formateurs, représentants de l'État, etc.), et passe par l'imposition d'un point de vue qui constitue en dernier lieu un consensus légitime et traduit ce qui est attendu des futurs professionnels du travail social. En aucun cas leur contenu est neutre. Ils répondent donc à plusieurs finalités, dont la gestion des emplois et des compétences, la valorisation des métiers et la recherche d'un compromis à l'intérieur même d'un corps professionnel. Mais ce qui sera porté à l'attention dans le cadre de leur analyse, c'est ce qu'ils véhiculent en termes de représentations, d'idéologie et comment ils influencent la construction de chaque métier et dessine " un profil professionnel de référence " (Dejob, 2012).

Cependant, un examen des référentiels de formation ne peut faire l'économie d'un détour historique afin de mieux comprendre le modèle qui s'impose dans le champ du travail social aujourd'hui, car ce dernier a subi de nombreuses transformations au fil du temps et plus particulièrement depuis la loi 2002-2, dite de " modernisation sociale ".

En effet, ces dernières ont particulièrement modifié la manière de prendre en charge et d'accompagner les populations en difficulté (sociale, psychique, physique), partant du principe que l'utilisateur, le bénéficiaire, la personne a été placée au " centre du dispositif ". Ce qui signifie également qu'il

*Intervenant

aura fallu plus de deux siècles, au regard de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 qui appelle au triomphe de l'individu, pour considérer les personnes qui, de par leur situation sociale ou leur handicap, soient considérées comme " ordinaires ". Cette nouvelle perspective a des conséquences fondamentales dans le rapport qu'entretient l'individu au monde, et plus particulièrement l'avènement d'un " individu libéral " ou individu comme sujet censé être libre et autonome. Cette vision s'impose à l'ensemble des individus, quelle que soit leur condition.

Paradoxalement, quand bien même le travail social contemporain naît de la modernité qui fait fi de toutes références traditionnelles et qu'il est censé réguler les dysfonctionnements sociaux qui en sont issus, il n'en reste pas moins que ses bases sont à chercher dans des fondements plus traditionnels tels que la charité chrétienne qui valorise la philanthropie, le don de soi ou encore la vocation.

Malgré tout, cette dimension n'a cependant pas échappé à un processus de rationalisation qui est passé par la professionnalisation du secteur. Son évolution peut cependant être analysée d'un point de vue weberien : les valeurs humanistes initiales qui ont participé à l'accompagnement des personnes ont peu à peu laissé la place à des objectifs à atteindre. L'accompagnement rationalisé au plus de près de l'utilisateur s'est inscrit dans une " logique de résultat " et gestionnaire (Chauvière, 2007) tant pour le travailleur social que pour l'utilisateur, ce dernier devenant " acteur " et en même temps " responsable " de sa situation.

Ce mode d'accompagnement n'est pas uniquement une évolution des pratiques professionnelles, c'est aussi une idéologie qui s'impose dans ce champ professionnel. S'il est nécessaire que des professionnels accompagnent les personnes, ce n'est plus tant ce qui les anime qui importe (quand bien même ils aient le " goût " de l'accompagnement) mais leur capacité à accompagner les personnes.

Autrement dit, il est possible d'émettre l'hypothèse que les valeurs fondamentales des professionnelles (philanthropique, don de soi, etc.) ne sont plus une prérogative essentielle à l'exercice du métier de travailleur social, voire qu'elles se sont " dissoutes " au profit de nouvelles formes d'accompagnement basées et centrées sur l'utilisateur. Il ne s'agit plus tant d'avoir des valeurs humanistes, mais des " compétences " autour desquelles s'articulent, par exemple, les notions de " projet ", de " évaluation ", de " parcours " ou encore de " territoire " qui ne sont pas toujours ou pas forcément reliées à un savoir historiquement marqué.

Afin d'apporter quelques éléments de réponse à cette hypothèse, les référentiels de formation de niveau 6 (ASS, ES, EJE, ETS, CESF qui constituent les professions canoniques du travail social, et CAFERUIS) et 7 (CAFDES et DEIS) ont fait l'objet d'une étude lexicométrique à partir du logiciel IRAMUTEQ. Ce type d'analyse consiste principalement en l'étude des lois de distribution du vocabulaire dans un corpus. Aussi, l'analyse statistique de la distribution du vocabulaire employé dans les référentiels de formation a permis de distinguer les champs lexicaux de références de l'espace professionnel aujourd'hui et permet de montrer qu'à travers les mots employés, c'est une nouvelle vision du travail social qui s'impose indépendamment de la culture professionnelle.

Bibliographie indicative

Bouquet Brigitte, Jovelin Emmanuel, *Histoire des métiers du social en France*, Paris, Editions ASH, 2005

Chauvière Michel, *Trop de gestion tue le social : essai sur une discrète chalandisation*, Paris, Editions La decouverte, 2007

Dejob Agnès. Le referentiel metiers, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'archiviste....
In: La Gazette des archives, n°226, 2012. Gerard Naud, un archiviste de notre temps. pp. 95-105

Demazière Didier, Brossaud Claire, " Methodes logicielles et reflexivite sociologique " in Didier Demazière, Claire Brossaud, Patrick Trabal, Karl Van Meter (dir.), *Analyses textuelles en sociologie : logiciels, methodes, usages*, Rennes, PUR, 2006, p11-22

Reinert Max, " Postures enonciatives et mondes lexicaux stabilises en analyse statistique de discours ", *Langage et societe*, n°3-4, 2007, p.189-202

Verdes-Leroux Jeannine, *Le travail social*, Paris, Editions de Minuit, 1978

Weber Max, *Economie et societe*, Tome 1, Les categories de la sociologie, Paris, Editions Agora, 1995,

Evolution de la profession ASS à travers la formation en alternance

Brigitte Protto * ¹

¹ IRTS HDF – Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche – France

Approche par la formation initiale des ASS en France : une possible **évolution de la profession à travers la formation en alternance - études des mises en stage de 2001 à 2021.**

Cadre pédagogique puis responsable de formation Assistants de Service Social depuis 2001 dans un centre de formation en travail social, je suis marquée par l'évolution des mises en stage en particulier la réduction de celles au sein des " gros Services Sociaux " et parallèlement par les demandes de plus en plus nombreuses des partenaires du social pour faciliter le recrutement des ASS. Certaines Institutions développent des stratégies pour faciliter ce recrutement par la mise en place de bourses d'études (CD59) et plus récemment par des contrats d'apprentissage, nouvelle évolution de la formation qui n'est pas sans poser question. Les métiers de l'ASS ont donc toujours " le vent en poupe ", mais qu'en est-il de la profession d'Assistant de Service Social ?

Lors de la dernière enquête insertion(i) des ASS du site Métropole Lilloise pour la promotion 17/20, 28% des insertions professionnelles sont en lien direct avec un stage durant la formation et plus fréquemment le dernier stage long de professionnalisation. Et pourtant quelle complexité aujourd'hui de trouver les lieux d'accueil en stage... et plus spécifiquement au sein des services sociaux dès lors que le stage donne droit à gratification.

Les 2 dernières réformes du DEASS ont profondément modifié les périodes de formation pratique, en particulier pour les stages longs, passant d'une formation par des pairs inscrits au sein de services sociaux, dont un stage en service social polyvalent obligatoire, à une professionnalisation au sein de sites qualifiants davantage ouverts au travail social (2004), puis dans la dernière réforme (2018) à une obligation d'un encadrement par une ASS spécifiquement pour le stage permettant la certification de l'intervention sociale individuelle. Dans le même temps, le décret relatif à la gratification des stages a considérablement restreint les accueils au sein des services sociaux, historiquement inscrits dans la Fonction Publique (Etat, Hospitalière, territoriale) ou les organismes de protection sociale.

Ces services sociaux conçues comme des organisations professionnelles dans le sens donné par Henry MINTZBERG ((1)), ne constituent donc plus le passage obligé des futurs ASS. Cette ouverture peut alors être perçue comme une clef de l'évolution de cette profession attendue par le législateur à travers les différentes réformes du DEASS et permettant en particulier de développer les capacités d'adaptation de cette profession " au nouveau monde social qui l'entoure "(2).

L'objet de ce colloque me donne l'occasion d'approfondir cette évolution de la profession, à

*Intervenant

partir du parcours en stage d'étudiants ASS en formation de 2001 à 2021. Quelques éléments devront nous permettre dans un premier temps de resituer cette formation dans une perspective historique à travers les différentes réformes du DEASS et l'institutionnalisation des services sociaux à partir de 1945, pour conclure sur la professionnalisation des futurs Assistants de services sociaux.

(1) MINTZBERG H., *Le management, voyage au centre des organisations*, Les éditions d'Organisation, Paris, 2004, (1990)

(2) PROTTO B., Polyvalence ou territorialité : une question d'organisation pour les assistants sociaux, DEA travail social, action sociale et société, sous la direction de B. Bouquet, CNAM, 2004, Paris

(i) IRTS Hauts de France

Enquête Insertion ASS – promo 17/20 – diplômé en 2020 (Janvier 2020)

Expériences de " pas de côté " dans la professionnalisation aux métiers de l'intervention sociale

Philippe Lyet *¹, Jean-François Gaspar *

², Francis Loser *

³, Mauro Mercolli *

⁴, Yvette Molina *

⁵, Françoise Tschopp *

, Laurence Bachmann *

⁶, Frédérique Bribosia *

, Gwenaëlle Couteaux *

, Isabelle Csupor *

⁷, Fabienne Gouillet *

, Ana Hernandez *

, Sandrine Lesueur *

, Sophie Rodari *

, Anne Ronchi *

, Thierry Verstaepen *

*Intervenant

¹ École, mutations, apprentissages – Université de Cergy Pontoise : EA4507 – Université de Cergy-Pontoise - Site de Gennevilliers - ZAC des Barbanniers - Avenue Marcel Paul - 92230 Gennevilliers, France

² CERIAS Louvain La Neuve, Namur et EHESS/CNRS/Université Paris 1 – Belgique

³ centre de recherches sociales (CERES) HES-SO Genève – Suisse

⁴ Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale – Suisse

⁵ ASKORIA – askoria – France

⁶ Haute Ecole de Travail Social; HES SO Genève – Suisse

⁷ Laboratoire LaReSS, – Suisse

Cette proposition de symposium émane du *Groupe de travail Professionnalisation de l'intervention sociale* de l'Association internationale pour la formation, la recherche et l'intervention sociale qui regroupe depuis plus de 10 ans des chercheurs et des formateurs suisses, français et belges. Le colloque du GIS Hybrida-IS est l'occasion d'aborder de manière renouvelée les évolutions de la formation des intervenants sociaux.

Dans les différents espaces côtoyés par les chercheurs, formateurs-chercheurs, les contributeurs à cette proposition de symposium identifient des initiatives ou des évolutions qui proposent à des (futurs) intervenants sociaux en formation, des formateurs, des chercheurs d'effectuer un " pas de côté " par rapport à leur exercice professionnel actuel ou futur, qu'il s'agisse de participer à des pratiques qui ne sont pas habituellement celles des travailleurs sociaux, de suivre des cursus de formation qui proposent une nouvelle définition du métier ou d'être invités à développer une réflexivité sur leur pratique ou de développer d'autres modalités de recherche. Les contributeurs proposent, avec ce symposium, de considérer que la description et l'analyse de ces initiatives qui y sera réalisée contribuera, d'une part, à identifier des déplacements, pour les individus concernés mais aussi pour les institutions, aux frontières, voire au-delà, de leur " métier en actes " ; et, d'autre part, à s'interroger sur le sens de telles expériences au cœur des dispositifs de formation professionnelle à l'intervention sociale.

L'intervention sociale est coutumière du travail des frontières (Abbott, 2016). Ce qui est commun aux différents métiers qui composent l'espace hétérogène de l'intervention sociale, c'est en effet de travailler avec des personnes sur des difficultés qu'elles rencontrent, en rapport des problématiques diverses qui font toutes l'objet de politiques publiques, d'administrations dédiées, de groupes professionnels spécifiques qui sont devenus des " partenaires " des intervenants sociaux. Il est donc consubstantiel au travail social de devoir prendre en compte également d'autres logiques que les siennes, liées à d'autres politiques et aux cultures d'autres groupes professionnels.

Dans les expériences que nous souhaitons présenter et analyser, il ne s'agit pas, pour ces travailleurs sociaux, d'aller se " frotter ", s'articuler à d'autres pratiques portées par d'autres professionnels, en ce qu'elles sont présumées être complémentaires des leurs. Il s'agit dans des dispositifs de formation, et dans un espace-temps restreint, de pratiquer une autre manière de faire et de concevoir le métier voire un autre métier (chercheur, sage-femme) ou une autre logique d'action (militante), de se préparer à une pratique alternative et renouvelée de leur métier (la médiation), ou encore de s'extraire de leur exercice professionnel pour l'interroger (avec le développement des dispositifs de réflexivité) (Fablet, 2004).

Ce qui est commun à ces initiatives qui peuvent paraître à première vue incomparables, c'est que leurs concepteurs estiment qu'il est intéressant ou utile que, pour se professionnaliser, et dans le cadre de dispositifs de formation qui préparent aux cœurs de métier, ces travailleurs sociaux expérimentent des pratiques qui les mettent à distance du " main stream " de leur exercice professionnel, qui les mobilisent à aller faire un tour au-delà des frontières habituelles de leur métier, à vivre une expérience des frontières, du pas de côté, conçue comme contributive de leur

professionnalisation. On parlerait en sociologie du travail : du travail de marge et du centre.

Les groupes professionnels du travail social connaissent depuis quelques décennies des processus de déségmentation (Molina, 2015). Ces phénomènes ouvrent les espaces des groupes professionnels mais dans le cadre global des métiers de l'intervention sociale, conduisant à une hétérogénéisation relative. Qu'est-ce que ces expériences de pratiques autrement plus hétérogènes disent de l'évolution des professionnalisations des groupes professionnels de l'intervention sociale dans les " sociétés de la concurrence et de l'hybridation " ?

Pour mieux comprendre ces phénomènes, les contributeurs à ce symposium se rapprocheront des acteurs de ces expériences pour leur proposer, dans une démarche conjointe, d'en analyser les ressorts, des intentions qui sont les leurs quand certains proposent de tels dispositifs ou quand d'autres sont volontaires pour y participer, aux effets en termes d'identité ou de développement professionnel pour ceux qui les expérimentent.

Présentation 1e intervention

Problématisation sur la base du projet de symposium présenté ci-dessus

Présentation 2e intervention

Regards croisés sur un dispositif de formation continue dans un foyer d'adolescent.e.s pour l'étayage d'une culture professionnelle.

La question de la professionnalisation s'articule entre plusieurs partenaires, dans un processus d'échange qui s'organise à partir des savoirs d'expérience, de références partagées, dans des espaces permettant de connecter l'action (le réel) avec la cognition (Bourdoncle, 2000 ; Maubant & Piot, 2011). Offrir des espaces de formation continue – ici, interne à l'institution - devrait permettre le renforcement d'une réflexivité nécessaire pour une intervention professionnelle appelée, en fonction des besoins à se renouveler. C'est lors des moments de délibération (Champy, 2011) et de formation que les éducatrices et les éducateurs sociaux peuvent consolider d'une part, leur culture et leur identité professionnelles et d'autre part, définir, voire redéfinir collectivement un idéal institutionnel et organiser l'intervention au quotidien, à la condition que ces processus se déroulent dans une temporalité longue (Rosa, 2012) et remportent l'adhésion des membres concernés

L'analyse s'appuiera sur des données recueillies lors de focus groupes auprès des éducateurs et éducatrices sociales de l'internat et d'entretiens auprès de la direction de l'institution. Nous souhaiterions vérifier si et le cas échéant comment, la mise en œuvre de ce dispositif de formation continue interne, contribue à la co-construction d'une culture commune propre à l'institution Astural.

Présentation 3e intervention

Accueillir des étudiants en travail social dans un Centre de Recherche

La communication proposée dans le cadre de ce symposium prendra appui sur l'analyse d'une expérience d'accueil d'étudiants en travail social au sein d'un Centre de Recherche interne à l'école en 2020 et 2021, sur des temps pédagogiques dédiés, afin de participer à des activités de recherche encadrées par les chercheurs.

A partir d'une recherche réalisée pour un commanditaire local (un bailleur social de la Métropole

rennaise) et porté par des chercheuses du Centre de Recherche, nous analyserons en quoi l'intégration d'étudiants dans ces activités de recherche, notamment à travers l'enquête de terrain, permet de participer à la professionnalisation au métier de travailleur social (Maillard 2012, Vasconcellos 2008, Wittorski 2016). Quels sont " les pas de côté " nécessaires pour que les activités développées et que les compétences acquises dans le projet de recherche puissent participer de la professionnalisation, au-delà des attendus professionnalisants plus " habituels " des référentiels professionnels ? (Molina 2014) Quels enjeux pouvons-nous identifier à travers la démarche engagée ?

Présentation 4e intervention

Inviter les participant·e·s d'une formation continue à opérer un pas de côté

À la Haute Ecole de Travail Social de Suisse Occidentale (HETS-SO), une formation certifiante est proposée aux directrices et directeurs d'institution des domaines santé et social pour leur permettre d'asseoir et d'interroger leur posture de leader.

Notre communication se focalise sur le dispositif d'analyse des pratiques professionnelles (APP) mis en place dans le cadre de cette formation ; dispositif qui favorise les réflexions entre pair·e·s expert·e·s tout en prenant appui sur les apports de cours et les observations de stage. Ancrée sur des situations pratiques des participante·e·s, la réflexion proposée suit un processus en plusieurs étapes (écrit, analyse en groupe, synthèse écrite et réflexion finale) et privilégie une approche multiréférentielle (Ardoino, 1980).

Nous postulons que ce dispositif d'APP soutient le processus de professionnalisation des participante·e·s et leur réflexivité, à savoir une réflexion sur la réflexion et les épistémologies mobilisées. Grâce à une approche dialogique entre participant·e·s et enseignant·e·s-chercheur·e·s impliqué·e·s dans le dispositif décrit, notre communication rendra compte des apprentissages et phénomènes observés en interrogeant la notion de réflexivité.

Présentation 5e intervention

Combinaison de deux styles de professionnalisation dans un projet d'intervention socio-médicale : le projet Tandem (accompagnement de la périnatalité en situation de vulnérabilité)

Depuis septembre 2019, le département social Cardijn de la Haute École Louvain en Hainaut et le département Sage-femme de la Haute École Léonard de Vinci sont réunis dans un partenariat avec l'ASBL *Aquarelle* (ONE – Hôpital Saint-Pierre à Bruxelles) et ont développé un " Projet d'accompagnement de familles en situation de vulnérabilité en périnatal ". Il est inspiré du projet " Een Buddy bij de wieg " mené depuis 10 ans à la Haute École Artevelde de Gand. Le projet s'adresse aux étudiant·e·s de 3ème année AS ou Sages-femmes.

Il s'agira d'examiner, en prenant appui sur une recherche collaborative, comment cette combinaison de deux *styles de professionnalisation* et de deux types d'engagement (scolaire et bénévole/militant) peut être opérante : quelles en sont les leviers et les freins, comment s'opèrent les interactions alors même que ces jeunes s'inscrivent dans une profession tout en remettant en question ses codes.

Présentation 6e intervention

Synthèse / Discussion des quatre interventions

Bibliographie

Abbott A. (trad.), " Les choses des frontières ", Demazière D. et Jouvenet M. (ed.), *Andrew Abbott et l'héritage de l'école de Chicago*, Paris : Editions EHESS, 2016, pp. 119 - 144.

Ardoino, J. (1980). *Education et relations : introduction à une analyse plurielle des situations éducatives*. Paris : Gauthier-Villars, Unesco.

Bachmann, L., Perriard, A., Ronchi, A. *Assumer son pouvoir sur, déployer le pouvoir avec : les cadres en mouvement*. Texte pour le symposium consacré aux pratiques hiérarchiques dans l'intervention sociale / colloque TRESSE, 30 juin, 1er et 2 juillet 2021 à l'Université de Rouen Normandie / 5 juin 2021

Bourdoncle, R. (2000). "Professionnalisation, formes et dispositifs". *Recherche & Formation*, 35(1), 117-132. <https://doi.org/10.3406/refor.2000.1674>

Champy, F. (2011). *Nouvelle théorie sociologique des professions*. Presses universitaires de France.

Demazière D., Roquet P., Wittorski R. (2012, éd.). *La professionnalisation mise en objet*, Paris : L'Harmattan. 284 pages

Fablet D. (2004), " Les groupes d'analyse des pratiques professionnelles : une visée avant tout formative ", *Connexions*, n°82, p. 105-117

Goussard L., " La vulnérabilité au travail des cadres transfuges sociaux ", in Quijoux, M. (dir.), *Bourdieu et le travail*, Rennes, PUR, 2015, p. 307-322.

Maillard Fabienne (dir.) (2012), *Former, certifier, insérer. Effets et paradoxes de l'injonction à la professionnalisation des diplômés*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Maubant, P., & Piot, T. (2011). *Processus de professionnalisation dans les métiers adressés à autrui*. CERSE, Université de Caen.

Molina Yvette (2014) " Pratiques d'alternance et référentiels professionnels. Le cas de la formation d'assistant de service social en France " dans Boudjaoui Mehdi et Gagnon Claudia, " L'alternance en formation ", *Education et Francophonie*, p. 65-79.

L'implication des personnes concernées dans la formation des travailleurs sociaux

Mathilde Chevalier * ¹, Anaïs Keurmeur *

¹, Gwenaëlle Vuckovic *

¹, Chantal Lepage *

¹, Manon Richard *

¹, Clémentine Panel-Laboury *

¹, Coralie Denais *

¹, Emma Guinamant *

¹, Léa Grasset *

¹, Louise Rupin *

¹, Margaux Peneau *

¹, Ophélie Lefebvre *

¹, Lison Hervoche *

1

¹ Askoria Rennes – askoria – France

Nous sommes 11 étudiantes en formation d'éducatrices spécialisées, assistante de service sociale et éducatrice technique spécialisée, et 2 formatrices d'Askoria Rennes. Dans le cadre des Périodes d'Expérimentation Solidaire et d'Innovation Sociale (PESIS) intégré au parcours de formation à Askoria, nous souhaitons montrer la richesse de l'implication

*Intervenant

des personnes concernées dans la formation des travailleurs sociaux. En organisant un séjour en immersion sur le territoire belge, nous partons à la rencontre de personnes concernées, de formateurs mais aussi d'étudiants afin d'échanger sur leurs pratiques et sur la notion de savoir expérientiel.

Nous souhaitons témoigner de notre retour d'expérience, pour éclairer les pratiques en France, lors du colloque scientifique du GIS Hybrida IS organisé à Askoria Rennes du 19 au 22 mai 2022.

La formation au Diagnostic social de territoire : des formes de coopérations vertueuses en terre d'utopie franc-comtoise.

Samuel Mesnier * ¹, Laurine Citras *

, Clémence Rouffet *

, Aurélia Michel *

, Sarah Boukhari *

, Noémie Bondenet *

¹ Institut Régional du Travail Social de Franche-Comté – Institut régional du travail social – France

Le premier axe présente la reconstruction de la formation Assistant de Service Social à l'IRTS de Franche-Comté depuis la mise en œuvre du décret relatif au DE ASS (JO 22 août 2018) et interroge les coopérations à l'œuvre dans le cadre de l'alternance entre attentes des demandeurs de diagnostic (action sociale du département, association d'insertion, Centre culturel et sociaux, CCAS...) et attentes formatives (acquisition progressive de compétences en expertise-analyse, en communication et intervention professionnelle). Le second part de situations de formation concrètes au diagnostic de territoire et présente des expériences conduites entre octobre et décembre 2021. Le troisième apporte des éléments de réflexion sur la question des frontières dans la formation au métier d'ASS.

*Intervenant

travail de groupe mené par des étudiants en formation d'assistantes de service social (2e année)

Swan Bellelle * ¹

¹ Bellelle – Université de Lorraine UFR SHS - IRTS de Lorraine – France

Dans le cadre de notre apprentissage en qualité d'assistante de service social (en situation d'emploi et d'apprentissage – 2e année de formation), nous répondons à un appel à communication pour un colloque international du GIS HYBRIDA IS. Certains constats que nous avons observés lors de nos temps pratiques au sein de nos différentes institutions nous ont interpellés. Nous avons agrémenté nos observations avec un travail de recherches méthodologiques, regroupant diverses lectures orientées vers la thématique de la relation à la personne. Pour se faire, nous avons choisi nos lectures sur les sujets de la relation d'aide, l'intervention sociale individuelle et collective, la posture et le positionnement professionnel, la pratique professionnelle, travail prescrit, le travail réel, travail en acte. Nous avons, tout d'abord, été soucieuses d'étudier et de définir chacun des termes ci-dessus énoncés. Il nous paraissait nécessaire d'effectuer ce travail de recherches en amont afin de rapprocher nos questionnements et de mettre en commun les différentes notions.

En ce qui concerne les pratiques professionnelles il s'est avéré que les missions des travailleurs sociaux sont régies par leur cadre institutionnel correspondant au travail prescrit (Laurent Caron, Marylène Coppi, Laurence Théry, Alexandre Vasselin, 2011 et Maulini, O. 2010). Les nouvelles politiques publiques, la multiplication des dispositifs, la réorganisation des services et les réformes impactent l'intervention des travailleurs sociaux et ainsi leur travail réel. De ce fait, cela influence le positionnement professionnel et la posture professionnelle dans l'accompagnement du public. Les assistants sociaux se trouvent face à des injonctions contradictoires parfois en opposition avec la participation des personnes. De ce constat nous avons aiguillé nos recherches vers le thème de l'incapacité et les capacités d'agir auprès des personnes rencontrées par les professionnels.

Les recherches effectuées ont mis en évidence les effets des contraintes institutionnelles imposées et basées sur un modèle entrepreneurial. En effet, l'intervention des assistants sociaux devient, au regard des politiques, un service marchand. Depuis le XIXème siècle s'opère des modifications organisationnelles et institutionnelles qui mettent en difficulté les travailleurs sociaux. Comme le dit si bien Pascal Nicolas-Le Strat dans "*entre travail social et travail du commun*" : "*Ce travail du social a pris la forme d'une activité de plus en plus spécialisée et technicisée avec une structuration par domaines de compétence et d'expertise, et par une multiplication / complexification des dispositifs d'intervention*". Ces recherches nous ont également amenées à réfléchir autour de l'impact psychologique et notamment sur la théorie de la dissonance cognitive. Nous nous demandons alors quel est l'impact de cette complexification des interventions auprès du public du social ? Quelles formes prennent les incapacités d'agir et comment les contrer ?

*Intervenant

Dans l'objectif de répondre concrètement à cette question, nous sommes allées à la rencontre de plusieurs professionnels du secteur social intervenant dans diverses institutions telles qu'entreprise, en association de protection de l'enfance, en association d'accueil et d'hébergement d'urgence, en gendarmerie, en polyvalence de secteur au service social départemental, à l'aide sociale à l'enfance, en centre hospitalier spécialisé en psychiatrie et à la mutualité sociale agricole. Nous avons établi un guide d'entretiens unique regroupant des questions nous permettant d'apporter des informations complémentaires à nos lectures, d'illustrer la réalité du terrain et de vérifier nos hypothèses. Nous avons réalisé huit entretiens auprès d'assistants de services sociaux de différents secteurs et départements afin de vérifier si cette problématique est présente sur différents territoires.

Une approche par l'intervention sociale et ses paradigmes contemporains

Pratiques d'attention et de tissages de relations : Prendre appui sur l'expérience des jeunes et des professionnels pour la prévention des risques liés au numérique

Laetitia Krummenacher * ¹, Sylvie Mezzena *

¹ Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale – Suisse

Dans le contexte des activités de prévention des risques liés à l'utilisation du numérique par des intervenants sociaux et des enseignants auprès d'élèves âgés de 7 à 12 ans, je souhaite revenir sur la manière dont ces professionnels convoquent l'expertise de leur public afin d'ancrer la prévention dans l'expérience des jeunes.

Les **données** présentées sont issues de mon travail de thèse mené dans le cadre d'une **recherche en cours** à Genève (Mezzena et al., 2019). Ma thèse se situe à la croisée de l'analyse de l'activité, courant français de la sociologie de l'action et de la formation d'adulte. Le partenaire de terrain est Action Innocence (AI) dont une des missions est la prévention des risques liés à l'utilisation du numérique par les enfants. Ce partenariat a pour but l'élaboration d'un environnement numérique de formation (ENF) permettant l'externalisation des ressources pédagogiques d'AI à destination des enseignants. Cet ENF doit leur permettre de dorénavant entreprendre eux-mêmes en classe les activités de prévention des risques, qui étaient auparavant menées ponctuellement en Romandie par les intervenants d'AI. En appui sur une démarche d'analyse du travail, avec des apports du pragmatisme, le dispositif de recherche vise à transformer le matériel préventif initialement créé par AI, en ancrant cette transformation dans l'expérience même des enseignants pour l'adapter à leur contexte scolaire. Méthodologiquement, nous avons recours à des films de traces d'activités ainsi qu'à des entretiens d'autoconfrontations (Lussi Borer et Muller, 2014).

Le partenariat avec AI s'est formalisé dans un **contexte politique** de mise en oeuvre du nouveau plan d'études romand dans lequel est inscrit le "numérique à l'école". Avec la crise sanitaire, la place du numérique s'est par ailleurs fortement accentuée dans la vie professionnelle, scolaire et sociale tant des enfants que des parents/des adultes. Dès lors, le déploiement de la prévention des risques liés à l'usage du numérique est nécessaire.

Les intervenants d'AI font appel à l'expertise des élèves de leurs propres usages du numérique, en prenant appui sur la relation tissée avec les élèves et sur une certaine "pratique d'attention" (Ingold, 2018) pour ancrer la prévention dans l'expérience des jeunes. L'activité de prévention vise à transformer les rapports plus large des élèves à leur environnement, dont leur rapport au numérique, tout en tenant compte du tissu relationnel dans lequel chacun est pris. Les intervenants insistent de plus sur la nécessité de "casser la bulle du

*Intervenant

numérique" en s'intéressant aux pratiques des élèves (qui ne sont pas que négatives), en resituant ces pratiques dans le réel, et en responsabilisant les élèves quant aux conséquences. Dans cette approche, les adultes demeurent les experts des risques guidant les élèves durant l'activité de prévention.

Les pratiques d'attention et de tissage de relations entre professionnels et jeunes font écho à celles déployées entre chercheurs et professionnels. Un parallèle peut être fait entre le modèle d'intervention d'AI et l'activité des chercheurs.

Un des enjeux de l'ENF est de faire sentir et expérimenter aux enseignants l'intérêt de la manière de faire développée par AI. Là où les intervenants d'AI n'ont pas la possibilité de répéter les messages préventifs dans la durée et exercent auprès d'élèves qu'ils ne connaissent pas ; les enseignants pourront prendre appui sur les événements quotidiens de la classe ainsi que sur leur connaissance des élèves. La répétition des messages préventifs ainsi que la reprise en classe d'événements survenus par exemple durant le week-end entre les élèves sur les réseaux sociaux sont essentiels. Il s'agit pour l'enseignant d'accompagner les élèves vers une transformation de leur relation aux médias et aux camarades avec lesquels ils les utilisent pour l'ancrer dans l'expérience (Mezzena et al. 2019). La prévention peut ainsi avoir des effets, sans que ceux-ci soient toutefois prévisibles, relevant plutôt d'une transformation infime, d'une mise en mouvement des élèves et des professionnels (Lussi Borer et Muller, 2014).

La **constitution de l'ENF**, dans notre perspective située, pragmatiste et non applicationniste, doit permettre à chaque enseignant de suivre son propre cheminement pour sa formation, guidé notamment par les problèmes pratiques auxquels il est confronté. Par ailleurs, l'expérience de formation sur la plateforme s'accompagnera d'expérimentations en classe, permettant des allers-retours entre l'environnement de la classe et celui de l'ENF.

Enfin, cette recherche rend compte de la transformation de la pratique des intervenants d'AI avec la constitution de l'ENF, mouvement pris dans un contexte sociopolitique spécifique. Elle documente également la manière dont le savoir-faire d'AI est transmis via l'ENF, et comment ce savoir-faire se voit lui-même réapproprié dans la pratique enseignante. Cette recherche vise à comprendre et décrire divers **passages ou traductions** : du territoire pratique du travail social (souvent décrit comme un métier de la relation) à celui de l'enseignement (plutôt lié à la pédagogie et à la transmission de savoirs) ; de la pratique professionnelle sur le terrain à celle en ligne ; de la "bulle du numérique" associée à l'enfance au monde des adultes.

Bibliographie

Ingold (2018). *L'anthropologie comme éducation*. Presses universitaires de Rennes, collection Paideia.

Lussi Borer et Muller (2014). Connaître l'activité des enseignants en formation sur la plateforme Néopass@ction. *Recherche et formation*, 75.

Mezzena, Stroumza et Krummenacher (2019). Faire vivre et sentir les risques pour les transformer. Les émotions comme activités dans un dispositif de prévention des risques numériques auprès des jeunes. *Sciences et actions sociales*, 12.

L'intervention au domicile : au plus loin de l'intime

Elisa Fellay-Favre * 2,1

² Haute École Spécialisée de Suisse Occidentale Valais-Wallis – Suisse

¹ Université de Fribourg – Suisse

Ce que le rapport au domicile nous dit de l'activité professionnelle

" Maison ", " chez-soi ", " espace domestique " ou encore " cocon " sont autant de termes désignant le domicile. Cet espace où l'on est maître est un espace de liberté où l'on fixe ses propres lois et où l'on désigne donc qui est le bienvenu et qui restera sur le seuil. De ce fait, le domicile est un espace de sécurité, une " enveloppe protectrice qui isole "1. L'un des synonymes fréquemment utilisés pour " domicile " est " foyer ". Dérivé du latin focus, le " feu ", le foyer est l'endroit où l'on prépare le repas, où brûle le feu qui réchauffe et rassemble les membres d'une famille. Rassembleur, le foyer est aussi " le centre à partir duquel tous (les membres de la famille) peuvent rayonner. (...) Il évoque les plaisirs d'une vie retirée qui se ménage un espace de rassemblement d'êtres proches "2. Un espace à l'abri du monde...

Le domicile est aussi le point de départ à partir duquel l'individu se construit son identité propre, l'élément stable auquel il se réfère. Cela rejoint l'idée d'" immobilité " développée par Bachelard. L'immobilité est une valeur fondamentale à partir de laquelle " l'être qui se cache, l'être qui rentre dans sa coquille prépare une sortie "3. Ces dimensions sont capitales car, selon Vassart, elles font du domicile " un lieu d'ancrage et de stabilité, d'intimité, de sécurité et de construction de l'identité, ainsi qu'un espace permettant les interactions sociales (...). (Le logement devient ainsi) une passerelle vers l'inclusion "4, le lieu premier d'ancrage où l'on fait sa place avant de prendre la sienne dans le monde.

Or soudain, un professionnel fait de ce lieu intime son territoire d'activité. Il y entre, s'y introduit, y pénètre, s'en retire avec diverses informations qu'il partagera (ou non) en réseau. Dans la plupart des mesures observées, la question de l'intervention au domicile fait partie du cahier des charges du curateur. Il doit s'y rendre. Cette intervention peut être vécue sur le mode de l'étayage lorsqu'elle est souhaitée et attendue, de l'intrusion lorsqu'elle est contrainte, voire même du viol lorsque l'intimité n'est plus préservée. L'espace privé devient territoire de l'action professionnelle. Comment les professionnels s'approprient-ils cet espace et qu'en font-ils ? Que s'y passe-t-il ? Qu'est-ce que l'intervention au domicile nous dit du travail des curateurs ?

Mon propos est pensé en deux temps.

*Intervenant

Je débute par montrer en quoi le domicile est un analyseur de l'activité de curateur. Comment nous renseigne-t-il sur l'activité de ces professionnels ? Le rapport que les curateurs entretiennent avec cet espace et la façon dont s'y déploie leur agir nous renseigne sur ce qu'est l'accompagnement en curatelle. Les observations au domicile ont montré comment les curateurs travaillent le domicile et, réciproquement, comment le domicile " travaille " les professionnels. Le domicile est un prisme à travers lequel se révèlent des dimensions inattendues de leur activité. Cette première partie s'ouvre logiquement dans un second temps sur l'analyse de l'activité en elle-même.

Qu'est-ce que le domicile a permis de comprendre de l'activité ? Une proximité irréductible est induite par cet espace, une familiarité inévitable liée au " monde commun " se révèle chez l'autre. Dans cet espace hybride se mêlent prescriptions professionnelles, règlements et directives, familiarité, intimité, etc. Or, j'ai pu constater à travers mes observations un soin méticuleux porté à la distance vis-à-vis de cet espace. À la fois privé et professionnel, il s'agit d'un espace éprouvant⁵ : les curateurs doivent se plonger dans ce véritable biotope où vivent les personnes concernées. L'épreuve répétée – le domicile semble être un mal nécessaire – d'une proximité irréductible contraint à une mise à distance. Cette mise à distance est la condition d'un accompagnement dans la durée. Car en effet, l'horizon des situations de curatelle est long, très long. Le but poursuivi semble être la non-péjoration de la situation (et non une visée transformatrice). L'économie de soi permet la durée de l'accompagnement relationnel. L'application portée à la distance physique et psychique vis-à-vis des personnes est – paradoxalement - la condition d'un soutien fort et durable. Ce résultat (provisoire) engendre une question fondamentale : l'activité du curateur, par cette mise à distance nécessaire et parfois extrême, ne ferait-elle pas de lui un étranger à la relation ? Dès lors, comment comprendre un accompagnement social qui fait l'économie de la relation ?

1 DJAOUI E., " Travailler avec l'intimité des familles. Tensions et paradoxes " in Informations sociales, n°133, 2006, p. 21.

2 SERFATY-GARZON P., Chez soi. Les territoires de l'intimité, Paris : Armand Colin, 2003, p. 66.

3 BACHELARD G., La poétique de l'espace, Paris : PUF, 2012 (1957), p. 110.

4 VASSART S., " Habiter " in Pensée plurielle, n°12, 2006, p. 18.

Bibliographie

Bachelard G., La poétique de l'espace, Paris, PUF, 2012 (1957).

Djaoui E., " Travailler avec l'intimité des familles. Tensions et paradoxes " in Informations sociales, n°133, 2006, pp. 20-29.

Ravon B. & Vidal-Naquet P., " Les épreuves de professionnalité, entre auto-mandat et délibération collective. L'exemple du travail social " in Rhizome, Vol. 67, n°1, 2018, pp. 74-81.

Serfaty-Garzon P., Chez soi. Les territoires de l'intimité, Paris, Armand Colin, 2003.

Vassart S., " Habiter " in Pensée plurielle, n°12, 2006, pp. 9-19.

⁵ J'emploie cette expression en référence au concept d'" épreuves de professionnalité " développé par Bertrand Ravon et Pierre Vidal-Naquet notamment dans Ravon B. & Vidal-Naquet P., " Les épreuves de professionnalité, entre auto-mandat et délibération collective. L'exemple du travail social " in Rhizome, Vol. 67, n°1, 2018, pp. 74-81.

Une professionnalisation inaboutie de l'intermédiation ? Les prestataires du " développement social urbain " dans les quartiers d'habitat social en France

Benjamin Leclercq * ¹

¹ Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement – Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis : ED401, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7218 – France

Cette communication voudrait interroger les ressorts de la professionnalisation (1) de l'intervention sociale dite de " développement social urbain (2) ", dans un contexte de marchandisation de l'intermédiation dans le contexte des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Depuis la construction des grands ensembles HLM en catégorie d'action publique à partir des années 1980 (Tissot, 2007), ces espaces urbains et leurs populations se sont imposés en territoire d'intervention pour des spécialistes de l'intermédiation entre les pouvoirs publics et les habitants. Face à un ensemble de troubles résidentiels dont les catégorisations institutionnelles mettent en cause le comportement " déviants " des habitants, un groupe professionnel a émergé au sein des organismes HLM : les acteurs du " développement social urbain ". Ce groupe est segmenté en deux catégories : des chargés de développement social urbain internes aux organismes HLM établissent des diagnostics et conçoivent des projets visant la " réappropriation " du cadre de vie par les populations ; ils délèguent ensuite les interactions de face-à-face avec les habitants à des prestataires spécialisés, qui proposent des interventions dites " d'hyper-proximité " qu'ils sont parvenus à monétiser au prix d'une standardisation de leurs prestations (Bonaccorsi et Nonjon, 2012). Ces prestataires proposent d'agir en " tiers extérieur " entre bailleur et locataires (Blanc, 1999) : ils cherchent à construire des scènes de négociations qui permettent à la fois d'encourager les populations à monter des " projets " ou des " actions " pour favoriser le " mieux vivre-ensemble ", et la fluidification du rapport locatif.

À partir d'une enquête en immersion menée dans le cadre d'une recherche doctorale en convention Cifre chez l'un de ces prestataires (3), cette communication voudrait interroger l'un des paradoxes qui traverse la professionnalisation de cette forme d'intervention sociale. D'un côté, ces professionnels définissent leur mandat à partir de leur capacité à relier des acteurs situés aux extrémités de l'échelle sociale (Béhar, 1998), à tisser des partenariats entre les différents acteurs qui régissent la vie locale (Autès, 1999), et à agir en " neutralité " dans les échanges. De l'autre, ils interviennent dans un cadre contractuel, dans lequel leurs interventions sont tributaires de la définition des problèmes de leurs commanditaires. De fait, leur soumission à leur mandant institue un hiatus entre la rationalité gestionnaire du monde HLM (normaliser le comportement dits " déviants " des locataires) (Demoulin, 2016), et les objectifs de développement social

*Intervenant

qu'ils cherchent à promouvoir (développer les capacités collectives des habitants à faire entendre leur voix auprès des pouvoirs publics). Dès lors, de quelle subjectivation cette intermédiation est-elle le nom ? Dans quelle mesure ces professionnels peuvent-ils contribuer à définir leur professionnalité et assumer leurs principes d'intervention, malgré les contraintes économiques et managériales qui pèsent sur leurs activités ? Disposent-ils d'autres leviers que leurs seules compétences interactionnelles et leur savoir-être pour échapper aux injonctions normalisatrices de leurs commanditaires (Ion, 1998) ? À partir de ce cas de figure, cette communication voudrait ainsi contribuer à la réflexion sur l'(in)dépendance normative et institutionnelle des professionnels de l'intervention sociale.

(1) La professionnalisation désigne " le résultat d'un travail de construction de la compétence, dont le succès est subordonné à (...) une activité d'argumentation auprès de divers publics – communauté culturelle, praticiens, publics scientifiques, usagers, État – visant à construire la prestation comme réponse à un besoin, et la compétence comme nécessaire à la bonne réalisation de la prestation " (Paradeise, 1985, p. 18).

(2) Le développement social urbain promeut une " approche transversale " et une gestion localisée du social appuyée sur la participation des habitants (Bonetti, Allen et Conan, 1991 ; Tissot, 2007).

(3) Menée entre 2014 et 2017 au sein d'une " entreprise associative " (Hély, 2004) d'une vingtaine de salariés, l'enquête de terrain repose sur une ethnographie multi-située comportant à la fois des observations participantes et une centaine d'entretiens avec les parties prenantes du développement social urbain.

Bibliographie

AUTES Michel, 1999, Les paradoxes du travail social, Paris, Dunod, 320 p.

BEHAR Daniel, 1998, " Du terrain au territoire : la politique de la ville ", Informations sociales, 72, p. 26-34.

BLANC Maurice, 1999, " Participation des habitants et politique de la ville ", in Blondiaux Loïc, Marcou Gérard, Rangeon François (dir.), La démocratie locale. Représentation, participation et espace public, Paris, PUF, p. 177-196.

BONACCORSI Julia, NONJON Magali, 2012, " " La participation en kit " : l'horizon funèbre de l'idéal participatif ", Quaderni. Communication, technologies, pouvoir, 79, p. 29-44.

BONETTI Michel, ALLEN Barbara, CONAN Michel, 1991, Développement social urbain stratégies et méthodes, Paris, L'Harmattan, 272 p.

DEMOULIN Jeanne, 2016, La gestion du logement social : l'impératif participatif, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 276 p.

HELY Matthieu, 2004, " Les différentes formes d'entreprises associatives ", Sociologies pratiques, 9, p. 27-51.

ION Jacques, 1998, Le travail social au singulier, Paris, Dunod, 160 p.

PARADEISE Catherine, 1985, " Rhétorique professionnelle et expertise ", Sociologie du travail, 27(1), p. 17-31.

TISSOT Sylvie, 2007, L'État et les quartiers : Genèse d'une catégorie de l'action publique, Paris, Seuil, 308 p

L'engagement bénévole des personnes âgées de 65 ans et plus dans le dispositif de maintien à domicile du Canton de Vaud (Suisse)

Laetitia Stauffer * ¹, Grégory Dessart , Pascal Tanner , Zhargalma Dandarova , Etienne Rochat , Pierre-Yves Brandt

¹ SSP / et Institut des sciences sociales des religions - ISSR, Université de Lausanne – Suisse

La Suisse et son système fédéraliste se caractérisent par une politique gérontologique fragmentée (Hugentobler & al., 2019 ; Pott & Stauffer, 2019). Cependant un large consensus existe, tant auprès des personnes âgées que des professionnel.le.s du domaine médico-social et des politiques publiques, autour de la promotion du maintien à domicile (Hugentobler & al., 2014).

Face à l'hétérogénéité de la population vieillissante (en termes non seulement de leur état de santé (Büla & al., 2011), mais également sociale et religieuse) et aux enjeux centraux de participation sociale et de politique de maintien à domicile le plus longtemps possible, le tiers secteur et le milieu associatif deviennent des acteurs importants pour répondre de manière adaptée aux besoins des personnes âgées (services, activités, projets), avec un fort ancrage local.

Pourtant, les bénévoles du milieu associatif socio-caritatif ont jusqu'à présent peu attiré l'attention des chercheur.e.s quant aux formes de leur contribution dans le soutien social, psychologique, spirituel et religieux aux personnes âgées, alors que leur rôle et le type d'activités dans lesquelles ils et elles s'engagent vont grandissant (Lamprecht & al., 2020), et s'inscrivent dans des coordinations et des répartitions souvent peu formalisées aux côtés des professionnel.le.s des métiers de l'intervention sociale avec lesquel.le.s ils et elles sont amené.e.s à collaborer.

Outre un bénévolat informel, en Suisse, 39 % de la population âgée de 15 ans et plus effectuent un travail bénévole formel au sein d'une association ou organisation. Le taux d'engagement le plus élevé se trouve parmi la tranche d'âge des 60-74 ans : 45% d'entre eux font du travail bénévole ou volontaire formel, et ils et elles sont encore 37% dans la tranche d'âge des 75 ans et plus (ibid).

Certain.e.s auteur.e.s ont mis en lumière le rôle positif de l'intégration sociale - notamment par la participation sociale - des personnes âgé.e.s et ses liens positifs avec l'état de santé et la qualité de vie (Weber & al., 2016 : 87), avec parfois un regard peu critique sur la valorisation de cette participation qui dans une certaine mesure vient s'imposer comme principe normatif du " bien-vieillir ", masquant certaines formes d'inégalités, et faisant des bénévoles une main d'oeuvre non-rémunérée pourtant indispensable afin d'offrir des services adaptés qui ne peuvent être proposés par le seul secteur public, comme l'ont suggéré d'autres auteur.e.s (Raymond & al, 2008 ; Hugentobler & al, 2019).

*Intervenant

Nous menons actuellement une recherche dans le canton de Vaud (Suisse romande) qui porte sur l'engagement de bénévoles âgé.e.s de 65 ans et plus. Une méthode mixte (N=43 entretiens semi-directifs et N= 637 questionnaires) a été mobilisée pour mieux documenter la diversité des formes d'engagement bénévole de personnes âgées actives auprès d'autres âgé.e.s et d'autres populations, leurs motivations, le sens attribué à ces activités, ainsi que si et dans quelle mesure des valeurs - humanistes, religieuses ou autres - jouent un rôle dans cet engagement. Face à la situation sanitaire liée au Covid-19, notre recherche a étendu ses objectifs afin de s'intéresser également à la qualité de vie, aux changements, vécu, difficultés rencontrées et ressources (sociales, psychologiques et religieuses) mobilisables et mobilisées durant cette période.

Dans la présente communication nous présenterons tout d'abord le profil socio-démographique de notre population et les formes de leurs engagements bénévoles, pour éclairer ensuite le potentiel rôle de la religiosité et leurs trajectoires dans cet engagement. Investi.e.s dans des activités de bénévolat, mais également considérés eux-mêmes comme " population à risque " durant la période de pandémie, nous verrons également comment la crise sanitaire a reconfiguré leurs engagements bénévoles et impacté leur existence.

Cette mise en lumière du bénévolat sera enfin l'occasion de contribuer à réfléchir à l'articulation de ce secteur avec celui de l'intervention sociale, et de leur coordination à la frontière du professionnel et du profane.

Büla, C., Beetschen, P., David, S., Gay, C., Goy, R. Giger, T., Santos-Eggimann, B. & Viens Python, N. (2011). Politique cantonale vieillissement et santé (rapport du comité d'experts transmis à Monsieur le Conseiller d'Etat P.-Y. Maillard, 8 décembre 2011), Canton de Vaud

Hugentobler, V., Lambelet, A., Brzak, N. et Manh Ly, S. (2019), Analyse de la politique d'action sociale en faveur des seniors dans les 27 communes de Lausanne Région, Lausanne : EESP

Hugentobler, V., Anchisi, A., Dallera, C. et Strozzege, A. (2014), " Le domicile des personnes âgées en perte d'autonomie : un nouveau " marché " potentiel ", in Nowik, L. et Thalineau, A (dir.), Vieillir chez soi, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 133-150

Lamprecht, M., Fischer, A., & Stamm, H. (2020), Observatoire du bénévolat en Suisse 2020, Zurich et Genève : Ed. Seismo

Pott, M. et Stauffer, L. (2019), Trois parcours de femmes en fin de vie en Suisse, in Le Borgne-Uguen, F., Douguet, F., Fernandez, G., Roux, N. et Cresson, G. (dir.), Vieillir en société. Une pluralité de regards sociologiques, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 261-272

Raymond, É., Gagné, D., Sévigny, A. & Tourigny, A. (2008). La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé. Réflexion critique appuyée sur une analyse documentaire. Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Institut national de santé publique du Québec, Centre d'excellence sur le vieillissement de Québec et Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés de l'Université Laval

eber, D., Abel, ., Ac ermann, ., iedermann, A., rgi, F., Kessler, C., Schneider, J., Steinmann, R. M., Widmer Howald, F. (2016). Santé et qualité de vie des personnes âgées. Bases pour les programmes d'action cantonaux. Berne et Lausanne : Promotion Santé Suisse

Les " relais d'action de quartier " à Bruxelles : la traduction sur le terrain d'un dispositif politique de lutte contre le COVID.

Pauline Feron * ¹, Audrey Vankeerberghen *

1

¹ Fédération des services sociaux – Belgique

Inscrite dans l'axe thématique " Une approche par l'intervention sociale et ses paradigmes contemporains ", cette communication propose d'interroger les transformations des activités et des métiers du secteur social à partir d'un dispositif développé en région bruxelloise (Belgique) dans le but de mieux répondre aux enjeux sociosanitaires liés à la pandémie de la covid19. Ce dispositif a été financé dans le contexte de crise sanitaire actuelle; il a été accompagné par une démarche de recherche-action ; il a été mis en œuvre par le secteur associatif et mobilisé des travailleurs.euses sociaux dans des formats d'intervention qui s'écartent de ceux qu'ils privilégient habituellement. Un des objectifs était de maintenir un lien avec les personnes en situation de précarité, favoriser l'accès aux services et lutter contre le non recours aux aides sociales et aux droits. S'il ne fait désormais plus aucun doute que la crise vient révéler et aggraver des inégalités sociales préexistantes(1), jusqu'où cette crise peut-elle participer à transformer les pratiques d'action sociale ? Des dispositifs financés et expérimentés dans le but de palier l'urgence peuvent-ils se penser dans une temporalité plus longue, devenir un équipement pérenne du travail social à l'échelle régionale, ou encore venir se situer du côté de " l'intervention sociale de fond "(2) et du renouvellement des pratiques ?

Un an après le début de la crise se mettait en place le projet RAQ (pour Relais d'Action de Quartier), déployant 18 travailleurs de terrain, sur 18 quartiers concentrant des difficultés socioéconomiques. Du point de vue de la dépense publique, ce dispositif est en premier lieu justifié par un objectif de prévention sanitaire : la nécessité de renseigner les habitants sur les règles et dispositifs sanitaires en vigueur sur ces territoires. Cependant, du point de vue des acteurs qui portent ce projet, d'autres logiques d'intervention sociales sont explicitement nommées et jugées pertinentes au-delà de la conjoncture sanitaire actuelle. Les missions de ces nouveaux travailleurs sociaux tendent à se définir en référence à une " approche par quartier "(4), à des démarches d'" aller vers ", de développement d'une " ligne 0.5 " (5), ou encore de méthodologies d'intervention " collective " et " communautaire "(6) où les premiers objectifs visés restent de faire relais pour faciliter l'accès de la population bruxelloise aux services existants, et maximiser le recours aux aides et aux droits..

Cette communication propose d'analyser les réflexions qui guident et entourent le développement et l'opérationnalisation de ce format d'intervention. Elle sera empiriquement étayée par les données produites et recueillies dans le cadre des processus de recherche action et d'évaluation du pro-

*Intervenant

jet (journaux de bord des 18 relais d'action de quartier, interventions, compte-rendu d'observations de terrain et de réunions inter-partenariales).

Après avoir situés le contextes d'émergence du dispositif, nous montrerons comment les conditions d'implémentation, les objectifs poursuivis, et la co-construction de balises méthodologiques nécessaires pour cadrer ces nouvelles missions sont venus interroger les professionnels.elles dans leur pratique. Nous soulignerons les cadres temporels pluriels à prendre en considération pour penser des projets d'intervention sociale " hors les murs " et " à l'échelle des quartiers " : nous montrerons que le temps de l'urgence sanitaire (et les politiques de financements " court-termistes " qu'il justifie) se heurtent au temps - plus long - d'une approche de maillage multi-acteurs sur les territoires, et au temps - plus long encore – nécessaire à la constitutions de groupes d'habitants avec lesquels engager un travail communautaire. En conclusion, nous interrogerons l'idée selon laquelle la crise sanitaire et sociale actuelle représente un momentum favorable aux changements de paradigmes (travail sur l'accès et la défense des droits à l'échelle des quartiers et " avec " les habitants " ...) et formulerons quelques hypothèses concernant les conditions qui peuvent permettre que des dispositifs financés en temps de crise passent du statut de réponses conjoncturelles à celui d'équipements structurels.

Références bibliographiques :

BOUQUET B. (2011). " Le temps et les temporalités à défendre dans les politiques sociales et l'intervention sociale ". *Vie sociale*, 4(4), pp. 175-183.

DAMHUIS L., FERON P., MAISIN C., SERRÉ A. (2021), " Le numéro vert social bruxellois. Un outil de plaidoyer pour un meilleur accès aux aides et aux droits ", *L'Observatoire*, N°106, pp.64-68

FERON P., MAISIN C., (2021), Bilan des appels du no vert – 26 octobre 2020 au 29 janvier 2021

MAISIN C., DAMHUIS L. et SERRÉ A. (2020), " La crise n'est pas que sanitaire ", *La revue nouvelle*, 3/2020, pp.80-85.

(1) Pour plus de précisions concernant l'impact du la crise en région bruxelloise, voir notamment (en ligne) : Le virus des inégalités – Alter Echos.

(2) Brigitte Bouquet (2011) insiste sur la nécessité de considérer " l'urgence sociale " et " l'intervention sociale de fond " comme " deux temporalités complémentaires ", au contraire d'une tendance contemporaine qui fait de l'urgence le seul principe d'action valable, et le seul fondement de l'action sociale.

(3) Voir MAISIN C., DAMHUIS L. et SERRE A. (2020).

(4) La création récente d'un groupe de travail nommé " approche quartier ", alimenté par différents acteurs des secteurs social-santé, témoigne d'une tendance plus générale.

(5) L' " aller vers " ou " outreach " repose sur l'idée de sortir des limites habituelles de son champ d'action classique en vue d'aller à la rencontre des populations qui ont un accès plus difficile aux soins ou aux services. La fonction 0.5 caractérise un accompagnement qui démarre ou se situe en amont de la 1ère ligne classique).

(6) " Travail communautaire " ou " action communautaire " est nommée " intervention sociale d'intérêt collectif " en France.

Pratiques d'Orientation Clinique en Travail Social

Sébastien Ponnou * 1

¹ Centre interdisciplinaire de recherche normand en éducation et formation (CIRNEF) – Université de Rouen Normandie : EA7454, IUT d'Evreux – Place Emile Blondel, 76130 Mont-Saint-Aignan / Esplanade de la paix, CS 14032, 14032 Caen cedex 5, France

Pratiques d'Orientation Clinique en Travail Social

Clinical Based Practice in Social Work

Le travail social est un secteur polysémique marqué par la diversité de ses publics, de ses acteurs, de ses institutions, de ses prismes théoriques et praxéologiques. Cette diversité a longtemps été considérée comme une richesse, témoignant de la complexité à l'œuvre dans les pratiques sociales. Mais depuis le début des années 1980-1990, elle est également perçue comme un facteur d'incertitude : insistant sur un manque supposé de scientificité dans le champ de l'intervention sociale, plusieurs acteurs universitaires et institutionnels internationaux ont soutenu le déploiement d'une *Pratique Basée sur des Données Probantes en Travail Social - Evidence Based Practice In Social Work* (EBP) dont l'objectif consiste à collecter des données de recherche de manière à orienter les pratiques des travailleurs sociaux et d'en accroître l'efficacité (Guilgun, 2005; McNeece & Thyer, 2004; Proctor, 2002; Sheldon, 2001). Les approches EBP ont récemment fait l'objet d'intenses controverses de la part de plusieurs auteurs argumentant le risque de standardisation des pratiques sociales réduites à une série de protocoles et soumises à des logiques économiques et managériales. (Webb, 2001; Reynolds, 2008; Couturier & Carrier, 2003). Mais aucune de ces critiques n'a conduit au développement de perspectives alternatives au modèle EBP, susceptibles de répondre conjointement à l'incertitude relative à toute relation d'aide, ainsi qu'aux enjeux scientifiques contemporains de l'intervention sociale.

En France, les professionnels et les chercheurs s'inquiètent également du risque de marchandisation, de technocratisation et de standardisation des pratiques sociales, cependant les modèles de type EBP n'y ont trouvé qu'un relai limité. Cette situation s'explique notamment au regard de l'histoire du travail social en France (Chauvière, 2009), où l'influence des approches biomédicales du handicap, des troubles mentaux ou des inadaptations est fortement contrebalancée par des conceptions psychosociales - en particulier les approches cliniques en sciences humaines et sociales (SHS). Ces approches cliniques irriguent les pratiques, les dynamiques institutionnelles et la formation des travailleurs sociaux. Elles sont constitutives des discours et tiennent une part importante dans l'identité professionnelle des acteurs du secteur. Reconnue comme champ propre en psychologie, sociologie, anthropologie, ou sciences de l'éducation (Blanchard-Laville, 1999 ; Blanchard-Laville & al., 2005 ; Canguilhem, 1966 ; Cifali, Guist-Desprairies & al., 2005 ; De Gaulejac, Guist-Desprairies, Massa & al., 2013 ; Foucault, 1963 ; Jaeger, 2014 ; Niewiadomski, 2012 ; Ponnou, 2016 ; Revaut d'Allones & al., 1989 ; Rocheix, 2010), la clinique revêt aujourd'hui

*Intervenant

un caractère polysémique en fonction des prismes théoriques, pratiques, méthodologiques, ou des terrains de recherche auxquels elle s'applique. Or la transversalité et la diversité des références aux approches cliniques dans les différents domaines de l'intervention sociale nous semblent des leviers pertinents pour soutenir une approche scientifique susceptible de mettre en lumière les théories et les pratiques du sens propres aux métiers du soin, de l'éducation et du social.

Afin d'illustrer ces perspectives, cette communication articulera deux séries de recherches aux longs cours :

- La première articule une série d'études critiques des approches biomédicales et standardisée de l'hyperactivité/TDAH, et soutient la nécessité de la psychanalyse et des pratiques cliniques dans l'accueil et la prise en compte de la parole de l'enfant et de ses parents (Ponnou 2021 ; Ponnou & Carneiro, 2022).

- La seconde concerne la subversion des dispositifs d'évaluation des pratiques et des institutions médicosociales via l'usage de dispositifs cliniques inspirés de la psychanalyse et de l'anthropologie (Ponnou, Lemoine & al, 2018 ; Ponnou & Lemoine, 2021).

Ces apports doivent permettre de discuter les coordonnées théoriques, pratiques, éthiques et méthodologiques d'une Pratique Fondée sur des Données Cliniques en Travail Social/Clinical Based Practice in Social Work comme alternative aux conceptions néopositivistes et libérales de la relation d'aide (Ponnou & Niewiadomski, 2020). Le travail des frontières y sera interrogé selon trois modalités principales :

- Impasses des approches Evidence Based *versus* perspectives cliniques ;

- L'articulation des dispositifs de recherche et des pratiques de terrain ;

- Les articulations paradigmatiques, disciplinaires et praxéologiques.

Bibliographie indicative

Blanchard-Laville C., Chaussecourte P., Hatchuel F., & Pechberty B. (2005) Recherches cliniques d'orientation psychanalytique dans le champ de l'éducation et de la formation. *Revue Française de Pédagogie*, no 151, pp. 111-162.

Blanchard-Laville C. (1999) L'approche clinique d'inspiration psychanalytique : enjeux théoriques et méthodologiques. *Revue française de pédagogie*, no 127, pp.9-22.

Canguilhem, G. (1966). *Le normal et le pathologique*. Paris : PUF.

Cifali M., Giust-Desprairies F. et al. (2006) *De la clinique. Un engagement pour la formation et la recherche*. Paris : De Boeck.

Couturier Y. & Carrier, S. (2003) Pratiques fondées sur les données probantes en travail social: un débat émergent. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 16(2), pp. 68-79.

De Gaulejac V., Giust-Desprairies F., Massa A. & al. (2013) *La recherche clinique en sciences sociales*. Toulouse : Érès,

Foucault M. (1963) *Naissance de la clinique*. Paris : PUF.

Gilgun, J. F. (2005). The four cornerstones of evidence-based practice in social work. *Research on Social Work Practice*, 15(1), 52-61.

Jaeger M. (Dir.) (2014) *Le travail social et la recherche - conférence de consensus*. Malakoff : Dunod.

Mc Neece C. A. & Thyer, B. A. (2004) Evidence-based practice and social work. *Journal of evidence-based social work*, vol. 1, n°1, 7-25.

Niewiadomski C. (2012) *Recherche biographique et clinique narrative : entendre et écouter le sujet contemporain*. Toulouse : Érès.

Ponnou, S. (2020). Hyperactivité/TDAH: trouble scandale. *Le sociographe*, (4), 79-93.

Ponnou, S. (2016). *Le travail social à l'épreuve de la clinique psychanalytique*. Paris : L'Harmattan.

Ponnou, S. & Carneiro, C. (Dir.). (2022 - sous presse). *A l'écoute des enfants hyperactifs : le pari de la psychanalyse*. Nîmes : Champs Social Éditions.

Ponnou, S. & Lemoine, M. (2021 - sous presse). Subvertir les dispositifs d'évaluation des institutions médicosociales : approche clinique et anthropologique. *Pensée Plurielle*.

Ponnou, S., Lemoine, M., Bartkowiak, N., Fougères, N., & Pala, D. (2018). Récit d'un partenariat institution-université pour produire des connaissances partagées. *Sociographe*, (4), I-XII.

Ponnou, S. & Niewiadomski, C. (Dir.) (2020). *Pratiques d'Orientation Clinique en Travail Social*. Paris : L'Harmattan.

Proctor E.-K. (2002) Social work, school violence, mental health, and drug abuse: a call for evidence-based practices. *Social Work Research*, 2002, vol. 26, n°2, 67-69.

Revault d'Allonnes, C., Assouly-Piquet, C., Slama, F. B., Blanchet, A., & Douville, O. (1989). *La démarche clinique en sciences humaines: documents, méthodes, problèmes*. Dunod.

Rocheix J.-Y. (2010) Approches cliniques et recherche en éducation. Questions théoriques et considérations sociales. *Recherches et formations*, n°65, pp. 111-122.

Sheldon, B. (2001). The validity of evidence-based practice in social work: A reply to Stephen Webb. *The British Journal of Social Work*, 31(5), 801-809.

Webb S.-A. (2001) Some Considerations on the Validity of Evidence-Based Practice in Social Work. *British Journal of Social Work*, vol. 31, n°1, 57-79.

” Le travail social auprès de personnes qui exercent la prostitution : quelles spécificités politiques ? ”

Charlotte Maisin * ¹, Lotte Damhuis *

¹ Fédération des services sociaux – Belgique

Axe thématique pressenti :

- " Une approche par l'intervention sociale et ses paradigmes contemporains "

La communication proposée s'appuie sur une recherche en cours en Belgique depuis mars 2019. En collaboration avec des services sociaux généralistes qui s'adressent à des personnes exerçant des formes de prostitution (Vandecandelaere, 2019), le projet a pour objectif de mettre au jour la mécanique des difficultés d'accès aux aides et aux droits de ces publics et les questions qu'elle pose à l'intervention sociale.

La particularité du travail du sexe/de la prostitution en Belgique est qu'il s'inscrit dans un flou juridique qui place les personnes qui le pratiquent dans des tensions qui rendent leur recours aux aides et aux services – sociaux, financiers, juridiques et de santé – compliqué (André, 2020). D'un point de vue pénal, la prostitution est autorisée, mais les activités qui l'entourent (publicité, exploitation, etc.) constituent des délits. Tandis que, par ailleurs, le droit social ne considère pas l'activité comme une activité " de travail ", ce qui rend tout recours à une aide juridique non-relevante. L'activité prostitutionnelle constitue par ailleurs pour une partie des personnes une façon de survivre face à des situations de (plus ou moins grande) précarité (Matthieu, 2002). La question prostitutionnelle vient, en somme, souvent se greffer à des problématiques migratoires et de statut de séjour, des situations de pauvreté et de précarité, des problèmes de consommation toxicomaniaque.

Sur fond de ce contexte juridique, financier et social, l'intervention sociale auprès de ces personnes se pose dès lors en des termes spécifiques. En effet, la prostitution fait l'objet d'une stigmatisation qui constitue une barrière supplémentaire dans la mécanique d'accès à certaines aides avec laquelle les travailleuses et travailleurs sociaux doivent composer. L'activité prostitutionnelle peut par ailleurs poser des difficultés qui justifient une prise en charge particulière (les aspects médicaux/de santé liés à l'activité, les violences et conditions de travail compliquées, etc.). Toutefois, certaines questions qui se posent au travail social qui se fait au côté des personnes prostituées se posent aussi pour les publics des services sociaux, en général. En effet, les personnes prostituées qui fréquentent les services sociaux spécialisés sur la question viennent aussi et avant tout avec des demandes qui concernent – comme d'autres bénéficiaires des services sociaux – des problématiques liées à leur situation de précarité (telles que le logement, les difficultés administratives, de santé, etc).

*Intervenant

La communication pose la question des transformations dans l'intervention sociale, et notamment de la dimension politique que ces transformations peuvent prendre, à partir de deux études de cas approfondies dans le cadre de cette recherche. Il s'agit de projets mis en œuvre par des services sociaux bruxellois et wallons qui proposent des approches relativement disruptives dans le travail social généraliste.

Le projet " PReP " est un projet pilote d'accès à un traitement prophylactique VIH pour les hommes en situation administrative irrégulière ayant des relations sexuelles (tarifées) avec d'autres hommes (Reeves & al., 2017). Via des collaborations intersectorielles entre acteurs du social privé et public et de la santé permettant de créer un " réseau personnalisé ", l'objectif est de faciliter l'accès à ce traitement, là où il est généralement compliqué (lourdeur administrative des démarches, délais longs, confrontation aux inégalités d'accueil des demandes par les centres publics d'action sociale, etc.) et d'inscrire la personne dans un réseau d'aide " sécurisé " qui permet, notamment, qu'une politique de prévention (médicale et sociale) puisse se déployer.

Le deuxième projet est une enquête par questionnaire réalisée auprès des travailleur.se.s du sexe par trois associations bruxelloises d'aide et de soutien. L'enquête avait pour objectif de faire une photographie de l'impact de la crise sanitaire sur leurs situations sociale et financière ainsi que sur le degré de détresse sociale et psychologique vécue. Cette enquête montre également en quoi l'accès aux aides, aux services et aux traitements médicaux a été mis à mal pendant les périodes de confinement, plaçant les personnes dans des conditions de vie risquées, notamment quand des reports de traitement ont eu lieu et quand des pratiques à risque ont été adoptées dans le but d'assurer un peu de revenus.

Ces deux projets ont pour point commun de s'inscrire en parallèle et en complémentarité de ce qu'on pourrait appeler le " core business " du travail social proposé par ces services sociaux, qui s'inscrit dans une approche de " réduction des risques " défendue depuis une trentaine d'années (Andrea, 2013). Ces missions se déclinent entre accompagnement dans les démarches administratives et d'accès aux aides, services médicaux adaptés à l'activité de prostitution et aux situations de grande précarité, offre d'un accueil et d'un espace d'écoute sécurisé et bienveillant pour venir déposer les difficultés (Damhuis et Maisin, 2019). Les projets s'inscrivent dès lors dans la continuité de cette démarche qui, tout en travaillant sur l'accès aux soins et aux aides élémentaires, favorise une réintégration dans le droit commun et revêtent une dimension politique – qui s'illustre par un " pragmatisme militant " des travailleurs sociaux.

En nous appuyant sur un cadre d'analyse à la croisée de l'analyse des politiques sociales, de la sociologie de la prostitution et d'une approche pragmatique de l'intervention sociale, nous proposons de raconter ces projets en mettant en lumière ce que la prostitution et ses réalités multiples font (faire) au travail social et ses professionnel.le.s. Seront notamment soulignés les spécificités du travail social lorsque l'on s'échine à composer avec la " réduction identitaire " (McCall, 2015) de " prostitué.e " dans les interactions avec les interlocuteurs du social/santé ainsi que la question de savoir comment la démarche de photographie statistique des situations des personnes prostituées peut ou non participer au jeu des acteurs politiques qui veulent " gouverner par les nombres " (Desrosières, 2008).

En filigrane, ce sont les nouveaux contours et formes d'expression de la dimension politique du travail social qui seront proposés à la discussion.

Bibliographie indicative :

André S. (2020), *La prostitution dans la cité. Enjeux juridiques et sociaux*, Limal, Anthémis.

Andrea C et al (2013), *Histoire et principes de la réduction des risques, entre santé publique et changement social*, Paris, Médecins du Monde.

Damhuis L. et Maisin C. (2019), " Un accompagnement comme un autre ? Travail social et prostitution ", *Les Cahiers de la recherche'action*, n°8, Bruxelles, Fédération des Services Sociaux.

Desrosières A. (2008), *Gouverner par les nombres. L'argument statistique II*, Paris, Presse des Mines.

Mathieu L. (2002), " La prostitution, zone de vulnérabilité sociale ", *Nouvelles Questions Féministes*, N°2, vol. 21 pp.55-75

Mathieu L. (2015), *Sociologie de la prostitution*, Paris, La Découverte.

McCall C. et al (2015), " Inégalités sociales et insécurité alimentaire. Réduction identitaire et approche globale ", *Revue du CREMIS*, vol.8, n°2, p28-34.

Reeves A. et al (2017), " National sex work workers : an ecological regression analysis of 27 European countries ", *The Lancet*, Volume 4, n°3, p. 134-140.

Ravon B. et Ion J. (2005), *Les travailleurs sociaux*, Paris, La Découverte.

Vandecandelaere H. (2019), *En vraag niet waarom. Sekswork in België*, Berchem, EPO.

Sexualité et estime de soi : un discours professionnel visant à renforcer l'empowerment des jeunes femmes ou reproduction de l'ordre du genre ?

Myrian Carbajal * ¹, Annamaria Colombo *

2

¹ HES-SO Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale - Haute école de travail social Fribourg (HETS-FR) – Suisse

² HES-SO Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale - Haute école de travail social Fribourg (HETS-FR) – Suisse

La thématique de la sexualité dans le cadre de la relation socio-éducative auprès des jeunes soulève d'une part la question de la légitimité des professionnel.e.s du travail social pour aborder ce sujet et, d'autre part, des compétences de ces professionnel.e.s en la matière. Si le positionnement de ces professionnel.e.s face à la sexualité, n'est de loin pas aisé, il se complexifie davantage lorsqu'il s'agit des pratiques juvéniles associant sexualité et échanges sexuels.

La recherche suisse " Sexe, relations... et toi ? " (2015-2017) (Colombo et al., 2017) mandatée par la Fondation Oak, a permis d'approfondir cette réalité. Dirigée par une équipe de la Haute école de travail social Fribourg (HETS-FR), elle a étudiée les transactions sexuelles impliquant des jeunes en Suisse en s'intéressant autant au point de vue des jeunes de 14 à 25 ans engagé.e.s dans des transactions sexuelles qu'à celui des professionnel.le.s responsables du suivi socio-éducatif de ces jeunes. La notion de transaction sexuelle est définie comme toute expérience d'ordre sexuel (et non seulement les rapports pénétratifs) associée à un échange financier, matériel et/ou symbolique. Il peut s'agir, par exemple, de (se faire) offrir un verre ou de l'argent, d'être accepté.e dans un groupe ou encore de s'échanger des photos érotiques. Par l'adoption d'une définition large des transactions sexuelles ainsi que par la mise en place d'une méthodologie mixte(1), elle se distingue d'autres recherches menées dans des pays occidentaux dont la plupart abordent le sujet dans une perspective épidémiologique (Lavoie et al., 2010 ; Fredlund et al., 2013) et/ou l'associent à des pratiques de type prostitutionnel (van de Walle et al., 2012).

Cette communication se focalise sur le point de vue des professionnel.le.s. Afin de repérer des représentations communes (Krueger, 1998) des transactions sexuelles et des pratiques d'intervention, 5 focus groups constitués de 6 à 8 personnes (33 au total) ont été réalisés en Suisse romande (3), en Suisse allemande (1) et en Suisse italienne (1). La communication analysera plus précisément comment l'hétéronormativité (Butler (2005 (1999)) traverse leurs représentations tout

*Intervenant

en délimitant comme centre de leur intervention les comportements des jeunes femmes. Associées à une forme de prostitution, parfois liées à la consommation excessive d'alcool et des drogues, les transactions sexuelles sont considérées par la plupart comme des comportements " à risque " dont les femmes, notamment celles de classes défavorisées et/ou racisées, sont désignées comme des principales victimes. Les sexualités féminine et masculine sont représentées comme différentes, complémentaires et hiérarchisées ; alors que la sexualité masculine apparaît comme prépondérante, celle des femmes est source de préoccupation et fait l'objet des discours et actions visant sa protection.

Parallèlement, la notion d'estime de soi est largement mobilisée par les professionnel.le.s. Elle est présentée comme un facteur de protection face à l'engagement dans des transactions sexuelles car elle offre la capacité à explorer tout en étant capable de poser des limites. Toutefois, l'estime de soi contribue à l'occultation d'autres rapports sociaux, tels que la classe sociale et la race traversant les expériences des jeunes (Amaouche, 2010 ; Wilkins et Miller, 2016 ; Chmielewski, Tolman, Kincaid, 2017) tout en responsabilisant les jeunes femmes de leurs comportements. En faisant appel à la responsabilité des femmes, les pratiques professionnelles, tendent à reproduire l'ordre de genre, plutôt que de contribuer à un renforcement du pouvoir des jeunes femmes.

Références bibliographiques

Amaouche, M. (2010). 2. France. Invisibles et indicibles sollicitations : jeunes hommes pratiquant de nos jours la prostitution dans une gare parisienne. Dans V. Blanchard,

Le Crebis, faire de l’alliance de la recherche et l’intervention sociale une réalité par la création d’une interface dédiée

Marjorie Lelubre * ¹

¹ CENTRE DE RECHERCHE DE BRUXELLES SUR LES INEGALITES SOCIALES (crebis) – Belgique

Notre propos s’ancre dans la création, en décembre 2019, d’un nouveau centre de recherche, le Crebis (Centre de recherche de Bruxelles sur les inégalités sociales), dont la spécificité repose sur un double ancrage, académique, d’abord, avec une coordination scientifique assurée par les représentants de deux centres de recherche universitaires, mais aussi et surtout, de terrain, par le biais de ses deux associations fondatrices, Le Forum-Bruxelles contre les inégalités et le CBCS (Conseil bruxellois de coordination sociopolitique). Ces associations sont deux acteurs de deuxième ligne actifs dans la mise en réseau des services du secteur social-santé à Bruxelles par le biais d’analyses, de transfert de connaissances, la mise en place et le soutien de projets d’innovations sociale et d’interpellations politiques en lien avec la lutte contre les inégalités.

La mise en place de ce centre de recherche est issue d’un constat commun porté par ses fondateurs : une distance grandissante entre les mondes de la recherche et de l’intervention sociale, avec en corollaire des recherches désincarnées et donc, en manque de légitimité aux yeux des intervenants de terrain. Et parallèlement, une demande de ces mêmes professionnels de pouvoir mieux comprendre, interpréter ces nouveaux défis auxquels la lutte contre les inégalités sociales les expose chaque jour, difficultés particulièrement accrues par la crise sanitaire que nous venons de traverser et dans laquelle les populations les plus vulnérables ont été les plus touchées.

Par ses différentes activités, le Crebis ambitionne donc de rendre les frontières entre ces deux cultures professionnelles plus poreuses, avec le parti pris que cette collaboration sera le socle de changements sociétaux profonds. En effet, pour les fondateurs du Crebis, il s’agit de défendre et promouvoir une nouvelle façon de (co) produire de la connaissance pour qu’elle puisse concrètement déployer ses effets sur le terrain. Le Crebis entend inscrire son action dans les principes d’une recherche collaborative (Bourassa, B. et Boudjaoui, M., 2012 ; Les chercheurs ignorants, 2015) et engagée (Chevalier J. et Buckles D. (2009) ; Nicolas-Le Strat, 2018). Notre ligne conductrice s’appuie sur la reconnaissance et la non-hiérarchisation des savoirs (professionnel, théoriques et expérientiels) dans un but de justice sociale et de démocratisation de la science (Carrel, 2017). Lutter contre les injustices épistémiques (Fricker, 2007) au profit d’une épistémologie pluraliste (Rhéaume, 2007) est au cœur de la création du Crebis. En d’autres termes, nous sommes persuadés qu’au-delà de la (co)production de connaissances, la recherche collaborative porte en elle un engagement sociétal, une responsabilité collective pour défendre une société plus juste, plus égalitaire.

*Intervenant

Après bientôt deux ans de fonctionnement, l'objet de cette communication est de pouvoir partager nos premiers constats mais aussi et surtout, d'interroger les nombreux défis que pose cette tentative de rapprocher ces deux mondes alors que les codes, le langage et les référentiels propres à chacun tendent à les séparer encore plus.

Au départ de nos différents terrains situés au sein du secteur social-santé à Bruxelles, nous souhaitons témoigner de l'enthousiasme des professionnels de terrain à prendre part à l'aventure que propose le Crebis – enthousiasme que nous associons notamment à l'ancrage et la réputation de ses deux associations fondatrices - mais également aux réelles contraintes qui pèsent sur cette volonté des professionnels de terrain de prendre un rôle actif dans les recherches qui les concernent. En plus d'un manque de temps évident, des conditions d'exercice de leur métier, ce sont aussi des professionnels en manque de reconnaissance, qui ne disposent que de trop peu d'arènes pour formaliser et faire reconnaître leur savoir que nous rencontrons sur nos terrains. Nous souhaitons interroger en quoi un partenariat étroit avec les chercheurs peut être en mesure de redonner une place centrale aux professionnels dans la production de connaissances et leur pleine appropriation, et in fine, leur permettre de (re)prendre un rôle dans la construction des politiques publiques qui les concernent.

Références

Bourassa B . & Boudjaoui M., (2012) Des recherches collaboratives en sciences humaines et sociales (SHS) : Enjeux, modalités et limites. Broché.

Carrel, M., Loignon, C., Boyer, S. & De Laat, M. (2017). Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs entre personnes en situation de pauvreté, praticien.ne.s et universitaires : retours sur la recherche ÉQUIsanTÉ au Québec. *Sociologie et sociétés*, 49 (1), 119-142

Chevalier J. et Buckles D. (2009). SAS2 guide sur la recherche collaborative et l'engagement social. Broché

Fricke, M. (2007), *Epistemic Injustice*, Oxford, Oxford University Press

Les chercheurs ignorants (dir.). (2015). Les recherches-action collaboratives. Une révolution de la connaissance, Presses de l'EHESP.

Nicolas-Le Strat, P. (2018). *Quand la sociologie entre dans l'action*, Saint Germain sur Ille, Editions du commun.

Rhéaume, J. (2007). L'enjeu d'une épistémologie pluraliste. Dans : Vincent de Gaulejac éd., *La sociologie clinique* (pp. 57-74). Toulouse, France.

Les moments de coprésence parents-enfants-professionnels dans le champ de la protection de l'enfance : un dispositif fécond mais difficile à habiter

Kim Stroumza * ¹

¹ Haute école de travail social de Genève HES-So – Suisse

Comment font les professionnels dans le champ de la protection de l'enfance pour répondre à la fois aux injonctions de protection de l'enfant et d'une plus grande participation des enfants et des parents aux interventions qui les concernent ? Dans une démarche d'analyse de l'activité en partenariat avec les professionnels, notre recherche a permis de modéliser deux manières pour les professionnels d'habiter des moments de coprésence parents-enfants-professionnels en appui sur des activités de l'ordre du quotidien. Nous présenterons ces deux modalités, et comment la deuxième (plus heuristique au regard des enjeux actuels de ce champ) nécessite de modifier des idées du champ sur l'apport des activités de l'ordre de l'ordinaire et la notion d'autodéterminationl

*Intervenant

Des frontières sociocognitives de l'intervention sociale - Repenser l'action professionnelle avec les personnes directement concernées

Eve Gardien * ¹

¹ Espaces et Sociétés (ESO) – Université de Rennes II - Haute Bretagne – France

Cette proposition de communication propose de discuter la question des frontières sociocognitives (Gardien, 2021). Le propos portera sur les écarts d'expérience vécue entre les professionnels du travail social et les personnes accompagnées dans des situations qui pourraient par ailleurs sembler partagées. L'analyse se poursuivra et tentera d'éclairer les effets de ces écarts récurrents d'expérience sur la perception des problèmes à résoudre et des solutions à donner dans l'objectif de faciliter l'inclusion du plus grand nombre à notre société. Cette communication se terminera par des propositions concernant l'intérêt des savoirs expérientiels des personnes accompagnées dans la conception de l'offre de services et le design des pratiques professionnelles (Davidson, 2010).

*Intervenant

Impacts du contexte territorial sur les pratiques professionnelles en protection de l'enfance

Juliette Halifax * ¹, Eugénie Terrier *

2

¹ APRADIS - Association pour la Professionnalisation, la Recherche, l'Accompagnement et le Développement en Intervention Sociale – Association, Association – France

² ASKORIA – Association – France

Cette proposition de communication s'appuie sur une recherche (2019-2020) portant sur la dimension territoriale de la protection de l'enfance (Coulton *et al.*, 2007 ; Fréchon *et al.*, 2013 ; Dufour *et al.*, 2015 ; Guy, 2015 ; Terrier & Halifax, 2017) et s'intéresse plus particulièrement aux impacts du lieu d'intervention sur les pratiques professionnelles de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Le territoire étant un système complexe (Moine & Sorita, 2015) constitué de plusieurs dimensions (physique, sociale, historique, économique, politique, culturelle), il ne s'agit pas ici d'analyser de manière exhaustive l'ensemble des effets de lieu mais plutôt de présenter les impacts de certaines contraintes/opportunités liées aux caractéristiques du territoire d'intervention (urbanité/ruralité, proximité ou éloignement des établissements/services de la protection de l'enfance, caractéristiques des familles, systèmes d'acteurs).

En partenariat avec la Direction Enfance-Famille d'un département de l'Ouest de la France, la recherche s'est appuyée sur une méthodologie mixte croisant enquête qualitative et analyse statistique. Vingt-neuf travailleurs sociaux de l'ASE de différents métiers ont été interviewés : six focus-groupes de cinq à sept intervenants ont été organisés sur six territoires d'intervention sociale sélectionnés à partir d'une typologie (urbains, mixtes, ruraux). Parallèlement aux données qualitatives, des données quantitatives ont été collectées afin, d'une part, de confronter les ressentis professionnels aux données statistiques localisées, et d'autre part, de réaliser des analyses statistiques territoriales. Ces données portent sur quatre domaines différents : les informations préoccupantes, les mesures d'aide sociale à l'enfance, les ressources de protection de l'enfance en termes de professionnels et de places d'accueil et des données de population générale.

Même si les intervenants sociaux étaient nombreux à considérer qu'il n'y a pas vraiment de différences entre les territoires en ce qui concerne les situations des familles accompagnées, l'analyse croisée a pu montrer des **spécificités territoriales en termes de problématiques socio-familiales** avec inévitablement des effets pour les pratiques. La plupart des facteurs de risque connus en protection de l'enfance comme la précarité, l'isolement des familles monoparentales, les conflits conjugaux ou encore les difficultés d'ordre psychologique/psychiatrique (Clément *et al.*, 2018) sont en effet présents sur tous les territoires mais la probabilité de les rencontrer peut différer d'un espace à l'autre. C'est ainsi que les **territoires urbains**, particulièrement ceux situés

*Intervenant

dans les quartiers les plus pauvres, se caractérisent par une plus forte probabilité d'accompagner des familles monoparentales issues de l'immigration, pauvres et sans emploi. La prise en compte des spécificités culturelles en matière d'éducation ou encore l'accueil et l'accompagnement des familles étrangères sans droit amènent de nombreuses questions pour ces professionnels des quartiers urbains. Par ailleurs, selon certain.e.s intervenant.e.s, la proximité géographique avec les familles dans ces quartiers peut avoir un effet moteur pour " l'affiliation " avec les personnes mais peut aussi parfois être facteur de tensions. Ceci fait écho à l'idée qu'il y aurait un rapport différent à l'aide sociale selon les types de territoire : le fait que le " non-recours " serait plus important en milieu rural a par exemple été mis en avant dans plusieurs études et dans d'autres champs que la protection de l'enfance (Deville, 2015). Pour les **territoires ruraux**, le quotidien des travailleurs sociaux de l'ASE est fortement rythmé par les interventions à domicile parfois présentées comme insécurisantes et aussi par un accompagnement plus fréquent des déplacements des jeunes et des parents en difficulté de mobilité pour se rendre aux activités et aux rendez-vous. Les **territoires périurbains** quant à eux se caractérisent par une plus grande mixité sociale. Les professionnels de ces territoires évoquent le difficile repérage des situations de négligence et de maltraitance parmi les familles plus aisées ainsi que les enjeux quant à leur accompagnement. Par ailleurs, l'évolution de la composition socio-démographique de ces territoires, liée en partie à la construction de nouveaux logements sociaux, entraîne un changement des " publics " avec des situations de plus en plus similaires à celles rencontrées en ville, ce qui vient " bousculer " les pratiques.

Les inégalités spatiales en termes de ressources impactent fortement les pratiques professionnelles. L'analyse territoriale des places d'accueil fait en effet apparaître des contrastes très importants, que cela soit en nombre ou en types de places. Le déficit de places d'accueil par rapport au nombre d'enfants confiés à l'ASE est plus important sur les territoires urbains que sur les territoires ruraux. Même si les places en hébergement collectif sont plus nombreuses dans les territoires urbains, les places d'accueil familial, qui représentent trois quarts des places d'hébergement dans le département étudié sont plus présentes au sein des territoires ruraux. Les entretiens ont révélé que le facteur géographique restait déterminant pour la demande et l'attribution des places et que les professionnels étaient souvent confrontés au dilemme entre la " juste proximité " ou le " juste accueil ". Par ailleurs, les différences territoriales mises en avant par les intervenants ont aussi beaucoup concerné la **présence ou non de partenaires ou de lieux-ressources/relais** " sur leurs territoires d'intervention. Il est intéressant de souligner que même si les territoires urbains sont considérés comme privilégiés à cet égard, des limites ont été repérées quant à la concentration spatiale de nombreux acteurs en ville provoquant des difficultés de repérage et de coordination entre organisations et intervenants. La moindre présence de ressources dans les milieux ruraux est vécue comme un facteur limitant en termes de prévention et de prise de relais, mais est aussi présentée comme un facteur favorisant l'interconnaissance et le " travail ensemble ".

Enfin, la recherche a montré que la confrontation à un très grand nombre de familles en grande difficulté sociale sur un même territoire avait comme effet une hausse du seuil de tolérance quant à l'**évaluation du danger** ou du risque de danger. Il est apparu au fur et à mesure de l'enquête que les **décisions de mesures** sont fortement déterminées par la tension entre la concentration et/ou l'augmentation des difficultés sociales et familiales sur le territoire et le niveau de saturation des dispositifs sur ce même territoire.

Bibliographie

Clément Marie-Ève, Gagné Marie-Hélène, Hélie Sonia, " La violence et la maltraitance envers les enfants ", in Gouvernement du Québec, Rapport québécois sur la violence et la santé, 2018

Coulton Claudia J., Crampton David S., Irwin Molly, C. Spilsbury James, E. Korbin Jill, " How neighborhoods influence child maltreatment: A review of the literature and alternative pathways ", *Child Abuse & Neglect*, Volume 31, Issues 11–12, 2007, pp. 1117-1142

Deville Clara, " Le non-recours au RSA des exploitants agricoles. L'intégration professionnelle comme support de l'accès aux droits ", *Politiques sociales et familiales*, n° 119, mars 2015, pp. 41-50

Dufour Sarah, Lavergne Chantal, Ramos Yuddy, " Relations spatiales entre les caractéristiques des territoires et les taux d'enfants de groupes ethnoculturels signalés à la protection de la jeunesse ", *Canadian Journal of Public Health / Revue Canadienne de Santé Publique*, n° 106 (7), 2015

Fréchon Isabelle, Robette Nicolas, " Les trajectoires de prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance de jeunes ayant vécu un placement ", *Revue française des affaires sociales*, 2013, pp. 122-143

Guy Fleur, " La mobilité des adolescents en situation de placement dans le Rhône. L'espace, enjeu d'une action sociale ". Géographie. Université Lyon 2 Lumière, 2015

Minary Jean-Pierre, " Contextes de vie, précarité et protection de l'enfance ", in Boutanquoi M. (coord.), *Interventions sociales auprès de familles en situation de précarité*, Paris : L'Harmattan (Collection Savoir et Formation), 2011, pp. 73-99

Moine Alexandre, Sorita Nathalie, *Travail social et territoire. Concept, méthode, outils*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2015

Terrier Eugénie, Halifax Juliette, " Approche territoriale de la protection de l'enfance. Quelles spécificités des espaces urbains, ruraux et périurbains ? ", *Le Sociographe*, Hors-série n° 10 " La protection de l'enfance ", 2017, pp. 61-83

L'approche Territoriale Chez Les Travailleurs Sociaux : Représentations, Formations Et Pratiques Professionnelles

Eugénie Terrier * ^{1,2}, Alexandre Moine *

³, Cécile Defois *

⁴, Virginie Perherin *

⁴, Xavier Fournier *

⁴, Claire Régnier *

^{7,6,5}, Fleur Guy *

⁸, Isabelle Fiand *

⁹, Marie-Elisabeth Cosson *

9

¹ Askoria – Ministères des solidarités et de la santé – France

² Espaces et Sociétés – Université de Rennes : UMR6590 – France

³ Théoriser et modéliser pour aménager (UMR 6049) – Université de Franche-Comté – France

⁴ Pôle Territoires et services de proximité – Département Ile-et-Vilaine – France

⁷ Laboratoire LASA - EA 3189 – Université de Bourgogne-Franche-Comté – France

⁶ Laboratoire ThéMA - UMR 6049 CNRS – Université de Bourgogne-Franche-Comté – France

⁵ IRTS de Franche-Comté – Ministère des Solidarités et de la Santé – France

⁸ Ocellia – Ministère des Solidarités et de la Santé – France

⁹ Askoria – Ministère des Solidarités et de la Santé – France

Ce symposium vise à créer un espace d'échanges et de réflexions croisées entre des chercheurs et des acteurs de la formation et de l'action sociale au sujet du rapport des travailleurs sociaux à l'approche territoriale du social. Cette " rencontre " des travailleurs sociaux avec l'objet " territoire " se situant à différents moments de leurs parcours (formation, intervention) et dans différents contextes professionnels (réalisation de diagnostics, montage de projets sur un terri-

*Intervenant

toire, actions collectives, contribution à une action DSL, etc.), différentes questions pourront ainsi être posées :

- De quelles manières les travailleurs sociaux appréhendent-ils la dimension territoriale au sein de leurs pratiques ? Qu'est-ce que le " territoire " évoque pour eux ? Dans quelles mesures l'entrée territoriale peut-elle faire sens pour les travailleurs sociaux ? Observe-t-on des différences entre les métiers du travail social, les générations de professionnels ou encore les cadres d'intervention (associations, collectivités, etc.) ?

- Quelle place donne-t-on aujourd'hui aux travailleurs sociaux dans l'élaboration des diagnostics de territoire ou au sein des projets de territoire ? Comment s'articulent les différents niveaux de gestion de l' action publique (travailleurs sociaux, chefs de services, directeurs de structures) mais aussi comment s'articulent les partenaires autour d'un diagnostic ?

- Dans quelles mesures, les catégories d'analyses et les méthodologies utilisées pourraient évoluer pour associer davantage les travailleurs sociaux à l'observation des réalités socio-territoriales ?

L'expérimentation quantique de LPC

Sébastien Joffres * ¹, Sylvain Chabot *

, Kévin Linde *

¹ Centre de recherche interuniversitaire, Expérience, Ressources Culturelles, Education – Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis : EA3971 – France

LPC, un écosystème

Si vous vous déplacez sur un chantier éducatif de LPC, vous rencontrerez probablement K, ancien jeune de l'ASE, accompagné un temps par S l'éducateur à l'origine du projet. Puis, K est devenu moniteur-éducateur après un service civique au sein de l'association. Il accueille un nouveau jeune et profite du temps café pour le mettre à l'aise, faire connaissance. Aujourd'hui, l'entretien du parc d'un centre de formation permettra à J une gratification pour sa subsistance quotidienne et à A de financer son permis – d'ailleurs pour l'après-midi, A accompagnera J lors d'un rendez-vous à la mission locale : il transmet ce qu'il sait faire.

Cinq jeunes sont là pour l'effort collectif, ainsi que C, le voisin de S, sympathisant du projet. Il est en train de vérifier le matériel avec D, un ancien lui aussi, maintenant dans un service adapté d'espace vert. Il s'est arrangé pour encadrer des chantiers un jour par semaine.

S est dans un squat, il travaille avec G, la créatrice et référente sociale de la réquisition sur deux projets : une communication conjointe à un colloque et la VAE d'éducatrice de G. Il en profitera pour échanger avec W, boxeur et sans papier, qui anime des ateliers sports avec les enfants du lieu.

Le tout doit finir pour 17h30. Ce soir, aux Hall'ES, lieu alter-économique, aura lieu l'AG de LPC qui, inspirée par Deligny, travaille à l'autonomisation de jeunes sortant de la protection de l'enfant, en " sortie sèche " ou en grande précarité, à travers les outils du travail social collectif : pair-aidance, co-gestion, contribution à des actions de formation par les jeunes, etc. G de la réquisition sociale, membre du CA du fait du partenariat très proche sera là, ainsi que L. Elle a été rencontrée durant le premier confinement sur la plateforme d'aide montée avec le Secours Populaire. Architecte d'intérieur, elle est venue aider sur des chantiers pour transmettre ses connaissances et à mobilisé le collectif sur certains de ses projets. Et S présentera un nouveau, rencontré autour d'une action de formation, un sociologue sympathisant et dont la présence marque le lancement d'une dynamique de recherche dans le projet.

Cette recherche-action se fonde sur les sociologies interactionniste et de l'acteur-réseau qui s'intéressent à la dimension construite de la réalité à travers l'activité des acteurs, tout en prêtant attention aux strates, aux divers espaces-temps dans lesquels elle a lieu. Ainsi, la problématique exposée est la suivante : qu'opère LPC à travers son écosystème de lieux, de pratiques et de re-

*Intervenant

lations ? La question peut s'entendre en interne. Que fabrique LPC pour elle-même ? À travers quelles dynamiques ? L'association est alors observée comme une entité distincte en développement, un organisme. Elle vise aussi à saisir ce qu'une expérimentation sociale et politique comme LPC opère à l'échelle du territoire, au-delà d'elle-même. Que fait-elle advenir comme possibles, comme réaménagements, qui la dépassent ? L'enjeu pour LPC est de formaliser son travail, de pouvoir diffuser sa dynamique.

Un travail quantique du social ?

Au quotidien, à l'échelle de ses différents espaces-temps, LPC est un écosystème foisonnant, plus qu'un service, une institution, un dispositif fixe qui répond à des besoins identifiés. L'association vit et avance à travers les rencontres, les opportunités créées, les envies, les tensions et une question constante : que peut-on faire ensemble ? L'accompagnement de jeunes sortant de la protection de l'enfance n'est pas une " filière ", un " tuyau d'orgue " du social, mais un prétexte pour rassembler des gens qui auraient quelque chose à voir ou à faire de cette question. L'autonomisation est un commun, plus qu'un besoin, à laquelle chacun peut contribuer. L'association n'est donc pas un service épuré accompagnant une facette de la vie, mais un écosystème où être en relation et passer du temps. Elle offre un possible milieu de vie où évoluer.

Cette logique de développement autour d'envies, de rencontres, permet d'entrer en relation avec l'écosystème pour un motif (besoin d'accompagnement, une envie de recherche, un intérêt militant, etc.) et de continuer d'y exister à des places multiples : accompagné-encadrant technique, militant-cliente-formatrice, sociologue-déménageur, etc. Les places ne sont que des outils et non des " essences ". Ici, difficile de savoir qui est à quelle place, qui voit sa trajectoire être mise au travail (des sympathisants se professionnalisent autant que des jeunes s'autonomisent), le social se travaille de manière quantique. L'autonomisation des jeunes est un opérateur de travail de tous.

Opérer le territoire

Sans tutelle, car sans financeur imposé légalement ou chef d'orchestre de son action, LPC est en mesure de se positionner autrement face aux grandes institutions. Si elles s'adressent au même objet, le social, LPC s'y adresse à l'échelle de l'activité (travailler le social) et non de sa forme reconnue (le travail social). Elle se déplace aisément auprès de tous ceux qui composent un territoire, plutôt que dans un territoire institué. Déchargée de certains circuits, dotée d'une gamme de relations riches, elle peut créer des accélérations à certains projets (un outil d'analyse de la protection de l'enfance créé en quelques jours), habiter d'autres lieux (permanence sociale professionnelle au secours populaire), ou participer à la création de projets de grande envergure (plateforme d'urgence lors du premier confinement). Deux hypothèses émergent de ces constats. D'une part, son décalage est une perturbation qui permet d'étudier l'actualité du territoire. D'autre part, ce même décalage peut être appréhendé comme un potentiel créateur de précédents dans les possibilités d'action sur le territoire. Qu'augure alors LPC du social ?

Bibliographie

Becker, H. S. (2010). *Les mondes de l'art*. Flammarion.

Latour, B. (2007). *Changer de société, refaire de la sociologie*. La Découverte.

Nicolas-Le Strat, P. (2016). *Le travail du commun*. Éditions du commun.

Rancière, J. (2000). *Le partage du sensible. Esthétique et politique*. La Fabrique.

Reconfigurations et enjeux de l'accompagnement social des demandeurs d'asile et réfugiés en territoire périurbain : quand des bénévoles s'en mêlent

Alexandra Clavé-Mercier * ¹, Estelle D'halluin *

2

¹ Espaces et Sociétés – Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Rennes : UMR6590,
Université d'Angers : UMR6590 – France

² Centre Nantais de Sociologie – Université de Nantes, Centre National de la Recherche Scientifique :
UMR6025 – France

Cette proposition de communication s'attache à questionner les redéfinitions des missions, moyens et agirs professionnels des intervenants sociaux investis dans l'accompagnement d'exilés en territoire périurbain ou rural, à la lumière des caractéristiques du territoire (spatialité, mobilités etc.) et de la présence de collectifs de bénévoles impliqués auprès des mêmes publics cibles. Cette enquête se fonde sur des entretiens menés auprès d'acteurs ayant participé à l'accueil de populations demandeuses d'asile relocalisées (programme européen mis en œuvre entre 2015 et 2017) et de réfugiés réinstallés en région Pays de la Loire (projets ARRECO et CAMPOS). Ont été interrogés des travailleurs sociaux œuvrant dans des associations délégataires de mission de service public dans le cadre du dispositif national d'accueil (DNA), des bénévoles impliqués dans des collectifs informels ou des associations ancrées localement, des élus.

Nous souhaitons appréhender la manière dont se recomposent les frontières de l'intervention sociale auprès des publics demandeurs d'asile relocalisés et réfugiés réinstallés au regard de trois évolutions récentes dans ce secteur :

Une intensification du travail des salariés de l'action sociale, qu'il soit délégué à des associations dans le cadre du DNA, à l'arrivée des demandeurs d'asile, ou du secteur de l'action sociale de droit commun durant la phase d'intégration des réfugiés. Ces deux champs sont affectés par les effets du *new public management* depuis une vingtaine d'années (Chauvière, 2010) ayant participé à la délégation croissante d'activités d'accompagnement des publics précaires par les professionnels de l'action sociale à l'endroit d'aidants profanes (Giraud, Outin, Rist, 2019). L'accélération des politiques de dispersion de l'accueil et de la prime intégration des exilés (Berthomière, Fromentin, Lessault *et al.*, 2020) visant à déconcentrer les lieux d'hébergement hors des métropoles traditionnellement investies. L'accroissement de l'investissement de collectifs bénévoles formels ou informels dans l'accompagnement social des publics précédemment cités sur des territoires d'accueil périurbains et ruraux (Agier, 2018 ; D'Halluin, Maestri, Monforte *et al.*, 2021)

A leur arrivée, les personnes relocalisées et réinstallées se trouvent dans une situation de dénuée-

*Intervenant

ment matériel, où se greffent souvent des problèmes de santé (les relocalisés et réinstallés étant choisis selon des critères de vulnérabilité). Ces conditions engendrent une dépendance à l'égard des institutions sanitaires et sociales, alors même qu'ils ne maîtrisent souvent pas la langue et sont dans une situation administrative incertaine ou tout juste stabilisée au regard du droit au séjour. Durant cette phase d'accueil, le rôle des travailleurs sociaux implique donc de mettre en œuvre la palette de leurs droits sanitaires et sociaux, d'engager les premiers contacts avec les institutions et un accompagnement dans la procédure d'asile et la vie quotidienne. Les entretiens font ressortir la difficulté de mener de front l'ensemble des tâches dans un contexte de rationalisation du travail social. En outre, la politique de dispersion des lieux d'accueil et d'hébergement induit une localisation des logements en dehors des métropoles, posant avec une acuité particulière la question de la mobilité des personnes pour accéder aux droits et services sanitaires et sociaux.

Dans ce contexte, et ce depuis la médiatisation de mouvements migratoires jugés importants vers l'Europe en 2015, nombreux sont les citoyens décidés à " prendre leur part " dans l'accueil de ces migrants, rejoignant des associations, proposant des hébergements et leur aide à l'arrivée de ces personnes, en mobilisant leur commune ou d'autres réseaux pour constituer des collectifs organisés en ce sens. Bien souvent, leur chemin croise alors celui de professionnels mandatés pour l'accompagnement social de ces mêmes personnes, ce qui induit d'inévitables relations entre eux (Clavé-Mercier, Schiff, 2021).

Dans les configurations où se dessine une délégation des tâches d'accompagnement dans les services auprès des bénévoles par les professionnels, comment s'opère la division du travail entre ces deux types d'acteurs et quel sens lui confèrent-ils ?

Nous souhaitons questionner plus précisément la notion de " complémentarité " entre professionnels et bénévoles dans l'accompagnement des demandeurs d'asile et réfugiés, souvent mise en avant dans la littérature (Ferrand-Bechman, 2011). Nous proposons d'aller au-delà de cette complémentarité pour analyser ce qu'elle recouvre précisément : si l'action des bénévoles est souvent perçue par les professionnels comme étant efficace et relevant d'une forme de soutien à l'action professionnelle, celle-ci peut être appréhendée tantôt comme bienvenue – en soulignant le manque de temps et de moyen propres à l'agir professionnel dans ce secteur actuellement –, auquel cas les professionnels " déchargent " sur les bénévoles certaines de leurs actions, tantôt comme empêchante, car chronophage ou altérant la relation d'accompagnement professionnel mise en place – dans le cas de postures bénévoles militantes contre l'institution ou dans le cas de proximité très forte entre personnes accompagnées et bénévoles, lorsque ces derniers " s'accaparent " le public, délégitimant les modalités d'action des professionnels.

Au-delà d'une conclusion envisageant le bénévolat soit comme une force, soit comme une faiblesse pour le milieu professionnel du travail social (Petiau, 2021), notre contribution participera à souligner combien il s'agit plutôt d'une nouvelle configuration qui paraît aujourd'hui bel et bien incontournable dans l'accompagnement social des demandeurs d'asile et des réfugiés (au regard des politiques publiques évoquées précédemment) et qui donne lieu à des pratiques diverses. Nous nous attacherons à dégager les conditions sociales qui participent à des degrés différenciés de conflictualité dans les situations d'intervention sociale en analysant la manière dont se négocient les frontières de cette intervention entre travailleurs sociaux salariés et bénévoles.

Eléments bibliographiques

Agier Michel, *L'étranger qui vient. Repenser l'hospitalité*, Paris, Editions du Seuil, 2018.

Berthomière William, Fromentin Julie, Lessault David *et al.*, " L'accueil des exilés dans les

espaces ruraux en France : orientations nationales et déclinaisons locales d'une politique de dispersion ", *Revue européenne des migrations internationales*, 2020/2-3 (Vol. 36-2), p. 53-82.

Chauvière Michel, *Trop de gestion tue le social. Essai sur une discrète chalandisation*. La Découverte, 2010.

Clavé-Mercier Alexandra, Schiff Claire, " Des mobilisations à l'échelle locale. Positionnements et rôles d'acteurs "profanes" dans l'intégration des réfugiés au sein de réseaux bénévoles d'accueil en milieu rural ", in C. Billet, E. D'Halluin, B. Taxil (Dir.), *La catégorisation des acteurs du droit d'asile*, 2021, Mare et Martin, p. 165-182.

D'Halluin Estelle, Maestri Gaja, Monforte Pierre, Rambaud Elsa, " Déstabilisations et réévaluations des cadres du mérite chez les bénévoles engagés auprès des réfugiés au Royaume-Uni ", in L. Ruiz de Elvira, S. A. Saeidnia (Dir.), *Les mondes de la bien-faisance. Les pratiques du bien au prisme des sciences sociales*, 2021, CNRS Editions, p. 203-223.

Ferrand-Bechmann Dan, " Le bénévolat, entre travail et engagement. Les relations entre salariés et bénévoles ", *VST - Vie sociale et traitements* 2011/1 (n°109), p. 22-29.

Giraud Olivier, Outin Jean-Luc, Rist Barbara Coord., " La place des aidants profanes dans les politiques sociales, entre libre choix, enrôlements et revendications ", *Revue française des affaires sociales*, 2019/1.

Petiau Anne Coord., " Travail social et bénévolat, bénévolat en travail social ", *Le Sociographe* 2021/1 (N° 73).

Intervention sociale situationnelle, changer le cour d'un centre de loisirs

Jean-Marie Bataille * ¹

¹ Centre de recherche interuniversitaire, Expérience, Ressources Culturelles, Education – Université Sorbonne Paris nord : EA3971 – UFR Lettres, Sciences de l'Homme et des Sociétés, Université Paris 13 - 99 avenue Jean-Baptiste Clément - F-93430, Villetaneuse, France

Notre communication est lié à la mise en place d'une formation-action portant le titre " Comment améliorer l'accueil des enfants en centre de loisirs ? ". Quelles conception de la société peut-on mobiliser à l'appui d'une telle démarche ? Nous nous appuyerons sur une tradition philosophique (Dewey), sociologique (Blumer) et de l'intervention sociale (Addams) pour déterminer notre propre conception. Quelles façons la connaissance des problèmes qui devront être traités pour améliorer les pratiques ? Nous verrons comment les conceptions de Dewey et Addams se combinent pour construire un chemin praticable. Enfin, quelles visions des valeurs ? Nous partirons des écrits d'Addams pour comprendre comment la question des valeurs se constreuit en situation.

*Intervenant

La recherche-action : un passeport pour l'innovation sociale.

Pascaline Delhaye * ¹, Claire Sophie Roi *

¹ docteure en psychologie, responsable du Pôle recherche – IRTS Hauts de France – France

La recherche-action : un passeport pour l'innovation sociale.

La communication proposée portera sur un retour réflexif concernant une recherche-action en cours, mené par le Pôle Recherche d'un Etablissement de Formation en Travail social des Hauts-de-France, auprès du Pôle Autonomie d'une Direction Territoriale d'un département des Hauts-de-France dans un programme européen portant sur le pouvoir d'agir des personnes en perte d'autonomie.

Argument introductif

La présente proposition de communication vient alimenter plusieurs des approches envisagées dans ce colloque. Par son secteur, la dépendance, elle correspond à la première approche concernant les évolutions des questions sociales. Par la dominante recherche-action, elle nourrit la deuxième approche en lien avec le travail et les organisations, notamment autour de la question de l'appropriation par les professionnels de terrain et les aidants non-professionnels de la démarche de recherche. Surtout elle trouve son ancrage dans la quatrième approche, relative à l'intervention sociale et ses paradigmes contemporains, en traduisant l'expérience en cours de développement d'une méthode visant à soutenir le pouvoir d'agir des personnes âgées en perte d'autonomie. Partant de l'exposé de ce travail empirique, nous développerons une réflexion sur la frontière pour l'intervention sociale et la recherche.

Présentation du projet support de la recherche

Suite à des observations de terrain et à une démarche innovante menée auprès des personnes âgées en perte d'autonomie de plus de 65 ans, confrontées à une perte d'autonomie, le projet porte, au démarrage, sur le modèle des conférences familiales (Lemaire, 2017), avec pour objectifs de développer la dimension du bien-être moral chez la personne, favoriser le libre arbitre de la personne et soulager les aidants. Le projet vise à remobiliser les envies, en vue d'une réalisation de celles-ci par l'organisation d'un réseau de proximité de la personne âgée

Cadre de la recherche-action

Cette recherche-action intègre le programme européen Interreg les 2 Mers " Habilitier les individus et les communautés à gérer leurs propres besoins " pour l'amélioration de l'état de bien-être et le renforcement de son pouvoir d'agir.

*Intervenant

Le pouvoir d'agir est la possibilité d'avoir plus de contrôle sur ce qui est important pour soi, ses proches ou la collectivité à laquelle on s'identifie. Le pouvoir d'agir détermine la capacité à être solidaire tout en restant différent et unique (Vallerie et Le Bossé, 2012). Depuis plusieurs années, le développement du pouvoir d'agir est devenu une nouvelle approche de l'intervention sociale (Jouffray, 2014). Il se décline spécifiquement à l'épreuve du vieillissement (Bickel, Hugentobler, 2018), ciblant bien la tension qui s'y joue entre ressources et vulnérabilités. D'ailleurs, l'appellation de la recherche-action, est supportée par l'acronyme : " REPRISE " : Réseau d'Entraide de Proximité à la Réalisation à l'Innovation et au Soutien des Envies.

La recherche-action, qui se déroule sur deux ans, prend pour appui la méthode des protocoles à cas unique dans la recherche-action / recherche appliquée (single case study). L'équipe de recherche-action est composée d'une équipe pluridisciplinaire de trois chercheurs, de l'équipe des professionnels du Pôle Autonomie en question, de partenaires (CLIC, MAIA, plateforme de répit, regroupement de personnes âgées) et d'aidants.

La recherche-action

La pratique professionnelle peut être la source de nouveaux savoirs. La pratique les engage à dépasser la simple observation pour s'engager dans un mouvement de transformation de cette réalité (Cadière, 2013). L'enjeu se situe donc dans l'alliance avec une démarche scientifique qui permettra d'élaborer les résultats, de valider et de faire reconnaître en toute légitimité les savoirs produits.

C'est bien dans cette direction que nous invite à aller les *États Généraux du Travail Social*, 2013-2015. En travail social, la recherche peut être considérée comme levier pour changer les pratiques (Jaeger, 2018). Son challenge est de permettre l'articulation des savoirs qu'ils soient académiques, pratiques ou issus de l'expérience, comme nous invite à le penser la récente définition du travail social (C.A.S.F. 2017, Art. D. 142-1-1.).

Une frontière entre intervention sociale et recherche ?

Une frontière est une limite entre deux territoires, résultant d'intentions permettant la différenciation. Au sein de ces limites se développe une entité, une structure (Piaget, 1950). Elle engage la notion de convention entre deux parties. Elle est le résultat de négociation des hommes, négociation plus ou moins conflictuelle, le conflit fondant d'ailleurs l'idée de frontière (son étymologie étant relative au *front* dans son sens militaire).

Ainsi, nous montrerons que la recherche-action, dans sa méthode et dans les postures qu'elle engage, participe à la mise en dialogue des champs de chacun, une rencontre dans une zone grise qui pourrait être un nouveau construit social, sous peu que les protagonistes accordent légitimité aux savoirs des uns et des autres. On retrouve ici le débat qui s'engage sur le plan épistémologique notamment.

Il sera question ici d'avancer sur les freins et les leviers qui se présentent à nous dans cette expérimentation, pour traverser les frontières. On découvrira comment la thématique princeps de cette expérimentation vis-à-vis des personnes âgées, à savoir le pouvoir d'agir, se porte en écho, grâce à la recherche-action, sur les professionnels et les aidants. Nous témoignerons de la façon dont ces praticiens-chercheurs (Cadière, 2013) s'engagent finalement eux aussi dans une logique de recherche-action les amenant à révéler leurs connaissances et leurs compétences. La frontière qui nous sépare et nous différencie, et aussi celle qui nous rapproche et nous permet d'aller à la rencontre, sur le territoire de l'autre. En cela, la recherche-action devient un passeport, permettant d'allier intervention sociale et recherche en une dynamique transfrontalière.

Expérience d'une coanimation d'un dispositif d'intervention-recherche en centre social

Laura Dose * 1

¹ Centre de recherches éducation et formation – Université Paris Nanterre : EA1589 – France

Cette communication s'appuie sur l'expérience de coanimation d'un dispositif d'" intervention-recherche " au sein d'un centre social de la région parisienne. La question de la transformation des activités et des métiers du secteur social a été centrale pour l'équipe accompagnée ainsi que pour les animatrices du dispositif. La communication s'inscrit dans un travail de préparation d'une thèse clinique d'orientation psychanalytique(1) s'intéressant aux idéologies ainsi que dans un projet de recherche à " terrains multiples " autour des thématiques de rapport à la fragilité et la vulnérabilité(2). Ces références plurielles mais cohérentes par l'approche clinique commune permettent de rendre compte et d'illustrer la " géographie " de cette expérience d'intervention et de recherche.

L'appellation " intervention-recherche " souligne le travail des frontières mis en œuvre pour construire une proposition d'accompagnement qui puisse répondre ou mettre au travail une multiplicité de facteurs, de demandes, d'injonctions voire de désirs. La communication permettra de mettre en lumière et d'analyser un certain nombre de ces facteurs comme l'émergence de la demande qui prend sa source dans la démarche de formation d'une animatrice des deux équipes du centre social et de sa rencontre avec Françoise Hatchuel(3). Les phénomènes transférentiels au cours de cette intervention au sein du groupe mais aussi entre animatrices notamment avec un enjeu de filiation(4) dans la relation entre jeune doctorante et sa directrice de thèse seront abordés.

Les modalités de construction du dispositif seront présentées afin de montrer comment ce travail de coanimation a permis de réunir des personnes issues de deux équipes distinctes autour d'un objet de travail en mouvement. Avec des invitations à l'élaboration diverses afin que chacun.e puisse se saisir d'une entre elles et contribuer au travail groupal. La proposition de s'exprimer soit en décrivant une situation de travail, en référence à l'analyse des pratiques professionnelles, soit en évoquant un récit personnel et biographique, avec une réception clinique et anthropologique a permis l'émergence d'une forme hybride d'intervention et de recherche. Ces deux axes d'élaboration, le travail d'analyse des pratiques professionnelles d'orientation clinique et l'élaboration plus subjective encore d'un récit biographique semblent avoir permis d'amorcer un travail sur les liens potentiels entre le " personnel " et le " professionnel " ainsi que sur les potentielles fonctions psychiques, sociales et anthropologiques d'un centre social qui a à faire face à des nouvelles

Par le caractère expérimental et novateur du dispositif, la communication peut s'inscrire et dans la rubrique " travail empirique " et dans celle de la " pratique professionnelle conceptualisée ".

*Intervenant

(1) Claudine BLANCHARD-LAVILLE et alii, Note de synthèse : Recherches cliniques d'orientation psychanalytiques dans le champ de l'éducation et de la formation, *Revue Française de Pédagogie*, n° 151, 2005, pp.111-162.

Claude REVAULT d'ALLONNES (dir.), *La démarche clinique en sciences humaines*, Dunod, 1989.

(2) Françoise HATCHUEL. (2021). La famille, un mythe protecteur à réinventer. *Recherches familiales*, 18, 57-67.

(3) Professeure des universités à l'Université Paris Nanterre, responsable du Master " FIAP/Clinique de la Formation " et responsable de l'équipe de recherche " savoir, rapport au savoir et processus de transmission "

(4) René KAËS. (2016). *L'Idéologie: L'idéal, l'idée, l'idole*. Paris: Dunod.

Faire bouger les lignes/les perspectives/les frontières des territoires de professionnalisation du travail social par la formation supérieure : la mise au travail des normes (académiques, professionnelles, managériales) pour quelle(s) professionnalité(s)

Patrick Lechaux * ¹

¹ Éducation et scolarisation – Centre interdisciplinaire de recherche, culture, éducation, formation, travail – France

Objectifs du symposium

Ce symposium mobilise des acteurs de la recherche et de la formation des travailleurs sociaux, engagés dans des expériences ayant pour intention de transformer les conditions de la professionnalisation de l'intervention sociale et du système de formation supérieure en particulier : faire bouger les frontières qui participent de la structuration et professionnalisation des territoires de l'intervention sociale est au cœur de nos engagements comme chercheurs impliqués dans les transformations en cours. Ce symposium se spécifie par la focale qu'il propose de mettre sur des " foyers d'expérience " (M. Foucault), à savoir une mise au travail des dynamiques normatives relatives aux métiers, aux qualifications et certifications, aux pratiques du travail social, aux dispositifs de formation dont on montrera qu'elles empruntent des mouvements antagonistes de (dé) segmentation et de jeux de fermeture et transgression des frontières. En ce sens, ces expérimentations sont mobilisées comme des analyseurs des transformations de l'intervention et des dispositifs de formation.

Se revendiquant ou non du pragmatisme, les chercheurs mobilisés partagent un certain nombre des orientations suivantes : adopter une entrée située par l'activité des professionnels, des " usagers " et des étudiants ; accorder le primat à l'agir et à la pratique de l'enquête pour faire de la reprise/élaboration de l'expérience une place centrale dans la formation ; reconnaître la diversité des savoirs et leur agencement situé dans l'activité (constructionnisme plutôt que déterminisme ou relativisme) ; explorer la voie de la cognition située qui définit la connaissance comme relations dynamiques distribuées sur le partenariat avec l'environnement, et donc les apprenants et les usagers ; explorer des voies pour définir le sensible et sa contribution dans la professionnalisation autrement que depuis un point de vue subjectiviste ou depuis une optique psychologisante.

Ils ont également en commun une ambition de type scientifique et politique en vue de faire émerger de nouveaux paradigmes, par-delà les dualismes (nature-culture, sujet-environnement ;

*Intervenant

théorie-pratique ; réflexivité-empirisme ; savoirs savants-savoirs profanes ; université académique-école professionnelle...), les territoires de métiers et de disciplines qui ont sédimenté la structuration des systèmes de formation actuels.

Telle est donc l'ambition de ce symposium " Faire bouger les lignes " : à la lumière d'expériences repérées comme " originales ", chercher à dégager ce qui peut faire levier en vue de dessiner une formation professionnelle supérieure ancrée dans les réalités du travail et les embarras de la pratique, là où les frontières sont mises à l'épreuve.

Argumentaire

Dans sa conclusion de l'ouvrage collectif dirigé par D. Adé et T. Piot (2018 ; 148), R. Witorski souligne l'importance de relever le " *défi du développement d'une véritable politique de formation professionnelle supérieure à l'université* " en France. Il va même jusqu'à considérer que ce défi passe par " *un nouveau paradigme (qui reste à construire) susceptible de penser la continuité et la complémentarité entre les deux espaces de travail et de la formation* ". Ce qui exige de " *penser les articulations entre culture universitaire et culture professionnelle sans opposer les deux* ".

Ces espaces et cultures se sont construits autour de frontières entre métiers, disciplines, dispositifs de formations. Mais aussi autour de dualismes (sujet-environnement ; théorie-pratique ; réflexivité-activisme ; savoirs savants-savoirs profanes ; recherche fondamentale-recherche appliquée...) qui ont sédimenté la structuration des systèmes de formation actuels en France et dans toute l'Europe sous l'effet du rationalisme, cartésien notamment, à la différence du monde anglo-saxon davantage marqué par l'empreinte pragmatiste.

Qu'entend-t-on par frontière et travail des frontières ? Quelle articulation avec la question des affrontements de normes et de places dans les modes d'exercice de l'intervention sociale et de la formation ? Comment les systèmes normatifs de l'intervention sociale (normes politiques, organisationnelles, professionnelles, de genre, usagères...) participent-ils d'un travail comme incertitude et trouble ? Qu'est-ce qu'ils font faire aux professionnels et comment la " puissance de normativité " du vivant (Georges Canguilhem) conduit ceux-ci, au travail ou en formation, à faire avec ?

Un postulat commun oriente les contributions mobilisées : c'est en allant voir du côté de l'activité des professionnels (individus et collectifs) en situation de travail(1), en particulier de leurs pratiques de l'enquête, que peut se donner à voir le " travail des frontières " constitutif du travail lui-même et se construire l'épaisseur de l'expérience et le développement des professionnalités.

On questionnera donc plus particulièrement ce qui se joue au niveau des registres de l'enquête, mais aussi de la professionnalité et de l'identité professionnelle, en interrogeant quelles nouvelles questions et quels nouveaux problèmes ces foyers d'expérience construisent-ils dans leur exploration de nouveaux chemins à arpenter sur le territoire de l'intervention sociale. Et quelles figures de professionnel-le se dessinent ainsi dans les expériences analysées : professionnel outillé conceptuellement, professionnel à l'esprit critique, praticien réflexif, professionnel enquêteur, professionnel exerçant une sensibilité augmentée, professionnel frontalier... ?

(1) Dans ce cadre, la formation est assimilée à un travail, en particulier pour " l'apprenant ".

Analyser les transformations des métiers par la collaboration praticiens- chercheurs. Quelques effets d'une recherche collaborative ?”

Béatrice Savarieau * ¹, Isabelle Céléri *

¹, Richard Wittorski *

¹, Dalila Bahmed *

, Justine Mazuray *

, Gilles Rivet *

¹ Centre interdisciplinaire de recherche normand en éducation et formation – Université de Rouen
Normandie : EA7454 – France

Les travaux de recherche présentés dans ce symposium résultent d'une recherche collaborative réalisée entre un cabinet de consulting " Conseil en Pratiques et Analyses Sociales " (Copas), une équipe de professionnels de la Caisse des Allocations Familiales (Caf) de la Seine Maritime choisis sur candidatures (5 travailleurs sociaux et deux cadres) et un laboratoire de recherche de l'université de Rouen Normandie, le Centre Interdisciplinaire de recherche normand en éducation et formation (Cirnef), avec quatre chercheurs.

*Intervenant

Autoconfrontation accompagnée et théorisation-en-acte dans l'un des métiers du travail social : L'accompagnement comme paradigme du Conseil en Économie Sociale Familiale

Michel G. J. Binet * ^{1,2}, Claire Jondeau *

1,3

¹ Grupo de Etnometodologia e Análise Conversacional da Clusividade social, Grupo de Investigação do Centro Lusíada de Investigação em Serviço Social e Intervenção Social (GEACC_CLISSIS) – –Portugal

² Instituto Superior de Serviço Social de Lisboa - Universidade Lusíada de Lisboa (ISSSL-ULL) – Portugal

³ Centre Interdisciplinaire de Recherche Normand en Éducation et Formation (CIRNEF) – Université de Rouen Normandie : EA7454, ED-556 HSRT – France

La collecte d'un corpus d'enregistrements sonores d'entretiens d'accompagnement en Économie sociale familiale constitue en soi une base empirique très solide pour le développement d'une étude directe et détaillée du métier *en train de se faire*, de Conseiller/ère en Économie Sociale Familiale (CESF), comme en témoigne l'abondante littérature scientifique publiée à une échelle internationale, dans les divers domaines du travail social, en Analyse Conversationnelle (Hall *et al.*, 2014).

L'une des potentialités des études de corpus, encore très peu exploitée par les analystes de conversation (Pomerantz, 2005), consiste à associer et à impliquer les praticien.ne.s enregistré.e.s à un travail de co-écoute et de co-analyse de leurs propres pratiques, au moyen, notamment, s'attache à soutenir notre communication, d'un dispositif d'*autoconfrontation accompagnée*, qui combine les apports de l'Analyse Conversationnelle Ethnométhodologique (ACE) (Sydnell & Stivers, 2013 ; Heritage, 1984) et de l'Entretien d'Explicitation (EdE) phénoménologique (Vermersch, 2007 ; Petitmengin, Bitbol & Ollagnier-Beldame, 2015).

Notre communication a pour cadre un projet de co-recherche praticienne, avec une équipe de quatre conseillères en économie sociale familiale qui appartiennent à une même association professionnelle. L'enregistrement audiovisuel des sessions d'autoconfrontation simple et d'autoconfrontation croisée a permis, dans un second temps, de constituer un second corpus, qui (1) constitue une archive audiovisuelle des savoirs co-construits et (2) documente finement le fonctionnement du dispositif mis en place et les compétences analytiques que les praticiennes révèlent et développent dans le cadre de celui-ci, selon une démarche pouvant se réclamer de la *recherche-formation expérientielle* (Galvani, 2020).

*Intervenant

L'autoconfrontation (Nielsen, 1962), guidée au moyen de pratiques de relance issues de l'entretien d'explicitation (Theureau, 2010 : 294-5), permet de compléter l'analyse conversationnelle des traces des activités cognitives et émotionnelles des interactants dans les données enregistrées, par des données d'autoexplicitation guidée de l'expérience vécue à la première personne (Mouchet, Vermersch & Bouthier, 2011).

La granularité descriptive des descriptions et analyses ainsi développées, dans le cadre d'une dynamique d'intervalisation scientifico-praticienne, met en lumière ce qu'il est autorisé d'appeler, étant donné la richesse et la profondeur des résultats analytiques accumulés, la *densité théorique* des pratiques professionnelles étudiées.

Notre approche permet de décomposer tout entretien d'accompagnement social en actes élémentaires et en micropratiques, dont la description est accompagnée de justifications argumentées (Robinson, 2016) qui les motivent et les fondent rationnellement, en une démarche qui a pour moteur premier une *théorisation-en-acte* ayant pour cadre la pratique elle-même, intrinsèquement réflexive (Lynch, 2000 ; Schön, 1983).

Étayée sur des extraits de transcription, notre communication démontrera, en la montrant et décrivant, la présence active de cette théorisation-en-acte au cœur des pratiques, au moyen d'une démarche à la fois détaillée et cumulative, qui autorise la formulation et formalisation d'un paradigme théorico-pratique de l'accompagnement en économie sociale familiale, construit dans la pratique et reconstruit réflexivement à partir de l'étude directe de celle-ci, avec la *participation dense* (Sarangi, 2005 : 376) des praticiennes elles-mêmes, connues et reconnues au fil de cette co-recherche comme les premières théoriciennes de leurs propres pratiques.

La communication sera co-signée par l'ensemble des six membres de l'équipe.

Bibliographie

Galvani, P. (2020) *Autoformation et connaissance de soi: Une méthode de recherche-formation expérientielle*. Lyon: Chronique sociale.

Hall, C. et al. (eds) (2014) *Analysing Social Work Communication: Discourse in Practice*. London / New York: Routledge.

Heritage, J. (1984) *Garfinkel and Ethnomethodology*. Cambridge: Polity Press.

Lynch, M. (2000) 'Against Reflexivity as an Academic Virtue and Source of Privileged Knowledge', *Theory, Culture & Society*, 17(3), pp. 26-54.

Mouchet, A., Vermersch, P. et Bouthier, D. (2011) 'Méthodologie d'accès à l'expérience subjective: Entretien composite et vidéo', *Savoirs*, 27(3), pp. 85-105.

Nielsen, G. (1962) *Studies in Self Confrontation: Viewing a Sound Motion Picture of Self and Another Person in a Stressful Dyadic Interaction*. Copenhagen: Munksgaard.

Petitmengin, C., Bitbol, M. et Ollagnier-Beldame, M. (2015) 'Vers une science de l'expérience vécue', *Intellectica. Revue de l'Association pour la Recherche Cognitive*, 64(2), pp. 53-76.

Pomerantz, A. (2005) 'Using participants' video stimulated comments to complement analyses of interactional practices', in Molder, H. and Potter, J. (eds) *Conversation and Cognition*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 93-113.

Robinson, J.D. (ed.) (2016) *Accountability in Social Interaction*. New York: Oxford University Press.

Sarangi, S. (2005) 'The Conditions and Consequences of Professional Discourse Studies', *Journal of Applied Linguistics*, 2(3), pp. 371–394.

Schön, D. (1983) *The Reflective Practitioner: How Professionals Think in Action*. New York: Basic Books.

Sidnell, J. and Stivers, T. (eds) (2013) *The Handbook of Conversation Analysis*. Malden / Oxford: Wiley-Blackwell.

Theureau, J. (2010) 'Les entretiens d'autoconfrontation et de remise en situation par les traces matérielles et le programme de recherche "cours d'action"', *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 4(2), pp. 287–322.

Vermersch, P. (2007) 'Bases de l'auto-explicitation', *Expliciter*, 69, pp. 1–31.

L' enrôlement des proches-aidant.e.s par les politiques publiques : vécus et enjeux d'une figure frontière

Anne Petiau * ¹, Barbara Rist *

2

¹ CERA-Buc Ressources – BUC Ressources – France

² Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR3320, Conservatoire National des Arts et Métiers [CNAM] : UMR3320 – France

Nous proposons, dans cette communication, de nous intéresser à la reconnaissance de la figure du proche-aidant.e comme actrice de l'intervention sociale. Nous inscrirons d'abord cette reconnaissance dans les évolutions des paradigmes de l'intervention sociale, via les transformations des référentiels des politiques sociales. Puis, nous aborderons les réactions des proches-aidant.e.s à cette place nouvelle qui leur est accordée – ou assignée – par les politiques publiques. Enfin, nous soulèverons les enjeux de cette nouvelle figure d'intervenant social, à mi-chemin entre rôles professionnels et rôles familiaux, organisation publique des soins et univers privé, érodant ainsi les frontières établies.

Notre intervention s'appuie sur une recherche sur les " statuts et rémunérations des proches aidant.e.s " menée par six chercheurs du Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique (LISE – CNAM/CNRS) : Olivier Giraud, Barbara Rist, Abdia Touahria-Gaillard, Arnaud Trenta, Anne Petiau, Jacqueline de Bony. Cette recherche, financée par la CNSA, s'est déroulée entre 2015 et 2018. Elle a d'une part exploré l'action publique relative aux statuts et rémunérations des proches-aidant.e.s, afin de saisir le discours institutionnalisé relatif à l'aidance. Elle a d'autre part investigué les trajectoires et vécus des proches-aidant.e.s rémunérées, au travers d'une enquête par entretiens approfondis auprès de 60 personnes concerné.e.s, dans deux territoires départementaux.

La reconnaissance de la figure du proche-aidant.e s'inscrit dans plusieurs orientations des politiques sociales dans le domaine de la perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap. D'une part, elle découle de l'objectif du maintien à domicile des personnes âgées, formulé depuis les années 1960, mais mis en œuvre plus tardivement, depuis les années 1990 et 2000. Dans le secteur du handicap, l'objectif du " libre-choix " entre les types d'accompagnement et le soin s'affirme dans les années 1970. Dans les discours officiels, le rôle des proches n'est pas mis en avant de façon active mais semble résulter " mécaniquement " des objectifs de maintien à domicile et de libre-choix de ses accompagnements. Les différentes reconnaissances législatives de statuts pour les proches-aidant.e.s et les dispositifs de soutien à leur égard (rémunérations, répit, aide à la conciliation, groupes de parole, formation, etc.) s'inscrivent ainsi dans ces orientations des politiques sociales.

*Intervenant

Le développement d'une politique en faveur des aidant.e.s révèle le modèle familialiste de nos politiques d'accompagnement de la perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap. Le déploiement de diverses formes de soutien dans un contexte où le libre-choix de s'engager dans l'aide n'est pas assuré (pénurie de structures d'accueil) et où le maintien à domicile est favorisé, peut être vu comme une incitation à l'aide familiale et des proches. Dans le contexte d'une prise en charge de la dépendance par un système mixte – privé et public – (Le Bihan-Youinou, 2011), la politique de soutien aux aidant.e.s peut être saisie comme une inflexion vers la " refamilialisation " de celle-ci. Les proches-aidant.e.s ne sont plus seulement des acteurs de l'aide aux personnes dépendantes au titre de l'univers privé, ils sont aussi enrôlés par les politiques publiques (Giraud, Outin et Rist, 2019).

Cette nouvelle figure d'intervenant social vient travailler les frontières établies : entre l'aide à domicile professionnel.le et les solidarités familiales, entre *care* privé et *care* public, entre travail rémunéré et non rémunéré. Les politiques de *cash-for-care*, c'est-à-dire l'octroi de prestations à des personnes pour qu'elles apportent des soins et de l'aide à des membres de leur famille ou de leur entourage, entraînent une " nouvelle connexion dans les relations de *care* entre la famille et l'Etat social " et l'apparition d'un " care semi-formel " (Pfau-Effinger, 2007). Comment les proches-aidant.e.s investissent-ils ces nouveaux rôles ?

Dans notre enquête, nous constatons deux grandes attitudes des proches-aidant.e.s face à la rémunération : certain.e.s acceptent d'être enrôlé.e.s par les politiques publiques, c'est-à-dire d'être un.e auxiliaire de celles-ci et d'assumer, en tant que proche, un travail de *care* encadré par l'Etat. Une partie d'entre eux.elles expriment alors des critiques quant à leurs conditions de travail et souhaiteraient pouvoir exercer dignement cette fonction. D'autres refusent de prendre part à l'aide à leur proche dans le cadre organisé de l'Etat. Pour ces dernier.e.s, l'aide entre proches doit rester du domaine des solidarités informelles et primaires. Ces refus d'enrôlement se traduisent par des conduites de " non-recours " (Warin, 2016) aux dispositifs de soutien, mais aussi par des formes d'invisibilisation des rémunérations reçues. Les refus d'enrôlement passent enfin par des pratiques d'évitement de l'aide et des micro-résistances, dans la relation quotidienne avec les aidé.e.s et les professionnel.le.s de l'aide et du soin à domicile.

Références

Giraud O., Outin J.-L. et Rist B. (2019), " Avant propos: La place des aidants profanes dans les politiques sociales, entre libre choix, enrôlements, revendications. ", *Revue française des affaires sociales*, n°1, pp. 7-16.

Le Bihan-Youinou B. (2011), " La généralisation des "prestations monétaires" en Europe. Quel impact sur l'organisation de l'aide quotidienne aux personnes âgées en perte d'autonomie? ", *Gérontologie et société*, vol. 3, n°38, pp. 83-97.

Pfau-Effinger B. (2007), " Payment for care in the context of semi-formal forms of care work in European societies ", *Paper for presentation at the ESPAnet Conference*.

Warin P. (2016), *Le non-recours aux politiques sociales*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Le travail de la frontière du social et du sanitaire dans les soins palliatifs : Analyse conversationnelle de réunions d'une équipe intra-hospitalière au Portugal

Michel G. J. Binet * ^{2,1}, David Monteiro *

^{3,2}, Oriana Brás *

3

² Grupo de Etnometodologia e Análise Conversacional da Clusividade social, Grupo de Investigação do Centro Lusíada de Investigação em Serviço Social e Intervenção Social (GEACC_CLISSIS) – –Portugal

¹ Instituto Superior de Serviço Social de Lisboa - Universidade Lusíada de Lisboa (ISSSL-ULL) – Portugal

³ Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais da Universidade Nova de Lisboa (CICS.NOVA) – Portugal

Cette communication a pour base empirique un corpus de 14 heures d'enregistrements sonores de réunions hebdomadaires d'une équipe intra-hospitalière de soins palliatifs, collecté à Lisbonne, au Portugal, dans le cadre d'une recherche sociologique, qui procède à une triangulation de méthodes et de données.

Les notes d'enquête de terrain et les enregistrements d'entretiens semi-directifs de recherche ont été complétés par des enregistrements du travail *en train de se faire*. Ce dernier corpus couvre plusieurs des cadres interactionnels du travail quotidien des divers membres d'une telle équipe. Notre communication, qui s'attache, sur le plan théorico-méthodologique, à mettre en lumière et en valeur les apports des études de corpus de données langagières (Baude, 2006) dans la recherche en travail social (Hall et al., 2014), du point de vue du paradigme de l'analyse conversationnelle ethnométhodologique (Sacks, Schegloff & Jefferson, 1974 ; Traverso, 2005, 2016), porte spécifiquement sur l'un de ces cadres interactionnels, à savoir, les *réunions d'équipe*, car celles-ci, qui réunissent dans un même local, à un même moment, les membres de l'équipe, qui appartiennent à diverses professions, sont le siège d'un travail de construction / déconstruction / reconstruction de la frontière du social et du sanitaire, qui est observable et descriptible à partir d'enregistrements et de la transcription de ceux-ci.

Les réunions étudiées constituent l'un des principaux cadres de construction de l'existence intrasubjective, intersubjective et organisationnelle de l'équipe en tant qu'équipe, et de la place, différenciée, des uns et des autres en son sein (Arber, 2008).

Qui dirige l'ouverture et la clôture de ces réunions ? Comment se combinent les rapports de

*Intervenant

pouvoir et les relations de coopération au sein de l'équipe dans la conduite des réunions ? Comment et par qui sont introduits puis développés les topiques, et quels territoires de compétences et d'autorité épistémique se dessinent, s'affirment et s'articulent ce faisant ? Comment les découpages organisationnels internes au petit monde hospitalier génèrent des catégories identitaires mobilisées par les acteurs dans le cadre des réunions ? Comment les décisions sont prises conjointement et quelle est la nature et la place des justifications (au sens ethnométhodologique) (Matarese & Caswell, 2014 ; Banks, 2002 ; Coulter, 1979) dans ces processus co-décisionnels ?

Ces questions, extrêmement précises, peuvent recevoir des réponses elles-mêmes très précises et détaillées, étayées sur des extraits de transcription bilingue (portugais doublé d'une traduction interlinéaire en français) de la parole-en-interaction, qui feront l'objet d'une brève introduction.

Ce que le microscope de l'analyse conversationnelle permet de mettre en lumière, par grossissement et étude de la trame de telles interactions polylogales (Bruxelles & Kerbrat-Orecchioni, 2004), c'est que le travail des frontières interprofessionnelles, du sanitaire et du social, n'est pas réalisé et tranché définitivement, en amont et par le haut, mais constitue, dans le cadre et le cours des réunions d'équipe, un enjeu de négociations locales, à la fois interprofessionnelles et interpersonnelles, auxquelles participent activement les travailleurs sociaux.

Une telle étude de corpus de données langagières, menée à la croisée des sciences sociales (travail social inclus) et des sciences du langage, permet de démontrer, par la voie de descriptions détaillées, la pertinence et la centralité du travail social au sein de la micro-division du travail qui organise, sur fond de renégociations plus ou moins agonales, les réunions d'équipe. Cette centralité est reconnue et sollicitée, en première instance, par l'équipe et ses membres eux-mêmes, par les questions adressées aux travailleur.e.s social.e.s, par les pratiques d'écoute active des réponses obtenues et le poids attribué à celles-ci dans les décisions prises au nom et en tant qu'équipe.

Bibliographie

- Arber, A. (2008) 'Team Meetings in Specialist Palliative Care: Asking Questions as a Strategy Within Interprofessional Interaction', *Qualitative Health Research*, 18(10), pp. 1323–1335.
- Banks, S. (2002) 'Professional Values and Accountabilities', in Adams, R., Dominelli, L., and Payne, M. (eds) *Critical Practice in Social Work*. Basingstoke: Palgrave, pp. 28–37.
- Baude, O. (ed.) (2006) *Corpus oraux: Guide de bonnes pratiques*. Paris: CNRS / Presses Universitaires d'Orléans.
- Bruxelles, S. and Kerbrat-Orecchioni, C. (2004) 'Coalitions in polylogues', *Journal of Pragmatics*, 36, pp. 75–113.
- Coulter, J. (1979) *The Social Construction of Mind: Studies in Ethnomethodology and Linguistic Philosophy*. Totowa: Rowman & Littlefield.
- Hall, C. et al. (eds) (2014) *Analysing Social Work Communication: Discourse in Practice*. London / New York: Routledge.
- Matarese, M. and Caswell, D. (2014) 'Accountability', in Hall, C. et al. (eds) *Analysing Social Work Communication: Discourse in Practice*. London / New York: Routledge, pp. 44–60.
- Sacks, H., Schegloff, E. and Jefferson, G. (1974) 'A Simplest Systematics for the Organization of Turn-Taking for Conversation', *Language*, 50(4), pp. 696–735.

- Traverso, V. (2016) *Décrire le français parlé en interaction*. Paris: Ophrys.
- Traverso, V. (2005) *L'analyse des conversations*. 2nd edn. Paris: Armand Colin.

Session de co-analyse de données conversationnelles (Data Session), précédée d'une brève introduction et suivie d'un débat

Michel G. J. Binet * ^{2,1}, David Monteiro *

², Claire Jondeau *

2

² Grupo de Etnometodologia e Análise Conversacional da Clusividade social, Grupo de Investigação do Centro Lusíada de Investigação em Serviço Social e Intervenção Social (GEACC_CLISSIS) – –Portugal

¹ Instituto Superior de Serviço Social de Lisboa - Universidade Lusíada de Lisboa (ISSSL-ULL) – Portugal

Membre d'un groupe de recherche qui développe l'analyse conversationnelle ethnométhodologique (Sacks, Schegloff & Jefferson, 1974 ; Sidnell & Stivers, 2013 ; Traverso, 2005) dans le champ de la recherche en travail social, notre proposition consiste à dynamiser, dans le cadre du Colloque International Hybrida-2022, une session ouverte de co-analyse de données conversationnelles (*Data Session*), précédée d'une brève introduction, puis suivie d'un débat avec l'audience.

Dispositif hybride de recherche collaborative et de formation à la recherche par la recherche, ces sessions co-analytiques correspondent à une tradition de longue date, toujours bien vivante, en analyse conversationnelle (Have (ten), 2007 : 140-1). L'accélération de la transition vers l'utilisation d'outils numériques facilitant la collaboration à distance, sous l'impact de la crise pandémique, à contribuer sur le plan international à une intensification des échanges entre équipes de recherche, par voie de participations croisées des chercheur.e.s aux sessions de co-analyse dynamisées par les diverses équipes. On assiste donc au sein des équipes à un déconfinement de ce dispositif de co-recherche, qui dorénavant s'ouvre de plus en plus à la participation de chercheur.e.s extérieur.e.s, circulation des chercheur.e.s qui devient le moteur d'une mise en réseau sans précédent des équipes.

En analyse conversationnelle, ce dispositif est également très fréquemment mobilisé pour l'organisation et la dynamisation des rencontres scientifiques. La rencontre annuelle du réseau international DANASWAC, dont notre équipe fait partie, en est un exemple emblématique, dans le champ du travail social (Hall *et al.*, 2014 ; Hall, Slembrouck & Sarangi, 2006 ; Hall *et al.*, 2003). C'est cette tradition, encore trop méconnue hors du cercle des spécialistes, que nous souhaitons contribuer à faire connaître.

Pour ce faire, nous proposons d'organiser la session sur deux heures et trente minutes, de la manière suivante :

*Intervenant

- Brève introduction à l'analyse conversationnelle et à un dispositif de co-recherche : la Session de co-analyse de données conversationnelles (*Data Session*) (15 minutes)
- Session de co-analyse dynamisée par notre équipe et des chercheur.e.s invité.e.s, en régime ouvert et mixte (présentiel et distantiel), permettant aux intéressé.e.s inscrit.e.s dans le Colloque d'assister à la Session (1 heure et trente minutes)
- Synthèse des apports de la Session (15 minutes)
- Débat avec l'assistance, portant sur le *modus operandi* et la portée des études de corpus de données langagières menées en analyse conversationnelle, dans le champ de la recherche en travail social (30 minutes)

La Session co-analytique proprement dite portera sur des données de différents types (un extrait de transcription ; un extrait d'enregistrement sonore et un extrait d'enregistrement audiovisuel), afin de permettre à l'assistance d'observer et de découvrir différentes facettes du travail analytique en analyse conversationnelle, à la croisée des sciences sociales et des sciences du langage (Mondada, 2003), depuis l'analyse de transcriptions anonymisées de la parole-en-interaction jusqu'à l'analyse multimodale de films d'interaction anonymisés.

Bibliographie

- Have (ten), P. (2007) *Doing Conversation Analysis: A Practical Guide*. 2nd edn. London: Sage.
- Hall, C. *et al.* (eds) (2014) *Analysing Social Work Communication: Discourse in Practice*. London / New York: Routledge.
- Hall, C. *et al.* (eds) (2003) *Constructing Clienthood in Social Work and Human Services: Interaction, Identities and Practices*. London / New York: Jessica Kingsley Publishers.
- Hall, C., Slembrouck, S. and Sarangi, S. (2006) *Language Practices in Social Work: Categorisation and Accountability in Child Welfare*. London: Routledge.
- Mondada, L. (2003) 'Le langage en action', in Mesnier, P.-M. and Missotte, P. (eds) *La recherche-action: Une autre manière de chercher, se former, transformer*. Paris: L'Harmattan (Coll. Recherche-action en pratiques sociales), pp. 69–90.
- Sacks, H., Schegloff, E. and Jefferson, G. (1974) 'A Simplest Systematics for the Organization of Turn-Taking for Conversation', *Language*, 50(4), pp. 696–735.
- Sidnell, J. and Stivers, T. (eds) (2013) *The Handbook of Conversation Analysis*. Malden / Oxford: Wiley-Blackwell.
- Traverso, V. (2005) *L'analyse des conversations*. 2nd edn. Paris: Armand Colin.

Hybridité de l'accueil chez un proche en protection de l'enfance ; entre solidarité privée et solidarité publique

Leina Chaibi *¹, Coralie Aranda *

2

¹ université Lyon 2 – Univesité Lyon | Lyon 2 – France

² Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques - UMR 8019 – Université de Lille : UMR8019, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8019 – France

Nous nous intéressons à un type de placement peu connu et peu étudié en France, à savoir l'accueil chez un proche, c'est-à-dire chez une personne appartenant à la famille ou à l'entourage de l'enfant en alternative à d'autres types de placements en protection de l'enfance.

Dans un premier temps, nous revenons donc sur les récentes évolutions du cadre juridique relatif à la protection de l'enfance, qui semblent favorables au développement de ce type d'accueil.

Dans un deuxième temps, nous proposons une présentation non exhaustive des résultats de nos travaux respectifs concernant d'une part le profil du proche accueillant et d'autre part, les conditions de l'accueil. Ces données nous conduisent à nous interroger sur les processus à l'œuvre dans la prise en charge, par les accueillants, de l'enfant d'autrui et les conséquences de ces derniers.

Dans un troisième temps, nous reprenons à notre compte quelques réflexions de Catherine Sellenet (2013) sur le caractère "hybride" de ce type de placement, à la jonction entre solidarité familiale et solidarité collective.

*Intervenant

L'accompagnement local des personnes exilées : les relations entre professionnel.le.s et bénévoles dans les champ du logement et de l'aide alimentaire

Patricia Loncle * , Emmanuelle Maunaye *

¹, Fransez Poisson *

2

¹ Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (ARENES) – Université de Rennes 1 – France
² Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (ARENES) – Université de Rennes : UMR6051
– 104 Bvd Duchesse Anne 35700 RENNES, France

La présente proposition de communication s'appuie sur deux projets de recherche en cours (un projet financé par l'ANR et portant sur les effets de la crise sanitaire sur l'accès aux droits des personnes exilées et un autre financement par le programme H2020 sur l'accès au logement des migrants en Europe). Ces deux projets mobilisent des équipes regroupant des chercheur.se.s statutaires, des chercheur.se.s. de la coopérative Coop' Eskemm et des co-chercheur.se.s ayant vécu l'exil.

Dans le cadre de ces deux projets, une question a retenu particulièrement notre attention et nous souhaiterions la présenter lors du colloque : comment les associations de professionnel.le.s et les associations de bénévoles coopèrent-elles (ou non) et parviennent-elles à organiser des réponses plus ou coordonnées aux besoins des personnes exilées dans un espace local donné, en partant des exemples des champs du logement et de l'aide alimentaire ?

Il s'agira donc dans notre proposition de développer des éléments d'analyse portant à la fois sur les axes 1, 2 4 et 5 de l'ACC.

En effet, tout d'abord, nous partons d'un état des lieux des acteurs professionnels, bénévoles et représentants des personnes exilées en présence à partir d'une lecture des conséquences et des contraintes engendrées par la mise en œuvre des politiques migratoires sur le territoire étudié (Halluin-Mabilot, 2012 ; Spire, 2016 ; Hamidi et Paquet, 2019 ; Bourgois et Lièvre, 2019 ; Gardesse, 2020). Nous nous penchons ensuite sur les pratiques des professionnel.le.s et bénévoles en nous interrogeant à la fois sur les expertises professionnelles et profanes qu'ils et elles développent, sur les relations qu'ils et elles nouent avec les " bénéficiaires " (Chognot, 2020) ainsi que sur la porosité des figures étudiées (professionnel.le.s militant.e.s, bénévoles exerçant ou ayant exercé dans les secteurs du social ou de l'éducation, personnes exilées bénévoles...).

*Intervenant

Enfin, nous analysons les types de coopérations qui sont développés entre ces acteurs et actrices pour comprendre dans quelle mesure ils et elles sont placés dans des situations de partenariat, de concurrence ou même d'opposition dans certains cas de figure autour de l'accompagnement des personnes exilées (Pette, 2014 et 2016 ; Simonet, 2018 ; Belmessous et Roche, 2020). Cette dernière dimension s'ancre dans une perspective d'analyse des systèmes locaux d'acteurs, systèmes locaux regroupant ici action collective et action publique (Loncle, 2011).

Cette proposition est le résultat d'un travail de terrain essentiellement qualitatif (une cinquantaine d'entretiens semi-directifs ont été menés de même qu'une dizaine d'entretiens monographiques avec les personnes exilées). Ces entretiens ont aussi bien concerné des représentants de l'Etat et des collectivités locales que des professionnel.le.s d'association fortement institutionnalisées, opératrices de l'Etat que des bénévoles d'associations faiblement, voire pas du tout institutionnalisées.

Dans cette recherche, nous avons développé porté un intérêt particulier à l'implication de personnes exilées, soit comme co-chercheurs et chercheuses du projet, soit comme " récepteurs " et " réceptrices " de nos résultats ; notre but étant de pouvoir accéder à des terrains qui nous auraient été difficilement accessibles avec une équipe classique (pour accéder à des squats par exemple) et de confronter nos analyses avec les savoirs expérientiels des personnes.

Bibliographie indicative :

Belmessous, Fatiha, et Elise Roche. 2018. " Accueillir, insérer, intégrer les migrants à la ville ". *Espaces et sociétés* 172-173(1-2): 7-18.

Bourgeois, Louis, et Marion Lièvre. 2019. " Les bénévoles, artisans institutionnalisés des politiques migratoires locales? " *Lien social et Politiques* (83): 184.

Chognot, Christine. 2020. *Le sens de l'action dans les associations*. Toulouse: Érès. <https://www.cairn.info/sens-de-l-action-dans-les-associations-9782749267388.htm>.

Gardesse, Camille. 2020. " La dispersion de personnes exilées : ce que la spatialisation des CAO révèle des politiques migratoires et urbaines ". *Revue européenne des migrations internationales* 36-2(2-3): 83-105.

Halluin-Mabillot, Estelle d'. 2012. *Les épreuves de l'asile: Associations et réfugiés face aux politiques du soupçon*. Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

Hamidi, Camille, et Mireille Paquet. 2019. " Redessiner les contours de l'État: la mise en oeuvre des politiques migratoires ". *Lien social et Politiques* (83): 5.

Loncle, Patricia. 2011. " La jeunesse au local, comment analyser les spécificités locales dans les interventions publiques? " *Sociologie* (2): 129-47.

Pette, Mathilde. 2016. " Venir en aide aux migrants dans le Calais. Entre action associative locale et crise migratoire internationale ". *Savoir/Agir* 36(2): 47-52.

Simonet, Maud. 2018. *Travail gratuit: la nouvelle exploitation?* Paris: Textuel.

Spire, Alexis. 2016. " La politique des guichets au service de la police des étrangers ". *Savoir/Agir* 36(2): 27-31.

Les maisons-relais, " modèle alternatif " permettant de (re)penser les frontières de l'intervention sociale

Christelle Achard * 1

¹ Université de Caen Normandie – Cerrev – France

Problématique, objectifs et méthodologie

" Dans quelle mesure les maisons-relais viennent-elles mettre en exergue, questionner, voire remettre en cause les frontières habituelles de l'intervention sociale, et notamment celles de la filière hébergement/logement ?". Pour répondre à cette interrogation, nous entendons partir de l'exemple des maisons-relais comme " dispositif alternatif " de prise en charge du sans-abrisme, pour penser l'évolution des frontières temporelles, spatiales, relationnelles et idéologiques du travail social. Nous nous attacherons à montrer en quoi cette modalité particulière de prise en charge vient s'inscrire en rupture avec les tendances profondes et durables qui traversent le secteur social. Nous considérerons les spécificités de fonctionnement des maisons-relais à la fois comme une possible réponse aux limites inhérentes aux frontières habituelles de l'intervention sociale et comme une source de réflexivité sur le fonctionnement du secteur social en général.

Cet article, d'ordre conceptuel, entend proposer une réflexion *sur* et *à partir* du modèle des maisons-relais. Il n'a pas la prétention d'en questionner la mise en œuvre effective. Cet écrit s'appuie cependant sur une participation à la " semaine des pensions de famille "1 (2020), et entend valoriser les résultats d'une enquête de terrain de type immersive effectuée au sein d'une maison-relais sous la forme de l'observation participante (2020). Il prend également appui sur une expérience ethnographique d'assistante de service social dans le secteur de l'hébergement/logement.

Les maisons-relais, un " modèle alternatif " en développement

Les évolutions récentes du travail social viennent bouleverser les frontières du secteur social, vers ce que nous proposerons d'envisager à la fois comme une mutation et une multiplication de celles-ci. S'ensuit une fragmentation des prises en charge (Ravon et al, 2018), pouvant favoriser une forme de morcellement identitaire des publics (Pichon, 2005), notamment pour les plus fragiles, à l'exemple des personnes sans-abri. Toutefois, le constat des limites et effets pervers induits par ces changements favorise également le retour, le renforcement ou l'émergence de politiques publiques et dispositifs de prise en charge " alternatifs ", reposant sur une logique d'action différente. Dans le secteur de l'hébergement/logement, c'est le cas du logement d'abord et du développement des maisons-relais.

Le modèle des maisons-relais a été initié en France en 1997, sous la forme d'expérimentations. Son extension à l'échelle nationale et sa pérennisation ont été confirmés par la circulaire DGAS/SDA

*Intervenant

n°2002-595 du 10 décembre 2002. En 2006, deux modèles de maisons-relais spécifiques ont vu le jour : les résidences accueil et les pensions de famille pour personnes vieillissantes. Actuellement, près de 950 pensions de famille existent en France, ce qui profite à 20000 personnes. Un objectif de création de 10000 places supplémentaires a été fixé d'ici 2022, dans le cadre de la stratégie du logement d'abord.

1. Face à la multiplication des frontières temporelles, un accompagnement " sans limite mais pas sans fin "

1.1. Vers une multiplication des frontières temporelles de l'intervention sociale ?

L'analyse de l'évolution des frontières temporelles du secteur social tend à dessiner un mouvement de multiplication de ces dernières. Le modèle de l'activation (Hamzaoui, 2005) a supplanté celui de l'insertion (Tourrhiles, 2009). Ainsi, la logique de long-terme et d'accompagnement durable jusqu'à la pleine intégration a été remplacée par une vision de court-terme et par la mise en place de " politiques de l'individu " (Bessin, 2009) reposant sur une logique de responsabilisation, d'" autonomisation " et de développement du pouvoir d'agir. Se développent des politiques sociales " réactionnelles ", en ajustement permanent (Crépeau et Metzger, 2011) et caractérisées par une précarité des moyens de mise en œuvre.

Au niveau des institutions, l'essor du néo-management favorise une focalisation des acteurs sur le court-terme et les indicateurs de résultats, doublée d'une logique anticipatrice dans une perspective du " risque zéro " (Lambert Barraquier et Dutier, 2016).

Alors que les parcours de vie apparaissent de plus en plus fragmentés (Dubar et Nicourd, 2017), les publics de l'aide sociale sont soumis à une " injonction biographique " (Duvoux, 2009). Parallèlement, bien que placés dans une situation d'incertitude du lendemain du fait de la discontinuité des aides proposées, ils subissent une " injonction au projet " (Jaillet-Roman, 2002). Finalement, la précarité et l'insuffisance des aides proposées viennent dessiner une forme de circularité des accompagnements. Ces éléments associés voient l'émergence de processus de morcellement identitaire et de désinsertion sociale (De Gaulejac et Taboada Leonetti, 1994). Les publics les plus fragiles apparaissent durablement " enfermés " dans les circuits de l'assistance et/ou relégués dans une situation de marginalisation (Paugam, 2009).

1.2. La filière hébergement/logement, entre logique de progression et partition

Dans le secteur de l'hébergement/logement, le modèle de l'insertion a donné naissance à une conception " en escaliers " de la filière Accueil Hébergement Insertion (AHI). Toutefois, l'embolisation de la filière combinée à une mutation de modèle idéologique vers celui de l'activation a favorisé une forme de partition du secteur. La filière de l'insertion, reposant sur une logique de progression, apparaît réservée aux populations les moins fragilisées. Les populations les plus en difficultés se retrouvent reléguées durablement dans le secteur de l'urgence sociale, ou dans les structures de soin.

Dans ce paysage morcelé, les appels à l'évolution des hébergements vers un modèle unique de prise en charge de type Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) (Commission des Affaires Sociales, 2019) marquent une inflexion majeure. De même, le modèle du logement d'abord, censé proposer des solutions durables et des accompagnements globaux aux publics les plus fragiles, traduisent un changement de logique d'action (Haut Comité pour le Logement des Personnes Défavorisées, 2018). Le modèle des maisons-relais entend s'inscrire dans cette perspective.

1.3. La maison-relais, un accompagnement durable inscrit dans un parcours de vie

En proposant un accueil durable aux individus relevant de la grande-exclusion (Direction Interministérielle de l'Hébergement et de l'Accès au Logement (DIHAL), 2012), les maisons-relais rompent avec la conception en escaliers de la filière AHI, et avec la logique de contrepartie prédominante dans le secteur social.

A la multiplication des frontières temporelles, les maisons-relais viennent opposer un accompagnement " sans limite mais pas sans fin " 2 . L'accueil entend s'inscrire dans un parcours de vie, dans l'objectif de favoriser la reconstruction d'une continuité biographique (Pichon, op. cit.). Le travail sur l'instant présent vise à permettre à l'individu de se " réconcilier " avec lui-même, avec un passé souvent douloureux, afin de rendre à nouveau possible la projection dans l'avenir.

2. Face à la multiplication des frontières socio-spatiales, un " tiers lieu " ouvert sur l'extérieur

2.1. Vers un renforcement des frontières socio-spatiales ?

Parallèlement, le secteur social semble traversé par une tendance à la multiplication de ses frontières spatiales et sociales. L'espace social apparaît divisé, entre la relégation socio-spatiale des populations précarisées (Donzelot, 2006) et la mobilité forcée (Sassen, 2016) subies par certaines populations.

Par ailleurs, l'évolution des logiques d'organisation du secteur, bien que laissant transparaître des mouvements contradictoires, tend à dessiner un mouvement d'éloignement des institutions d'avec les publics dont elles ont la charge. La territorialisation de l'action sociale (Ion, 1991), censée permettre à chaque individu de pouvoir bénéficier d'un accompagnement social, se double d'une spécialisation croissante des institutions et des acteurs (Chopart, 2000), et dessine un paysage de prises en charge fragmenté. Parallèlement, la décentralisation de l'action sociale n'a pas empêché la disparition des guichets de proximité (Janvier, 2011). Enfin, les appels au développement de l'" aller-vers " apparaissent comme une tentative de compensation partielle de la disparition des espaces d'accueil dans les institutions (Cols et al. 2021) et de l'accroissement de la fracture numérique (Bégon, 2021).

2.2 Présence et distance des institutions, un enjeu central pour les acteurs de l'hébergement/logement

Le secteur de l'hébergement/logement semble traversé par des dynamiques contradictoires mais concomitantes, marquant une forme d'hésitation entre présence sociale et absence, entre proximité et distance, ou encore entre interventionnisme et désengagement.

Les zones rurales et quartiers prioritaires illustrent ce paradoxe, entre désertification et politiques de discriminations positives (politiques de la ville ; Epstein, 2013). Au niveau des populations en difficultés, celles-ci subissent une forme d'assignation spatiale (populations des quartiers populaires, zones rurales), ou au contraire une mobilité forcée (populations migrantes, familles hébergées à l'hôtel).

Toutefois, l'étude attentive des logiques d'intervention auprès des publics précarisés laisse transparaître une forme de cumul simultané ou successif de ces deux logiques. Ainsi, les populations roms, sans cesse chassées par le démantèlement de leurs camps, sont en même temps reléguées dans des zones éloignées des services urbains (Romeurope, 2019). A l'inverse, les familles hébergées à

l'hôtel, soumises à des changements fréquents de mise à l'abri, sont en même temps " concentrées " dans des espaces de vie communs (Fondation Abbé Pierre, 2015). Enfin, alors que les personnes sans-abri apparaissent comme les victimes d'un abandon des pouvoirs publics, se développent dans le même temps de nouvelles modalités de réponse plus interventionnistes, à l'image des Equipes Mobiles Psychiatrie Précarité (EMPP) (Marques, 2013).

2.3. Un tiers lieu ouvert sur l'extérieur

Face à la multiplication des frontières socio-spatiales, les maisons-relais proposent un " tiers lieu " ouvert sur l'extérieur (Cerema, 2014), alliant " chez-soi ", mode de vie de type " communautaire " et inscription sur le territoire. Le travail partenarial qui y est mené entend re-lie l'individu avec les institutions, dans l'objectif de lui permettre (re)trouver une place à part entière dans la société (Soulet, 2005).

Les maisons-relais apparaissent donc comme un lieu d'ancrage permettant à l'individu de se (re)construire, et ainsi de pouvoir se projeter dans un " ailleurs ". Tiers-lieu protecteur mais également espace de transition, elles tentent de trouver un juste équilibre entre ancrage et mobilité, entre " ici " et " au delà ".

3. Face au renforcement des frontières relationnelles, la Relation au cœur de l'accompagnement en maison-relais

3.1. Vers un développement des frontières relationnelles en travail social ?

Les mouvements qui traversent le secteur social, analysés précédemment, participent au renforcement de ce que nous qualifierons de " frontières relationnelles ", c'est à dire d'une forme de distanciation relationnelle entre acteurs du secteur social et publics bénéficiaires.

Cet éloignement est d'abord symbolique, porté par la prédominance de la figure de l'individu " autonome ", qui tend à nier l'interdépendance des êtres humains. Il tend à dessiner une scission entre individus " autonomes " et individus bénéficiaires de l'aide sociale, mais également entre " bons " et " mauvais pauvres " (hiérarchisation des publics). La logique de responsabilisation individuelle favorise et renforce une forme de dissymétrie relationnelle, et enferme les publics de l'aide sociale dans un statut d'individu perpétuellement redevable.

Cet éloignement est également matériel, avec la montée en puissance de la logique de contrepartie, qui favorise la sur-exclusion des plus fragiles.

Enfin, la montée en puissance de la rhétorique de la " distance à l'utilisateur " en travail social, combinée à la multiplication des échelons hiérarchiques dans les institutions de prise en charge, renforce l'éloignement relationnel et affectif entre acteurs de l'intervention sociale et publics vulnérabilisés.

3.2. La relation de proximité, une spécificité de l'urgence sociale ?

Au niveau de l'hébergement/logement, seul le secteur de l'urgence sociale, caractérisé par le triptyque proximité/immédiateté/inconditionnalité (Brémond et al. 2002) semble s'inscrire dans une logique de réduction de la distance relationnelle établie entre acteurs de l'intervention sociale et public accompagné. Toutefois, parce qu'il se transforme souvent en " provisoire durable " pour les publics qui en bénéficient, ce secteur peut vite se transformer en espace de relégation (Rullac, 2006). Il favorise alors la marginalisation des publics de l'urgence sociale, en renforçant la distance établie entre ces individus et le reste de la société, mais également en créant une

scission entre publics de l'urgence sociale et publics de l'insertion.

Les modalités d'intervention fondées sur l'" aller-vers ", quant à elles, apparaissent hautement ambivalentes. Fondées sur une " éthique du care" (Tronto, 1993) visant à aller vers ceux " qui ne demandent rien ", elles s'inscrivent en même temps dans une logique interventionniste susceptible de se transformer en instrument de domination (Marques, 2018).

3.3. En maison-relais, une approche fondée sur la Relation

Face aux frontières relationnelles " traditionnelles " de l'intervention sociale, les maisons-relais réinscrivent la relation dans une forme de réciprocité et d'interdépendance (Mauss, 2007), à l'opposé des logiques d'injonction à l'autonomie (Duvoux, 2008) et de contrepartie prédominantes dans le secteur social. Elles offrent une relation de proximité à travers la figure des hôtes, encouragent le développement de liens entre pairs, et soutiennent les liens avec l'extérieur (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE), 2019).

4. Entre relégation et dogme de l'inclusion : renouer avec l'objectif d'intégration

4.1. Une logique inclusive qui n'efface pas les frontières

Le renforcement des frontières de l'intervention sociale se double d'une mutation de ses frontières idéologiques. C'est le cas notamment avec le passage du modèle de la relégation, à celui de l'intégration, vers l'inclusion (Ebersold, 2015). Le développement du milieu ouvert (Hirlet et Thomas, 2017) à compter des années 75 peut être compris comme une tentative de mettre fin à la relégation des Individus fragilisés, dans une logique d'intégration. Toutefois, ce mouvement d'ouverture a induit un recentrage du milieu fermé sur les Individus les plus fragilisés.

Plus récemment, le passage de la figure de l'intégration à celle de l'inclusion est venu justifier une forme de désengagement des institutions. Il a induit une diversification et une multiplication des acteurs concernés par une même situation. Les appels au développement du travail en réseau et en partenariat n'a pas empêché les incohérences et discontinuités de prise en charge. L'insuffisance du maillage porté par ce nouveau modèle de justice sociale est venu poser la question de l'existence d'Individus situés dans un " entre-deux ", auxquels aucune réponse ne semble pouvoir être posée.

4.2. ASLL et AVDL, incarnations de la logique inclusive ?

La logique inclusive qui se développe dans le secteur de l'hébergement/logement s'illustre notamment à travers l'essor des accompagnements de type Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) et Accompagnement Vers et Dans le Logement (AVDL). Pensés comme un étayage ponctuel face à une situation de fragilisation locative, ou au sein d'un parcours vers le logement autonome, ils apparaissent toutefois majoritairement réservés aux publics les moins en difficultés.

4.3. (Re)construire l'intégration

Par un accompagnement centré sur les publics les plus fragiles, néanmoins soucieux de préserver une diversité et un équilibre des profils accueillis, les maisons-relais refusent la relégation, et renouent avec une logique d'intégration. Le développement de maisons-relais " en diffus " apparaît comme une incarnation de cette visée intégrative. Il permet de proposer des conditions de vie proches du logement classique, tout en maintenant un étayage rendu nécessaire par la fragilisation de la situation sociale des personnes accueillies.

5. Face à des frontières en mouvement induisant un changement de paradigme ; le retour aux fondamentaux

5.1. Vers un changement de paradigme de l'intervention sociale ?

D'autres mutations des frontières idéologiques du travail social se dessinent dans le secteur, venant bousculer ses fondements essentiels. Le rôle attribué au travail social est véritablement transformé : de l'image d'un travail social utile, nous sommes passés à celle d'un travail social considéré comme un coût, vers celle d'un travail social envisagé comme un investissement (Chauvière, 2008). Les logiques d'action de chaque secteur subissent des transformations profondes.

5.2. Vers une scission du secteur de l'hébergement/logement

Dans le secteur de l'hébergement/logement la prédominance du modèle de contrepartie favorise l'"effet Matthieu" (Damon, 2002). Le secteur apparaît désormais scindé entre dispositifs d'insertion d'une part, dispositifs d'urgence sociale d'autre part, nuitées hôtelières, et enfin structures de soin (Commission des Affaires Sociales, op. cit). D'un côté, les dispositifs d'insertion, à travers la figure centrale des CHRS, apparaissant réservés aux populations les moins en difficultés : elles reposent majoritairement sur une logique d'accompagnement global et continu, jusqu'au relogement. D'un autre côté, les acteurs de l'urgence sociale s'adressent prioritairement aux publics les plus fragiles, par la mise en place d'une relative inconditionnalité de l'accueil et un fonctionnement dit "de bas seuil". C'est le cas des accueils de jour et des maraudes, ou plus récemment des Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) et des EMPP. L'hébergement sous forme de nuitées hôtelières apparaît comme une modalité de réponse intermédiaire entre ces deux logiques. Le principe du renouvellement à la nuit qui les caractérisaient à l'origine laisse place à des prises en charge de plus long terme, parfois de plusieurs années. Le caractère théoriquement éphémère des prises en charge hôtelières soumet néanmoins les individus à l'incertitude du lendemain et justifie des conditions d'hébergement souvent rudimentaires et un accompagnement social minimal. Par ailleurs, la logique d'inconditionnalité censée caractériser cette modalité de prise en charge (de part son appartenance au secteur de l'urgence sociale) apparaît percutée par l'insuffisance des réponses d'une part (sélection des publics) et par ses modalités de fonctionnement d'autre part (éloignement du modèle du bas seuil). Enfin, les structures de soins apparaissent davantage ciblées sur les publics les plus fragiles, à l'image des Lits Halte Soins Santé (LHSS), Lits d'Accueil Médicalisé (LAM) et Appartements de Coordination Thérapeutiques (ACT).

Les mutations idéologiques du travail social se dessinent également à travers l'évolution ses modalités d'hébergement des publics spécifiques, relevant des autres secteurs d'intervention.

5.3. Entre dépassement des clivages traditionnels et retour aux fondamentaux

Le développement des maisons-relais n'échappe pas à la montée en puissance des logiques gestionnaires et comptables. Bien que ce modèle apparaisse intéressant, il ne doit pas occulter le fait que son expansion semble répondre aussi, et avant tout, à un impératif de réduction des coûts. En effet, le taux d'encadrement, relativement peu important, y est moindre qu'en CHRS par exemple. Aussi, la présence des hôtes de maison doit nécessairement venir s'ajouter aux autres accompagnements et étayages proposés à la personne accueillie, et non s'y substituer. Dans le cas contraire, les maisons-relais courent le risque de devoir recentrer leur intervention sur un public moins en difficultés, s'éloignant dès lors de leur mission première.

En proposant un "entre deux" durable mais évolutif, la maison-relais semble dépasser la scission historique entre urgence sociale et insertion ; entre inconditionnalité (Maurin, 2020) et ciblage

(Damon, op. cit). Elle tente d'allier autant que possible logiques éducatives (Gaberan, 2019), visée d'intégration et étayage sanitaire dans une logique d'accompagnement global ; à l'opposé du renforcement des tendances répressives, inclusives, et financières du secteur social.

Conclusion, les maisons-relais, pour une remise en cause des frontières de l'intervention sociale : l'enjeu d'une alliance à la recherche

L'exemple des maisons-relais permet de porter un regard réflexif sur le secteur social et ses évolutions. En ce sens, les maisons-relais peuvent être qualifiées d'" hétérotopies " (Foucault, 1967), c'est à dire de " tiers lieux ", lieux de " contre-emplacement " ouvrant des espaces de " compensation " et de " contestation " de la réalité du secteur social, et plus particulièrement de la filière hébergement/logement. Ce modèle alternatif permet de remettre en question, dépasser, et bousculer les frontières habituelles de l'intervention sociale.

La nécessaire visibilité des enjeux, atouts et limites de sa mise en œuvre effective plaide en faveur d'une alliance au secteur de la recherche. Il s'agirait de dépasser les frontières existantes entre travail social et secteur de la recherche, par le développement de recherches-action incluant les professionnels impliqués dans ces structures, ou encore de modalités de recherche de type communautaire associant le public accompagné (Trévidy, Benoist et Gagnayre, 2021).

1 Cette journée, organisée par la Fédération des Acteurs de la Solidarité, réunit annuellement les acteurs des pensions de famille : associations, institutions, professionnels, mais également usagers et décideurs

2 Citation extraite de l'article de présentation partenariale de la maison-relais enquêtée

La cape trouée des travailleuses sociales : quel pouvoir pour le travail social ?

Bianca Boyer-D'alesio *¹, Glaphyra Georges *

¹, Rose Catherine Edouarzin *

1

¹ École de service social de l'université d'Ottawa – Canada

La proposition de communication est issue d'une démarche de co-réflexion et de co-analyse autour de ces enjeux de pouvoir que nous avons faite dans le cadre d'un séminaire de maîtrise en travail social à l'université d'Ottawa, Analyse de l'intervention sociale et de la pratique dans le domaine de la santé. Ce séminaire nous a permis de mettre en commun nos questions et préoccupations en lien avec notre future profession de travailleuse sociale ; particulièrement celles concernant les écarts entre les théories apprises dans les cours et la réalité de la pratique sur le terrain.

Nous présenterons et analyserons des exemples d'intervention, de stage et de formation que nous avons vécus en tant qu'étudiantes de maîtrise en service social à travers les trois formes de relations de pouvoir, tel que présentées par Gutknecht (2016) : 1) les relations entre les travailleurs sociaux et les usagers, 2) les relations entre les travailleurs sociaux et les structures organisationnelles à l'ère de la Nouvelle gestion publique et 3) les relations entre les professionnels en travail social.

Les exemples proviennent de trois champs de pratique et trois milieux différents : 1) en milieu communautaire au Québec auprès de personnes âgées ; 2) dans une école secondaire auprès de personnes racialisées en Ontario ; 3) dans une ONG en Haïti auprès des migrants haïtiens déportés de la République Dominicaine à la frontière haïtienne. L'ensemble illustrera comment les enjeux de pouvoir traversent les frontières géographiques et institutionnelles, tout en créant et consolidant des liens de solidarité entre nous, futures travailleuses sociales.

*Intervenant

De la dispersion des populations migrantes à la mobilité des professionnels de l'action sanitaire et sociale : le déploiement de " l'aller-vers " face à la " crise de l'accueil des exilés "

Isabelle Siffert * ¹

¹ Espaces et Sociétés – Université de Rennes 2 – France

A partir d'une recherche doctorale en géographie sociale sur la prise en soin des demandeurs d'asile sur un territoire périurbain francilien, cette communication se propose de réfléchir à la dynamique de " mise en mobilité " des intervenants médico-sociaux en réponse aux politiques de répartition territoriale des populations migrantes.

L'intervention médicale et/ou sociale mobile auprès des populations en situation de précarité n'est pas nouvelle. Associées à la posture de " l'aller-vers " qui promeut une intervention sans attendre l'expression d'une demande, les initiatives mobiles sont envisagées comme modalités de lutte contre l'isolement géographique et social et le non-recours des populations en marge des services d'aide et de soin (Baillergeau, 2016). Les années 2000 ont notamment été marquées par la multiplication de maraudes, majoritairement associatives, cherchant à cibler des problématiques (sans-abrisme, prostitution, toxicomanie...), des lieux (rue, campements, squats ...) et/ou des populations peu ou mal prises en charge par d'autres formes d'action sociale ou médicale (Cefai & Gardella, 2011 ; Ligi et al, 2018). Les actions mobiles se sont par ailleurs développées sous différentes formes, comme des permanences dans des lieux d'hébergement ou de consommation des populations précaires. D'abord davantage porté par des initiatives associatives, le recours à ces formes d'intervention a progressivement gagné les politiques sociales et sanitaires et apparaît désormais comme une dimension majeure de l'action sociale et médico-sociale (Avenel, 2021). La mesure 27 du Ségur de la Santé 2020, mettant en place plusieurs nouveaux dispositifs mobiles (équipes mobiles santé précarité, Lits halte soin santé mobiles, appartements de coordination thérapeutique " hors les murs ") confirme une accélération de la mise à l'agenda politique de " l'aller-vers " dans la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé.

A partir d'un terrain de recherche mené sur un territoire de grande couronne francilienne, nous proposons d'analyser la mise en mobilité croissante depuis 2015 d'intervenants de structures médico-sociales dédiées aux populations précaires (PASS, réseaux de santé précarité, associations) au prisme de la mise en œuvre locale des politiques migratoires. Dans une première partie, nous verrons comment l'action mobile est déployée comme une modalité de ciblage et de couverture territoriale au regard de l'installation de personnes migrantes sur le territoire, que cela soit l'ouverture de nouvelles structures d'hébergement du Dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile (DNA) ou l'installation/évacuation de campements et bidonvilles repoussés loin de la capitale. Nous verrons que le développement d'actions mobiles permet de créer de nouvelles portes d'entrée dans le soin tout en apparaissant comme une manière de réguler la

*Intervenant

venue de populations migrantes précaires vers les services de santé (Urgences, PASS).

Dans une seconde partie privilégiant une approche territoriale, il s'agira de faire ressortir l'enjeu des échelles d'intervention dans le déploiement d'actions mobiles (Petiau, 2019). A partir de l'exemple d'une équipe mobile sanitaire régionale mise en place pour intervenir dans des structures d'hébergement dédiées aux demandeurs d'asile, nous reviendrons sur les difficultés que posent l'intervention mobile en termes de visibilité dans le paysage de l'action sociale et la construction de partenariats. En pratique, le manque de connaissance des acteurs locaux par l'équipe déployée à l'échelle régionale entraîne des orientations très centralisées vers Paris, vers un nombre restreint de partenaires. Ces logiques d'orientation contribuent à limiter l'ancrage local des populations sur leur territoire de vie et alimentent par ailleurs des logiques de " filières de soin spécialisées migrants ", dans un sous-espace du droit commun.

Enfin, dans une dernière partie nous nous appuyerons sur les expériences des professionnels enquêtés pour analyser les difficultés de positionnement dans les interventions mobiles lorsqu'elles raisonnent avec les politiques migratoires, en particulier de résorption des camps. En première ligne sur les campements, les intervenants mobiles se trouvent souvent associés à des procédures dépassant largement leur fonction initiale de soin. Les difficultés de positionnement soulignent par ailleurs l'importance de médiation dans la mise en place d'actions mobiles, souvent insuffisamment pensée et financée dans les dispositifs d'intervention.

Références

Avenel C. (2021) " L'aller-vers au cœur des métamorphoses du travail social ", *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, juillet-août 2021, pp. 713-727.

Baillergeau E. (2016), " " Aller-vers " les populations en rupture. Les enjeux théoriques et pratiques de la notion d'outreach appliquée à la lutte contre les exclusions et la précarité ", in Soulet M.-H. (dir.), *Les nouveaux visages du travail social*, Fribourg Academic Press, p. 145-164.

Cefaï D., Gardella E. (2011), *L'urgence sociale en action. Ethnologie du Samusocial de Paris*, Paris, La Découverte.

Ligi F., Pian A., Hoyez A.-C (2018), " Les actions de " l'aller-vers " de Médecins du Monde Strasbourg ". Rapport de recherche, UMR ESO, Espaces et Sociétés, Médecins du Monde, Réseau Louis Guilloux.

Petiau A. (2019), " Frontières spatiales, temporelles et professionnelles dans l'accompagnement social et médical des personnes sans abri. Une étude de cas ". *Espaces et sociétés*, 1(1-2), p. 33-51.

Une approche par les politiques publiques

L'intervention sociale dans le champ de la justice pénale entre " Evidence-Based Practice " et clinique de l'action située

Daniel Lambelet * ¹

¹ Haute école de travail social Lausanne (HETSL) – Suisse

Développée dans le champ biomédical, l'approche " Evidence Based Practice " a depuis essaimé plus largement (Ponnou & Niewiadomski, 2020). Elle s'est notamment étendue au domaine de l'intervention socio-judiciaire (Cortoni & Lafortune, 2009 ; Taxman & Sachwald, 2010 ; Burrell & Rhine, 2013)

Dans un contexte de sensibilité accrue à l'insécurité, de renforcement des préoccupations sécuritaires et de mise en question de l'efficacité des prises en charge de type correctionnaliste (Martinson, 1974), les réformes du système de justice pénale dans la plupart des États occidentaux ont été marquées par un acheminement vers ce que Feeley et Simon (1992) ont désigné comme une " nouvelle pénologie " orientée vers la gestion actuarielle du risque. Cette inflexion s'est aussi accompagnée d'une perte de confiance dans le savoir-faire clinique des professionnels de l'intervention socio-judiciaire et d'une soumission de leur action à des normes gestionnaires (rationalisation des procédures de travail, exigence d'efficacité, etc.).

Désormais, il est attendu que la définition des principes et des modalités de la prise en charge des personnes sous main de justice s'appuie sur des évidences scientifiques. En Suisse, la mise en oeuvre d'une démarche systématique et standardisée prenant appui sur des outils d'évaluation du risque a été expérimentée dans le cadre d'un projet pilote soutenu par l'Office fédéral de la justice. Ce concept d'exécution des sanctions orientée vers le risque (ROS) a donné des résultats suffisamment probants (OFJ, 2014) pour apparaître comme un exemple de „bonne pratique". Il est maintenant appliqué pratiquement partout en Suisse allemande. Dans les cantons de Suisse latine, un modèle de prise en charge basé sur les besoins et les risques est aussi en cours d'élaboration, mais la pratique reste encore pour le moment plutôt empirique.

Après avoir brièvement situé le contexte de l'intervention sociale dans le champ de la justice pénale en Suisse, ainsi que son évolution récente, cette communication mettra en évidence comment les agents de probation s'y prennent - malgré des marges de manœuvre restreintes - pour composer avec des grammaires d'action arrimée pour l'une à une logique de science appliquée, et relevant pour l'autre d'une perspective clinique. Pour cela nous nous appuierons sur une recherche récente menée dans trois services de probation de Suisse latine et portant sur une ethnographie des pratiques de prise en compte du risque dans l'activité des professionnels (Auteur et al., 2020). En conclusion, comme la fragilisation de la dimension prudentielle (Champy, 2019) de l'activité des agents de probation engage la conception même de leur activité, nous nous interrogerons sur le rôle que pourrait endosser l'association professionnelle de probation et de

*Intervenant

travail social dans la justice (prosaï) pour faire reconnaître l'importance d'un art de faire basé sur une intelligence clinique des situations dans la conduite d'une action sûre.

Burrell, W.D. & Rhine, E.E. (2013). Implementing Evidence-Based Practices in community corrections : A review essay. *Justice Research and Policy*, Vol. 15/No 1, 143-157.

Champy, F. (2019). Sociologie de la prudence et travail social : une rencontre prometteuse. In M. Kuehni (éd.), *Le travail social sous l'œil de la prudence* (p. 27-45). Bâle : Schwabe Verlag.

Cortoni F., Lafortune D. (2009). Le traitement correctionnel fondé sur des données probantes : une recension, *Criminologie*, 42, 1, 61-89.

Feeley M.M. & Simon, J. (1992). The new penology : Notes on the Emerging Strategy of Corrections and Its Implications. *Criminology*, vol. 30, n°4, 449-474.

Martinson, R. (1974). What works? Questions and answers about prison reform. *Public Interest*, 35, 22- 54.

Office fédéral de la justice (2014). *Rapport final projet pilote Exécution des sanctions orientées vers les risques (ROS)*. Berne, OFJ.

Ponnou, S. & Niewiadomski, C. (dir.) (2020). Pratiques d'orientation clinique en travail social. Paris : L'Harmattan

Soulet, M-H. (2015). Le travail social comme activité en situation. In M-H. Soulet (dir.). *Les nouveaux visages du travail social*(p. 223-257). Fribourg : Academic Press.

Taxman, F.S. & Sachwald, J. (2010). Managing the chaos: Implementing evidence-based practices in correctional agencies. In F. McNeil, P. Raynor & C. Trotter (Eds.). *Offender Supervision: New Directions in Theory, Research and Practice*(p. 172- 192). New York: Routledge.

Pandémie et éducation : les lignes de tension

Roberta Romagnoli * 1,2

¹ ROMAGNOLI – Brésil

² Université Pontificale Catholique de Minas Gerais (PUC Minas) – Brésil

Cette proposition de communication consiste à exposer les résultats partiels de la recherche " Éducation et famille : reproductions et inventions dans le Programme de Résidence Pédagogique (PRP) de Belo Horizonte ", financée par le CNPq (organisme national de financement de la recherche). Cette investigation analyse les relations établies par les enseignants superviseurs, les enseignants précepteurs et les étudiants en formation dans le PRP, soulignant l'articulation entre l'école et les familles, afin de favoriser l'invention de nouvelles formes d'expression dans ces groupes. Dans notre étude, nous avons utilisé la méthodologie de la recherche-intervention et comme cadre théorique la schizo-analyse. La pandémie causée par le virus SARS-CoV-2 a généré des effets sur les différentes manières de concevoir la vie, les valeurs, les relations, le travail, la production et l'éducation, interférant aussi dans la formation des futurs enseignants. Pour le confronter, ce phénomène exige des actions gouvernementales qui sont exécutées, au Brésil, de manière assez fragmentée. Dans le contexte de l'éducation de base, il y a eu des accords entre les gouvernements des États et les municipalités, par l'intermédiaire des organismes responsables et de leurs régions, sans qu'il y ait des orientations de la sphère fédérale. Cette réalité a donné lieu à des attitudes disparates dans la prise de décision politique concernant le domaine de la santé publique, générant des effets directs sur la situation sociale générale et spécifiquement sur la situation éducative (Gatti, 2020). Au Brésil, selon les données de l'*Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira* – INEP (2019), il y a près de 180 000 écoles élémentaires et plus de 48 millions d'élèves qui ne peuvent pas assister aux cours sur place depuis mars 2020, afin d'éviter la propagation du coronavirus. La proposition de l'enseignement à distance a été maintenue avec plusieurs obstacles, au milieu d'une hétérogénéité de situations vécues par les élèves et leurs familles, qui sont devenues centrales dans ce processus. Le manque d'accès à un équipement adéquat ajouté à la demande d'intervention dans ce nouveau régime d'apprentissage ont généré une série de facteurs de stress qui ont également exigé un processus de réorganisation structurelle des familles, comprenant une redéfinition des habitudes familiales pour soutenir l'isolement social. Ainsi, les enseignants et les étudiants du PRP se sont trouvés confrontés à des situations inhabituelles, dans lesquelles les méthodologies pédagogiques étaient inadéquates, avec des exigences quotidiennes d'adaptation. Le PRP est un programme fédéral qui favorise la formation pratique des futurs professeurs à travers l'insertion des étudiants dans l'enseignement de base, à partir de la deuxième moitié de leur formation, stimulant ainsi le lien entre la théorie et la pratique– cela se faisant, jusqu'à présent, en présentiel. Dans ce contexte, nous faisons une recherche avec les acteurs sociaux qui participent du PRP, tout en comprenant que la production de connaissance est une pratique sociale, traversée par une réalité historique avec un fort souci politique, impliquée avec des réponses provisoires et circonstancielles, qui perçoivent que les problématiques actuelles doivent faire face à la complexité (Romagnoli, 2015). Cette méthodologie se fait de manière participative, en changeant la façon dont le chercheur

*Intervenant

se rapporte au terrain et au processus de recherche. Dans notre production de données avec le terrain, en articulant les acteurs sociaux de manière participative et collective, nous avons cartographié les lignes de constitution de la réalité vécue dans le programme et dans l'école. Nous avons ainsi suivi les lignes de segmentarité, dures et flexibles qui sont composées de strates reproductives et de possibilités d'invention, et les lignes de fuite, qui sont l'invention elle-même (Deleuze et Parnet, 2008). De cette façon, nous remarquons une insistance sur l'institué, comme le manque de contact avec les étudiants, des interactions pénibles et limitées, et la difficulté avec les familles ; mais aussi, nous constatons qu'il y a des possibilités de relations plus horizontales, des échanges riches et la création de nouveaux types de connexion. Pour permettre l'accès à l'école et faire face à l'exclusion numérique, d'autres politiques publiques ont été organisées. Face au décrochage scolaire et à la difficulté d'accès à ses élèves, il a fallu s'adresser au territoire, ainsi que dialoguer avec la politique d'assistance sociale et la politique de santé. Des nombreuses familles ont été localisées par des enseignants et des directeurs d'école, mais souvent par des agents de santé communautaires et/ou des travailleurs sociaux. Ainsi, plusieurs acteurs se sont unis pour garantir le droit social à l'éducation. On comprend l'importance de créer des nouveaux canaux de communication et d'accueillir les enfants et les jeunes dans leur vulnérabilité, tout en ouvrant la formation des futurs enseignants à des relations transversales avec les familles et les autres politiques publiques, étant donné que l'inégalité sociale fait partie de l'histoire du Brésil.

Références Bibliographiques

Deleuze Gilles & Parnet, Claire (2008). *Dialogues*. Paris: Flammarion.

Gatti, B. A. (2020). *Possível reconfiguração dos modelos educacionais pós-pandemia*. *Estudos Avançados*, 34(100), 29-42. <https://doi.org/10.1590/s0103-4014.2020.34100.003>

Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira - INEP. *Censo da educação básica - notas estatísticas*. En ligne : <https://www.gov.br/inep/pt-br/areas-de-atuacao/pesquisas-estatisticas-e-indicadores/censo-escolar/resultados>.

Romagnoli R. C. (2015). L'implication et la recherche-intervention institutionnaliste au Brésil : différences et interfaces. *Cahiers de psychologie politique*, 27. En ligne : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsych>

Les actions d'insertion, outils de la politique départementale d'intervention sociale

Clarisse Madiot * ¹

¹ Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Transformations des pratiques Éducatives et des pratiques Sociales – Université Paris-Est : EA7313, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris 12 : EA7313 – France

Dans le cadre de la politique publique territoriale, les départements ont en charge la gestion d'un programme départemental d'insertion qui se compose, notamment, "d'actions d'insertion". Ces actions, qui prennent la forme de sessions ou d'ateliers en direction des allocataires du RSA, sont portées par des opérateurs externes à la collectivité aillant répondu à un marché public ou à un appel à projet. Ces actions entraînent alors une dynamique partenariale alliant de multiples intervenants sociaux, de leur conception à leur animation, de l'élaboration des référentiels supports à la pratique des logiciels d'évaluation. À la frontière des différentes perceptions et pratiques, en quoi la logique gestionnaire d'une action d'insertion invite les acteurs mobilisés à s'unir sur les mêmes modes de faire et penser l'intervention sociale ? La communication s'appuie sur un travail empirique réalisé dans le cadre de la phase exploratoire d'une thèse de sociologie en cours en convention CIFRE avec un Conseil départemental d'Ile-de-France.

*Intervenant

La question éthique dans les métiers de l'éducation et de la formation : quels enjeux de professionnalisation ?

Pascaline Tissot * 1,2

¹ CLEFT-CIRCEFT – Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis : EA4384 – France

² Cergy Paris Université – INSPE Versailles – France

Le terme de professionnalisation est un terme polysémique qui recouvre des enjeux de formation variés. La professionnalisation définit, d'une part, l'acquisition d'un ensemble de compétences procédurales par lesquelles le professionnel développe des savoirs pratiques (ou gestes professionnels) nécessaires à la professionnalité. Ainsi, l'évaluation par compétences, issue du monde de l'entreprise, puis de l'enseignement professionnel, valide des savoirs en actes. En effet, selon Marcel Crahay (2006), une compétence est un savoir-action, un savoir auquel on n'accède pas directement, mais qui peut être inféré à partir de comportements observables dans l'activité. D'autre part, le processus de professionnalisation s'apparente selon Richard Wittorski (2010) à un processus de subjectivation au cours duquel le professionnel s'installe dans son métier en toute singularité. Le geste professionnel est alors traversé par la subjectivité, et ouvre la question suivante : comment chacun incorpore ce geste à partir de son propre rapport au savoir ? Au croisement de ce double enjeu, mêlant l'acquisition de compétences communes à une profession et le processus individuel par lequel chacun s'approprie une culture professionnelle (lors de la formation initiale mais également tout au long de sa carrière), je souhaiterais développer une réflexion autour de la compétence six du référentiel enseignant " Agir en adulte responsable selon des principes éthiques " (1).

Mon propos se situe à l'intersection de la recherche et de la formation. Étant formatrice à l'INSPÉ (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation), il me semble nécessaire d'approfondir ce que recouvrent ces deux termes, responsable et éthique, pour accompagner au mieux les étudiants dans le processus de professionnalisation. La formation s'inscrit dans une double logique : construire les compétences nécessaires à l'exercice de son métier et développer une pratique réflexive visant à analyser ses gestes professionnels. Ainsi, les modes de gouvernance actuels, accolant la pratique professionnelle à un système de référentiel de compétences qui se fonde sur un savoir universel s'appliquant à tous, pourraient être discutées au regard de la place que l'enseignant occupe dans la relation à l'autre, à cet autre élève, autre enfant, lui aussi singulier. Il s'agira, dans cette discussion, de distinguer la " formation à l'éthique " et la " pratique de l'éthique " (Pirone et Weber, 2018) dans le processus de professionnalisation des enseignants.

Pour entendre ce que représente la compétence six du référentiel pour les professeurs des écoles en formation, j'ai mené des entretiens non-directifs avec enseignants stagiaires, méthodologie s'inscrivant dans une démarche clinique en recherche. Lors de ces entretiens, les enseignants se

*Intervenant

sont longuement attardés sur le fait que les gestes professionnels sont traversés par les questions subjectives que soulève la rencontre avec les enfants et les adolescents. Au-delà de la responsabilité de l'enseignant face à l'élève, ils ont relevé la nécessité de " rencontrer " l'enfant. La transmission des savoirs scolaires s'inscrit alors dans une problématique plus large : la responsabilité de l'enseignant dans la relation à un autre, un enfant - situation dans laquelle il est tenu de " répondre " de sa position d'adulte. C'est cette problématique du lien, dans laquelle s'éprouve la pratique de l'éthique, que je souhaiterais aborder dans cette communication. À l'appui de la parole des enseignants, et en convoquant un cadre théorique entre philosophie (Ricoeur, 1990 ; Lévinas, 1982), et psychanalyse (Freud, 1923 ; Lacan, 1959), je m'attacherai à travailler les notions de responsabilité et d'éthique dans la situation d'enseignement. La responsabilité sera développée à partir de deux déclinaisons de l'acte de répondre, répondre de soi et répondre à l'autre, et l'éthique sera envisagée sous l'angle d'une position à construire et sans cesse à réajuster.

Référence Bibliographiques :

Crahay, M. (2006). Danger, incertitudes et incomplétude de la logique de la compétence en éducation. *Revue française de pédagogie*, 154, 97-110.

Freud, S. (1923/2001). *Totem et tabou*. Paris : Payot et Rivage.

Lacan, J. (1986). *Le séminaire, livre VII. L'éthique de la psychanalyse (1959-1960)*. Paris : Seuil.

Lévinas, E. (1982). *Éthique et infini*. Paris : Fayard.

Pirone, I. et Weber, J-M. (2018). Comment être juste dans l'acte éducatif ? Une question pour le sujet au-delà d'une compétence professionnelle de l'enseignant. *Spirale*, 61, 53-68.

Ricoeur, P. (1990). *Soi-même comme un autre*. Paris : Seuil.

Wittorski, R. (2010). La professionnalisation : d'un objet social à un objet scientifique... *Les dossiers des Sciences de l'Éducation*, 24, 7-11.

(1) Consulté sur : <https://www.education.gouv.fr/bo/13/Hebdo30/MENE1315928A.htm>

Métiers, politiques sociales et savoirs : des frontières en mouvement

Yvette Molina ¹, Jean François Gaspar ², Saïda Houadfi * ³, Philippe Lyet ¹, Sylvie Mezzena ⁴, Jean Pierre Tabin ⁵, Didier Vrancken ⁶

¹ ASKORIA – askoria – France

² Haute École Louvain en Hainaut Haute École Namur liège Luxembourg – Belgique

³ CLERSE – CNRS : UMR8019 – France

⁴ HES-SO Genève – Suisse

⁵ HES SO Lausanne – Suisse

⁶ Université de Liège – Belgique

Poser la question de la transformation des activités et des métiers du social ne renvoie pas uniquement à celle des dynamiques d'évolution de ces mêmes métiers au cours de ces dernières années. Elle invite également à interroger les frontières des politiques sociales et à saisir leur recomposition au cœur d'un État social qui désormais repose sur l'idée d'activation, au moins lorsqu'il est pensé en direction de personnes considérées comme aptes à l'emploi, ou comme capables de le re/devenir. Dans ces domaines, l'État social incite les métiers du social à se transformer et à modifier les interventions en ce qui concerne l'emploi, la formation, la réinsertion, la réadaptation, etc. des personnes dont ils ont la charge. Ceci se passe dans des organismes très variés et souvent très spécifiques. En adoptant plus ou moins les comportements d'intervention attendus d'elles et d'eux, les professionnel·les en retour modifient ce que sont en réalité les politiques sociales. Les destinataires des politiques sociales ne sont pas totalement absent·es de ces recompositions : leurs contestations ou des pratiques de non-recours peuvent également transformer l'intervention, et par extension les politiques sociales.

Les frontières se redessinent entre rôle de l'État social, parfois plus intervenant parfois plus en retrait, le rôle du tiers secteur, des fondations dans la recomposition des métiers du social, le rôle aussi des destinataires des politiques publiques de plus en plus invités à participer à l'intervention à titre de patient·e partenaire, de pair·e-aidant·e, etc... voire même à s'inscrire dans de nouveaux métiers du social, modifiant la frontière attendue entre savoirs professionnels et savoirs expérientiels. De la même façon, les nouvelles articulations entre les programmations institutionnelles, les dynamiques interdisciplinaires et interprofessionnelles, participent à la redéfinition des frontières en créant des nouvelles équipes hybrides : intervenant·es sociaux-policiers ; intervenant·es sociaux-juges et procureur·es ; intervenant·es sociaux et médecins, etc...

Interpeller la question de la transformation des politiques publiques et sociales permet à la fois de s'interroger sur les nouvelles architectures aux plans des objectifs, des logiques d'action des politiques publiques mais également sur la manière dont ces transformations produisent des effets sur les métiers de l'intervention sociale

*Intervenant

La thématique de ce format symposium s'articule à la problématique du colloque du GIS hybrida IS, croisée avec les propres travaux du CR34 de l'AISLF .

Ainsi, la thématique transversale de l'appel à communication portant sur la question des frontières dans l'intervention sociale peut être mise en discussion à l'aune de trois questionnements centraux :

- en quoi les politiques transforment - elles les métiers de l'intervention sociale ?
- en quoi les politiques sociales connaissent - elles des transformations de leurs frontières ?
- en quoi les professionnel.les de l'intervention sociale, avec d'autres (associations d'usagers, mouvements citoyens, etc.) contribuent-ils aujourd'hui à la production des politiques sociales ?

A partir de travaux de recherche ou d'approches conceptuelles, il s'agit dès lors d'analyser comment les politiques sociales se transforment, comment leurs frontières bougent sous la poussée d'acteurs ou d'actrices engagé.e.s ou de première ligne, comment la question de la ou des frontières permet de porter un regard pluriel sur différents objets en prenant en compte la diversité des métiers, des politiques et de la façon dont ces objets transforment leurs frontières.

5 contributions viennent alimenter le symposium

Résumés

1/ L'agir prudentiel, un concept au cœur des transformations des activités et des métiers du secteur social - Didier Vrancken (Université de Liège - Belgique) et Sylvie Mezzena (Haute Ecole de Travail social de Genève-HES-SO)

Le long mouvement d'évolution contemporaine des politiques sociales s'accompagne d'une reconfiguration de leurs frontières notamment dans deux directions qui seront abordées conjointement en toile de fond de cet exposé. La première est celle d'une extension du champ de leur intervention vers de nouveaux groupes en difficulté, vers de nouvelles thématiques ou de nouvelles questions sociales, à partir de nouvelles réponses institutionnelles (Esping-Andersen, 2008). La seconde est celle d'une intervention croissante des métiers du social et de l'intervention s'accompagnant également d'une crise des " métiers inspirés " chers à Weber (Schnapper, 2002). Cette crise des métiers s'est accompagnée d'une réflexion sur le concept de prudence en sociologie des professions (Champy, 2009, 2011) et, dans le champ du travail social en particulier, d'une controverse sur sa pertinence (Kuehni, 2019). Tout en prolongeant de précédents travaux et de recherches communes sur la prudence dans l'action sociale, cet exposé sera structuré autour de 5 propositions ou hypothèses visant à identifier une tension entre agir prudentiel et confiance en travail social en tant qu'agir incertain, situé, singularisé et engagé mobilisant un " autre " rapport aux savoirs (académiques, professionnels et profanes, ou encore expérimentiels). Cette double thématique de la prudence ou de l'agir prudentiel et de la confiance, depuis ces deux phénomènes que l'on peut penser comme étant co-constitutifs dans l'activité, est centrale pour comprendre les évolutions actuelles du travail social au cœur de politiques sociales en transformation.

Références

Champy F., 2009, La sociologie des professions, Paris, Presses Universitaires de France.

Champy F., 2011, Nouvelle théorie sociologique des professions, Paris, Presses Universitaires de France.

Esping-Andersen, 2008, Trois leçons sur l'Etat-Providence, Paris, Seuil, la république des idées.

Kuehni M. (éd.), 2019, Le Travail social sous l'œil de la prudence, Basel, Schwabe Verlag, coll. Res socialis.

Schnapper D., 2002, La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine, Paris, Gallimard.

2/ Politiques de la connaissance et de l'action : les recherches collaboratives, un travail des frontières pour l'intervention sociale – Philippe Lyet ASKORIA

Face aux défis de la connaissance dans les sociétés contemporaines, notamment face l'enjeu du développement de thèses simplificatrices ou complotistes, mais aussi devant le constat de la complexification des phénomènes, des décideurs publics invitent à des collaborations entre des scientifiques et des acteurs sociaux dans l'objectif de renouveler la compréhension des enjeux de la pratique de ces derniers. Le récent appel à manifestation d'intérêt en mars 2020 de l'agence nationale de la recherche en France témoigne de cette évolution.

Dans le domaine de l'intervention sociale, des décideurs tant nationaux que locaux construisent avec des scientifiques des dispositifs de construction de connaissances associant des intervenants sociaux. Pour ces derniers comme pour les scientifiques, ces expériences occasionnent un renouvellement de leur point de vue par l'hybridation, d'une part, d'une démarche visant à construire une question propre aux chercheurs et, d'autre part, d'une dynamique articulant plusieurs problèmes pratiques, caractéristique de l'intervention sociale. Ces dispositifs à la frontière de l'intervention et de la recherche engagent les intervenants sociaux dans le déploiement de " savoirs insus " (Wittorski, 2014) et la formalisation de compréhensions complexifiées intégrant notamment des dimensions en rapport à des questions politiques qui les conduisent à se situer différemment face à leurs problèmes d'acteurs et à recomposer ceux-ci.

Cette contribution développera les arguments du deuxième paragraphe et les illustrera par quelques exemples issus de la pratique de recherches de l'auteur.

Références

Les chercheurs ignorants (Coord.) (2015), Les recherches actions collaboratives, Une révolution de la connaissance, Rennes : Presses de l'EHESP, 281 p.

Lyet P. (2020), Quand les pratiques fondées sur les données probantes se heurtent au constat de l'incertitude sociale et scientifique. In Ponnou, S. ; Niewiadomski, C. (Dir.) Pratiques d'orientation clinique en travail social, Paris : L'Harmattan, pp. 31-43

Wittorski R. (2014). Rendre visible la part insue de l'activité : quelques motifs, enjeux et fonctions remplies. In P. Champy-Remoussenard (éd.) En quête du travail caché : enjeux scientifiques, sociaux, pédagogiques (p. 101-115). Paris : Octares.

3/ Recherche et savoir expérientiel : une alliance fragile - Jean-Pierre Tabin (communicant), Hélène Martin, Béatrice Bertho, HES-SO, Haute école de travail social et de la santé, Lausanne

Une expérimentation d'un projet de " logement d'abord " a eu lieu à Lausanne (Suisse). Durant 18 mois, 56 personnes ont pu être logées dans 23 appartements situés dans un bâtiment voué à la démolition. Une équipe de recherche de la Haute école de travail social et de la santé a été mandatée pour étudier cette expérimentation marquée par la mixité sociale, puisque les locataires étaient aussi bien des étudiant·es que des personnes et des familles relevant du sans-abrisme (www.hetsl.ch/sans-abrisme-a-lausanne-un-logement-dabord). Lorsqu'il s'est agi en juin 2021 d'évacuer le bâtiment, devant l'absence de solution pour reloger ces personnes, les locataires et les chercheur·es se sont mobilisé·es pour exiger de l'État une solution alternative. Les médias et le politique ont été convoqués et une solution provisoire a été trouvée dans un nouveau bâtiment pour reloger, toujours de manière provisoire, les locataires qui le désiraient.

L'alliance entre chercheur·es et locataires repose sur la reconnaissance de la crédibilité épistémique de ces derniers (Fricker, 2007, 2017). Cette reconnaissance avait déjà guidé le mandat de recherche. Mais l'alliance reste fragile, d'une part parce que les positions sociales ne sont pas similaires, d'autre part parce que les conditions de la recherche (mandat) ne permettent aux chercheur·es qu'un investissement limité dans le temps. La communication proposera une analyse de cette alliance, de ses forces, notamment sur l'évolution de la posture de recherche grâce au savoir expérientiel des locataires, comme de ses limites sociales et politiques, par exemple au regard de ce que fait la recherche aux publics qu'elle étudie et aux réactions des autorités concernant des critiques de leur politique fondées sur cette alliance.

Références

Fricker, M. (2007). *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Oxford University Press.

Fricker, M. (2017). *Evolving Concepts of Epistemic Injustice*. In I. J. Kidd, J. Medina, & G. J. Pohlhaus (Eds.), *The Routledge Handbook of Epistemic Injustice* (pp. 53-60). Routledge.

4/ Travail de proximité, travail des frontières dans un quartier " politique de la ville " - Yvette Molina, Centre de Recherche d'ASKORIA

La contribution proposée repose sur une recherche conduite entre 2019 et 2021. Elle porte sur l'analyse des évolutions du rôle d'un bailleur social largement implanté sur la métropole rennaise (Bretagne) qui expérimente de nouvelles missions au-delà des missions classiques d'offre de logements. Il s'agit d'une expérimentation d'action publique circonscrite sur un quartier dit prioritaire " Politique de la Ville ". Cette expérimentation prend en compte une autre réalité que la question du logement, pour s'intéresser à l'insertion par l'emploi des habitants. La logique qui mobilise le bailleur social et qui est relayée par ses agents s'appuie sur la notion de " proximité ".

Pour cette contribution, nous analyserons en quoi cette notion de " proximité ", au-delà d'un seul crédo institutionnel se transforme, dans les actes mis en œuvre par les métiers de la politique de la ville, comme un processus de transformation de l'intervention sociale sur un quartier précarisé.

Ce processus fait émerger le travail des frontières entre les différents acteurs impliqués dans leur intervention à l'échelle de cet espace social.

Nous présenterons les objectifs de la recherche, sa méthodologie (entretiens, observations, analyse corpus documentaire) ainsi que les principaux résultats dégagés à l'aune des questions des frontières de l'intervention sociale et de la proximité.

Références

Abbott Andrew. (trad.) (2016), " Les choses des frontières ", dans Demazière Didier et Jouvenet Morgan (ed.), Andrew Abbott et l'héritage de l'école de Chicago, Paris, Editions EHESS, pp. 119 - 144.

Le Bart Christian et Lefebvre Rémi (dir.), (2005), La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Res Publica.

5/ La protection de l'enfance en France, entre évolution et involution : les dilemmes de la prise en charge éducative – Saïda Houadfi, Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé)

Cette communication se propose de mettre en débat le système de protection de l'enfance en France sous l'angle de la " nouvelle gestion publique du social " (Bresson, Jetté, Bellot, 2013), en ce sens où protection de l'enfant d'une part, et sa responsabilisation (Milburn, 2009) d'autre part, se côtoient désormais, brouillant la compréhension des situations auxquelles les professionnel-le-s sont confronté-e-s. La scission entre " enfant victime " et " enfant auteur ", voulue par la législation des vingt dernières années, soumet les professionnel-le-s et par extension, leurs pratiques à un changement de paradigme jusqu'alors privilégié dans le champ, dévoilant une reconfiguration des représentations autour de l'enfance en danger. Dans la continuité des travaux de de Robert Castel (1981) et de Jean-François Gaspar (2012), quelles adhésions ou résistances à ces nouvelles modalités de gestion du social ? Aussi, je me propose de rendre compte des pratiques des professionnel-le-s face à ces injonctions paradoxales dont l'analyse témoigne des difficultés à accompagner l'enfant ou l'adolescent-e dans les processus de socialisation et de formation de l'individualité.

Références

Bellot, C., Bresson, M., Jetté, C., (sous la dir.), 2013, Le travail social et la nouvelle gestion publique, presses de l'Université du Québec.

Bresson, M., Jetté, C., Bellot, C., " Les enjeux de la nouvelle gestion publique en travail social ", in Bellot, C., Bresson, M., Jetté, C., (sous la dir.), 2013, Le travail social et la nouvelle gestion publique, presses de l'Université du Québec.

Castel, R., 2011 (1981), La gestion des risques, Les éditions de minuit.

Gaspar, J.-F., 2012, Tenir ! Les raisons d'être des travailleurs sociaux, Paris, La Découverte.

Milburn, P., 2009, Quelle justice pour les mineurs ? Entre enfance menacée et adolescence

menaçante, Toulouse : Erès.

Le groupe d'organisation du symposium est composé de (par ordre alphabétique) :

- Celine Bellot, Université de Montréal
- Jean François Gaspar, Haute École Louvain en Hainaut & Haute École Namur liège Luxembourg
- Yvette Molina, Centre de Recherche d'ASKORIA
- Jean Pierre Tabin, HES-SO Lausanne
- Didier Vrancken, Université de Liège

ARTICULER L'ÉVALUATION ET LA PARTICIPATION DANS LE SECTEUR SOCIAL

Philippe Hirlet *¹, Melaine Cervera *

², Bernard Balzani *

, Elise Marcandella *

, Yves Rizk *

, Jennifer Hardi *

, Sandra Joly *

¹ GIS Hybrida'is – IRTS Lorraine – France

² Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales (2L2S) – Université de Lorraine – Bâtiment SHS Ile du Saulcy 57000 METZ, France

Proposition de Symposium : " Penser et construire l'articulation entre participation et évaluation dans les institutions sociales et médico-sociales ". Porté par Ph. Hirlet et B. Balzani (avec la participation d'acteurs du champ social et de la formation : directeurs d'établissements, personnes concernées, chercheurs des universités et chercheur-formateur d'un IRTS).

Le projet scientifique que nous portons s'est initié à partir d'une question qui nous a paru faire sens au regard des évolutions structurelles que traversent les secteurs d'activité du social et du médico-social, à propos du développement des pratiques d'évaluation et de participation.

Quelles sont les formes de cette articulation dans les secteurs social et médico-social ? Quelles sont les conditions de cette possible articulation ? Les institutions des mondes sociaux de l'action sociale et du médico-social sont comme d'autres secteurs de l'activité humaine mais de manière plus récente, impactées par les pratiques d'évaluation et par les logiques de participation. Nous pensons pertinent de poser la question de l'articulation ces deux termes, aux origines fort différentes et qui ont pu longtemps être lu ou/et analysés comme antagonistes ou pour le moins venant d'horizons éloignés, avec des référentiels souvent opposés, voire contradictoires, appartenant à des univers de sens différents. Avancer l'idée d'une articulation possible entre l'évaluation et la participation, c'est proposer de penser différemment le sujet, en s'interrogeant sur les zones

*Intervenant

de recouvrement possibles entre elles, les tensions que leur rapprochement soulève, en proposant de les mettre en débat avec l'hypothèse que leur articulation a du sens.

Faire participer pour évaluer, évaluer en participant, ces deux notions ne pouvant plus être pensées séparément. Participer pour prévoir et définir les critères ou indicateurs d'une évaluation, anticiper en quelque sorte pour devenir co-évaluateur. Évaluer en étant associé, donc invité à participer, pour mettre en œuvre les actions correctives et engager une nouvelle réflexion sur la construction d'indicateurs évaluatifs revisités qui tiennent compte de ce nouveau paradigme : l'articulation. Il ne s'agit pas seulement d'évaluer la participation ou la participation à l'évaluation, il s'agit d'emboîter les deux en permanence, répondant ainsi en permanence à leur bouclage (entrecroisement ?). Peut-on concevoir que cette articulation passe par des formes accentuées de co-évaluation et de co-participation ? C'était déjà le sens, des travaux menés par Gaëlle Baron et Eric Monnier (2003), Joëlle Libois (2015) qui nous incitent à parler " d'approche pluraliste et participative : (de) coproduire l'évaluation avec la société civile ", donc à se risquer à invoquer des formes " d'évaluation émancipatrices ". Mais est-ce la nouvelle forme de régulation au sein des mondes sociaux de l'action sociale et du médico-social ?

Ces constats, observations et pratiques quand elles se développent, proposent un dépassement des notions spécifiques d'évaluation et de participation en les pensant comme emboîtées nécessairement mais cela demande de la part de tous les acteurs concernés un véritable travail de refondation de l'action sociale et médico-sociale et un accompagnement des acteurs sociaux sur la compréhension et les différents niveaux de la mise en œuvre " conjointe et imbriquée " de la participation et de l'évaluation.

L'objectif central de ce symposium, pour lequel nous ambitionnons une mise en débat scientifique, ouvert à la controverse et à la dispute, est d'améliorer la connaissance à la fois sur ces deux notions prises isolément et sur leur potentielle articulation et, peut-être, d'introduire un nouveau paradigme " évaluatif et participatif ", plus fédérateur et rassembleur.

Objectifs du symposium : Nous formulons ici pour lancer le débat riche à venir entre nous que :

- **Poser le paradigme de l'articulation, c'est penser une redéfinition de l'action publique.**
- **Poser le paradigme de l'articulation, c'est envisager un nouvel horizon démocratique.**
- **Poser le paradigme de l'articulation, c'est dépasser les organisations actuelles des secteurs social et médico-social.**
- **Poser le paradigme de l'articulation, c'est intégrer les savoirs expérimentiels, profanes et académiques.**

Bibliographie succincte

Alfoldi F., 2015, *Evaluer en protection de l'enfance. Theorie et méthodes*, Paris : Dunod.

Armbruster E., Libois J., Warynski D., 2015, " Pour une réappropriation de l'évaluation par la participation ", *Revue Animation, territoires et pratiques socioculturelles*.

Baron G., 2012, *L'évaluation des politiques publiques*, Paris : L'Harmattan.

Baron G., 2001, *Evaluation, participation. Apprentissage dans l'action publique*, Paris : L'Harmattan.

Baron G., Monnier E., 2003, " Une approche pluraliste et participative : coproduire l'évaluation avec la société civile ", *Information sociales*, N° 110, septembre. Rouzeau M., 2019, " Les cheminement évaluatifs : efforts d'objectivation et construction sociale de la réalité ", Conférence dans le cadre du séminaire *L'articulation participation / Evaluation dans les institutions sanitaires, medico-sociales et sociales*, Coordonné par B. Balzani & Ph. Hirlet, Nancy, 04 avril. Rouzeau M., 2018, *Vers un Etat social actif à la française*, Rennes : Presses de l'EHESP.

Turcotte D., Mireault G., Rouzeau M., Hirlet P., Bouchard P., Guedo H., 2016, " L'évaluation des pratiques en protection de l'enfance. Une comparaison France-Québec ", *Revue Nouvelles Pratiques Sociales*, Vol. n°28, numéro 1, printemps, 228-249.

Vidaillet B., 2013, *Évaluez-moi ! Évaluation au travail : les ressorts d'une fascination*, Paris : Seuil. Warin Ph., 2016, *Le non-recours aux politiques sociales*, Grenoble : PUG.

Résumé de la proposition : Bernard Balzani et Philippe Hirlet

Les institutions des mondes de l'action sociale et médico-sociale sont comme d'autres secteurs de l'activité humaine, mais de manière plus récente, impactées par les pratiques d'évaluation et par les logiques de participation. Quelles sont les formes de cette articulation dans les secteurs social et médico-social ? Quelles sont les conditions de cette possible articulation ?

Nous émettons l'idée que ces deux notions peuvent se penser comme intriquées ou encore comme emboîtées, alors même qu'elles sont assez souvent identifiées comme non ou difficilement conciliables parce qu'appartenant à des univers conceptuels et/ou politiques différents si ce n'est pas antagonistes.

Notre hypothèse d'une articulation possible entre évaluation et participation s'appuie en fait sur le principe de la co-construction par les acteurs des modalités concrètes de leur participation à la vie ... qui nécessite de pouvoir s'évaluer tout en déployant une action de type co-construite. L'une des difficultés est que les regards portés n'arrivent pas à " voir " l'articulation comme possible, car leurs pratiques renverraient à des mondes de référence, à des significations opposées ou du moins qui ne sont pas " imaginées " comme " articulables ". Le fait de penser cette articulation serait synonyme de confusion car elle n'aurait pas de fondement commun et qu'il n'y aurait pas d'intérêt heuristique à les penser comme articulées.

Résumé de la proposition : Yves Risk (directeur d'établissement) et de Jenifer Hardi (directrice d'établissement)

L'évaluation est une composante indissociable des politiques publiques, et notamment de l'action sociale. Elle constitue tout autant un instrument de légitimation de l'action publique qu'un objet de dialogue autour d'un signifié dont les contours et les finalités peinent à être décrites dans leur intégralité. Levier de dialogue entre les parties prenantes d'une action, elle le circonscrit tout autant et le délimite par la standardisation d'un langage réducteur des réalités observées. Elle détermine l'intervalle de participation des acteurs et opère un choix sur ce qui est mis en lumière. Elle est, de facto, un prisme hyperbolique et sélectif du phénomène matérialisable dont elle cherche à qualifier la pertinence. Se pose ainsi in fine la question de l'évaluation dans sa conception et sa mise en œuvre.

Le présent propos est caractérisé par un tropisme de subordination de la participation à l'évaluation. Compte tenu du caractère décisif de l'évaluation dans la transformation du travail social, nous défendons l'idée d'une subordination inversée des concepts d'évaluation et de participation. Affirmer la participation des parties prenantes de l'action sociale, notamment des bénéficiaires, dans la conception de l'évaluation, c'est ouvrir un nouvel interstice de débats et controverses sur les finalités et le sens du travail social. Nonobstant le caractère régalién de l'évaluation, il s'agit peut-être ici de dépasser toute idée d'une transformation idéologique de l'action sociale au profit d'un récit prospectif pluriel.

Résumé de la proposition : Sandra Joly, allocataire, bénéficiaire, usager du service public de l'insertion et de l'emploi, membre du Conseil Consultatif de l'Insertion au Conseil Départemental de Meurthe et Moselle, chercheuse bénévole à temps plein à l'Université de la Vie.

Le défi dans l'idéal serait une refonte de nos modes de pensée dans un monde incertain en pleine mutation.

Il serait bon et judicieux d'éviter de trop penser les mots dans le but de panser les maux d'une société bancale en plein chamboulement. A trop tirer sur la corde de la bien-pensance, le pansement n'adhère plus.

Penser/panser les effets est une chose, à savoir le problème d'articulation entre participation et évaluation dans les institutions sociales et médico-sociales, en rechercher la cause en est une autre. Pourquoi ?

Il convient de redéfinir les mots articulation, participation et évaluation afin de redonner du sens, de la valeur et de la cohérence au thème du symposium pour une meilleure compréhension du langage par tous.

L'enjeu est d'aller bien au delà des anciens paradigmes, de nos certitudes, croyances erronées en élargissant son champ de recherche, de vision et d'action, et ce en alchimisant le savoir des différents chercheurs (sociologue, psychologue, biologiste, neuroscientifique, linguiste, philosophe...) avec la connaissance de terrains des travailleurs sociaux et usagers bénéficiaires. Faire se rencontrer les différents univers pour une collaboration optimale, retrouver l'unicité dans la diversité et tenter de changer l'ordre des choses de manière concrète sur une base solide. Il convient donc de dépasser le mode de la pensée et remettre au goût du jour l'imagination alliée à l'intuition pour ne plus se cantonner à penser, mais à créer de nouveaux paradigmes innovants capables de transmuter la société.

Pour conclure, un illustre chercheur, Albert Einstein a dit :

"L'imagination est plus importante que le savoir".

"L'imagination est le langage de l'âme."

"La logique vous mènera d'un point A à B. L'imagination vous mènera partout."

Résumé de la proposition : Melaine Cervera, sociologue, 2L2S, Université de Lorraine Dépasser l'évaluation et la participation pour poser le travail social comme projet de transformation de la société

Cette intervention propose d'interroger la notion de participation des publics telle qu'elle est

déployée dans le cadre des politiques sociales et médico-sociales en la connectant à la problématique de l'évaluation des actions du champ. Les enjeux se posent différemment selon les niveaux d'observation : celui des institutions, celui des organisations (établissements ou dispositifs) et celui de la relation d'accompagnement. A chaque niveau, la valorisation des actions sous l'angle évaluatif et l'implication des acteurs participants posent des questions cruciales : comment justifier du point de vue des politiques publiques l'allocation des moyens aux structures sociales et médico-sociales tout en ambitionnant de répondre à des besoins évolutifs ? Pour les établissements et dispositifs, comment, du point de vue organisationnel, l'expertise d'usage est-elle prise en compte au-delà des cadres institués ? Enfin, au niveau des relations d'accompagnement entre travailleurs sociaux et public, comment l'implication et le désir du public sont-ils valorisés dans des processus de long terme en vue d'engager une réelle autonomie des personnes à mener la vie qu'elles souhaitent ? Termes fortement mobilisés par les professionnel-le-s et les managers du secteur, " l'évaluation " et la " participation " semblent dépassées par les défis contemporains du travail social et de l'intervention sociale renouvelés par la crise sanitaire : si ces principes restent au service de l'optimisation des budgets publics et demeurent un alibi justifiant le contrôle social des personnes, les promesses d'émancipation du travail social resteront lettre morte. Interroger la manière dont les acteurs valorisent les actions sociales et médico-sociales et tenter de lever les frontières institutionnelles qui bornent la participation des publics demande à changer d'imaginaire : passer de l'évaluation à la mise en valeur des actions d'une part, et passer de la participation à l'inclusion d'autre part. Ce changement est une des pistes qui permettrait, au-delà des termes, de reposer le travail social comme un projet de transformation sociale barrière à l'accentuation des logiques néolibérales.

Résumé de la proposition : Elise Marcandella, MCF HDR en sciences de gestion – CEREFIGE, Collectif PICOTE, Université de Lorraine.

Vers un territoire inclusif capacitant : s'éloigner de l'évaluation institutionnelle pour créer de nouveaux espaces de participation au service d'un développement soutenable et inclusif des territoires

Nos travaux sur l'insertion menés avec le collectif PICOTE autour d'un projet initié par une collectivité territoriale (CT) et visant à faciliter la coopération entre les acteurs (politiques, opérationnels et usagers) de l'insertion nous ont amenés à proposer une nouvelle représentation de l'insertion que nous appelons " Territoire inclusif capacitant " basée sur le concept de " territoire capacitant ". En référence au concept d'environnement capacitant (Fernagu-Oudet, 2012) ou d'organisation capacitante (Loufrani-Fedida & Saint-Germes, 2013), nous définissons le territoire capacitant comme " un territoire qui met à disposition de ses parties prenantes des espaces de dialogue et de décision permettant sa co-construction " (PICOTE, 2020 ; Marcandella, 2021).

Nos travaux avec la CT investiguée nous ont permis de mettre en évidence que les modalités d'évaluation de la politique d'insertion actuelle prescrites par l'État au Conseil départemental puis par le CD aux responsables territoriaux et aux acteurs de terrain, rendaient l'écosystème actuel de l'insertion incapacitant non seulement pour les usagers mais également pour les travailleurs sociaux, voire pour les responsables des services publics de l'action sociale et de l'insertion. Pour réconcilier évaluation, travail social et réponse aux besoins des usagers, nous envisageons de quitter la sphère directe de la CT pour aller investiguer le terrain avec un regard tourné, d'une part, vers les acteurs territoriaux qui jouent un rôle dans l'inclusion des personnes éloignées de l'emploi (secteur privé, secteur hybride, tiers-secteur) et, d'autre part, vers les usagers pour identifier les attentes de chacun et co-construire ensemble de nouveaux espaces temps participatifs au service de l'inclusion (Dubasque, 2017). Il s'agit ici de passer " de territoires administrés par quelques-uns – élus qui gèrent et techniciens qui fonctionnent au titre de leurs pouvoirs d'expert – à des lieux à construire " (Schaller, 2013, p. 196) ou plus précisément à co-construire en imag-

inant de nouvelles formes de participation (Dubasque, 2017) basées sur des principes éthiques à définir ensemble. Il nous semble impossible de réconcilier participation et évaluation en restant prisonnier de l'écosystème territorial d'insertion actuel.

Dubasque, D. (2017). Participer, oui, mais comment ? Éloge de la co-construction. *Vie sociale*, 19(3), 73-78. <https://doi.org/10.3917/vsoc.173.0073>.

Fernagu-Oudet, S. (2012). Concevoir des environnements de travail capacitants : l'exemple d'un réseau réciproque d'échanges des savoirs, *Formation Emploi*, 119, juillet-septembre, p. 7-27. <https://doi.org/10.4000/formationemploi.3684>.

Loufrani-Fedida, S. & Saint-Germes, E. (2013). Compétences individuelles et employabilité : essai de clarification de leur articulation, *@GRH*, 2(7), 13-40. <https://doi.org/10.3917/grh.132.0013>.

Marcandella, E. (2021). " Mise à l'épreuve du concept d'artefact de médiation pour appréhender la notion de parcours d'insertion ". *Revue Internationale de Psychosociologie et de Gestion des Comportements Organisationnels* (RIPCO), Vol. 26, n°67, 127-156.

Picote C., Balzani, B., Cervera, M., Houot, I., Marcandella, E., Starck, S., & Wannemacher, D. (2020). Territoire d'Insertion et d'Inclusion (Rapport de recherche, PICOTE CEREFIGE-2L2S-LISEC).

Schaller, J. J. (2013). Faire pour, faire avec ou faire ensemble : l'intelligence collective constitutive d'un monde commun. *Le sujet dans la cité*, 1(2), 172-198. <https://doi.org/10.3917/lsdlc.hs02.0172>

Les transformations des territoires professionnels, émotionnels et éthiques de l'intervention à domicile : regards croisés France-Québec

Catherine Lenzi *^{1,2}, Maryse Bresson *

^{3,4}, Lucie Dumais *

^{5,6}, Christian Jetté *

^{5,6}, Mayol Séverine *

^{3,4}, Audrey-Anne Dumais-Michaud *

^{7,8}, Stéphanie Ethier *

^{6,9}, David Grand *

^{10,11}

¹ HETS – Suisse

² CERES – Suisse

³ Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines – Laboratoire Printemps – France

⁴ Laboratoire Printemps – CNRS : UMR8085 – France

⁵ Université du Québec à Montréal = University of Québec in Montréal – Canada

⁶ CRISES – Canada

⁷ Centre de recherche Université Laval Robert Giffard – Canada

⁸ CREMIS – Canada

⁹ Université de Montréal – Canada

¹⁰ ESPASS-ENSEIS – ENSEIS – France

¹¹ Centre Max Weber – Université Lyon | Lyon 2 – France

Ce symposium repose sur les apports de près d'une dizaine d'années de recherche franco-québécoise conduites selon le principe du regard croisé. Il offre une plongée multiscalair dans l'univers des services de soutien à domicile à travers un processus analytique qui va des politiques publiques jusqu'aux dimensions relationnelles, émotionnelles et éthiques de l'intervention. Les

*Intervenant

trois entrées retenues (macro, méso, micro) dans leur articulation permettent d'analyser les contraintes et paradoxes induits par la Nouvelle gestion publique dans l'organisation des services, tout en dévoilant les espaces d'initiatives et d'engagements citoyens et professionnels supports à l'expression d'un travail du *care*.

En effet les services de soutien à domicile sont une composante essentielle des mesures qui permettent aux populations dépendantes et en perte d'autonomie de demeurer dans leur milieu de vie. Pour autant, dans un contexte généralisé de désinstitutionnalisation et de tournant gestionnaire, tant en France qu'au Québec, les investissements financiers consentis par l'État, la coordination des différents producteurs de services et leur organisation n'ont pas toujours favorisé une adéquation avec les besoins et désirs exprimés par ces personnes (Jetté, 2020). De fait appréhendé à partir d'une vision transversale, allant des politiques publiques à l'espace intime du domicile, en passant par les régulations collectives, l'objet du symposium sera de brosser un portrait de l'intervention à domicile, en France et au Québec, à partir de la parole d'intervenants, de gestionnaires, d'usagers et de proches. Cette manière globale d'aborder *les territoires du domicile* permettra ainsi de rendre compte de la richesse et de la complexité des situations dans lesquelles se retrouvent les aidants et les aidés.

Le propos de ce symposium rejoint donc pleinement les enjeux du colloque du GIS sur les transformations des activités et des métiers du secteur social en abordant le travail des frontières dans l'intervention sociale et la recherche à partir de deux approches essentielles, celle du travail et des organisations (axe 2) et celle, plus macro, des politiques publiques (axe 5).

Au cours de ce symposium nous pourrons voir que les reconfigurations institutionnelles dont il est question bousculent les cadrages professionnels traditionnels à travers la promotion de nouveaux acteurs, de nouvelles fonctions, à travers de nouveaux territoires d'intervention et remettent en cause les attributs professionnels (Aballéa, 2012). En France, les pratiques professionnelles qui émergent ne sont pas toujours issues de métiers codifiés qui renvoient à une formation et à une qualification particulières telles que circonscrites dans le champ canonique du travail social. Mais elles font appel à une dimension personnelle importante et à des ressorts d'action liés à un savoir essentiellement expérientiel. Cette orientation " méso " du projet permet de regarder du côté de la construction des territoires professionnels et des dynamiques de professionnalité à travers une analyse de la part insue (Wittorski, 2014) et cachée (Lenzi, Milburn, 2015) de l'intervention à domicile. Cet angle d'approche cerne autant les ressorts d'action positifs que recèlent les savoirs constitués par l'expérience (Presse et Wittorski, 2013) du travail du *care*, dans leurs dimensions relationnelle, identitaire et émotionnelle, mobilisés dans le cadre de l'intervention au domicile des personnes, que les tensions et injonctions paradoxales que peut constituer leur invisibilité institutionnelle accentuée par la Nouvelle gestion publique (Bellot, Bresson, Jetté, 2013). Ainsi, l'étude des pratiques d'intervention à domicile, dans un contexte général de désinstitutionnalisation, nous conduira aussi à regarder du côté des collectifs de travail et des régulations collectives, qu'elles soient formelles ou informelles, afin d'interroger dans quelle mesure les espaces visés autorisent une reconnaissance des ressorts d'action sensibles, quand bien même ceux-ci procèdent d'arts-de-faire invisibles et de " bricolages inventifs " (Certeau, 1990) construits aux marges des cadres prescrits. En somme, nous posons la question de l'existence même de ces collectifs dans les services de soutien à domicile et leur capacité à soutenir les collaborations et coopérations intra et interinstitutionnelles indispensables à la continuité des prises en charge et au maintien du lien avec les publics et clientèles considérés.

De façon plus globale, à partir du cas de l'accompagnement *à domicile auprès des personnes vulnérabilisées par l'âge et le handicap en France et au Québec*, ce symposium proposera d'interroger les limites des politiques publiques dans ce secteur sous l'angle des défis, notamment ceux de la coordination et de la construction la confiance au sein d'un système de plus en plus complexe (Bresson, Dumais, 2021). La coordination et la confiance venant couvrir les dimensions

professionnelle et éthique de l'aide à domicile. *Il s'agira ainsi de revenir sur la diversité des aidants, familiaux et salariés qui interroge leurs complémentarités, leurs hiérarchies et leurs responsabilités, éclairant ainsi les problèmes de coordination. Le symposium abordera également les difficultés des politiques sociales à expliciter ce qui relève des solidarités publiques et familiales, individuelles et collectives face au défi majeur de l'accompagnement à domicile pour ces personnes dites "vulnérables".*

Communication 1

La part cachée du travail de *care* dans le soutien à domicile en France et au Québec : un processus d'invisibilisation renforcé par la NGP

Catherine Lenzi (*HETS – HES/SO Genève*)

Christian Jetté (*Université de Montréal*)

Résumé :

A la lumière de nos résultats, nous proposerons au cours d'une première communication de mettre en lumière la part cachée du travail de *care* réalisée par des catégories d'emploi traditionnellement dévalorisées dans l'appréciation systématique qui est faite de leur travail associé à du "sale boulot". Notre propos sera essentiellement de rendre compte du processus d'invisibilisation qu'elles subissent sous le poids d'une rationalisation accrue liée au tournant gestionnaire, à travers la négation des ressorts inventifs qu'elles déploient pour répondre au plus près des besoins des personnes dans un *care giving* respectueux de leurs désirs et dignité. Partant de là, nous proposons de porter la focale sur les aides à domicile en France et les préposées d'aide à domicile dans les entreprises d'économie sociale en aide à domicile (EESAD) au Québec. L'éclairage sur ces catégories d'emploi dans les deux territoires offre une loupe grossissante sur la façon dont la rationalisation issue de la Nouvelle gestion publique entame la professionnalité et les marges de manœuvre des acteurs et actrices du domicile. Les effets récents de la pandémie dans la mise au devant de la scène de franges entières de personnels qui relèvent des métiers du soin à la personne ont été l'occasion de nommer la part indicible de leur travail contenue dans le *care*.

Communication 2

Emotions et sagesse pratique dans la coproduction du travail du *care* à domicile

Catherine Lenzi (*HETS – HES/SO Genève*)

Stéphanie Ethier (*Université de Montréal*)

Audrey-Anne Dumais-Michaud (*Université Laval, Québec*)

David Grand (*ENSEIS-ESPASS, France*)

Résumé :

Toujours sur la base du travail de recherche conduit selon le principe du " regard croisé " France-Québec sur les territoires de l'intervention à domicile (Jetté & Lenzi, 2020), cette seconde communication mettra au jour les ressorts émotionnels du travail du *care* (Molinier, 2013) réalisé au domicile des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie. On verra que l'isolement des personnes et le délaissement qu'elles subiraient de la part de leur proche accentuent un phénomène de " personnalisation de l'intervention " (Lenzi, 2020) qui amène les intervenant.e.s à se positionner parfois contre ce qu'ils/elles jugent délétère pour le bien-être et la dignité des personnes. Cela passe par une réinvention des pratiques à travers des habilités à jouer sur les règles et normes instituées afin de coproduire l'intervention avec les personnes dans le respect de ce qu'elles sont intrinsèquement. Illustrant ce processus, nous verrons que l'attention portée à l'autre qui s'incarne dans la première étape du *care* telle que définie par Joan Tronto (se soucier de/ *caring about*) permet d'accéder à une connaissance sensible et fine de la personne de façon à adapter, ajuster, transformer l'intervention pour une réponse au plus près de la réalité de ses besoins et de ses désirs (prendre soin de façon adaptée/ *care giving*) (Tronto, 2009). Désirs qui ne sont pas toujours en adéquation, loin s'en faut, avec les protocoles d'intervention imposés par les institutions et les attentes des proches, voire les injonctions qui sont faites aux intervenant.e.s par les familles.

Ainsi, au-delà des dispositions des intervenant.e.s à être affecté.e.s par les situations-limites de prise en charge au domicile des personnes vulnérables, une attention particulière sera portée aux " règles des sentiments " (Hochschild, 2003) et à la construction sociale des émotions dans l'accompagnement à domicile (Lenzi, 2018) qui, tout à la fois, activent des ressorts émotionnels, support à la sagesse pratique ou à l'agir prudentiel (Champy, 2009) guidé par une éthique du *care* (Paperman, 2011) et, dans le même temps, passent sous silence les " sentiments moraux " qui s'expérimentent en pratique et forment une connaissance sensible des publics au fondement du jugement professionnel (Lenzi & Milburn, 2020).

Communication 3

Besoins, vulnérabilité et aide à domicile: comment la confiance se noue avec les différents acteurs de l'aide aux aînés

Lucie Dumais (*UQAM - Université du Québec à Montréal*),

Maryse Bresson (*Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, France*),

Séverine Mayol (*Université Saint Quentin en Yvelines, France*)

Résumé :

Dans le domaine du soutien à domicile, différents contributeurs de services (établissements publics, OBNL, agences privées, proches aidants) participent au *care* tout en influençant les réorientations du système d'aide, un ensemble incarnant le *Welfare Mix*. La coordination entre toutes ces parties prenantes et leurs interventions particulières est névralgique : elle doit se faire dans un ordre qui paraisse cohérent et efficace pour tous, tout en étant confortable, sécuritaire et fiable pour les personnes aidées et leurs proches. Ce domaine se prête aussi à une interrogation sur un objet important d'investigation : la construction de la confiance en soi et à autrui des personnes à domicile. Les aînés présentent des situations variées de vulnérabilité (vivre ou

non seule, avec de faibles revenus, peu de mobilité, des incapacités cognitives, une fragilité psychique). Nous inspirant de L. Zucker qui distingue trois dimensions de la confiance (intuitive, relationnelle, institutionnelle) et recourant à la notion de trajectoire de la confiance, au cœur de cette communication nous interrogerons comment se construit la confiance des personnes accompagnées tant à l'égard de leurs proches aidants et des personnels rémunérés, que des pouvoirs publics territoriaux. Pour cet exercice, nous montrerons que la confiance est autant le produit d'échanges interindividuels que le produit d'un système reposant sur un ensemble de réseaux de relations, qui articule l'essentiel et l'interchangeable, l'intime et le formel, le passé et le présent.

De cette façon, au cours de cette troisième communication, il sera question de mettre au jour qu'en dépit de la vulnérabilité des personnes dépendantes, d'une part, et de la précarité du personnel (importante dans le secteur de l'aide à domicile), d'autre part, le jeu de la confiance offre des marges de manœuvres. Nous insisterons de cette façon sur les manières qu'ont les intervenantes de construire la confiance et d'atteindre un accompagnement de qualité et de l'autonomie dans le travail et, in fine, de juger de leurs propres compétences professionnelles.

Références bibliographiques :

Aballéa François (2012), *Institutionnalisation et désinstitutionnalisation de l'intervention sociale*, **Edition Octares**.

Bellot Céline, Bresson Maryse, Jetté Christian (2013), *Le travail social et la nouvelle gestion publique*, Presses Universitaires du Québec.

Bresson Maryse, Dumais Lucie (2021), " Les défis de la coordination des services et des parcours d'accompagnement à domicile auprès des personnes vulnérables : ambiguïtés politiques, diversité des aidants et conflits de morale ", *Cahiers de l'Actif*, sous presse (dossier intitulé : *L'accompagnement à domicile : état des lieux et articulation avec la logique de parcours coordonné*)

Champy Florent (2009), *La sociologie des professions*. Presses universitaires de France.

Hochschild Arlie Russell. (2003), " Travail émotionnel, règles de sentiments et structure sociale ", *Travailler*, 2003/1, n°9, p. 19-49.

Jetté Christian et Catherine Lenzi (dir.) (2020), *Les territoires de l'intervention à domicile dans les champs de la dépendance. Regards croisés France/Québec*, **L'Harmattan, Coll. Logiques sociales, sortie septembre 2020 (dir. avec C. Jetté)**

Jetté Christian (2020), " Les associations et la nouvelle gestion publique dans les services de soutien à domicile auprès des personnes âgées : une perspective France-Québec, in C. Jetté et C. Lenzi (dir.), *L'Harmattan, Coll. Logiques sociales*.

Lenzi Catherine et Philip Milburn (2020), " La dimension discrétionnaire de l'éducation sous contrainte: une analyse sociologique des compétences prudentielles et émotionnelles ", *Le travail social sous l'œil de la prudence*. Res Socialis. Bale / Lausanne, Schwabe Verlag / Editions HETSL : 294.

Lenzi Catherine et Philip Milburn (Dir.) (2015), *Les Centres éducatifs fermés : la part cachée du travail éducatif en milieu contraint*, rapport publié sur le site du GIP Mission de Recherche Droit et Justice (CNRS et Ministère de la justice), janvier (350 pages).

Lenzi Catherine (2020), " Les métiers du domicile : les ressorts adaptatifs, relationnels et émotionnels de la professionnalité ", in C. Jetté et C. Lenzi (dir.), L'Harmattan, Coll. Logiques sociales.

Lenzi Catherine (2018), " La construction sociale des émotions dans l'accompagnement des mineurs sous main de justice : entre ressorts d'action et invisibilité ", in *Sociétés et jeunesse en difficulté*, n°20, automne 2018, dossier : La place des émotions dans le travail socio-éducatif (dir. Virat Maël & Lenzi Catherine).

Molinier Pascale (2013), *Le travail du care*, éd. La dispute, Paris.

Paperman Patricia et Sandra Laugier dir. (2011), *Le souci des autres: éthique et politique du care*. Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Tronto Joan C. (2009), *Un monde vulnérable: pour une politique du care*. Paris, La Découverte.

Liste des auteurs

- Achard, Christelle, 81, 186
AITDRA, AYOUB, 40
ALCARAZ, Anaïs, 110
Amavi, messanh, 51
ANTONY, Damien, 54
Aranda, Coralie, 183
Autant-Dorier, Claire, 56
- Bachmann, Laurence, 121
Bahmed, Dalila, 172
BALZANI, Bernard, 55
Balzani, Bernard, 210
Baroud Merhej, Rita, 86
Bataille, Jean-Marie, 165
Becquet, Valérie, 65
BELLELLE, Swan, 129
Bettaieb, hajer, 108
BINET, Michel G. J., 173, 178, 181
Blin, ludovic, 31
Bondenet, Noémie, 128
Bonny, Yves, 112, 114
BORTOLOTTI, Rosa, 36
Boukhari, Sarah, 128
Boyer-D'Alesio, Bianca, 193
Brandt, Pierre-Yves, 138
Bresson, Maryse, 216
Bribosia, Frédérique, 121
BRÁS, Oriana, 178
- Cadet, Aurélien, 17
Carbajal, Myrian, 148
CERVERA, Melaine, 210
Chabot, Sylvain, 159
Chaibi, Leina, 183
Charles, Charlène, 16
Chartier, Marie, 93
Chevalier, Mathilde, 126
Citras, Laurine, 128
Clavé-Mercier, Alexandra, 162
CLENET, Catherine, 70
Clouse, Fabien, 75
Colombo, Annamaria, 148
cornand, renaud, 108
Cosson, Marie-Elisabeth, 157
Couteaux, Gwenaëlle, 121
Creux, Gerard, 116
Csupor, Isabelle, 121
Céléri, Isabelle, 172
- d'Halluin, Estelle, 162
Damhuis, Lotte, 145
- Defois, Cécile, 157
DELAY, Maryvonne, 26
Delhayé, Pascaline, 166
Denais, Coralie, 126
Dessart, Grégory, 138
Dock, Thierry, 88
DOSE, Laura, 168
Dumais, Lucie, 216
Dumais-Michaud, Audrey-Anne, 216
Dupuis, Jean-Claude, 55
dutrioux, christine, 48
- Edouarzin, Rose Catherine, 193
Ethier, Stéphanie, 216
- Fahed dit Mouawad, Reine, 22
Faye, Abdoulaye, 107
Fellay-Favre, Elisa, 134
Feron, Pauline, 140
Ferrand, Laure, 7, 42
Fiand, Isabelle, 157
Figueira, Clarissa, 19
FLORIAN, Xavier, 44
Fournier, Xavier, 157
- GARDIEN, Eve, 153
Gaspar, Jean François, 204
Gaspar, Jean-François, 121
Georges, Glaphyra, 193
Gouillet, Fabienne, 121
Grand, David, 216
Grasset, Léa, 126
Grenier, Corinne, 48
grima, yoann, 107
Guillerm, Maeliz, 24
Guinamant, Emma, 126
Gulfi, Alida, 33
Guy, Fleur, 157
- Halifax, Juliette, 154
HARDI, Jennifer, 210
Hatano-Chalvidan, Maude, 70
Heijboer, Claire, 101
Hernandez, Ana, 121
Hervoche, Lison, 126

Hervouet, Lucile, 38
 HIRLET, philippe, 55, 210
 Houadfi, Saïda, 204
 humbert, christophe, 29

 Jacquemard, Laura, 67
 Janvier, Roland, 55
 Jetté, Christian, 216
 Joffres, Sébastien, 62, 159
 Joly, Sandra, 210
 JONDEAU, Claire, 173, 181

 Keurmeur, Anaïs, 126
 Khalil, Aline, 83
 Krummenacher, Laetitia, 79, 132
 Krzystofik, Alice, 13

 LAC, Michel, 77
 lacascade, yves, 108
 Lacoste, Louise, 13
 Lambelet, Daniel, 197
 Laville, Matthieu, 70
 Le Romancer, Nicolas, 24
 Lecaplain, patrick, 73
 LECHAUX, PATRICK, 170
 Leclercq, Benjamin, 136
 Lefebvre, Ophélie, 126
 Lefelle, Marie, 91
 Lelubre, Marjorie, 150
 Lenzi, Catherine, 216
 Lepage, Chantal, 126
 Lesueur, Sandrine, 121
 LIBEROS, Ghislaine, 114
 Linde, Kévin, 159
 LONCLE, PATRICIA, 184
 Loser, Francis, 121
 LYET, Philippe, 121
 Lyet, Philippe, 204

 Madiot, Clarisse, 201
 Maisin, Charlotte, 145
 Marcandella, Elise, 210
 marchal, virgnie, 59
 Martin, Aurélie, 101
 Maugere, Amélie, 44
 Maunaye, Emmanuelle, 184
 Mazereau, Philippe, 70
 Mazuray, Justine, 172
 Mercolli, Mauro, 121
 MESNIER, SAMUEL, 128
 Mezzena, Sylvie, 79, 132, 204
 Michel, Aurélie, 128
 Michel, claire, 96

 Moine, Alexandre, 11, 157
 Molina, Yvette, 121, 204
 MONTEIRO, David, 178, 181
 Morin, Baptiste, 24
 Moutard, Julie, 115
 Murgue, Delphine, 56

 Nemer, Sana, 4

 Panel-Laboury, Clémentine, 126
 Peneau, Margaux, 126
 Perez, Marie-Odile, 101
 Perez-Roux, Thérèse, 101
 Perherin, Virginie, 157
 Perriard, Valérie, 33
 Perron, Pascale, 112
 Petiau, Anne, 176
 Picot, Aurélie, 97
 Poisson, Fransez, 184
 Ponnou, Sébastien, 142
 Potin, Emilie, 112
 PROTTO, Brigitte, 119

 QUERRO, Cécilia, 114

 Regnier, Claire, 116
 Richard, Manon, 126
 Rist, Barbara, 176
 Rivet, Gilles, 172
 RIZK, Yves, 210
 RoCHAT, Etienne, 138
 Rodari, Sophie, 121
 ROI, Claire Sophie, 166
 ROMAGNOLI, ROBERTA, 199
 Ronchi, Anne, 121
 Rossier, Amélie, 33
 Rouffet, Clémence, 128
 Rupin, Louise, 126
 Régnier, Claire, 157

 Sabatier, Yves, 101
 Said omar, Nawad, 25
 Sanches, Carine, 99
 sauvadet, thomas, 10
 Savarieau, Béatrice, 172
 SEUX, Rémi, 56
 Siffert, Isabelle, 194
 Six, Marie-Laure, 105
 SOFONEA, Muriel, 56
 Stauffer, Laeticia, 138
 Stroumza, Kim, 152
 Séverine, Mayol, 216

 Tabin, Jean Pierre, 204

Tanner, Pascal, 138
Terrier, Eugénie, 154, 157
Testini, Antonio, 79
tissot, pascaline, 202
Tschopp, Françoise, 121
Turchet, Laure, 13

Vanbiervliet, Laurie, 88
VANKEERBERGHEN, Audrey, 140
Verron, Christophe, 101
Verstaepen, Thierry, 121
Veyrié, Nadia, 111
Vilbrod, Alain, 101
Vrancken, Didier, 204
Vuckovic, Gwenaëlle, 126

Wittorski, Richard, 70, 172

Table des matières

GIS_Hybrida_IS_Colloque_Affiche.pdf	1
Titre_du_book.pdf	2
Une approche par les évolutions des questions sociales	3
Les assistants sociaux au Liban : action et sens, Sana Nemer	4
” Des expériences du quotidien à la contre-productivité des organisations du travail social : réflexions sur les épreuves professionnelles des jeunes travailleurs sociaux ”, Laure Ferrand	7
La prévention spécialisée en situation extrême : travailler dans des quartiers résidentiels transformés en espaces notoires de narcotrafic, Thomas Sauvadet	10
Le concept de " territoire " : Un changement de paradigme pour le travail social, Alexandre Moine	11
Processus de politisations féministes dans une structure d’insertion par le travail des personnes sans domicile, Retours sur une recherche-action-formation, Alice Krzystofik [et al.]	13
Interroger les frontières de l’intervention sociale : Le cas des centres de psychanalyse gratuits, Charlène Charles	16
Un éducateur qui (se) cherche : retour réflexif sur une désidentification professionnelle, Aurélien Cadet	17
Recherche aux frontières de l’exclusion, retour d’expérience avec les biffins d’île de France, Clarissa Figueira	19
La retraite : Processus de transition et bien-être subjectif des retraités, Reine Fahed Dit Mouawad	22

L'Éducateur Technique Spécialisé, moteur de la construction sociale et professionnelle des personnes accompagnées, Nicolas Le Romancer [et al.]	24
Séparé par une instance, frère et sœur un lien sans conséquence ?, Nawad Said Omar	25
L'Aidance, au cœur du lien familial, Maryvonne Delay	26
Une approche par le travail social et ses organisations	28
Le déploiement d'un système d'information pour la coordination gérontologique: une innovation institutionnelle au service du décloisonnement des secteurs d'intervention ?, Christophe Humbert	29
La participation: question centrale, Ludovic Blin	31
La collaboration interprofessionnelle éducateurs sociaux-infirmiers dans les structures résidentielles du handicap en Suisse romande : quelles frontières entre ces groupes professionnels ?, Alida Gulfi [et al.]	33
La prévention spécialisée 2.0 : quels enjeux pour quelles pratiques ?, Rosa Bortolotti	36
Les travailleurs sociaux face aux violences intrafamiliales en Polynésie française., Lucile Hervouet	38
Les professionnels d'orientation au Maroc au risque de l'organisation gestionnaire, Ayoub Aitdra	40
" Travail de nuit, travail invisible. Des représentations du travail de nuit en EHPAD aux épreuves de professionnalité. ", Laure Ferrand	42
Décrire et comprendre les formes de l'intervention en travail social. Deux approches de recherche complémentaires pour en saisir les dimensions émancipatrices et aliénantes, Xavier Florian [et al.]	44
La transformation des EFTS : La génération de la convention de compromis au sein d'une organisation pluraliste, Christine Dutrieux [et al.]	48
Professionnalisation du social et du médico-social: une monographie française après la loi n° 2002-02 du 02 janvier 2002, Messanh Amavi	51
L'accueil social inconditionnel de proximité au défi d'une lecture multi-référencée de ce qui s'y joue, Damien Antony	54
Actes de direction, Organisations en actes. Coévolution des logiques professionnelle, organisationnelle et institutionnelle, Jean-Claude Dupuis [et al.]	55

Confinés, dé-confinés : ce que la crise sanitaire fait faire en protection de l'enfance, Claire Autant-Dorier [et al.]	56
Recul des frontières dans l'intervention sociale : " de l'institution à la cité ", Virginie Marchal	59
Fabriquer les formations sociales. Le collectif à travers la bureaucratisation des formations sociales, Sébastien Joffres	62
" On fait tous du social " : frontières et porosité des activités des professionnels de la jeunesse du local, Valérie Becquet	65
La "mise en scène" du dispositif : des adaptations de l'ASLL dans trois associations d'insertion par le logement, Laura Jacquemard	67
Les professionnalités dans le Travail Social : constructions et variations des métiers et des activités, Maude Hatano-Chalvidan [et al.]	70
Production et transfert de connaissances pour la conception d'une nouvelle mesure éducative à domicile en Ile-et-Vilaine, Patrick Lecaplain	73
Des paradoxes du travail social aux antagonismes du travail social : la clinique comme analyseur des évolutions du secteur, Fabien Clouse	75
De la porosités des frontières dans le champ de l'intervention sociale, Michel Lac	77
Construction de la confiance dans l'action éducative à domicile dans les familles en protection de l'enfance : un travail de nature esthétique en appui sur les émotions, Sylvie Mezzena [et al.]	79
Les maisons-relais, outil de prise en charge de la grande-exclusion : vers une remise en cause des frontières habituelles de l'intervention sociale ?, Christelle Achard .	81
Titre : Pour l'élaboration d'un programme générique de préparation au mariage à l'Église maronite Libanaise : un processus participatif soulignant le rôle du travailleur social., Aline Khalil	83
La protection de l'enfant contre la maltraitance intrafamiliale et scolaire : Procédures opérationnelles et stratégies d'action adaptées aux écoles catholiques au Liban, Rita Baroud Merhej	86
Quelles sont les ressources mobilisées par une association porteuse d'innovation sociale pour intégrer le travail soutenable ? Analyse à partir d'une structure aux frontières des secteurs de la santé mentale et l'agroécologie., Laurie Vanbiervliet [et al.]	88

Corpus récolté en contexte réel et création d'un référentiel de compétences langagières dans le domaine de l'aide à la personne avec les personnes âgées, Marie Lefelle	91
Se former à un métier de l'éducation spécialisée par apprentissage : le vécu de situations problématiques au cœur de la construction des professionnalités, Marie Chartier	93
Le praticien réflexif : acteur de changement ? La place de la réflexivité dans le dispositif de formation en travail social, Claire Michel	96
La recherche en travail social en Norvège : une analyse des thèses de doctorat., Aurélie Picot	97
L'apprentissage du care pour les métiers du lien : regard psychanalytique sur la construction d'un Je professionnel, Carine Sanches	99
La professionnalité des formateurs à l'épreuve des mutations dans le champ du travail social, Thérèse Perez-Roux [et al.]	101
Recherche et méthodologie intégrée en travail social, vers une approche transversale, Marie-Laure Six	105
Le mémoire professionnel des Educateurs de Jeunes Enfants : entre logique d'universitarisation et logiques de " bricolage "., Yoann Grima [et al.]	107
Les étudiants en travail social face aux sciences sociales. Quelles appropriations pour quels changements dans les pratiques ?, Renaud Cornand [et al.]	108
L'écoute complexe et la clinique narrative chez les travailleurs sociaux : Un enjeu de formation intimement liée à la sphère privée, Anaïs Alcaraz	110
Étudiants en travail social précaires : une dimension paradoxale ou une transformation des expériences ?, Nadia Veyrié	111
Les apports de la sociologie à la transformation des métiers du social. Zoom sur l'expérience du master Intervention et Développement Social à Rennes., Emilie Potin [et al.]	112
Accompagner la professionnalité des travailleurs sociaux via la recherche-action en formation, Cécilia Querro [et al.]	114
Circulation et promotion des savoirs situés dans la formation des travailleurs sociaux, Julie Moutard	115

Le travail social à l'épreuve des référentiels de formation : les transformations d'un champ professionnel à travers une analyse sémantique, Gerard Creux [et al.]	116
Evolution de la profession ASS à travers la formation en alternance, Brigitte Protto	119
Expériences de " pas de côté " dans la professionnalisation aux métiers de l'intervention sociale, Philippe Lyet [et al.]	121
L'implication des personnes concernées dans la formation des travailleurs sociaux, Mathilde Chevalier [et al.]	126
La formation au Diagnostic social de territoire : des formes de coopérations vertueuses en terre d'utopie franc-comtoise., Samuel Mesnier [et al.]	128
travail de groupe mené par des étudiants en formation d'assistantes de service social (2e année), Swan Bellelle	129
Une approche par l'intervention sociale et ses paradigmes contemporains	131
Pratiques d'attention et de tissages de relations : Prendre appui sur l'expérience des jeunes et des professionnels pour la prévention des risques liés au numérique, Laetitia Krummenacher [et al.]	132
L'intervention au domicile : au plus loin de l'intime, Elisa Fellay-Favre	134
Une professionnalisation inaboutie de l'intermédiation ? Les prestataires du " développement social urbain " dans les quartiers d'habitat social en France, Benjamin Leclercq	136
L'engagement bénévole des personnes âgées de 65 ans et plus dans le dispositif de maintien à domicile du Canton de Vaud (Suisse), Laeticia Stauffer [et al.]	138
Les " relais d'action de quartier " à Bruxelles : la traduction sur le terrain d'un dispositif politique de lutte contre le COVID., Pauline Feron [et al.]	140
Pratiques d'Orientation Clinique en Travail Social, Sébastien Ponnou	142
" Le travail social auprès de personnes qui exercent la prostitution : quelles spécificités politiques ? ", Charlotte Maisin [et al.]	145
Sexualité et estime de soi : un discours professionnel visant à renforcer l'empowerment des jeunes femmes ou reproduction de l'ordre du genre ?, Myrian Carbajal [et al.]	148
Le Crebis, faire de l'alliance de la recherche et l'intervention sociale une réalité par la création d'une interface dédiée, Marjorie Lelubre	150

Les moments de coprésence parents-enfants-professionnels dans le champ de la protection de l'enfance : un dispositif fécond mais difficile à habiter, Kim Stroumza	152
Des frontières sociocognitives de l'intervention sociale - Repenser l'action professionnelle avec les personnes directement concernées, Eve Gardien	153
Impacts du contexte territorial sur les pratiques professionnelles en protection de l'enfance, Juliette Halifax [et al.]	154
L'approche Territoriale Chez Les Travailleurs Sociaux : Représentations, Formations Et Pratiques Professionnelles, Eugénie Terrier [et al.]	157
L'expérimentation quantique de LPC, Sébastien Joffres [et al.]	159
Reconfigurations et enjeux de l'accompagnement social des demandeurs d'asile et réfugiés en territoire périurbain : quand des bénévoles s'en mêlent, Alexandra Clavé-Mercier [et al.]	162
Intervention sociale situationnelle, changer le cours d'un centre de loisirs, Jean-Marie Bataille	165
La recherche-action : un passeport pour l'innovation sociale., Pascaline Delhay [et al.]	166
Expérience d'une coanimation d'un dispositif d'intervention-recherche en centre social, Laura Dose	168
Faire bouger les lignes/les perspectives/les frontières des territoires de professionnalisation du travail social par la formation supérieure : la mise au travail des normes (académiques, professionnelles, managériales) pour quelle(s) professionnalité(s), Patrick Lechaux	170
Analyser les transformations des métiers par la collaboration praticiens- chercheurs. Quelques effets d'une recherche collaborative ?", Béatrice Savarieau [et al.]	172
Autoconfrontation accompagnée et théorisation-en-acte dans l'un des métiers du travail social : L'accompagnement comme paradigme du Conseil en Économie Sociale Familiale, Michel G. J. Binet [et al.]	173
L'enrôlement des proches-aidant.e.s par les politiques publiques : vécus et enjeux d'une figure frontière, Anne Petiau [et al.]	176
Le travail de la frontière du social et du sanitaire dans les soins palliatifs : Analyse conversationnelle de réunions d'une équipe intra-hospitalière au Portugal, Michel G. J. Binet [et al.]	178

Session de co-analyse de données conversationnelles (Data Session), précédée d'une brève introduction et suivie d'un débat, Michel G. J. Binet [et al.]	181
Hybridité de l'accueil chez un proche en protection de l'enfance ; entre solidarité privée et solidarité publique, Leina Chaibi [et al.]	183
L'accompagnement local des personnes exilées : les relations entre professionnel.le.s et bénévoles dans les champs du logement et de l'aide alimentaire, Patricia Loncle [et al.]	184
Les maisons-relais, " modèle alternatif " permettant de (re)penser les frontières de l'intervention sociale, Christelle Achard	186
La cape trouée des travailleuses sociales : quel pouvoir pour le travail social ?, Bianca Boyer-D'alesio [et al.]	193
De la dispersion des populations migrantes à la mobilité des professionnels de l'action sanitaire et sociale : le déploiement de " l'aller-vers " face à la " crise de l'accueil des exilés ", Isabelle Siffert	194
Une approche par les politiques publiques	196
L'intervention sociale dans le champ de la justice pénale entre " Evidence-Based Practice " et clinique de l'action située, Daniel Lambelet	197
Pandémie et éducation : les lignes de tension, Roberta Romagnoli	199
Les actions d'insertion, outils de la politique départementale d'intervention sociale, Clarisse Madiot	201
La question éthique dans les métiers de l'éducation et de la formation : quels enjeux de professionnalisation ?, Pascaline Tissot	202
Métiers, politiques sociales et savoirs : des frontières en mouvement, Yvette Molina [et al.]	204
ARTICULER L'EVALUATION ET LA PARTICIPATION DANS LE SECTEUR SOCIAL, Philippe Hirlet [et al.]	210
Les transformations des territoires professionnels, émotionnels et éthiques de l'intervention à domicile : regards croisés France-Québec, Catherine Lenzi [et al.]	216
Liste des auteurs	221